Les Temps Modernes

14e année REVUE MENSUELLE n° 156-157

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

Février-Mars 1959

ALGÉRIE : MYTHES ET RÉALITÉS

ALBERT-PAUL LENTIN. — L'Algérie au jour le jour. (octobre 1958-février 1959)

MOURAD OUSSEDIK et JACQUES VERGÈS. — Plaidoiries pour des combattants.

●

THÉRÈSE CZARNECKI-MILHAUD. — Le garde-meubles.

TÉMOIGNAGES

PIERRE PERVENCHE. — Prudents comme le serpent, simples comme la colombe.

ENQUÊTE

SERGE MALLET. — Aspects nouveaux de l'industrie française. I. La Compagnie des Machines Bull.

EXPOSÉS

ISAAC DEUTSCHER. — Trotsky en 1921 : défaite dans la victoire.

●

LUCIEN GOLDMANN. — La réification.

CHRONIQUES

ELENA DE LA SOUCHÈRE. — L'amère victoire de Fidel Castro.

JEAN POUILLON. — Vaudou, Zar et possession.

NOTES

— *Les Livres.* CLAUDE COUFFON : « La vieille fille et le mort », de Violette Leduc. — MONIQUE LANGE : « Le repos du guerrier », de Christiane Rochefort.

— *Le Théâtre.* RENÉE SAUREL : « La Punaise », de Vladimir Maïakovski ; « Les Possédés », d'Albert Camus, d'après Dostoïevsky.

— *Le Cours des Choses.* ELENA RIBERA : Le souvenir d'Antonio Machado.

Les Temps Modernes

revue mensuelle

paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur

JEAN-PAUL SARTRE

Secrétaire général

MARCEL PÉJU

★

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration, ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit le jeudi après-midi sur rendez-vous

★

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e — Tél. BABylone 17-90

★

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 290 F

★

TARIF D'ABONNEMENT

France........ 3.100 F
Étranger...... 3.360 F; recommandé : 3.660 } à partir du 1er décembre 1957

	Ordinaire	Recommandé
Livres sterling	2/15	3
Francs suisses	35	40
Francs belges	400	470
Dollars	8	9
Lires	4.700	5.500

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 50 francs

Les Temps Modernes

L'ALGÉRIE AU JOUR LE JOUR

(Octobre 1958-février 1959)

Alger, 1er octobre.

Dîner de petites têtes au Palais d'Été

Est-ce symbolique ? A l'entrée de la rue de Varenne qui abrite, Hôtel Matignon, les services de la Présidence du Conseil, un grand panneau annonce « Rue à double sens ». Et il est bien vrai que ces lieux semblent toujours voués au double sens, au moins en matière algérienne. Le noir et le blanc y sont astucieusement confondus, et c'est avec la plus grande impartialité que la chèvre intégrationniste et le chou fédéraliste s'y trouvent également ménagés. Il est toutefois certain qu'entre l'intégrationnisme et le fédéralisme, entre la tendance statique et la tendance évolutive en matière de politique algérienne, de dures batailles se préparent.

Champions de l'intégrationnisme, les colonels possèdent encore entre leurs mains des cartes maîtresses. Les puissants moyens de pression dont ils disposent ne leur permettront-ils pas de faire échec aux quelques listes constituées par des musulmans désireux de constituer une troisième force entre la collaboration et la résistance, et des libéraux européens locaux ou « parachutés » de Paris ? S'ils réussissent à faire sortir de leurs isoloirs communautaires une forte majorité de béni-oui-oui « intégrationnistes », ils auront la partie belle pour proclamer avec eux, à tous les échos du Palais Bourbon, que la masse musulmane s'est prononcée contre l'indépendance, et pour « l'Algérie française ».

Fort de l'appui de toute une technocratie et de tout un secteur néo-colonialiste du capitalisme français, De Gaulle, en face d'eux, souhaite faire surgir du néant, du « vide politique », comme il dit, un certain nombre de « nationalistes modérés » qui ne seraient

pas seulement des figurants, mais des interlocuteurs, et avec qui il pourrait discuter d'un statut nouveau de l'Algérie. Ce statut pourrait être comparable, par exemple, dans une première phase, à celui de Madagascar, État doté de l'autonomie interne et inclus dans la Communauté sous le régime de l'article 76 de la Constitution. Cependant le Président du Conseil ne se fait guère d'illusions. S'il laisse les colonels « faire » les élections législatives comme ils ont « fait » le référendum, les « nationalistes modérés » n'ont aucune chance. Mais puisqu'on ne peut pas les prendre de front, pourquoi ne pas essayer de les tourner, les colonels ? Pourquoi ne pas chercher à s'appuyer directement sur ces forces vives de l'armée, sur ces cadres moyens qui, à la veille du 13 mai, jouaient un rôle si décisif dans ces mouvements en profondeur qui ébranlaient tout l'appareil de l'armée ? Pourquoi ne pas engager le dialogue avec ces capitaines qui, non contents d'être soldats, se sont faits dans le bled instituteurs, journalistes, psychologues, secrétaires d'administration, cinéastes, infirmiers, bonnes d'enfant et moniteurs de camps de vacances — le jour, bien entendu, car la nuit, l'Algérie appartient au F.L.N. Si quelques-uns d'entre eux avaient l'insigne honneur d'être invités à la table du Général, les autres, les milliers d'autres, n'auraient-ils pas l'impression grisante d'avoir tous partagé le vivre et le couvert avec le chef suprême de l'armée?

Voilà pourquoi aujourd'hui, de Maison Blanche à Alger, dans le cortège officiel, les voitures des colonels klaxonnent rageusement leur « Ti - Ti - Ti - Ta - Ta - Al-gé-rie fran-çaise ». Rageusement parce que les cinq-galons se sont faits superbement court-circuiter. A dix-sept heures, les grilles du Palais d'Été se referment sur dix-sept capitaines, arrivés de tous les coins d'Algérie pour rencontrer le Général.

D'abord intimidés, les jeunes convives bientôt se détendent et expriment sans fard le fond de leur pensée. Horreur! Ces pensées sont pires encore que celles de leurs supérieurs plus galonnés. L'un d'eux situe le débat dans le contexte international tel qu'il l'imagine. « *D'un côté, il y a Moscou et ses complices du Caire, leurs agents au F.L.N., soutenus par le parti communiste français. De l'autre côté, il y a la France et la communauté française, avant-garde de l'Occident et de la civilisation.* » C'est simple, c'est manichéen, et ça dispense de réfléchir. Un autre évoque — c'est le sujet qui préoccupe tout le monde — le cas des Algériens « francophiles » dont on a fait des « chefs d'îlot » dans les quartiers musul-

mans des grandes villes, des délégués spéciaux, des soldats des groupes de protection, des harkis... Il y a là un problème de responsabilité morale. « *Dans le bled*, dit le capitaine, *chacun d'entre nous a donné sa parole d'officier que la France protégerait toujours ceux qui accepteraient de voter, se monteraient à nos côtés, coopéreraient avec toutes les institutions françaises. Nous ne voulons pas qu'ils deviennent des « glaouis » à la merci d'une revanche du F.L.N. Nous nous sommes engagés. La plupart d'entre nous ont sur la conscience l'expérience indochinoise : nous nous étions engagés envers les catholiques du Vietnam et nous les avons abandonnés. Il ne s'agit pas de politique, il s'agit d'honneur. On ne peut pas nous faire faire n'importe quoi.* »

Le Général, vexé, déplie son double mètre, et du haut de sa hauteur, laisse tomber d'une voix sèche : « *Qu'est-ce qui vous fait penser que De Gaulle abandonne ceux qui s'engagent avec lui?* »

Le propos est évidemment sans réplique, mais, à ce stade. l'entretien ne peut que se terminer par un procès-verbal de carence, L'état-major d'Alger qui, on le saura plus tard, s'était arrangé pour trier sur le volet, selon ses propres critères, les dix-sept capitaines de service, a bien manœuvré. Les colonels ont peut-être, aux yeux de l'opinion publique, quelque peu perdu la face. Sur le terrain politique, ils viennent tout de même de marquer un point.

Constantine, 3 octobre.

UNE IMPASSE GRANDIOSE

Quarante mille personnes attendent depuis deux heures, sous le soleil, place de la Brèche, le discours historique par lequel De Gaulle doit enfin résoudre les énigmes, dissiper les équivoques et lever les hypothèques de sa politique algérienne. Comme le 5 juin dernier, on peut voir les journalistes sur le toit de la Grande Poste, et, en face, au balcon du théâtre, les membres du C.S.P. local qui ont reconverti en croix de Lorraine leurs francisques d'antan.

L'allocution commence, sur le mode grandiloquent, par une monumentale contre-vérité : « *Trois millions et demi d'hommes et de femmes d'Algérie, sans distinction de communauté, dans l'égalité totale, ont apporté à la France les bulletins de leur confiance. Ils l'ont fait tout simplement, sans que nul ne les y contraigne.* »

Ovations. Elles viennent du balcon du C.S.P., des « paras » du 8e R.C.P., qui se vantent d'avoir liquidé ces jours-ci, « à l'algéroise », le « dernier réseau F.L.N. de la ville », et de quelques groupes de musulmans encadrés. (« *Ces gens que l'Armée a envoyés pour m'applaudir* », dira le Général, tout de même lucide...) « *Il y a là*, poursuit l'orateur, *un fait aussi clair que la lumière éclatante du ciel.* » Le bluff est tout de même colossal. Représentez-vous un Walter Ulbricht, par exemple, présentant en ces termes triomphaux une consultation électorale en Allemagne de l'Est, et vous n'avez qu'à imaginer les ricanements et les sarcasmes avec lesquels un « Rayon Z », un Georges Ravon et autres Bénazet accueilleraient un tel langage... Le Général cependant poursuit majestueusement son propos qui, au fur et à mesure qu'il se développe, passe davantage au-dessus de la tête de ses auditeurs. Où veut-il en venir? Personne n'en sait rien. Une expression cependant choque : « personnalité algérienne ». Un frémissement parcourt la masse grise de la foule, que piquent de-ci, de là, les bérets rouges des « paras », comme des coquelicots dans un champ de blé. Des groupes se mettent à scander les cris d' « Algérie française », qu'ils reprendront au beau milieu de l'ovation qui salue, avec les « De Gaulle — De Gaulle », la péroraison finale. Les musulmans, eux, n'applaudissent ni le discours, ni sa traduction en arabe. Leur réserve est impressionnante. C'est le grand silence de ces muets dont parle Camus : « *Si l'on veut que la France règne seule en Algérie sur huit millions de muets, elle y mourra.* »

Le discours est distribué à la presse. J'y remarque avec étonnement une allusion aux « *100 millions de Français qui, le 28 septembre, ont décidé de bâtir ensemble leur avenir dans la liberté, l'égalité et la fraternité* ». Les dernières statistiques ne donnent que 80 millions d'habitants pour toute la Communauté. Est-ce insuffisance d'information si le Général en a découvert 20 millions de plus ? Ou tendance naturelle à la mégalomanie déformante? Je n'irai pas lui chercher sur ce point une vaine querelle. Ce qui m'affecte davantage, c'est de constater que le texte sacré n'apporte nullement la lumière révélée qu'on attendait de lui. De Gaulle s'est bel et bien refusé à « *figer dans les mots ce que l'entreprise va peu à peu dessiner* ». C'est la confusion érigée en doctrine, la prolongation indéfinie des jeux acrobatiques du dosage et de l'équilibre. La religion gaulliste, avec ses contradictions, demeure toujours grosse de schismes futurs. Chacun continuera à y déceler

la vérité qu'il a cru découvrir sous le képi du Général, dont les deux étoiles ne dispensent aucune clarté nouvelle. Chacun trouvera dans le discours de Constantine à boire et à manger. A boire pour M. Guy Mollet, pour M. Stevenson, pour la Fédération Socialiste des Bouches-du-Rhône, pour les ministres Michelet et Grandval, et pour le brain trust musulman de l'ancien maire d'Alger, Jacques Chevalier. A manger pour M. Soustelle et pour M. Debré, pour M. Bidault et pour le général Massu, pour le Comité d'entente des anciens combattants d'Alger et pour le capitaine S.A.S. de Bordj Bou Arreridj. Les uns ou les autres seront certes dindonnés, mais il n'est pas encore possible de savoir lesquels. Chacun, en tirant un peu la couverture de son côté, peut découvrir dans ce discours les apaisements ou les options qu'il souhaite, soit en faveur de l'Association, soit en faveur de l'Intégration (que le général déclare — en privé — « périmée ou prématurée », mais non pas « impossible »). Les soustelliens font valoir que la politique d'intégration, sans doute remise en question, à terme, sur le plan constitutionnel, se trouve, pour l'heure, même si le mot d'intégration n'est pas mentionné, renforcée sur le plan politique, social, humain, puisque d'une part l'Algérie enverra des députés au Palais-Bourbon dans les mêmes conditions que la Métropole, et que d'autre part les élites des deux communautés, sans distinction de confession, se voient réserver le dixième des places dans les différents cadres de l'État : armée, administration, magistrature et grands services publics. Les « anti-intégrationnistes », de leur côté, se félicitent de voir reparaître l'expression de « personnalité algérienne » qui, depuis le 6 février 1956, avait disparu à la trappe, sous les mottes de terre lancées contre Guy Mollet. Ils ajoutent qu'en envisageant l'avenir sous le signe d'une « solidarité étroite de l'Algérie avec la métropole française », le Général a exclu *de facto* l'intégration.

Telles sont les ambiguïtés du futur. Quant au présent algérien il apparaît riche de promesses : nouveaux logements, nouveaux emplois, distribution de terres, égalisation des salaires sur ceux de la Métropole, essor économique, scolarisation totale. Il y a quatorze ans, le 12 décembre 1943, des promesses du même genre étaient tombées de la même bouche, à l'intention du même auditoire, sur la même place de la Brèche, à Constantine. Elles ont été, depuis lors, renouvelées par à peu près tous les présidents du Conseil de la IVe République. Que sont-elles devenues ? Et que

deviendront celles de De Gaulle en face d'impératifs économiques et financiers que le Général semble ignorer ? Les experts chiffrent à deux cents milliards par an, au bas mot, le coût annuel des dépenses du plan de cinq ans annoncé à Constantine. Comment la France pourra-t-elle débourser une telle somme, si elle poursuit par ailleurs une guerre qui lui coûte quatre cents milliards par an (sans compter les cent milliards de dépenses civiles) et qui l'empêche de construire elle-même assez d'écoles et assez de logements ? Devra-t-elle réduire sa consommation intérieure, alourdir ses impôts, et accélérer le processus d'une inflation qui n'est encore que trottinante, mais qui pourrait bientôt galoper. L'impasse, pour être grandiose, n'en est pas moins une impasse totale. Point n'est besoin d'être grand prophète pour prévoir que si la paix n'est pas rétablie en Algérie, le plan quinquennal de De Gaulle connaîtra le même sort que le plan décennal de Robert Lacoste, dont tout le monde a oublié jusqu'à l'existence...

Le Général, dit-on, ne veut pas le savoir. Lui qui lit Machiavel et Bossuet, il ne se préoccupe nullement de ces statistiques, de ces chiffres et de ces graphiques qu'on trouve dans les rapports d'experts, mais non chez les bons auteurs. Il entend pour sa part remuer des idées, et non des gros sous. L'intendance suivra. Les thuriféraires fidèles suivent déjà. Ne cherchez pas à dégonfler les baudruches dont ils s'entourent. Si vous leur dites que l'Algérie de De Gaulle est aussi imaginaire que celle de Malraux, ils vous reprocheront de calculer, de supputer sordidement le prix de la grandeur nationale. Vous ne serez à leurs yeux que les intellectuels masochistes possédés du démon impur de la décolonisation sur le dos de leur pays, les empêcheurs de glorifier en rond, et les éternels boudeurs des chances de la France.

Mais où sont les chances de la France dans le discours de Constantine ? J'y vois un grandiose délire, auquel il ne manque même pas la référence apocalyptique à la possibilité d'un cataclysme universel. Je n'y vois nulle part une ouverture sérieuse vers une solution concrète et rapide du problème algérien. L'apostrophe aux maquisards est un remarquable morceau d'éloquence, mais elle est vide de tout contenu politique. Elle ressemble à ces appels à la capitulation pure et simple des maquis que Guy Mollet et ses ministres lançaient en 1956. De Gaulle n'aurait-il fait que retailler à sa mesure l'habit de Christian Pineau ? Ne serait-il qu'un Guy Mollet, le panache en plus ? Guy Mollet insistait lui aussi sur les réformes

économiques et sociales, parlait scolarisation et réforme agraire, qualifiait « d'absurde » le combat du F.L.N., et encourageait l'armée à « poursuivre la pacification ». De Gaulle après Guy Mollet croit-il vraiment que le problème algérien pourra se résoudre avec des terres irriguées, des usines nouvelles, et des députés algériens au Palais-Bourbon ? Et que des dizaines de milliers d'Algériens vont déposer les armes pour se présenter aux urnes militarisées, pour bénéficier des bienfaits d'un utopique plan de cinq ans, et pour jouir du droit désormais sans entrave de conserver les hypothèques à Vouziers ou de percevoir les impôts à Barcelonnette ?

Paris, 14 octobre.

LES PREMIERS COCUS

De Gaulle, à la fin de sa tournée en Algérie, a eu bien des bontés pour le haut personnel militaire. Il a tracé lui-même l'axe des prochaines offensives contre l'A.L.N. Il a promis d'examiner avec la plus grande bienveillance les demandes d'un renfort de 100 000 hommes. Et le jour de son départ, dans les salons de l'aérodrome de Télergma, il a rédigé lui-même une lettre manuscrite exprimant sa confiance au général Salan pour « *poursuivre et achever la pacification complète de l'Algérie* ». Une pluie d'étoiles et de galons s'abat d'autre part sur les états-majors : la feuille de chêne va fleurir au képi de Lacheroy, et sur les épaulettes de Trinquier et de Vaudrey, deux ficelles d'argent se transforment en ficelles d'or. Cet avancement professionnel est pourtant un recul politique. Si Godard, prodigieusement habile, se maintient toujours à la tête de la Sûreté d'Alger, Lacheroy a cessé de parler à titre officiel, tandis qu'à Blida ou à Orléansville, Trinquier et Ducasse, quelque peu en exil, s'éloignent des poisons et délices du jeu politique. Ce n'est pas encore le crépuscule des colonels, mais il est vrai que de gros nuages passent devant leur soleil. Et que les roses qu'on leur remet en bouquets cachent de perfides épines.

Pourquoi ces épines ? Parce que le chef du gouvernement vient d'apprendre que l'État-Major d'Alger et le C.S.P. Algérie-Sahara se sont empressés d'établir, sans le consulter, la liste officielle et complète des 71 futurs députés (parmi lesquels de nombreux officiers de carrière) qui seront librement élus le 30 novembre prochain en Algérie. Cette fâcheuse initiative contrarie directement

ses plans de promotion de certains « nationalistes modérés » et de listes mâtinées-panachées, mi-« ultras », mi-libéraux. Il lui faut donc, sous peine de se laisser complètement déborder, frapper un grand coup contre les plus remuants des activistes du 13 mai. « *Je saurai leur montrer mon ingratitude* », avait-il dit en juin, à leur sujet, parodiant Louis XVIII. Il s'engage cette fois-ci dans cette direction. Le C.S.P. et l'état-major d'Alger ne peuvent que retarder cinq jours — ultime baroud d'honneur — une lettre et une directive à Salan dont la diffusion par les agences de presse — le 13 octobre à 22 heures — fait à Paris l'effet d'une bombe.

Ces documents sont en effet écrits sur un ton catégorique qui chatouille agréablement la sensibilité de la gauche française. Les militaires de l'armée d'Algérie sont fermement invités à ne plus se mêler désormais que de ce qui les regarde. Ils devront se retirer des Comités de Salut Public, et renoncer à se présenter aux élections du 30 novembre. Ils devront supporter par ailleurs — c'est là tout au moins la théorie — de voir d'autres listes s'opposer aux listes uniques et officielles « pour la défense de l'Algérie française » qu'ils avaient soigneusement mijotées, et mises au point. Entre Alger et Paris, un pavé de belle taille vient de tomber dans la Mare Nostrum, dans cette Méditerranée qui, selon la géographie du général Salan, « *traverse la France comme la Seine traverse Paris* ». Voici les lendemains qui déchantent. Voici les premiers cocus des équivoques gaullistes. Il y en aura d'autres. Soustelle peut-être ? Pour le moment, il se défend bien, manœuvrant en retraite, en souplesse, et évitant le risque des épreuves de forces inutiles ou mal engagées. Mais il n'est pas sans inquiétudes : « *Il y a trois choses*, a-t-il l'habitude de dire, *que l'on commence sans savoir comment elles se termineront : un amour, une carrière et une révolution.* » La « Révolution » peut-elle avorter, et la carrière mal finir ? Rien n'est encore vraiment joué. Toute l'habileté soustélienne, et celle des colonels, va consister maintenant à saboter le plus discrètement, et le plus efficacement possible, les directives reçues. Déjà la *Dépêche Quotidienne* nous avertit « *qu'aucune organisation politique actuellement interdite ne pourra participer aux élections* » et que les candidats « *qui apporteraient leur encouragement à la rébellion* » s'exposeraient à des poursuites pénales. Tout de même, dans l'amalgame « ultras »-armée, un léger coin a été enfoncé. Reste à savoir s'il se trouvera un levier politique capable de peser d'un poids assez décisif pour faire éclater le bloc.

Alger, 16-21 octobre.

DU SALUT PUBLIC AU RADICAL-SÉRIGNYSME

C'est Delbecque qui, le premier, se met au garde-à-vous. Il écrit au général Massu que, pour les C.S.P., les temps sont venus de se dissoudre. Ses collègues ne se montrent pas, tout d'abord, disposés à un aussi aimable hara-kiri. Ils décrètent, à tout hasard, que la patrie est en danger, et qu'ils siégeront d'urgence, de jour et de nuit. Dans le grand bureau du Ministère de l'Algérie, chacun met devant soi sur la table les paquets de « Bastos » et de « Mélia », pérore dans la tabagie, s'exalte de sa propre fièvre et s'imagine qu'il va revivre les heures historiques du 13 mai. Hélas, une révolution, même d'opérette, ne se recommence pas tous les six mois, et cette fois-ci il y manque l'essentiel : l'armée. L'attitude et les propos de Massu ne laissent aucun doute à ce sujet : « *Messieurs, en exécution des ordres du chef du gouvernement, nous quittons le Comité.* » S'il était orateur, le brave général ajouterait quelques mots choisis pour signaler patriotiquement la gravité de l'heure et pour exprimer sa profonde émotion, mais comme il est réellement très ému, il ne peut que bredouiller plus encore qu'à l'ordinaire. Des cris fusent, et, parmi les plus aigus, ceux de Baudier, son cher « grand jeune homme à lunettes » qui défoule devant Massu ses complexes d'abandon.

— « *Restons ou partons ensemble! Ne nous quittez pas, mon général, ne nous quittez pas!* »

Hélas, Messieurs, le Général vous quitte. Six minutes après l'ouverture de la séance, on le retrouve dans les couloirs, marchant à grandes enjambées, comme un entraîneur d'une équipe de football, suivi de ses onze équipiers en uniforme.

Dans la salle, la confusion est à son comble. De Sérigny est un des premiers rats qui quittent le navire battu par la tempête. Il démissionne. Les « mous » s'en vont — Les « durs » demeurent. Finalement il ne se trouve plus que vingt présents sur soixante-treize membres du C.S.P. décidés à décréter pour le lendemain les classiques grèves et manifestations.

La grève, il faut bien le dire, paraît impopulaire, malgré 100 000 tracts invitant les Algériens à reprendre le chemin du Forum. Quant à la manifestation, elle sera piteuse. Elle fera « tchouffa » comme dit le populaire. Reste la botte secrète, l'ultime espoir

et la suprême pensée : le voyage de deux importants « musulmans de service » du C.S.P., Bachir El Madaoui et Azem Ouali, chargés de gagner Paris avec la mission — facile, n'est-ce pas ? — de « retourner le général De Gaulle ». Ils partent en matamores. Ils reviennent penauds, l'oreille basse. Ils n'ont pu voir que Soustelle, un Soustelle empêtré dans son obéissance et dans son amertume. Celui qui n'est que « le grand méchant mou » les a conseillés en ces termes : « *Il faut avaler la couleuvre. Je les avale bien, moi, les couleuvres. Une toutes les quarante-huit heures. Même que je commence à avoir l'estomac lourd.* » Les émissaires savent ce que parler veut dire. Il ne leur faut pas vingt minutes pour retourner leur gandourah. Ils reviennent à Alger favorables à la circulaire Salan. Par Allah, ce ne sont que de pauvres béni-oui-oui, et ce n'est pas leur faute, à eux, si le oui de Paris ne se prononce pas comme le oui d'Alger.

Tout de même, le coup est dur. Il est d'autant plus dur que Salan, qui vient de témoigner au procès du bazooka, et qui rentre lui aussi de Paris par son *S. O. Bretagne*, paraît bien disposé à jouer — au moins sur ce terrain, et une fois n'est pas coutume — la carte du loyalisme, et à en finir avec les « desesperados » du C.S.P. Les cinq principaux « meneurs », convoqués dans son bureau, s'entendent dire : « *Si vous maintenez votre ordre de grève, je vous embarque pour les territoires du Sud à bord d'un Bréguet-deux-ponts, justement sous pression à l'aérodrome de Maison Blanche. Prenez vos responsabilités, car les moteurs tournent.* » C'est là un langage parfaitement clair, à Alger, où, plutôt que le danger, on préfère braver le ridicule, même s'il tue. A minuit, les « meneurs », aidés de Neuwirth, se transforment en parlementaires pour aller prêcher la soumission aux derniers extrémistes — Merlo, Martel, Lefèvre, Lagaillarde — irréductiblement retranchés sur des positions inexpugnables : les sièges de la brasserie Piller, rue Michelet. Lagaillarde — malheur aux barbus ! — se voit abandonné de tous, et contraint de capituler, dans l'honneur et la dignité. Il succombera à l'aube, comme la chèvre de Monsieur Seguin. Le « Comité de Salut Public d'Algérie-Sahara », le vrai, le dur, l'historique est mort. Au tableau noir de son destin, une main implacable a écrit cette équation : 13 mai + 16 octobre = 0.

Il renaît pourtant de ses cendres, cinq jours plus tard, tel ce Phénix qui donne ici son nom à la plus célèbre des anisettes, mais il est méconnaissable. Il s'est transformé en une « organi-

sation des Comités de Salut public », conçue comme la plus banale des « associations reconnues d'utilité publique » de feu la IVe République. On y trouve — à gogo — du président et du vice-président, et du président de commission, et du secrétaire et du secrétaire général, et du trésorier général et du trésorier général adjoint. Ce n'est plus du néo-fascisme, c'est du radical-sérignysme. L'objectif n'est plus le Renouveau national, mais la place de député aux prochaines élections. Ces perspectives nouvelles suffisent à provoquer, dans la patriotique cohorte, une agitation frénétique. Ce n'est plus le Forum, c'est la foire sur la place. (Ah, madame, voilà les bons fromages. A nous toutes les places et tout de suite. Pourquoi pas moi ? Ne poussez pas.) C'est la foire d'empoigne, avec crocs-en-jambe et coups fourrés, dans le meilleur style du défunt « système ». Ultimes soubresauts, dernières séquelles des querelles du 13 mai et nouvelles empoignades pré-électorales : la meute bigarrée des « corporatistes » (Merlo, Martel, Lefèvre), des gaullistes orthodoxes (L'Hostis, Puech Samson, etc.) et des opportunistes professionnels (De Sérigny, Abdessalam) s'entre-déchire à belles dents. « *Moi, monsieur, j'ai fait le 13 mai avant vous* ! » Les disputes personnelles prennent un tour grotesque sous l'œil désolé des colonels, qui ont également bien du souci — ne serait-ce que parce que Paris leur enlève progressivement le contrôle de « l'hebdomadaire des forces armées », *Le Bled*. Civils et militaires, activistes et temporisateurs, demi-fascistes et fascistes intégraux, tous se traitent à la ronde de pantins et de guignols, et ils ont tous raison. De Sérigny, qui ne sait plus sous quel panache s'abriter, et en est réduit à faire garder son journal par les C.R.S. De toutes manières son gaullisme est garanti pour quelques semaines, sinon pour longtemps. A l'heure du triomphe d'Auguste, il ne peut être que Monsieur Loyal.

Paris, 22 octobre.

UN DIALOGUE MAL ENGAGÉ

Ils me paraissent bien ténus, les fils que mes amis Amrouche et Farès s'efforcent de nouer, depuis le 31 août, avec une obstination louable, entre De Gaulle et le F.L.N. Le cercle, relativement large, des initiés (car, ici, Polichinelle règne sur les secrets d'État, qui, chacun sait cela, transpirent dès lors qu'on veut les étouffer) en discutent avec une irresponsabilité qui m'épouvante. Inspirés

par un optimisme naïf, des espoirs injustifiés, ou simplement le désir frénétique d'être ou de paraître bien renseigné, conversations et bavardages vont bon train dans les chancelleries, les salles de rédaction et les salons bien parisiens. Sur le plan de l'information vérifiée, quels sont les éléments sérieux, c'est-à-dire les écrits qui resteront, tandis que s'envoleront tant de paroles jacassantes ? Il y en a deux : une lettre par laquelle M. Pompidou, directeur du cabinet du président du Conseil, indique à M. Ferhat Abbas que le général De Gaulle est prêt à le rencontrer à Paris, et une lettre par laquelle certains ministres algériens — il s'agirait de Ferhat Abbas, Krim Belkacem et du Dr Lamine — notifient à Farès qu'ils sont prêts eux aussi à rencontrer le chef du gouvernement français. C'est peu ? C'est tout de même beaucoup, si l'on songe que De Gaulle, en traitant vraiment comme « interlocuteurs valables » des hommes hier encore officiellement qualifiés de criminels de droit commun et de vulgaires malfaiteurs, accomplit un pas en avant que n'avaient jamais osé risquer, aussi hardiment, sous la IVe République, les Mollet, les Gaillard, les Pflimlin et autres Bourgès-Maunoury. Pourquoi alors mon scepticisme ? A cause de la personnalité des intermédiaires, trop portés à tirer vers eux la couverture, et à interpréter dans le sens le plus favorable au rapprochement des points de vue opposés, les événements, les situations, les suggestions et les perspectives ? Je suis loin de partager l'implacable sévérité de certains à leur égard. Jean Amrouche aime trop les belles lettres pour ignorer le sens précis des mots et Farès est loin d'être, à mon sens, un mauvais diplomate. Avec sa calvitie bonhomme, ses joues rebondies et son sourire jovial, n'est-il pas la rondeur même, à l'heure où l'on voudrait tellement arrondir les angles ? Le malheur, c'est que les angles ne se laissent pas si aisément arrondir, et qu'entre les thèses en présence, la marge à combler apparaît large comme un fossé.

Le point de vue exact du F.L.N. est assez mal connu en France, même de ceux qui se prétendent spécialistes des affaires maghrébines. Il importerait pourtant de le connaître dans toutes ses précisions.

Aux yeux des dirigeants du F.L.N., le gouvernement Ferhat Abbas représente au Caire l'Algérie combattante, comme le gouvernement De Gaulle représenta jadis à Londres la France combattante, et il est au moins trois principes sur lesquels il pourra difficilement transiger :

1° Il ne peut être négocié qu'un cessez-le-feu d'ensemble et non des cessez-le-feu locaux, même si l'armée française, acquise à la théorie des « armistices dans le cadre du quadrillage et non dans le cadre d'une négociation », cherche à baptiser de tels cessez-le-feu « ralliements » ou « alliances locales » pour éviter le mot fâcheux de « reddition ».

2° Des pourparlers sur un cessez-le-feu militaire ne peuvent être séparés d'un minimum de pourparlers politiques, qui permettraient par exemple de dire, pour la première fois clairement, que l'Algérie n'est pas la France et que les Algériens ne sont pas français.

3° La représentativité du gouvernement algérien doit être reconnue, et l'un des moyens de cette reconnaissance pourrait être la rencontre, en terrain neutre, de ses représentants avec ceux du gouvernement français.

De Gaulle, quant à lui, se refuse à reconnaître, même de facto, le gouvernement Ferhat Abbas. Son plus grand effort de compréhension et de conciliation — lié à sa volonté de parvenir à une représentation pluraliste, non monolithique, des « élites algériennes », consisterait à accepter, grâce à un « cessez-le-feu », de réintroduire, dans un jeu politique *qu'il entend continuer à diriger*, les forces vives de l'Algérie combattante, et, par exemple, à ne pas exclure des futures compétitions ou collaborations « *entre toutes les tendances* » la « tendance F.L.N. ».

Ses concessions — à la limite de ce que peut permettre, selon lui, l'actuel rapport des forces entre les libéraux d'une part, les « ultras » et la majorité de l'armée de l'autre — apparaissent cependant fort insuffisantes à l'immense majorité des Algériens. Et c'est pourquoi le dialogue qui, comme celui de ces dernières semaines, cherche à escamoter des contradictions évidentes, est un dialogue mal engagé. S'il n'a pas été interrompu, et s'il a même progressé, c'est qu'à le poursuivre, les deux parties trouvent un intérêt tactique immédiat. Le F.L.N. n'est pas fâché de démontrer à la virtuelle « troisième force » du « nationalisme modéré » qu'elle n'a aucune raison de se manifester en ce moment, et que les Bao Daï n'ont qu'à rentrer dans l'ombre puisque l'on traite avec les Ho Chi Minh. Quant à De Gaulle, il ne lui déplaît pas de mener *aussi* contre le F.L.N., parallèlement à la guerre des djebels, la guerre psychologique. Si des pourparlers avec Ferhat Abbas réussissent, il en tirera, sur le plan intérieur français, un parti

extraordinaire. Et s'ils échouent, sa propagande, en opposant à « l'intransigeance » de l'adversaire sa propre bonne volonté, remportera un incontestable succès en contribuant à isoler le F.L.N. politiquement devant l'opinion musulmane en Algérie, et diplomatiquement devant l'opinion et les instances internationales. Ainsi, de part et d'autre, les cartes apparaissent biseautées. Et la maldonne est inévitable.

Paris, 23 octobre.

Le catastrophique drapeau blanc

Conférence de presse capitale — une de plus — du Général, dans un décor « d'époque » de l'Hôtel Matignon. Une heure avant l'ouverture, quatre cents invités, attachés d'ambassade, attachés de presse et journalistes sélectionnés (double patte blanche de la carte de presse et de la carte d'invitation) s'écrasent, dans une atmosphère d'étuve, sur les rouges banquettes de quatre salons dorés communiquant l'un avec l'autre par leurs battants largement ouverts. Les caméras de la télévision se sont installées dans les placards d'angle où Talleyrand rangeait jadis sa vaisselle précieuse. Les privilégiés occupent le premier salon, face à l'estrade surélevée réservée au Général et à ses ministres et collaborateurs, sages et silencieux comme à une distribution de prix. Les autres invités, un peu dépaysés sous les cristaux bringuebalants des lustres, entre les grands rideaux de velours beige tendus sur les portes-fenêtres donnant sur le parc, suivront de loin, grâce à un savant jeu de glaces, les grands gestes du Général, et pourront écouter, par haut-parleurs, l'intégralité ou les bribes de ses propos.

Les aiguilles de la grosse pendule de bronze marquent trois heures lorsque De Gaulle, en costume gris sombre croisé, fait son entrée et se soumet de bonne grâce à l'épreuve — pénible pour ses yeux malades — des flashes qui crépitent à un mètre de lui. « Terminé, Messieurs ! » Sur un signal, les cinéastes et photographes disparaissent, comme des figures d'un ballet bien réglé, et, sur un autre signal, les portes donnant accès aux quatre salles se ferment en même temps. Mise en scène parfaite, signée Malraux. Le Général s'installe devant une petite table, face à une batterie de micros. Il commence à parler, d'une voix que le rhume rend plus sourde, et quatre cents stylos-billes attentifs commencent à courir sur les bloc-notes.

L'exposé initial est très vaste, très général. Il y est tout de même question d'un cessez-le-feu en Algérie, en des termes qui font sourire béatement Guy Mollet tandis que Soustelle demeure impassible. Voici l'heure des questions et des réponses. « *Maintenant, Messieurs, je me livre à vous* », dit le conférencier, qui ne se livre d'ailleurs qu'à moitié, puisque certaines questions importantes sont préparées à l'avance par tel ou tel « baron », et les réponses apprises à peu près par cœur. Aussi, c'est avec un parfait sang-froid, en ménageant ses effets, que le chef du gouvernement, enchaînant sur un échange sans grand intérêt, lâche soudain sa bombe : « *Je répète tout haut ce que j'ai déjà fait savoir... Si des délégués du F.L.N. étaient désignés pour venir régler avec l'autorité la fin des hostilités, ils n'auraient qu'à s'adresser à l'ambassade de France à Tunis ou à Rabat. L'une ou l'autre assureraient leur transport vers la métropole. Là, une sécurité entière leur serait assurée et ils auraient la latitude de repartir.* »

Voilà qui est considérable, et sensationnel. Le compte rendu de mission d'Abderamane Farès aurait-il été si positif que le Général puisse se croire certain de pouvoir accueillir très prochainement à Paris, comme on l'affirme dans son entourage, Ferhat Abbas et un ou deux de ses ministres ? Mon pessimisme serait-il injustifié ? Hélas, trois fois hélas! De Gaulle assortit bientôt cette déclaration de quelques commentaires brutaux qui viennent jeter bas toute la construction diplomatique si patiemment édifiée : « *J'ai parlé de la paix des braves. Qu'est-ce à dire? Que ceux qui ont ouvert le feu le cessent, et qu'ils retournent sans humiliation à leur famille et à leur travail... La vieille sagesse guerrière utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires. Et je réponds que, dans ce cas, les combattants seraient reçus et traités honorablement.* » Boum — Badaboum — Patatras. O porcelaine fragile de Lausanne, de Rome, de Montreux, de Tunis, de Florence et autres lieux des subtils contacts! L'éléphant sacré la piétine, la fait voler en éclats, la réduit en miettes.

Est-ce inconscience de sa part ? Ou machiavélique calcul pour « rassurer l'armée » en limitant systématiquement la portée d'un éventuel cessez-le-feu, et pour torpiller par la même occasion les pourparlers en obligeant moralement le partenaire à un refus qui lui laissera le beau rôle à lui, De Gaulle. Certains amis du Général plaident l'inconscience. Mais, vraiment, le chef du gouvernement

ne se doutait-il pas qu'à Paris, la presse et la radio soustellisées, et, à Alger, les journaux « ultras », les seuls qui existent, les seuls que lisent les maquisards, ne s'arrangeraient pas pour présenter ses déclarations, non pas comme une offre de négociation avec le F.L.N., mais comme un appel à sa demi-capitulation? (« reddition des rebelles, livraison de leurs armes, dissolution de leur état-major »). Pensait-il que les combattants des djebels établiraient la différence — comme on le fait à Saint-Cyr — entre le « drapeau blanc des parlementaires » et le « drapeau blanc de la reddition »? Est-ce délibérément que le chef du gouvernement vient de traiter « les gens d'en face » non pas comme des Algériens, mais comme des Français, valeureux, certes, mais égarés, auxquels on ouvre les bras et qu'on appelle à revenir au bercail? Mais alors ce paternalisme camouflé en générosité est précisément ce qui choque le plus les Algériens (n'est-ce pas pour en finir avec lui qu'ils ont pris les armes?) et ce qu'ils considèrent, au premier chef, comme fondamentalement inacceptable. Excès de sensibilité? Peut-être, mais les facteurs d'affectivité et de sensibilité jouent, dans le conflit franco-algérien, un rôle considérable, parfois étonnant. La passion est, au Maghreb, un formidable moteur politique. Et puis, derrière les questions qui pourraient paraître à première vue formelles, on voit apparaître bien vite les questions fondamentales. En tout cas, la psychologie des combattants algériens est, à Paris, suffisamment méconnue pour que la gaffe — ou la manœuvre — du « drapeau blanc » passe à peu près inaperçue. Consternante inconscience : parmi les quatre cents professionnels de l'information présents à l'Hôtel Matignon, plus de trois cents, j'en suis sûr, sortent de cette conférence de presse avec l'impression que la paix en Algérie est pour demain.

Tunis, 1er novembre.

POURQUOI NOUS COMBATTONS

Je suis arrivé à Tunis en pleine « petite conférence maghrébine », puisque le président Bourguiba ne cesse pas de conférer avec le leader marocain Allal El Fassi (retour du Caire) et avec les leaders algériens Ahmed Francis et Krim Belkacem, le premier, ministre des finances et le second vice-président du Conseil et ministre de la guerre et, à ce titre, porte-parole des combattants des maquis

au sein du gouvernement Ferhat Abbas. Quand j'ai quitté Paris, presque tout le monde s'étonnait de la sécheresse et du caractère négatif de la réponse du gouvernement algérien aux ouvertures de De Gaulle. Ici presque tout le monde s'étonne de cet étonnement et trouve que les « incroyables déclarations de De Gaulle sur le drapeau blanc » ferment brutalement la porte aux propositions de paix algériennes du 26 septembre (abandon du préalable de l'indépendance) et justifient amplement le raidissement du F.L.N.

Entre Paris et Tunis, entre la France et le Maghreb, la différence de climat est saisissante. Au bout de quatre ans de guerre, pardessus des dizaines et des dizaines de milliers de morts et des milliers de « disparitions », un gouffre d'incompréhension s'est creusé. Comment jeter un pont au-dessus de ce précipice ? Les journalistes que leur métier amène à faire la navette entre la France et l'Afrique du Nord peuvent, à mon sens, faire beaucoup en tissant inlassablement entre ces deux mondes un réseau d'informations objectives. Il n'est pas mauvais de laisser, pour l'heure, la parole à Krim Belkacem, à Ahmed Boumendjel, chef des services de presse du F.L.N. à Tunis, et à Ahmed Francis. Le premier trapu, vif et sûr de lui, le second massif et subtil, et le troisième véhément jusqu'au bégaiement, s'expriment avec leur tempérament propre, mais leurs voix alternées ne sont pas dissonnantes, et sur le fond, l'unanimité du chœur est impressionnante.

— Vous venez d'avoir, avec le général De Gaulle, des contacts très différents de ceux que vous avez eu l'occasion de prendre sous la IVe République, au temps où les intermédiaires étaient munis de lettres officielles d'accréditation, mais où on n'hésitait jamais à les désavouer après coup. Les nouvelles méthodes marquent-elles un progrès ou un recul ?

— *Un progrès, à notre sens, sans que cela aille encore très loin. Ce sera une idée à peine un peu schématique, et à peine un peu humoristique que je vous donnerai en vous décrivant de la manière suivante les contacts qui viennent d'être pris avec nous. Les intermédiaires, qui ne sont jamais munis d'un accréditif, arrivent et disent : « Bonjour, Monsieur, comment allez-vous? Que je vous avertisse immédiatement, je ne suis pas un émissaire du général De Gaulle!. Ceci posé, je puis tout de même vous assurer que le général De Gaulle a dit telle chose et telle chose, et pense telle chose et telle chose... » ... « Allez voir le général De Gaulle, c'est un homme exceptionnel. Je vous assure*

qu'il vaut le déplacement, et que vous ne serez pas déçu... — Et sur quelle base une telle rencontre? — Ma foi, je n'en sais trop rien, car c'est le Général qui décide de tout. C'est pourquoi, d'ailleurs, je vous assure, vous devriez aller lui rendre visite. »

— Qu'est-ce que cela donne, finalement ?

— *Cela donne, de la part du général De Gaulle, le procédé peu loyal qui consiste à rendre publique une invitation à Paris que nous, responsables algériens, nous venions de décliner. Cela donne la Conférence de presse de l'Hôtel Matignon, qui ne récompense guère les efforts que nous avons déployés tous ces derniers temps. Le 14 octobre, je vous le rappelle, Ferhat Abbas a proposé, au nom du gouvernement provisoire algérien, l'ouverture de négociations, sans préalable, avec le gouvernement français. Il a annoncé la prochaine libération de prisonniers français, indiqué que le problème des attentats était réexaminé, et il a fait l'éloge du président du Conseil français... Nous avons, le 20 octobre, effectivement libéré, à Tunis, inconditionnellement, et les premiers, quatre prisonniers français. En réponse à ces gestes positifs, le général de Gaulle semble s'être engagé dans des manœuvres dignes d'un Lacoste et d'un Mollet. Veut-il vraiment négocier avec nous ou cherche-t-il seulement, en feignant de le faire, à nous dissocier et à nous isoler? Les vicissitudes des événements font qu'aujourd'hui certains d'entre nous se battent dans les rangs de l'A.L.N., d'autres travaillent à l'étranger et d'autres encore ont été victimes de la répression, mais tous mènent le même combat pour la cause. Alors pourquoi De Gaulle semble-t-il traiter différemment ceux du maquis, ceux de l'exil et ceux des prisons? Aux premiers, il offre l'aman sur le terrain. Aux seconds, « ceux des palaces » (c'est ce qu'on disait en 1943 de l'équipe De Gaulle à Londres), les sauf-conduits d'ambassades étrangères. Aux troisièmes, actuellement détenus à la Santé, il offrira sans doute bientôt un traitement différent encore. A tous, il nous réserve le sort des bourgeois de Calais...*

— Les trois groupes que vous venez d'énumérer — gens de l'exil, gens des maquis, gens des prisons — forment, en fait, un ensemble cohérent. Mais comment s'articule cet ensemble ?

— *On sous-estime systématiquement, en France, le rôle, non seulement militaire mais politique, des maquis algériens. On spécule beaucoup, dans les sphères officielles, à Paris, sur le fait de savoir si le centre de gravité du F.L.N. se trouve au Caire ou à Tunis. Ce « centre de gravité » se trouve, en fait, sur le sol algérien, ne*

serait-ce que parce que certains ministres s'y rendent et que certains secrétaires d'État y résident en permanence. Les maquis et le gouvernement provisoire algériens constituent un tout indissoluble. Le gouvernement est l'expression et la projection extérieure d'une lutte qui se poursuit à l'intérieur, si bien que votre fameuse opposition des « politiques » et des « militaires » est factice. Le gouvernement dirige l'action militaire, et les maquis ont leur mot à dire dans les affaires politiques. Cette influence des maquis est considérable, et elle ne joue pas précisément dans le sens des concessions.

— Comment cela ?

— *Quoi qu'en dise la propagande d'Alger, le moral de l'A.L.N. est très élevé. Le combattant n'a pas les mêmes problèmes que le civil vivant dans une zone regroupée sous la « protection » de l'armée. Loin de penser à déposer les armes, il tenterait plutôt de les conserver jusqu'à ce que le dernier soldat français ait quitté l'Algérie. Il est très jeune et très farouche. Il a eu les plus grandes peines du monde à admettre, à la demande de son gouvernement, l'abandon du préalable de l'indépendance avant la négociation, et la libération inconditionnelle de certains prisonniers français. Il a fallu de longues explications de ses chefs pour le persuader de l'opportunité de ces mesures, et sans doute n'a-t-il été convaincu qu'à moitié. Et là-dessus, voilà que le général De Gaulle vient lui demander de hisser le drapeau blanc, qui signifie, à ses yeux de maquisard, non pas la « trêve des parlementaires », non pas la « paix des braves », mais la paix des vaincus, la capitulation sans condition. Le général De Gaulle, qui avait rendu hommage à son courage, il y a quelques mois, l'offense cette fois-ci au plus profond de sa sensibilité et de sa susceptibilité. Son sursaut est celui de la fierté blessée, humiliée. Il s'exaspère, par ailleurs, de voir la propagande adverse prétendre, avec le général Salan, que « les bandes du F.L.N. finiront par se résorber », alors qu'il a, lui, l'impression que la puissance de choc de l'A.L.N., peut-être plus légère, mais certainement plus offensive, ne décroît pas, au contraire. Son premier réflexe sera d'effacer l'injure, de relever le défi. Et lorsque vous viendrez lui parler de nouveaux contacts politiques avec la France, et de l'échange d'intéressants messages diplomatiques, il sera tenté de répondre, par ce proverbe arabe : « L'épée est plus véridique que l'écriture. C'est son tranchant qui marque la limite entre les choses sérieuses et les bavardages. »*

— Craignez-vous un baodaïsme algérien ?

— *Il faut qu'on le sache. Nous n'accorderons jamais à des Bao*

Daï locaux le droit de parler au nom de l'Algérie. Plutôt que de laisser mettre en cause notre unité et notre représentativité, nous préférons combattre dix ans. Du bourguibisme, nous pouvons en faire, à la rigueur, dans une certaine mesure. Mais le baodaïsme, nous ne le tolérerons jamais. Nous nous sommes constitués en tant que mouvement de résistance unique, de type « Front national », si vous voulez une référence européenne, et il n'est pas exclu que nous soyons demain, dans l'Algérie nouvelle, un grand parti de gouvernement, du type du Néo-Destour tunisien par exemple. Pour l'heure, nous sommes avant tout les représentants de l'Algérie combattante, et, en tant que tels, nous sommes les seuls porte-parole qualifiés pour discuter, avec ou sans la participation de la Tunisie et du Maroc, d'un cessez-le-feu et des conditions politiques minima capables de le rendre possible. Après cela si les conditions de liberté et de sincérité d'un scrutin étaient garanties, nous n'hésiterions pas à affronter le verdict populaire dans une consultation démocratique : élection à une assemblée constituante algérienne ou référendum sur l'indépendance, comme en Guinée. Mais nous ne pourrons pas reconnaître la moindre valeur aux élections du 30 novembre, organisées par l'armée française. »

J'arrête là le compte rendu de ces entretiens pour ajouter qu'aux yeux de mes interlocuteurs, les perspectives de règlement, même à terme, du conflit algérien seraient bien sombres s'il n'existait pas le fait — j'allais écrire le phénomène — De Gaulle. Envers la gauche française minoritaire ou inorganisée, analytique et sentimentale, agitée, sentencieuse et stérile, et tristement vouée (jusqu'à quand ?) à la prophétie lugubre, à la prédication impuissante ou à la protestation inefficace, quand ce n'est pas aux querelles de chapelle, leur sévérité est toujours à la mesure de leur déception. De Gaulle par contre, qui les exaspère par bien des côtés, et notamment par son paternalisme, les impressionne cependant par son habileté politique et par l'autorité qu'il a su acquérir. Cela ne signifie pas, comme l'écrivent certains de ses thuriféraires bêtifiants, que fascinés par son impressionnante personnalité, les ministres algériens sont prêts à lui céder ce qu'ils n'auraient pas cédé à d'autres hommes d'État français. C'est même, en vérité, le contraire qui est vrai. Dans la mesure où De Gaulle leur apparaît, non pas encore comme un partenaire, mais comme un adversaire, et un adversaire redoutable, les leaders du F.L.N. seraient plutôt portés à se montrer envers lui plus fermes

et plus méfiants qu'envers tout autre. « *De Gaulle est sans doute le meilleur homme d'État que la France ait eu depuis Richelieu* », m'a dit l'un d'eux, pour ajouter, avec une moue aussi inimitable que l'intonation du Général : « *C'est bien notre veine, à nous Algériens; nous n'avons décidément pas de chance!* »

Il reste que, pour les dirigeants de l'insurrection algérienne, De Gaulle représente enfin cet interlocuteur valable, qu'ils avaient cherché en vain depuis des années, celui qui peut réaliser un jour ce que les ministres débiles de jadis étaient bien incapables de concevoir et encore moins d'exécuter, celui qui peut aller plus loin que d'autres dans le sens de la « décolonisation », sans se faire traiter de « bradeur » par la droite et par l'armée.

Les mêmes dirigeants algériens m'ont exposé très franchement quelles conclusions ils en tirent :

« *Où en est-on? De Gaulle est au pouvoir pour cinq ans, au moins, et la France dort, couchée à ses pieds. Il est seul en France. Nous sommes les seuls en Algérie. Nous sommes à sa mesure. Nous ne voulons pas couper les ponts avec lui, et nous voulons dissiper les illusions nombreuses qu'il entretient encore sur l'Algérie. Son armée raconte qu'elle va gagner la guerre dans quelques mois. Nous dégonflerons ce nouveau bluff. Ils vont susciter des Bao Daï en Algérie. Nous ferons échouer l'expérience baodaïste algérienne. Espérons qu'alors le réalisme de De Gaulle en tirera une conséquence, comme il a su tirer les conséquences de l'échec des pseudo-fraternisations du 13 mai. — Peut-être le moment sera-t-il mûr alors pour le tome III des Mémoires du Général intitulé* La paix en Algérie. *En attendant, nous sommes toujours prêts à discuter avec lui sur des bases sérieuses, mais, de grâce, qu'il range le drapeau blanc au magasin des accessoires!* »

Paris, 20 novembre.

Orgueil et préjugés

On n'arrachera pas facilement de la tête des généraux et des ministres français la conviction chronique, perpétuellement démentie par les faits, mais perpétuellement renaissante, que la victoire est à portée de fusil. Leurs illusions sont tenaces, leur optimisme déraisonnable, mais irréductible, résiste à toutes les tempêtes. Quant à leur esprit mathématique, il y a longtemps qu'il

a découvert ce théorème : si le F.L.N., en constante perte de vitesse, se montre actif dans les villes, c'est qu'il est en train de s'effondrer dans le bled, et réciproquement. Il y a un an, tel président du Conseil nous informait gaillardement que « *les mesures de pacification aboutissaient à d'importants résultats* » et que « *la situation militaire s'était considérablement améliorée* ». Un dernier quart d'heure chasse l'autre, et la dernière version du slogan célèbre nous est fournie aujourd'hui par Alphonse (Juin) maréchal et Immortel, et immortel auteur de ce morceau d'anthologie :

« *La guerre est virtuellement terminée. Il y aura sans doute encore des actes de terrorisme, quelques noyaux rebelles à réduire, mais l'armée française a ce qu'il faut pour remplir cette tâche.* »

En période d'établissement du budget, ces préjugés ridicules vont nous coûter cher : une nouvelle augmentation des crédits militaires pour « mettre le paquet », « en finir une bonne fois » et cueillir les lauriers si proches du triomphe.

C'est en toute bonne foi, je pense, que la plus haute autorité militaire du pays vient d'ajouter cette perle rose à un interminable collier d'âneries, et cette bourde considérable au sottisier déjà volumineux inspiré par la guerre d'Algérie. Les services qui, à Alger, se réclament, sans doute par antiphrase, de « l'intelligence », accablent les bureaux de Paris de rapports circonstanciés affirmant que le F.L.N., profondément coupé maintenant des masses musulmanes, incapable de recruter, de s'équiper et de s'armer, et par ailleurs, profondément atteint dans son moral, se trouve au bord de la catastrophe. Mais en vérité les auteurs de ces « synthèses » prennent leurs désirs pour des réalités. La lassitude, en Algérie, d'une population civile misérable, de plus en plus écrasée et accablée par le poids de la guerre, n'est pas contestable, mais c'est une erreur d'imaginer que cette lassitude puisse affecter sa solidarité profonde, sentimentale, avec l'A.L.N., même si la densité du « quadrillage » et la multiplication des opérations de « regroupement » réduisent l'implantation et les activités de l'O.P.A. (l'organisation politico-administrative du F.L.N.). De même les difficultés réelles de l'A.L.N. pour s'approvisionner en munitions, du fait de l'assez grande efficacité des barrages aux frontières, ne sont pas telles qu'elles puissent diminuer le potentiel offensif de ses forces combattantes. Les grandes unités, les « gros bataillons », qui furent un temps l'orgueil — et l'erreur — de l'A.L.N., les

puissantes « Katiba » de cent et deux cents hommes, facilement repérées par les avions d'observation Piper et Broussard, cèdent progressivement la place aux petites unités de vingt-cinq hommes, très légères, extrêmement mobiles, bien entraînées, fortement armées, et tout particulièrement organisées pour les escarmouches et les coups de main de la guerilla. Techniquement, cette reconversion s'avère payante. Les petites unités font preuve, sur le terrain, et notamment dans le harcèlement des voies de communication, d'une agressivité efficace. Elles sont d'ailleurs favorisées par la saison : la longueur des nuits d'hiver est propice aux embuscades, et le « djounoud » — le simple combattant algérien, qui n'emprunte ni les routes, ni les pistes ni les véhicules — se soucie beaucoup moins que son homologue français des « mauvaises conditions atmosphériques ». Et puis, l'armée française, n'est pas sans connaître elle aussi certaines difficultés. Les plus graves proviennent de la défaillance d'un matériel usé, depuis l'Indochine, par des années de guerre coloniale, si bien que les états-majors ne cessent pas de réclamer un nouvel équipement et un nouvel armement : hélicoptères, mortiers, fusils anglais, mitrailleuses U.S. de 30 et 50 cm, pistolets mitrailleurs français Mas — 49, camions P 45 « Renault » pour routes carrossables et nouveaux camions « Berliet » qui pourraient remplacer les G.M.C. « tous terrains » que les usines U.S. ne fabriquent plus. Ils réclament aussi de nouveaux renforts en hommes, ce qui prouve bien que la crise des effectifs, en ces années de « classes creuses », s'ajoute à la crise du matériel. Cela fait beaucoup de demandes pour une guerre « virtuellement terminée ». Il n'empêche que la théorie de la victoire quasiment imminente est en passe de devenir, au moins pour quelques mois, la théorie officielle de nos baroudeurs anachroniques des guerres de l'autre siècle (« Nous disons à nos officiers : « Messieurs, relisez Bugeaud »). La fable de la paille et de la poutre est d'actualité à Alger.

Les virus de cette auto-intoxication ont-ils atteint aussi le général De Gaulle ? Ou bien se sent-il sans pouvoirs devant les réactions d'une armée si certaine de ses prochains succès définitifs (demain on vaincra gratis) et si convaincu en tout cas de sa puissance présente que, sabotant ouvertement la circulaire d'octobre du chef du gouvernement, elle commence à organiser — sous son contrôle et sous le signe de l'exclusivité des listes favorables à « l'Algérie française » — les élections algériennes, les

« élections à l'algérienne » prévues pour un 30 novembre prochain ? Toujours est-il qu'en dépit des avertissements de tous les observateurs lucides (par exemple Raymond Aron) et même des suppliques des « gaullistes de gauche » d'Algérie (équipe Chevallier-Blachette du *Journal d'Alger*) ou de France (« Convention Républicaine »), il refuse de supprimer, ou même d'ajourner ces élections. Les raisons qu'il met en avant sont celles de l'orgueil incommensurable du souverain prétendûment infaillible et du despote mal éclairé. « J'ai dit en juin, à Alger, qu'un scrutin aurait lieu en Algérie en même temps que dans la métropole. Il ne peut pas ne pas avoir lieu. Ma parole est engagée. » Et puisque, selon le Général, l'honneur avec un grand H, l'honneur selon l'éthique saint-cyrienne est mis en jeu, nous n'avons plus qu'à baisser le rideau devant les perspectives entrouvertes d'une solution négociée du conflit algérien, et à ajouter un chapitre, un de plus, au grand livre des occasions perdues.

Que cette occasion-là soit sans doute la dernière avant de longs mois, peut-être avant de longues années, voilà ce dont je suis, pour ma part, profondément, désespérément convaincu. Je sais quel prix les leaders du F.L.N. attachaient au « test des élections », et c'est avec un serrement de cœur que je me souviens des propos qu'ils me tenaient il y a quinze jours à peine : « *Bien des choses sont possibles avant ces élections, qui ne le seront plus après... Nous Algériens, pouvons dire honnêtement qu'il n'y a pas de commune mesure entre les concessions consenties de votre côté et du nôtre pour mettre fin au conflit algérien. Fehrat Abbas, pour négocier, a renoncé au préalable de l'indépendance. De Gaulle, pour négocier, ne renonce pas clairement au préalable de « l'Algérie française ». Vous nous dites qu'il serait peut-être prêt à le faire. Alors, qu'il le prouve! Pour l'instant, les intentions que vous lui prêtez sont démenties par des faits concrets, et notamment par toutes ses mesures récentes d'intégration économique et sociale de l'Algérie à la France. S'il y ajoute l'intégration politique, s'il fait siéger au Palais-Bourbon des députés algériens considérés comme des députés français, alors, il donnera raison à ceux qui l'applaudissent chez vous à droite et à l'extrême droite. Edgar Faure, dans un sens, avait été plus prudent que lui lorsqu'en 1955 il avait ajourné les élections en Algérie. Si l'on veut parvenir à une négociation il faut que l'Algérie soit disponible. Elles ne sera plus aussi disponible après des élections préfabriquées par l'armée. Après le scrutin truqué, tout le monde,*

au bout du compte, se retrouvera au même point, avec une hypothèque en plus : celle des béni-oui-oui musulmans ceints d'une écharpe tricolore. Et « ces amis-de-la-France-que-la-France-maintenant-ne peut-plus-abandonner » feront écran entre votre gouvernement et l'Algérie combattante. Ils constitueront un obstacle de plus sur le chemin de la paix. La négociation, déjà difficile aujourd'hui, sera plus malaisée encore demain. Est-ce cela que veut De Gaulle? Et s'il prétend d'autre part faire sortir des urnes les « nationalistes modérés » d'un nouveau baodaïsme, il se trompe lourdement. Il a suffi que nous, F.L.N., dénoncions une telle opération pour que pas un seul musulman représentatif ne se porte candidat aux élections du 30 novembre.

Alger, 25 novembre.

Les officiers grands électeurs

Le pronostic de Tunis s'est réalisé point par point. Quelques heures à peine avant l'expiration du délai pour le dépôt des listes, aucun musulman représentatif n'avait fait acte de candidature et aucun candidat européen n'avait pu réaliser avec « ses » musulmans l'association prévue par la loi électorale. C'est en vain que le secrétaire général aux affaires algériennes, M. Brouillet, s'est dépensé à Alger auprès de Jacques Chevallier et de bien d'autres pour essayer de « dégeler » l'atmosphère et de susciter, du côté musulman quelques initiatives « valables ». Toutes ses démarches ont été vaines. Les autorités militaires ont su trouver, par contre, les candidats introuvables. D'un seul coup de baguette magique, de baguette de tambour, elles ont fait surgir à l'heure choisie les 52 listes définitives, qu'elles patronneront plus ou moins directement. Les pratiques que dénonçait M. Hoppenot dans son rapport sur le référendum sont maintenant entrées dans les mœurs. Des dizaines de milliers d'Algériens « mis en condition » par la pression militaire et par « l'action psychologique » voteront pour elles, en masse, sur ordre, comme ils avaient voté au référendum du 28 septembre, par crainte, par prudence, par souci de ne pas courir de risques en s'abstenant d'accomplir cette formalité en forme de mascarade. Il y en aura tout de même des dizaines de milliers d'autres qui, moins exposés aux représailles françaises, et plus influencés par le F.L.N., essaieront de « marquer le coup » » en s'abstenant. Qu'à cela ne tienne! Tous les commandants militaires

des divers secteurs n'ont pas, après le référendum, rendu leurs papiers électoraux à leurs administrés musulmans, et disposent ainsi de véritables paquets de cartes d'électeurs susceptibles de « corriger », en cas de nécessité, les hasards de l'urne. Ainsi les élections, avant que d'avoir commencé, sont déjà « faites », et faites par l'armée. Voilà où nous en sommes, en novembre 1958, 10 ans après les élections « à l'algérienne » de M. Naegelen. Dix ans d'événements, de bouleversements et de cataclysmes, des flots de discours et de sang ont abouti à cette simple mutation qualitative : l'armée remplaçant l'administration dans l'organisation dirigée des libres consultations démocratiques... Une différence : l'arbitraire, en 1958, est devenu encore plus absolu. Pour surveiller ce scrutin, on a bien institué, sans doute par une vieille habitude, des commissions de contrôle, mais il leur a fallu par exemple 3 jours d'investigations pour s'apercevoir qu'un candidat humoriste, l'ex-commissaire Marcellin Abbès, avait constitué sa liste avec des péripatéticiennes baptisées « infirmières » ou « assistantes sociales de S.A.S. », ou qu'un autre, plus facétieux encore, l'antisémite professionnel Henri Lautier avait inscrit à Sétif, sur sa liste « pour l'écrasement préalable des rebelles » les noms de 3 ministres tunisiens collabos — Salah Baccouche, Ahmed Gachem et Abdelaziz Menchari — poursuivis par les tribunaux de Bourguiba. Comment exercer en effet le moindre contrôle, sous le régime de la totale confusion des pouvoirs ? Les officiers font tous les métiers, et l'un d'eux racontait plaisamment qu'il ne savait jamais le matin s'il allait partir en opérations dans la montagne ou présider une inauguration municipale. Comme elles sont loin, les phrases du général De Gaulle sur la « large consultation ouverte à tous » et ses appels à une armée idéalement neutre pour qu'elle « prenne de la hauteur » dans cette campagne électorale. Le général Massu a tellement pris de la hauteur qu'il s'est rendu en uniforme à la réunion du Comité de Salut public de Blida pour lui demander de patronner la candidature de son ami Louis Marquaire, maire d'Ameur El Ain et beau-père du capitaine parachutiste Engels, lui-même membre du Comité de Salut public du 13 mai. Par contre, une autre personnalité locale, sans accointances parachutistes, a vu son éventuelle candidature découragée en ces termes : « *Monsieur, nous vous combattrons, parce que nous ne voulons pas voir au Parlement des hommes qui défendent des idées que nous pourchassons dans les djebels.* »

Les idées pourchassées sont essentiellement celles du « nationalisme modéré » musulman et du « libéralisme » européen dont deux personnalités métropolitaines connues, Alain Savary et Jacques Fonlupt Esperaber, avaient cru un moment pouvoir se faire les porte-parole. L'une et l'autre rentrées d'Alger bien désenchantées. Savary, auquel je demande si, entre l'armée et le F.L.N., aucune force ne peut être dégagée me répond : « *Il m'est apparu clairement qu'il n'était pas possible d'insérer un jeu démocratique en temps de guerre entre deux forces au combat. Je crois qu'il faut être très prudent, ne pas chercher à dégager une troisième force, car, à mon avis, celle-ci n'existe pas.* » Et Fonlupt Esperaber justifie de cette manière, dans *Le Monde*, son refus de jouer le jeu des élections d'Algérie : « *Les listes de candidats n'ont pu être formées qu'avec la collaboration et, le plus souvent, sur l'initiative des autorités militaires substituées au pouvoir civil. Les cadres militaires locaux seront les maîtres du scrutin, qui sera orienté dans le sens de l'approbation de l'intégration.* »

Alger, 26 novembre.

BENI-OUI-OUI EN TOUS GENRES

Quelle merveilleuse liste que la liste des musulmans candidats de l'armée, et donc prochainement élus aux élections des 28-30 novembre en Algérie ! Selon les vœux du général De Gaulle, toutes les tendances y sont représentées... dans le seul camp des « béni-oui-oui ». Toutes les tendances, ou plus exactement toutes les générations. Il y a les vieux « béni-oui-oui » de toujours, ceux que l'on avait vus surgir déjà des urnes bourrées de M. Naegelen (justement l'un des experts de M. Naegelen, l'agha Mohammed Mur, est candidat à Orléansville), et puis les plus jeunes « béni-oui-oui », fruits quelque peu secs des « mises en condition » du 13 mai.

Dans la première fournée, on peut noter — à tout seigneur tout honneur — le bachagha Saïd Boualem, officier de la Légion d'honneur et du Nicham Iftikhar, qui fut l'un des premiers à former une « harka » dans la région d'Orléansville et qui, à ce titre, est inscrit à l'ancienneté, par priorité, tout comme Ahmed Djebbour, l'ami de Le Pen (deux attentats, 11 blessures) sur les listes noires des condamnés à mort du F.L.N. Figurent également en bonne place au palmarès d'anciens élus

« administratifs », l'ancien délégué à l'Assemblée algérienne Mohammed Boulsane, candidat à Alger-banlieue. Il fit un temps partie des fameux 61 notables ralliés au F.L.N., mais il a depuis choisi à nouveau « l'Algérie française » et la protection de la police, tout comme les autres candidats, anciens conseillers généraux : René Bezzeghoud (Marnia), Mohammed Bedredine (Philippeville) et Slimane Belabed, caïd des S.A.S. (Tlemcen). La deuxième fournée — celle du 13 mai — est celle des oiseaux rares que les officiers des S.A.S. avaient déjà réussi à faire entrer dans les cages des délégations spéciales : Abdelbaki Chibi (Khedora) Ali Sassi (Palestro), Brahim Sahouni (Khenchela), Ioualalem (Aomar), Deramchi (Mostaganem) et, *last but no least*, Nourredine Hassani (El Haouich), le grand orateur des communes mixtes qui, sans se fatiguer, a répété, pendant cette campagne électorale, les discours qu'il tenait il y a un an en changeant simplement, à la péroraison, les mots « vive la loi cadre ! » par « vive l'intégration ! ».

Telles sont les deux principales espèces de béni-oui-oui : les anciens et les modernes. Ils constituent le plus souvent les têtes de listes. Quant aux comparses, ils sont fournis, en général, par la troisième catégorie : celle des « béni-oui-oui » permanents et, pour ainsi dire, professionnels : les militaires ou les gendarmes en retraite (Mohammed Zeghouf à Mascara, Tebib Abdallah à Bône, Bouhadjera à Constantine et, à Blida, l'ancien d'Indochine Mustapha Challah) et les petits fonctionnaires en activité (le chef de douar Djeddoun Borouane; l'ex-caïd des services publics de Blida, puis de Cherchell Mohammed Laradji; l'employé subalterne des contributions directes à Médéa, Maklouf Ghalam; l'employé à la station expérimentale du Khroubs Abdelmajid Benhacine; ou encore Brahim Sahnouni, « conseiller aux affaires musulmanes » (*sic*) à Batna et radical moricien (*resic*).) J'allais oublier une dernière catégorie — pourtant fort importante — de professionnels du béni-oui-ouisme : celle des auxiliaires de police et de justice. Elle est pourtant magistralement, si on peut dire, représentée avec des « oukils » (assesseurs judiciaires), comme Djouni Mohammed à Bône, ou Abdelazziz Gagam à Philippeville ou des interprètes comme Kaddari Djila à Tiaret. La haute indépendance de ces candidats sera, dit-on, mise en doute à Paris. Faut-il que les gens soient méchants ! D'autres mauvaises langues diront que la Kabylie va être mal représentée. Le futur député M. Colonna, commissaire de police en retraite, est pourtant une notabilité. Il tient sa perma-

nence électorale à Tizi Ouzou, à la sous-direction électorale des Renseignements généraux, circule dans la Peugeot des Renseignements généraux, et tape ses professions de foi sur la machine à écrire des Renseignements généraux. La liste qu'il dirige fera parler d'elle à Paris, avec Shadok Khorsi, l'instituteur - aristocrate - conseiller général, et Azem Ouali, l'ancien électricien de la station de métro du quai de la Rapée, dont les bras inlassables font tourner le moulin à huile, et la langue babillarde le moulin à paroles, et Hafid Malloum, l'avocat expert en l'art de collecter des fonds pour le C.S.P. local, l'homme de poids (140 kg), la véritable vedette de ces Folies Berbères en tournée au Palais Bouffon. On pourra compter sur eux pour faire équipe avec Maleshoul Belabbas, le syndicaliste de service et de Force Ouvrière, avec le transfuge de l'U.D.M.A. Ahmed Barboucha et avec les deux humbles repentis du F.L.N., le « taleb », le maître d'école de Mecheria Kébir Bekkri et le moniteur d'éducation physique d'Aïn Temouchent Djelloul Berrouaïne.

C'est peu dire que tous ces gens sont peu représentatifs de la communauté musulmane. Ils sont dérisoires et ridicules. Seules quatre ou cinq personnalités un peu plus notoires, sinon plus notables, viennent, de temps à autre, relever ce lot d'une affligeante médiocrité. Mlle Sid Cara, la « musulwoman » couvée au « Comité central d'action sociale et de solidarité féminine » de la générale Massu représente, avec Kehira Bouabsa, la brune institutrice de Mascara et Rebiha Kebtani, la blonde Kabyle de Sétif, la « promotion féminine en Algérie ». Le cheikh Boubeker ben Hamza, député des oasis, agrégé d'arabe, ex-directeur de l'institut musulman de la mosquée de Paris, a traduit jadis, en termes bien émouvants, des poèmes populaires chantant la révolte — sans doute par lui bien oubliée — de la tribu maraboutique des Ouled Sidi Cheikh, à laquelle d'ailleurs il appartient. L'avocat batnéen, Mallem, docteur en droit, jadis discrètement nationaliste et fédéraliste, aujourd'hui théoricien de l'intégration, grand ami de Soustelle, et treizième à la douzaine des leaders du comité directeur de l'U.N.R., se taillera bientôt une belle réputation dans les milieux mondains, grâce aux apostrophes pittoresques qu'il adresse soit aux Français (« *Rappelez-vous, Français, que le jour où le Glaoui s'est prosterné devant Mohammed V, c'est la France elle-même qui a reçu un coup de pied dans les fesses* ») ou aux Algériens (« *J'engage mes compatriotes à ne pas entrer dans l'avenir à reculons* »). Ne

terminons pas cette brève revue des notabilités musulmanes promues à la dignité inattendue de parlementaires, en signalant que deux d'entre elles ont atteint la classe internationale. Pas sur le plan politique, bien sûr, mais sur le plan sportif. Il s'agit de deux virtuoses, l'un de la raquette, et l'autre du ballon rond. Le premier, Bob Abdessalam, qui, en tennis, se montre plus fort encore que Chaban-Delmas, partage avec son collègue René Mekki, futur député d'Oran, l'étrange situation de « Français musulman de religion catholique », incapable de s'exprimer en arabe. Le second, plus connu sur les terrains de football que dans ses fonctions obscures de garçon de course à l'E.G.A., se souvient fièrement d'avoir été sélectionné comme gardien de but dans une équipe de France militaire qui rencontrait l'équipe britannique.

Alger, 26-30 novembre.

Jeunes Turcs contre « vieux colons »

Nous venons de parler de deux groupes de « béni-oui-oui », les anciens et les modernes. Cette distinction correspond, grosso modo, à celle des deux clans européens dont l'affrontement et la querelle constituent finalement le seul intérêt de ces élections : le clan des vieux politiciens, de type traditionnel, plus ou moins liés aux anciennes féodalités régnantes et plus conservateurs et réactionnaires que véritablement fascistes, et celui des jeunes extrémistes passés par les comités de Salut public et partisans d'une politique de force en Algérie et d'un régime autoritaire en France. C'est ainsi que des « activistes » comme Puech Sanson (des tabacs « Joubert ») membre du C.S.P. Algérie-Sahara, Vignau, candidat des C.S.P. Me Mallem, la femme du colonel Lefort, commandant le 2e Régiment de chasseurs parachutistes à Philippeville, et le général Miquel, ancien commandant de Meknès à la belle époque de Ben Arafa, ancien grand leader militaire des complots du 13 mai en tant que commandant de la 5e Région militaire à Toulouse, ont engagé la bataille contre de « vieux colons » ou de grands notables du cru comme l'ancien maire de Mostaganem Lemoine, l'ancien maire de Batna Malpel, l'ancien maire de Philippeville Léopold Morel et l'ancien maire d'Oran Fouques Duparc.

A Alger la mêlée est furieuse, et confuse, car les places sont

chères. La « Révolution du 13 Mai » est en passe de dévorer tous ses enfants, en proie à la frénésie infernale de la surenchère. Un pur trouvant toujours un plus pur qui l'épure, personne en tout cas ne s'impose et n'émerge de cette bousculade pour les premiers rangs. Pour tout compliquer, les trois mousquetaires parisiens (Soustelle-Bidault-Duchet-Morice) de la grande alliance « ultra » se sont mis en tête de faire désigner eux aussi leurs hommes à Alger, et, pour ce faire, demandent à envoyer des représentants au « Comité des Sages ». Les « Sages » désignés par les plus importantes organisations « ultras », et théoriquement chargés de choisir et d'investir en toute indépendance patriotique, des candidats « d'union nationale » et de les cautionner auprès des électeurs, se sont seulement mis d'accord pour faire échec aux tentatives des « Francaoui ». Pour le reste, ils n'ont pas cessé de donner le spectacle de leur folie, se déchirant entre eux, se réconciliant, se cooptant, s'épurant, s'excluant, se regroupant, se divisant, s'excommuniant, se fractionnant, se tronçonnant, se scissionnant, se saucissonnant et se rassemblant à nouveau en une ronde épuisante. Après quoi les derniers restes du C.S.P., réchauffés le 21 octobre, nous l'avons vu, dans la gamelle d'une « organisation des comités de Salut public » ont été définitivement jetés à la poubelle de l'histoire. S'étant aperçu, un peu tard sans doute, que l'organisation dont il était secrétaire général ne possédait pas de base légale et n'avait pris depuis le 21 octobre que des décisions nulles et non avenues, le Secrétaire général René Denis en a prononcé la dissolution, entraînant dans ce formidable naufrage l'infortuné « Comité des Sages ». Le « Comité d'entente des anciens combattants », sans pitié pour cette agonie, y a vu un coup bas particulièrement vicieux pour écarter ses propres candidats, et, dans un communiqué retentissant, ne l'a pas envoyé dire : « *Tout a été employé, depuis la manœuvre « à la hussarde » : « ôte-toi de là « que je m'y mette » jusqu'aux pressions officielles auprès des candidats éventuels.* » Du passé du 13 mai, il ne reste, au bout du compte, et de la pantalonnade, que table rase. On efface tout, mais il est trop tard pour recommencer à chercher à s'entendre. Chacun pour soi, et Dieu pour celui qui aura dans sa manche l'état-major de la 10e Région militaire.

Quatre listes antagonistes se sont donc formées, et chacune fait un gros effort d'imagination et de vocabulaire pour présenter, sous des appellations différentes un programme à peu près iden-

tique : Algérie française et intégration. Les différences les plus sensibles sont celles des couleurs des bulletins, tirés au sort dans une imprimerie : le « rouge luxe » pour Lagaillarde, le « bleu laqué » ou « bleu jaune » pour le vieux Laquière, le « bleu roi » pour Auguste Arnould, le « brun minéral » pour le tandem Bellaiche-Goeau-Brissonière, avec sa clientèle des milieux israélites et de Bab El Oued. Les chances des uns et des autres s'équilibrent, et les jeux sont serrés. C'est l'option de l'*Écho d'Alger* qui va être déterminante. Que fait de Sérigny ? Soucieux de ne jamais se laisser déborder sur sa droite, il choisit le plus extrémiste, c'est-à-dire Lagaillarde — Lagaillarde qui s'est engagé, en cas d'élection, à démissionner de son mandat au bout de 6 mois, si l'intégration n'est pas réalisée. Sérigny n'ira pas jusqu'à Lagaillarde, mais c'est Lagaillarde qui ira jusqu'à lui — dans la « salle du haut » du « bar de la Nouvelle étoile », chez Baroli, rue Michelet. La négociation se noue le mercredi 26 novembre sous l'égide du colonel Godard, directeur de la Sûreté nationale en Algérie, qui en tient tous les fils. Le lendemain, l'*Écho d'Alger* imprime les papillons et les affiches de Lagaillarde, dont se couvrent les murs d'Alger. Le lendemain encore, de Sérigny indique discrètement ses préférences dans son éditorial « Votez courageux ». Le samedi est surtout occupé à dénoncer « *une entreprise susceptible de relancer des activités que le 13 mai avait neutralisées* ». (Il s'agit — on en frémit — de la traîtresse activité du concurrent vaguement libéral, le *Journal d'Alger*, qui avait eu l'audace de faire patronner par les autorités militaires son concours de mots croisés.) Mais le dimanche, la conclusion du marché s'étale, impudente et impudique, à la une de l'*Écho d'Alger* : « Votez Lagaillarde », avec une grande photo du dauphin.

Alger, 28 novembre-30 novembre.

Les mal élus

Les opérations de vote ont commencé. Chaque pacificateur de service officiant dans le bled s'affaire auprès des F.S.M. (« Français de souche musulmane », par opposition aux F.S.E. « Français de souche européenne ») et le petit jeu de navette entre son Mohammed ben Larbi « regroupé » et « protégé » (« Mon capitaine, dis-moi je t'en prie, qu'est-ce que je dois faire ? ») et son comman-

dant de secteur (« Je vais vous dire, moi, pour qui il faut faire voter ») achève de confirmer son aversion épidermique pour le suffrage universel (« Ces gens-là sont trop cons. Il leur faudra au moins vingt ans pour apprendre la démocratie ») et son jugement, en fait bien fondé, sur le caractère insensé de ces élections d'où, comme l'écrit à De Gaulle un « ultra » notoire, Boyer Banse, directeur de la *Tribune algérienne*, « *ne pourront sortir que des mal élus, ne représentant valablement aucune des deux communautés algériennes, ni celle de statut civil, ni celle de statut musulman* ».

Tandis que plus d'un officier souhaiterait au fond de son cœur, quant à lui, « l'écrasement préalable des rebelles » avant toute consultation électorale, le scrutin se déroule sous le double signe de la peur et de l'analphabétisme des musulmans, et des luttes d'influence entre notables européens. La compétition ne se se situe pas au niveau des électeurs : la véritable compétition est celle des candidats auprès de l'armée qui fait voter la masse des électeurs musulmans. Il est d'ailleurs plutôt récalcitrant, cet électeur, et les militaires doivent intervenir durement pour réveiller son civisme. Les journalistes ne s'y trompent pas. L'envoyé spécial du *Figaro* titre sa dépêche : « *Dans le Constantinois, peu d'enthousiasme chez les musulmans.* » Et l'envoyé spécial du *Journal du Dimanche* rapporte que, dans le bled, « *la plupart du temps, on a dû aller chercher en camions militaires les électeurs que la tempête et la boue achevaient de décourager* » et que « *des sanctions ont été prises contre des interventions trop directes* ». En reportage dans la région de Médéa, le correspondant d'United Press câble : « *Le buste de Marianne garde l'urne. Chaque électeur musulman, après avoir voté, sort, attendant le retour des camions militaires blindés qui les reconduiront tout à l'heure dans leurs douars.* » Tandis que le reporter d'Associated Press écrit : « *Dans le défilé de Chiffa gardé par des half-tracks de l'armée, des musulmanes voilées se groupent au bureau de vote du camp de Chênes, tandis que des harkis veillaient aux alentours. C'est dans des camions militaires qu'a lieu le vote.* » Les officiers des S.A.S., des S.A.U. et des « Services psychologiques », experts dans l'art d'aller chercher jusqu'à domicile les hésitants ou les fortes têtes, ou dans celui d'amener jusqu'au dit électeur l'urne itinérante, ont souvent obtenu, cette fois-ci, de médiocres résultats. Il y a eu, dans certains douars, des incidents techniques dépendant de la mauvaise volonté, et d'inadmissibles pourcentages d'abstentions (70, voire même

80 %) dont les incapables locaux devront rendre compte dans les états-majors. Pour se défendre, les incapables évoquent l'action du F.L.N. (urnes attaquées, comme à Ouenza, camions militaires sautant sur des mines comme à Bouaichoun) et le mauvais temps, le désastreux mauvais temps auquel on fait porter bien des responsabilités.

Les résultats centralisés à Alger confirment ces premières impressions « sur le tas ». Malgré le gros effort accompli par l'armée pour « faire voter coûte que coûte », notamment dans les quatre secteurs à liste unique (Tizi-Ouzou, Tiaret, Orléansville et Oran-campagne), le nombre des abstentions a été sensiblement plus élevé que lors du référendum. Le pourcentage moyen des abstentions est de 35 % et il atteint des chiffres beaucoup plus considérables dans des bastions nationalistes comme Philippeville par exemple (50 % d'abstentions). A Sétif, 123 000 Algériens ont voté alors que 127 000 se sont abstenus.

A Alger-banlieue, on compte 102 000 abstentions sur 300 000 inscrits et à Alger-ville 103 000 abstentions sur 230 000 inscrits. On ne peut pas invoquer, ici, l'excuse du mauvais temps. Il fait un soleil radieux. Tiaret, qui avait donné la plus forte proportion de oui au référendum, s'abstient cette fois-ci à 70 %. Chaque fois que les musulmans ont pu échapper à la « corvée de vote », ils l'ont fait. La très officielle A.F.P. se console comme elle peut. « *Il est bien certain que les conditions du vote ne sauraient être, dans un pays en proie à la subversion et dont la population est parfois fruste, ce qu'elles sont en métropole.* » Mais le *Journal d'Alger*, pas mécontent, au fond, de cette démonstration, montre le bout d'une prudente oreille antisoustélienne : « *Il y a à Alger-ville quelque cent mille voix, et elles n'ont pas voulu se faire entendre. On peut, dès lors, s'interroger sur le sens de ce lourd silence et se demander s'il ne traduit pas, avec des intensités diverses, le choix d'une autre politique que l'intégration, ou le refus de cette intégration, ou le refus des hommes qui se sont proposés, pour en assurer, sur les bords de la Seine, la défense ou l'illustration.* »

Cela est vrai, mais il est vrai aussi que l'interprétation politique du vote des Européens montre que le combat, que nous évoquions plus haut, entre les « activistes » et les vieux colons s'est presque toujours terminé à l'avantage des premiers. Les listes socialistes, lancées dans la bagarre et téléguidées par l'Hôtel Matignon, ont été écrasées. La victoire a, en général, souri aux listes les plus

extrémistes, patronnées par les C.S.P. C'est ainsi qu'à Alger-Ville, Lagaillarde et le fougueux René Vinciguerra, ex-adjudant-chef du Corps Franc d'Afrique, ont éliminé — Sérigny et *L'Écho d'Alger* ont fait merveille — Auguste Arnould, pourtant soutenu par la majorité des anciens combattants; qu'à Médéa et à Bône, les « durs » Vignau et Portolano ont fait mordre la poussière aux « demi-durs » Rostoli et Borra; qu'à Constantine et Batna, enfin, de vieux féodaux comme Jules Valles et Malpel ont été battus par de « jeunes Turcs » comme Canat et Renucci (Edme Canat, co-président du C.S.P., affirme qu'il ne vit que pour venger son fils, tombé sous les coups du F.L.N., et Dominique Renucci, général mis à la retraite après les accords de Genève « en raison de sa difficulté d'adaptation à la nouvelle situation au Vietnam », se déclare lui-même « profondément pénétré de la supériorité de l'Européen sur l'indigène et du militaire sur le civil ».) La règle du triomphe du plus fort braillard ne souffre d'exceptions que pour quelques listes spécialement « chouchoutées » par l'armée, comme la liste Marçais-Lauriol, la « liste des professeurs » à Alger-banlieue, ou conduites par des notables à forte influence locale, comme Fouques-Duparc à Oran, Léopold Morel à Philippe-ville, Widenlocher à Sétif, Grasser à Tlemcen. Encore peut-on se demander si un élu comme Marc Lauriol montrera à Paris une attitude très différente de celle de son collègue Lagaillarde. Il a pendant la campagne électorale, fait appel à l'aide de Rémy Montagne, « le tombeur de Mendès-France », vitupéré contre la mise en liberté surveillée du lieutenant Rahmani, et affirmé que *« s'il existe en Algérie une personnalité, c'est la personnalité française et elle seule »*.

Cette nuit, à l'heure où s'éteignent les lampions, les journalistes locaux, dûment chapitrés, écrivent leur papier de demain sur « la profonde résonance, à Paris et dans toutes les capitales, de ce scrutin réconfortant, victoire de l'Algérie française ». Mais tous les commentaires de la presse mondiale s'accordent à dire que, dans les conditions où elles ont été faites, les élections en Algérie n'ont, sur le plan international, aucune signification. La principale réalité de l'Algérie, c'est la guerre. A peine clos le scrutin, les autorités de la 10e Région militaire, dressant le bilan de la semaine, ont annoncé 1 471 missions accomplies par l'armée française, et 433 combattants algériens tués.

Alger, 2 décembre.

LES TRICHEURS

« *Il semble que la Commission de contrôle sera appelée, dans les heures qui viennent, à examiner de nombreuses plaintes et à trancher de graves litiges. On ne peut dissimuler en effet — et des centaines de témoins ont pu s'en rendre compte — qu'en certains points précis la consultation n'a pas toujours revêtu le caractère de régularité et d'honnêteté qui apparaissent pourtant souhaitables dans une compétition opposant des listes nationales.* » Qui s'exprime ainsi ? Le probe, l'honnête, le scrupuleux, le moral, le vertueux *Écho d'Alger*. Faut-il que le truquage électoral ait sévi sans vergogne, ce truquage qui paraît patriotique en secteur musulman, mais abominable en secteur européen, surtout lorsqu'on en est victime! Tout-Alger en tout cas retentit des protestations véhémentes, des cris et des gémissements, des pleurs et des grincements de dents des candidats battus. Les coups de téléphone indignés ne cessent pas de retentir dans les bureaux de la Commission de contrôle, par ailleurs accablés de papiers portant la formule rituelle : « *Les candidats soussignés font toutes réserves quant à la sincérité des opérations électorales et de leurs résultats.* » On parle de 27 demandes d'invalidation qui seraient tranmises à Paris à la « Commission provisoire constitutionnelle ».

A Alger, les supporters de la liste du professeur Muller, candidat du C.S.P. à Alger-banlieue contre la liste des Marçais-Lauriol-Abdessalam-Mlle Sid Cara, viennent de manifester devant la préfecture aux cris de « Élections truquées »! Il paraît que Mlle Sid Cara n'a pas hésité à faire transporter les électrices en camions militaires pour les aider à accomplir un devoir civique strictement orienté. A Alger-ville, les femmes de la Casbah, à en croire M. Belaiche, ont reçu la visite des zouaves de la garnison (oui, ma chère), qui leur ont remis des bulletins adverses avec quelques conseils impératifs sur l'art et la manière de s'en servir. Belaiche, tout comme Müller et Jamilloux, demandent donc l'annulation des résultats d'Alger. Rostoli fait de même à Médéa. A Tlemcen, la liste socialiste conduite par M. Gonzalès, maire de Beni Saf, stigmatise dans un télégramme de protestation au général De Gaulle, « *des manœuvres et des pressions de toute sorte dont certaines des autorités détentrices des pouvoirs... Nous avons les preuves irréfutables*, affirment les signataires, *que la liberté*

est impossible dans le scrutin. » A Mostaganem, le très réactionnaire Saive, ancien directeur du cabinet de Pétain, n'est pas en reste pour dénoncer, lui aussi dans un télégramme au général De Gaulle, « *la mystification due à la pression administrative et le vote extorqué aux populations sans informations et sans libre arbitre* ».

A Philippeville, Mme Lefort, tête de liste « Algérie française », déclare dans une plainte à la commission de contrôle, que « *dans le bled des urnes ont été découvertes bourrées de bulletins bruns* », c'est-à-dire de bulletins de la liste patronnée par le directeur de *La Dépêche de Constantine*, Léopold Morel. A Constantine, l'ancien maire Jules Valle accuse la liste de l' « Organisation des comités de salut public » d'avoir « bourré » les urnes de bulletins au nom de son candidat Edme Canat. — Allons, la tradition des « élections à l'algérienne » n'est pas morte dans ce beau pays!

C'est à Oran cependant que les traditions des « élections à l'algérienne » semblent avoir été maintenues de la manière la plus éblouissante. La lutte entre Fouques-Duparc et le redoutable « parachuté » qu'était le général Miquel a été homérique, et un agent électoral de l'ancien maire, qui se trouvait il y a quelques heures à peine sur le champ de bataille, m'explique, dans le langage du cru, comment les truquages réciproques des deux héros étaient devenus, les derniers jours, l'un des thèmes principaux des réunions publiques pittoresques et contradictoires.

— *Alors, le folso du général Miquel i m'a dit comme ça : Ton Fouques Duparc, i fait écrire son nom sur les trottoirs, mêteunant, par les employés de la municipalité? Il a pas honte? Et le rouge i lui monte pas à la fugure?*

— *Alors je lui ai dit comme ça : Et ton général Miquel, il a pas mobilisé le deuxième zouave, non, et les chefs d'îlot de la ville nouvelle, pour amener les « parts-entières » lui crier le bravo et lui faire le tam tam à ses réunions? I faut croire qu'il a pas le monde avec lui, le povre!*

— *Alors i m'a dit comme ça : Cause toujours. A regardez-le, vous autres les Espagnols. C'est le Don Quichotte qui voudrait empapaouter les moulins à vent.*

— *Alors je lui ai dit comme ça : Et toi tu es le Cid qui cherche à faire voter les morts*[1]. *Mais moi je suis pas le Don Quichotte, je*

1. Il s'agit du Rodrigue de la *Parodie du Cid*, écrite en pataouète par Edmond Brua, et plus appréciée ici que *Le Cid* de Corneille, bien connu dans les lycées et collèges, ainsi qu'au Théâtre Français.

suis le Don Juan qu'elles aiment les femmes. Et c'est pour Fouques Duparc, qu'il est fartasse [1]*, mais qu'il est beau, qu'elles vont voter, les femmes. Et pas pour le Miquel, qu'il est vilain et triste, et qu'il a l'air d'une vieille cigogne.*

— Alors i m'a dit comme ça : Ton Fouques Duparc, vous savez pas ça, les amis, il a été nommé ministre par Mendès France.

Hou, hou, qu'ils ont fait ses amis.

— Alors je lui ai dit comme ça : Oui, c'est vrai, parce que le Mendès France et le Fouques Duparc, tous les deux dans le même avion ils étaient pendant la guerre, l'un qu'il était pilote, et l'autre navigateur. Mais le Soustelle, en Algérie, c'est pas Mendès France qui l'a nommé, non? Et ton général Miquel, qui c'est qui lui a donné ses étoiles? Vous savez pas? Vous donnez votre langue au petit chat? Eh ben, je vais vous le dire, moi. C'est Mendès France.

Alors mes amis à moi, ils ont rigolé, et ils ont crié « Un à zéro. A toi le centre, et la partie continue. » Mais la partie elle a pas continué parce qu'il s'est senti morveux et qu'il s'est ensauvé.

— Et lorsque vous avez gagné — d'une courte longueur, il faut bien le dire — vous avez dû drôlement arroser ça?

— Pas tant qu'ils auraient voulu les copains parce que les bâtards de la préfecture, qu'ils avaient peur d'un tcheklala, ils avaient fermé depuis midi tous les bars et tous les bistros. Mais l'anisette, on se l'est quand même tapée à la maison. Et en sortant, sur qui on tombe? Sur le falso au général Miquel. Encore i paradait, encore i faisait du nec. Même qu'il a dit comme ça : « Toute l'anisette que tu viens de boire, tu pourras la cracher. Pourquoi ton Fouques Duparc c'est un voleur, et qu'à Paris on va lui casser son élection et le renvoyer aux Invalides [2]*. »*

— Alors, je lui ai fait un bras d'honneur, et je lui ai dit comme ça : Peut-être qu'on l'enverra aux Invalides, M. Fouques Duparc, notre député... Mais, en attendant, ton général Miquel, il l'a dans le cul, la grosse soubresade!

Alger, 8 décembre.

LE MOT

C'est grand, la France! Le Sahara, c'est plus grand encore. C'est à la mesure des ambitions, de l'imagination, du lyrisme du

1. Fartasse: chauve.
2. Traduction et transcription la plus vraisemblable : Fouques Duparc va être invalidé.

Général. Après sa spectaculaire tournée saharienne, après l'illumination au désert, l'exaltante nuit d'Hessi Messaoud dans la cabine à air conditionné de la S.N. Repal et les rêves grandioses d'Hessi R'Mel (« nous irons conquérir le fabuleux méthane») à la lumière des quatre torches qui brûlent de jour et de nuit sur l'immense nappe de gaz aux réserves inépuisables, les hebdomadaires illustrés se sentent autorisés et même encouragés à célébrer à Paris « le mariage d'amour de De Gaulle et du Sahara ». A Alger, l'évangile selon saint Matthieu qui, à la grand-messe du deuxième dimanche de l'Avent, accueille De Gaulle à son retour du Sud apparaît à l'assistance hautement, étrangement symbolique : « *Jésus se mit à parler de Jean et dit au peuple : Qui sont-ils allés voir dans le désert? Un roseau agité par le vent? Un prophète. Oui. Je le déclare, et plus qu'un prophète, car c'est de lui qu'il est écrit : j'envoie devant vous un messager de la Foi pour préparer la Route.* » Sensation dans la cathédrale. Cette route ne serait-elle pas une piste dans les sables? Mais cette voix qui crie dans le désert, qui donc pourra l'entendre? Le Musulman s'indigne de voir le Français disposer à son gré, et selon ses propres plans, des ressources nationales du sous-sol algérien, et le « petit blanc » algérois, peu mystique par nature, ne paraît pas tellement touché par la grâce saharienne. On a beau avoir été supporter du Comité de Salut Public, on se préoccupe tout de même plus de l'Algérie que du Sahara. Or, sur l'Algérie, le Général est bien décevant. On espérait encore que les lèvres augustes finiraient par laisser tomber certaines paroles passionnément souhaitées, mais les lèvres augustes se refusent toujours à articuler la formule magique : intégration. Triste destin du mot-clef. La clef reste sur la porte, et Bab el Oued inconsolable, sombrant dans l'amertume, exhale sa plainte en de redondantes lamentations.

— *J'ai été l'entendre tchatcher, le grand Charles, et je te jure ma mère, Paulo, je te jure ma mère, que je me les suis ouvertes, les grandes oreilles. Et quoi j'ai entendu, avec les grandes oreilles? « L'Algérie, la Communauté et la France. » Tu femtes, Paulo? Pas « l'Algérie, c'est la France », mais « l'Algérie, et puis la France ». On a été à l'école, on a compris. Ce « et » i m'a fait mal comme un coup de couteau. Et l'intégration? Ouallou! Tu peux aller pleurer chez ta mère, avec l'intégration. Tu l'as entendu, toi, Paulo, tu l'as entendu, réponds-moi, je t'en prie, l'intégration? Mon gatz! Le mot que nous autres on l'attend, le mot qui nous ferait le plaisir*

et la confiance, et qu'après on irait se taper une bonne kêmia, mon-momille i le crachera pas, le couloud! I reste en dedans la gorge en travers le gosier comme un noyau de datte, comme le morceau de poisson quand le rouget il est plein d'arêtes, à la Pêcherie, en bas le port. La mort de son âme, la mort de ses bis la rascasse de tous ses meilleurs! Alors on est pas des Français, nous autres, comme à Dunkerke? On cause pas le français comme tout le monde, non? Chaque fois qu'i vient ici, ce grand guignol, chaque fois i fait pareil kif kif la même chose, chaque fois i recommence. Nous autres, les miskine, on marche plus vite que la musique, on se monte la gargoulette, on se gonfle la calebasse, on se fait le cinéma, on croit qu'i nous a compris comme il a dit sur le Forom et qu'i va nous donner raison. Pauvres de nous, poh, poh, poh! Lui i nous fait un sac de nœuds et une soupe de fèves, i nous embrouille, i nous entortille et à la fin nous met l'olive. Et on voit bien pourquoi on est pas guitches à l'œil que si i pourrait, c'est avec les melons qu'i s'entendrait, le bâtard! Nous, on l'a toujours dans l'os, et si tu le crois à ce que je vais te dire, Paulo, i va y en avoir encore, ici, du grand cirque. Ah, la tchidente, ah la pitain, ah la Madone, qué malheur, qué misère! I nous porte le schkoumoune, ce fantôme, ce carnaval! Et avec lui, Paulo, avec lui, on a pas fini de souffrir.

Paris, fin décembre.

La « harka » chez la girafe et l'autruche aux Nations Unies

Si vous entendez dire dans quelque café d'Alger : « Alors, qu'est-ce qu'elle fait, notre harka chez la girafe ? » ne soyez pas déroutés par l'ésotérisme de ce langage. La girafe désigne évidemment — et irrévérencieusement — le chef du gouvernement. Quant à la « harka », ce mot qui signifie habituellement un « groupe de protection et d'autodéfense » musulman, désigne en l'occurrence, avec quelque ironie, le groupe de 71 députés que l'Algérie a dépêchés à Paris.

La « harka », pour l'heure, est reçue par M. Soustelle au siège du C.I.A.N.A.S. (« Comité d'Information et d'Action Nationale pour l'Algérie et le Sahara »), organisation dont on compte plus difficilement les millions que les adhérents, mais qui dispose déjà, à Paris, de locaux tout neufs. Autour d'Étienne Arnulf, ce député

d'Orléansville (élu sans concurrent) qui, le 14 mai, voulait « faire boucler » le préfet Chevrier et de Bob Abdessalam qui, sans doute pour se singulariser, prône à haute voix l'intégration, non pas « de Dunkerque à Tamanrasset » mais « de la Lorraine au Hoggar », les élus européens se répandent avec aisance, exubérants dans le geste, sonores dans le propos et fermes dans le rond de jambe. Les Musulmans se montrent beaucoup plus réservés. Discrètes sont les navettes qu'ils effectuent entre le Palais Bourbon, l'Office de l'Algérie, rue des Pyramides, où le professeur-écrivain-officier Jean-Yves Alquier (« *Nous avons pacifié Tazalt* ») dirige à leur intention un cours d'éducation politique, et leurs hôtels, dont les adresses ne sont révélées à personne, par mesure de sécurité. L'ombre du « Président » Ali Chekkal, revolvérisé à Paris, plane sur l'assistance et tous pensent à l'exemple du bachaga Boualem qui, depuis son entrée en action contre l'A.L.N., a eu 17 des siens abattus par le F.L.N. Mourab Kaouah ne cache pas qu'il pense parfois à ses 6 enfants comme à de futurs orphelins, et Me Mallem a exprimé, avec un certain pathétique, les sentiments unanimes de ses coreligionnaires en déclarant publiquement : « *Nous vivons dans la peur. Nous avons peur la nuit, le jour, quand nous dormons, dans la rue. La plupart d'entre nous sont des morts en sursis. Exorcisez-nous de la peur !* »

Animation, mouvements divers. C'est Lagaillarde qui est en action. Des rafales crépitent. Rafales d'applaudissements, et non pas de mitraillettes. La vedette « ultra » n'a pas pris les armes, mais la parole. C'est toute la différence, au moins pour l'instant, entre l'Algérie et la France. On imagine mal à Paris les kermesses héroïques style Forum, les rallyes motorisés des caravanes klaxonnantes, ou les serments à répétition aux monuments aux morts, Les échos tumultueux du 13 mai se sont assourdis. Les plus farouches éléments de choc de la « harka » conservent encore — vieille habitude — le colt dans la poche du veston, mais beaucoup cherchent à jouer à l'homme d'État, et accordent des interviews aux journalistes, fussent-ils de l'*Express*. Plus d'un sirote le whisky, croque le petit four et tourne le madrigal dans les salons huppés du XVIe, où son allure virile fait pâmer la rombière de Passy ou la pucelle d'Auteuil. Au scrutin qui a porté à la présidence de la nouvelle Assemblée Nationale cet homme nouveau, M. Chaban-Delmas, Lagaillarde, désigné comme scrutateur, est apparu dans un rôle entièrement inédit. Surveillant l'urne, poussant l'enveloppe,

jetant la bille, il a figuré, avec beaucoup de sérieux et un parfait naturel, le vigilant et démocratique gardien de la légalité républicaine. Plus hardis, Mlle Sid Cara et le bachaga Boualem ont réussi à révolutionner un secteur : le monde de la coiffure. La première, qui va être ministre de quelque chose, a imposé, en dépit du protocole, un croquignolet bibi blanc, assorti à son petit col marin. Et le second, bombardé vice-président, a planté au plus haut du perchoir son turban des grands jours, le guennour immaculé aux parements d'or. Les autres, enfin, jouent aussi avec application leur rôle de représentants du peuple, et leur séjour à l'Assemblée Nationale ne passera pas complètement inaperçu. Depuis qu'ils sont entrés au Palais Bourbon, on sert de l'anisette à la buvette et on ferme les fenêtres du restaurant de crainte que le menu, au dessert, ne vienne s'agrémenter de quelque grenade.

Je mentirais en disant que ces résultats suffisent à satisfaire les électeurs de ces Messieurs. Le torchon brûle à Alger entre la « harka » et les « organisations patriotiques ». Les secondes reprochent à la première d'avoir voté les mesures économiques et financières du gouvernement (on a beau être patriote, on n'aime pas se serrer la ceinture), et, faute d'avoir arraché l'intégration, malgré leur serment du 8 décembre, d'avoir soutenu le principe d'une dérisoire « soudure » entre l'Algérie et la France. Il y a dans l' « oltransismo », comme disent les Italiens, dans la mentalité ultra, dès lors qu'on encourage ou même qu'on tolère son expression, une implacable progression vers une frénésie toujours plus grande. Les apprentis sorciers de la « harka » commencent à être victimes des forces mêmes qu'ils ont déchaînées. Leur réputation devient mauvaise. On murmure déjà, on clamera peut-être bientôt, que Lagaillarde n'est qu'un mou, Renucci un pourri, Colonna un vendu et Vinciguerra un bradeur, et l'ayant vu troquer sa culotte de peau contre le veston du parlementaire, on découvrira que « l'Algérois d'honneur », le colonel Thomazo, alias Thomazoff, ne s'était affublé d'un faux nez de cuir que pour mieux dissimuler son hideux visage de crypto-communiste.

Tandis que l'Assemblée Nationale française voit la « harka » faire ainsi ses premières armes au Palais Bourbon, une autre Assemblée, à quelques milliers de kilomètres, s'occupe aussi de l'Algérie. C'est l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le F.L.N. s'y présente en bonne position, fort de l'appui de toute l'Afrique, spectaculairement concrétisé à la conférence d'Accra,

et de l'appui des pays de l'Est, concrétisé par la visite spectaculaire de trois ministres du gouvernement Ferhat Abbas en Chine populaire. Le gouvernement français, par contre, est absent du débat. Il a, comme chaque année, contesté le principe même de la compétence de l'O. N. U. et puis, comme chaque année, plaidé et manœuvré en coulisses pour ne pas être trop sévèrement condamné. Sa diplomatie a multiplié les marchandages dérisoires pour ménager le vote favorable de l'Australie, ou pour arracher l'abstention bienveillante de Costa-Rica, et cependant même les pays qui se solidarisent avec elle, pour des raisons diverses (attachement à l'image d'une France idéale, alliance occidentale ou communauté d'intérêts colonialistes), ne sont pas dupes de ses arguties. Le verdict final sera sévère. Trente-cinq pays — chiffre qui n'avait encore été jamais atteint sur ce problème — votent une résolution favorable à des négociations entre la France et l'Algérie combattante, et il ne s'en faut que d'une voix que la majorité des deux tiers ne soit acquise. Plus significative encore est l'abstention des États-Unis qui, pour la première fois, ne votent pas avec la délégation française dans le scrutin à l'O.N.U. sur l'Algérie. A Paris, les « milieux autorisés » — autorisés par qui? — traitent avec beaucoup de superbe ces réalités désagréables. Quand découvriront-ils que l'autruche n'échappe pas au danger en enfouissant sa tête dans le sable, et que le malade ne guérit pas sa fièvre en cassant le thermomètre?

Paris, Alger, fin décembre.

Des colonels aux technocrates

Désignations nominations, mutations, promotions. L'agitation est grande, dans les hautes sphères, parmi nos classes dirigeantes. Dans les grandes affaires, les jeunes et dynamiques « managers » remplacent plus vite qu'autrefois les barons du fer et de l'acier et les seigneurs héréditaires de l'industrie lourde. Dans l'armée, sous la houlette de Guillaumat, plus d'un ex-polytechnicien, artilleur ou ingénieur de la marine, retourne aux sources c'est-à-dire aux puits de pétrole. Dans le secteur public, une organisation de fait, un tout-puissant « Conseil supérieur de l'administration française » se groupe autour du Général et prend totalement en main les destinées de l'État. Grands commis *for ever!* Le

préfet, le superpréfet, l'auditeur à la Cour qui n'est plus celle des laissés pour compte, et le Conseiller d'État en service particulièrement extraordinaire se bousculent dans les avenues du pouvoir, qui sont aussi celles de la grande Banque. Les cohortes des anciens des Sciences Po et de l'École Nationale d'Administration montent en rangs serrés à l'assaut des cabinets ministériels. Un nouveau style s'installe et s'impose.

A Alger, l'hôtel de la 10e Région militaire s'enveloppe d'une certaine tristesse. Ses fenêtres, largement ouvertes aux rayons de soleil et éventuellement aux obus de bazooka, laissent entrevoir les marqueteries et les stucs dans les salons de réception style noces-et-banquets et dans les salles de conférence pour conspirations et complots. Personne n'emprunte plus — au moins pour l'instant — l'escalier (dérobé) conduisant à la cour et au souterrain (secret) qui mène au Ministère de l'Algérie. Ce bâtiment historique paraît lui aussi s'endormir dans la torpeur. La sainte trinité de l'« Action psychologique » — les colonels Lacheroy et Goussault, directeur et directeur-adjoint des services d'information et le colonel Faugas, chef du 5e bureau de l'État-Major — vient d'être dépouillée de son auréole et chassée du paradis algérien, sur ordre de Mongénéral. Goussault et Faugas iraient faire de la psychologie expérimentale et appliquée respectivement du côté de Guelma, près du barrage de l'Est et d'Adrar, dans le Sud, tandis que Lacheroy a été invité à rêver à la Lorelei, quelque part en Rhénanie, en compagnie de son ami le général Vanuxem, lui aussi méchamment muté. Les trois colonels offrent aux journalistes un nostalgique cocktail d'adieu. « *Une page de l'Algérie* (sic) *est en ce moment tournée*, dit mélancoliquement Lacheroy. *Jusqu'ici on vous a parlé d'opérations militaires, de blessés et de morts. Désormais on vous parlera d'investissements. Il sera souvent question de statistiques, de mètres cubes, de tonnes, de milliers de kilowatts-heure. Il vous faudra rendre humaines ces matières arides* (resic). » Le colonel traduit, ainsi, avec une fruste simplicité, l'esprit de la directive de De Gaulle à son nouveau délégué général, véritable charte de l'action officielle pour les prochains mois, voire pour les prochaines années. Les Français présents en Algérie doivent se tenir à égale distance de « l'abandon » et de « l'arbitraire » pour « *pacifier et administrer, mais aussi transformer*. Ceci est le volet pacifique du diptyque, immédiatement équilibré par le volet belliqueux « *Rien n'est possible sans l'action militaire de protection*

ou d'offensive », à laquelle il faut attribuer « *une importance primordiale* ».

Reste à savoir si l'on peut vraiment transformer un pays en y poursuivant et en y étendant la guerre. Le bon sens répond non. Le Général répond oui, et il a trouvé, pour ce faire, *the right man in the right place* : Delouvrier. Le nouveau Délégué Général du Gouvernement en Algérie a été nourri dans le sérail de la technocratie : de solides études à l'Institut Catholique de Paris, le stage des cadres des « Compagnons de France » à Uriage en 1940, « l'écurie » de l'inspection des finances en 1941, un bon début de carrière dans les cabinets ministériels après la guerre (Pleven, René Mayer, Edgar Faure), la direction générale des impôts, la direction de la section « Finances » de la C.E.C.A., l'élaboration du plan de Constantine, tout cela le prédisposait, semble-t-il, à la tâche qui vient de lui être fixée. Dans son minuscule bureau de la rue de Lille, il manquait encore un peu de confiance en lui-même. De Gaulle, qui en possède à revendre, s'est employé à lui en fournir une parcelle. « *Mon Général, je me sens pas de taille. — Vous grandirez.* » Pour l'autre partie de la mission, « l'action militaire de protection et d'offensive », le général Challe paraît aussi l'homme de la situation. Ce jeune général d'aviation s'était suffisamment engagé dans la préparation du 13 mai pour avoir été mis aux arrêts de rigueur par l'éphémère et ultime président du Conseil de l'ex-quatrième république, M. Pflimlin. Glissons. Sur le plan militaire, en Algérie, il a toujours été partisan de la tactique du « coup de poing », autrement dit, du minimum de « quadrillage », qui immobilise trop d'hommes, et du maximum d'opérations d'offensives brusquées et violentes contre les maquis. Avec lui, ce sont les idées de Bigeard qui triomphent, de Bigeard qui, justement, reprend un commandement en Algérie. Le général Challe, quoi qu'on en ait dit à Paris, s'entend fort bien avec Paul Delouvrier, et les deux hommes ont même décidé de constituer un cabinet militaire commun, dont le directeur n'est autre que le colonel Alain de Boissieu, gendre de De Gaulle. C'est positif, c'est utile, c'est bienfaisant, l'esprit de famille.

Dans cette nouvelle organisation des pouvoirs, l'équipe du 13 mai perd des plumes. Tandis que la troupe, jusqu'alors si unie, des colonels activistes se disperse aux quatre vents des combats ou des garnisons lointaines, deux ou trois grandes vedettes quittent, avec plus ou moins d'éclats, les devants

de la scène. En dépit — ou à cause — de ses nouveaux amis, et de ses vieux dossiers, Salan, le « général chinois », n'a pas réussi à conserver son mandarinat. Il perd son commandement, non sans avoir eu droit, au préalable, à deux lettres personnelles de Mongénéral, au titre de « *féal de haute qualité* », qui fait le bonheur et la fortune des chansonniers, et à un poste spécial d'« Inspecteur général de la Défense ». Cependant les confidents de De Gaulle ne croient guère au sérieux de cette dernière promotion. Ils assurent que le féal a maintenant un bel avenir derrière lui et qu'il finira Gouverneur militaire de Paris, ce qui le vouera aux tâches les plus inefficaces mais les plus nobles : porter gants blancs et képis d'apparat, saluer les étendards, décorer et donner l'accolade, serrer des mains avec chaleur et émotion, inspecter des gardes d'honneur, passer lentement devant le front des troupes, déposer des gerbes à l'Arc de Triomphe, observer d'innombrables minutes de silence et ouïr au garde-à-vous, d'une oreille blasée, les sonneries claironnantes et réglementaires. Il lui restera aussi la fierté du devoir accompli. « *Grâce au général Salan*, écrit l'ultime bulletin d'information de Lacheroy, *l'Occident a infligé au communisme international sa première défaite.* » On se console comme on peut.

Le général Massu aussi devait partir, mais personne n'a voulu de lui hors d'Alger. A l'idée de le voir peut-être débarquer à Tananarive, Madagascar a poussé les hauts cris, et l'ambassade de France à Bonn a fait fermement savoir que son affectation à Berlin, dans l'actuelle période de tension, serait considérée comme une provocation. L'infortuné continuera donc à gravir à Alger le calvaire de l'élévation dans les honneurs et de la dégringolade correspondante dans les vraies responsabilités. Brigadier en janvier, divisionnaire en juin, il va faire maintenant fonction de général commandant par intérim le corps d'armée d'Alger, en même temps que d'Igame du département, mais le commandement important, effectif — celui de la 10e division de « paras » — va lui être enlevé au profit d'un autre « baroudeur » (en dépit de son nom de général d'opérette), le général Gracieux. Un poste plus important encore, celui de commandant de la 10e Région militaire et d'adjoint du général Challe, à la direction des forces opérationnelles, avec autorité sur la totalité des effectifs terrestres engagés en Algérie, vient d'être confié au général Allard. Le général Allard a été l'un des principaux organisateurs du 13 mai, et sa promotion devrait suffire à rendre prudents ceux qui croient pouvoir assurer que le

temps des « officiers factieux » est révolu. Autre fait qui incite à la prudence : le maintien à la direction de la Sécurité, à Alger, du colonel Godard, habile à distiller subtilement la confidence, à doser la révélation auprès des opportunités et à entrouvrir pour quelques journalistes doublement fraternels certains dossiers croustillants, mais incomplets. « L'esprit du 13 mai » auquel Delouvrier, dans sa première allocution officielle, a tenu à se référer, ne sera pas si aisément extirpé. La portée du coup de balai du mois de décembre en Algérie, sans être minimisée, ne doit pas être non plus surévaluée Quelques limogeages spectaculaires ne peuvent pas être assimilés à un changement radical de politique.

Il serait de la même manière tout à fait excessif de parler, comme certains le font déjà bien imprudemment, du rétablissement de la suprématie de l'autorité civile sur l'autorité militaire et de la fin du règne des képis en Algérie. Au retour d'entretiens précisément consacrés à ces problèmes, à Paris, le général Challe a déclaré devant un groupe d'officiers d'aviation : « *J'ai été menacé de me voir enlever tous les pouvoirs ; l'armée a failli perdre son rôle premier en Algérie ; mais j'ai été voir le général de Gaulle, je lui ai dit ce qu'il me fallait et il m'a tout accordé.* » Aurait-il pu faire autrement, à partir du moment où il se place dans le jeu et le système de la guerre? Dans le bled, c'est l'armée seule qui, face à la population musulmane, déplace, regroupe, réprime, administre et « met en conditions ». On voit mal qui pourrait empêcher les officiers, qu'ils soient ou non déguisés en I.G.A.M.E., d'exercer sur le terrain les pouvoirs dont ils se sont saisis et de mener la « guerre psychologique » qu'ils ont inventée. M. Delouvrier ? Monsieur-Delouvrier-vous-êtes-la-France-en-Algérie est un homme qui sait respecter les compétences et limiter ses ambitions. Sa devise ? Économique d'abord, administration à la rigueur, mais, sous le régime du « Pas d'histoires », la sécurité, la police, les tortures demeurent l'apanage et la chasse gardée de l'appareil ancien. De la technique avant toute chose, et par cela, évite l'impair. La « guerre psychologique » se poursuivra donc dans sa logique propre. Considérant comme franchie une première étape visant à « *recenser la totalité des populations urbaines et à établir des fichiers nominaux, à cases perforées, comportant tous renseignements individuels* », l'état-major de la 10e Région militaire vient par exemple de faire parvenir à tous les commandants de secteurs de nouvelles notes de service pour « *étendre le dispositif d'organisa-*

tion et de contrôle des populations » par l'armée et les Comités de salut public. Des « *bureaux à caractère permanent* », dits « *Relais administratifs* », installés dans les hôtels de ville et « *tenus par le personnel désigné par les Comités de Salut public* », devront, entre autres tâches, « *prendre connaissance des rapports des chefs d'îlot et orienter leur travail (vérifications, perquisitions, etc.) en reportant les renseignements fournis sur les fiches (déplacements, voyages, arrivées suspectes, incidents, présomptions, rumeurs, etc.)* ». On ne saurait imaginer organisation plus systématique de la délation. Permanence de « l'action psychologique » : les colonels passent, leurs méthodes demeurent.

Paris, décembre-janvier 1959

Clémence et contacts

M. de Sérigny, trop content d'avoir trouvé une nouvelle idole à encenser, écrit dans *L'Écho d'Alger* : « *Le passé de M. Michel Debré répond de son avenir, comme ses écrits d'hier répondent de ses actes de demain.* » Ce n'est pas l'avis de tout le monde à Alger, et les survivants du Comité de Salut public commentent avec une amertume sarcastique ces mâles objurgations publiées, il y a tout juste un an, par le même Michel Debré dans *Le Courrier de la colère* : « *Après Bourguiba et Mohamed V, le régime veut envoyer un quelconque général Catroux, ouvrir les portes de la Santé à* « *Monsieur* » *Ben Bella. La France ne le tolérera pas.* » L'ironie de l'histoire dément ces propos imprudents. Le Général-Président ayant décidé d'inaugurer son règne par quelques mesures de clémence, la France a parfaitement toléré qu'un quelconque Michel Debré aille ouvrir les portes de la Santé à Ben Bella et à ses compagnons victimes du rapt d'octobre 1956.

Les ennemis du Premier Ministre auraient cependant tort de chanter victoire, car les hommes du 13 mai, dans cette affaire ont remarquablement réussi à « limiter les dégâts ». Selon les plans primitifs de De Gaulle, les 5 leaders F.L.N. devaient bénéficier d'une résidence surveillée susceptible de leur laisser une relative liberté de mouvement. Mais les indiscrétions savamment organisées par Soustelle et ses amis permettent de répandre prématurément la nouvelle, et d'organiser à Paris, et plus encore à Alger, la mobilisation des « ultras » : mobilisation de la rue

beaucoup moins tumultueuse que ne l'espéraient ceux qui cherchaient à la provoquer (la mansuétude du général, moins sévèrement jugée que l'augmentation du litre d'anisette, ne provoque guère que le vote de motions de protestation par les « Associations patriotiques » et quelques inscriptions au goudron sur les murs et la chaussée « Fusillez Ben Bella »); mobilisation plus discrète, mais plus efficace, des officiers « d'action psychologique » dont le chœur entonne le disque bien connu sur les-manifestations - de - faiblesse - qui - en - faisant - douter - de - la - volonté - de - la -France - favorisent - le - moral - et - les - entreprises - de - la-rébellion - et - compromettent - toute - l'œuvre-et-tous-les-succès-déjà-acquis-de-la-pacification. Il suffit de quelques réunions communes de généraux et de hauts fonctionnaires au Ministère de l'Algérie pour que M. Delouvrier, parti pour Alger, comme bien d'autres avant lui, avec des dispositions d'esprit plutôt « libérales », soit « mis en condition » par son entourage et se fasse bientôt à Paris — le processus est classique — le porte-parole véhément des thèses algéroises. Ben Bella et ses co-détenus ne connaîtront pas finalement le bonheur d'un Messali-Hadj, pour lequel on choisit la liberté au château de Chantilly sous la double protection de la police française et de groupes M.N.A. en armes. Ils seront tous transférés dans une enceinte fortifiée, à l'île d'Aix, en face des côtes de la Charente-Maritime, c'est-à-dire à 500 km de Paris, dans une « villégiature » d'accès difficile, où leur isolement, en apparence atténué, a toutes les chances de devenir en fait plus rigoureux encore. L'effet psychologique est, dans ces conditions, loin d'être celui que De Gaulle escomptait. Donner et retenir ne vaut.

Les autres « décisions généreuses » du Général ne méritent guère, elles non plus, les panégyriques, les dithyrambes et les hyperboles louangeuses qui les acueillent dans la presse d'État. 7 000 internés, sur les 25 000 que l'on compte en Algérie, vont être libérés, mais ce chiffre est inférieur à celui des « suspects » qu'on expédie chaque mois derrière les barbelés de quelques 90 « centres de triage », en attendant que « l'absence de preuves » fasse relâcher, au bout de quelques semaines, la plupart d'entre eux. Il faut ajouter que, dans bien des cas, les premiers bénéficiaires de « mesures de clémence » sont « rattrapés » peu après leur libération pour « avoir repris contact avec le F.L.N. » et que, dans presque tous les cas, les autorités pénitentaires essaient

d'assortir les libérations de conditions très précises : engagement dans l'armée française ou signature de papiers compromettants. Au « camp de rééducation civique » de Tigzirt-sur-Mer, par exemple, les heureux bénéficiaires des « décisions généreuses » sont invités à signer un engagement « solennel et libre », tellement libre que « *tout manquement aux obligations souscrites engage la vie du signataire, sans préjudice des sanctions qui pourraient être appliquées à sa propre famille* », ce contrat aussi volontaire que spontané les oblige, entre autres, à « *lutter avec l'armée française contre les fellagha et tous ceux qui portent aide à la rébellion et à* « *informer les autorités militaires et civiles de tous les actes commis par les rebelles* ». On voit où mènent ces stages de « rééducation civique » : tout droit au mouchardage.

Ces mises au point faites, il serait malhonnête de ne pas saluer au passage ce qui, dans le geste du 9 janvier, demeurera, en tout état de cause, non négligeable, et même positif : 180 condamnés à mort graciés sauvent leur tête, parfois *in extremis*. Des intellectuels nationalistes libérés — enseignants, médecins, avocats — retrouvent le chemin des écoles, des hôpitaux, des prétoires. On revoit, au Palais de Justice d'Alger, quelques avocats musulmans, alors qu'au cours des derniers mois, 4 seulement sur les 24 du barreau d'Alger pouvaient exercer leur métier. Petits effets et grandes causes : des observateurs impulsifs imaginent déjà créé ce climat psychologique de détente qui va permettre cette négociation dont tout le monde parle à nouveau, à la suite des gaullistes de droite qui poussent leurs cris préventifs dès que s'amorce le moindre contact, et des gaullistes de gauche qui appellent tellement de leurs vœux des pourparlers qu'ils semblent vouloir donner à leurs confidences la puissance d'une incantation.

Interrogé, au déjeuner de la presse diplomatique, sur l'existence d'éventuelles négociations entre De Gaulle et le F.L.N., André Malraux, mystérieux et évasif, s'en tire par cet aphorisme lourdement ambigu : « *Quand on chasse le mammouth, il y a forcément une sorte de négociation entre le chasseur et le mammouth.* » Ce point de vue, docte assurément, quoique énigmatique, fera sensation chez les paléontologues, mais surprendra les experts et déroutera les chancelleries. Déjà les diplomates ne cherchent pas à cacher leur surprise. Dans leur univers mental, un peu désuet sans doute, les ministres en exercice parlant en qualité de ministres, avaient fait figure jusqu'ici de personnages sévères, incapables

de laisser tomber d'une bouche sous contrôle autre chose que des propos sérieux, hautement responsables, longuement prémédités. Il leur faudra réviser cette optique périmée. Ils sauront que les princes qui nous gouvernent, désormais, aiment à s'entourer de bouffons, et il leur faudra s'accoutumer aux excentricités, aux frivolités et aux culbutes de notre préposé à l'expansion culturelle. Sa dernière pirouette n'est d'ailleurs pas entièrement dépourvue de signification. Elle authentifie, dans une certaine mesure, les rumeurs bien informées sur les vagues contacts avec des représentants du gouvernement Ferhat Abbas. Les causeurs auraient été cette fois-ci M. Sabatier, qui représente le Conseil d'État, c'est-à-dire la Ve République, c'est-à-dire la France, et M. Alexandre Kojeve, Russe blanc de la France libre, hégélien de la Revue Socialiste, diplomate de l'Université, universitaire de la diplomatie, économiste de l'Unesco, au rayon des pays sous-développés, et, dans les grandes occasions, intermédiaire dûment qualifié. Des conversations ? Plutôt des chuchotements, car cette mission conjointe ne semble pas avoir dépassé le stade exploratoire. Le résultat n'aura pas été d'ailleurs si mauvais si l'exploration a pu aller cette fois-ci assez loin, jusqu'à dresser, pour la première fois en commun avec l'adversaire, le catalogue et l'inventaire des impossibilités, des contradictions et des divergences. L'impasse dont il faudra bien sortir un jour, il était bon d'en délimiter d'abord les contours. Il reste qu'elle est totale et, à Rabat, l'hebdomadaire *Al Istiqlal* l'analyse assez bien en écrivant : « *La position française est ce qu'elle était en octobre : cessez-le-feu d'abord, discussion ensuite peut-être. En fait, les Français exigent que les Algériens déposent les armes sans contrepartie politique. Il leur faudrait se contenter d'une promesse du Président de la République, président de la Communauté, promesse selon laquelle l'Algérie s'acheminerait progressivement vers un statut d'État autonome dans la Communauté. En fait, on offre aux hommes des maquis le statut de Madagascar. A ceux qui se battent depuis plus de quatre ans, on offre moins qu'au Cameroun, qui sera indépendant, pleinement, au début de 1960. Les deux points de vue restent absolument opposés.*

Paris, 8 *janvier* 1959.

UNE PLACE DE CHOIX : LAQUELLE ?

Un vent aigre et rapide remonte à toute allure les Champs-Élysées, fait claquer au passage les drapeaux tricolores et

s'engouffre sous l'Arc de Triomphe aussi majestueusement qu'un régiment. Son souffle est le souffle même de l'histoire qui, officiellement, aujourd'hui, fait virer du N° 4 au N° 5 la girouette des Républiques. Au relais des Présidents, Coty transmet le flambeau à De Gaulle. Des gardes en shako à pompon, sortis des gravures de 1830, ont salué, à l'entrée de l'Élysée, près de la grille du Coq, un cortège à la René Clair, très troisième République, de jaquettes et de hauts de forme. C'est en jaquette et en haut de forme que Charles De Gaulle a pénétré dans le salon protocolaire, accueilli en musique par les accents de *Thésée*, la marche de Lulli réservée jadis, à Versailles, aux entrées du jeune roi Louis XIV. Remise du collier de grand chancelier de la Légion d'honneur. Premières allocutions, avant le changement de tenue et le changement de programme. Le deuxième acte se joue à l'Arc de Triomphe de l'Étoile, solennellement. Peu de monde pourtant pour l'applaudir. Où est, même dans les beaux quartiers, l'enthousiasme du 29 mai et du 18 juin? Queen Elizabeth, Sa Gracieuse Majesté britannique, et son royal époux avaient, il y a quelques mois, fait sur le même terrain une bien meilleure recette. On ne compte guère plus de deux rangs de badauds contre les barrières, derrière les volontaires gaullistes aux brassards bleus à croix de Lorraine et les agents frigorifiés qui soufflent dans leurs doigts et battent la semelle, en discutant à voix basse, gémissant sur la dureté des temps et vitupérant, comme tout le monde, les récentes et fulgurantes hausses des prix. La densité des policiers, par rapport aux spectateurs, est impressionnante. En tenue ou en bourgeois, ils sont partout : sur les trottoirs, dans les couloirs des immeubles, à la terrasse des cafés. D'autres encore renforcent, sur les terrasses gelées, les pompiers de service pétrifiés armés de pied en cap — en cape d'hiver — de la botte noire au casque d'or constellé de givre. D'autres enfin font les cent pas sous les porches des cinémas qui affichent, entre autres, *La Chatte sur le toit brûlant* (un film hors de saison) et aussi — ironie, provocation ou prophétie? — *La grande illusion.*

Les chevaux de la garde républicaine, crinière au vent, caracolent fièrement sur le sable répandu à leur intention tout au long du pavé verglassé pour les empêcher de glisser. Cuivres, trompettes, fanfares, cliquetis d'armes, tremblement du bitume, premières voitures officielles lancées en trombe, maigres ovations : voici le Général qui va passer, qui passe, qui est passé et qui, dans

sa voiture présidentielle, aux côtés de René Coty, salue inlassablement la foule, bras en V et paumes ouvertes, avec le geste des grands Arabes maigres qui, sur les marchés maghrébins, élèvent vers le ciel et soupèsent longuement quelque melon ou quelque pastèque. La cérémonie devant la tombe du Soldat inconnu est brève et classique. Sonnerie « Aux morts ». Serrement de mains. Signature du Livre d'or. Retour à l'Élysée. Plus de Coty dans la voiture présidentielle, à la droite du chef. L'ancien Président est allé revoir sa Normandie. A sa place, M. Pompidou, visiblement satisfait, sourit de ses dents longues.

Des milliers de familles françaises, au chaud dans leurs appartements, suivent confortablement à la radio la retransmission de ces minutes historiques, mais glacées. Le premier discours prononcé par De Gaulle en tant que Chef de l'État nous ramène à l'Algérie, par le biais de la Communauté : « *Dans l'ensemble ainsi formé une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France.* » Nous voici à nouveau sur un des sommets des nobles équivoques. A Paris, les milieux politiques, qui n'ont que cela à faire, s'interrogent : Quelle peut être cette « place de choix » à laquelle vient de faire allusion le nouveau Président ? A Alger, les « ultras » s'indignent. Lagaillarde exprime une fureur que, dit-il « *Nous ne tarderons pas, je l'espère, à manifester* ». Le « Comité d'entente des Anciens Combattants » parle de « catastrophe ». Et les mal-élus d'Algérie, réunis d'urgence, se fendent d'un communiqué vengeur : « *Les députés d'Algérie et du Sahara, avec qui doit se faire le reste, croient devoir préciser qu'il n'est pas d'autre place de choix pour l'Algérie et le Sahara qu'une fusion intégrale avec la métropole.* » Le problème est nettement posé : Algérie intégrée, fusionnée à la France, ou Algérie dans la Communauté, avec promesse d'un destin plus libre et plus autonome débouchant sur l'indépendance : voilà le débat qui va dominer l'orientation et la vie même de la Ve République.

Paris, février 1959.

UN FAUX REMÈDE : LE TEMPS

Dans la tradition de Roosevelt, De Gaulle vient de prononcer, devant la radio et la télévision, une « causerie au coin du feu » — du feu qui embrase l'Algérie et qui, pour la première fois, aux Ouled

Rhamoun, fait flamber les 600 000 litres de pétrole d'un train de wagons citernes. Son but est d'essayer de regagner, auprès du petit peuple écrasé par la hausse des prix, une confiance qui se perd : « *Ah, je sais bien ce qu'il en coûte à toutes les catégories, notamment les plus modestes...* » Je doute que les petites gens à qui il s'adresse, d'un peu haut dans cette homélie, comme au soldat inconnu, comme à l'infanterie-reine-des-batailles, souffrante et obscure, mais finalement glorieuse dans son apothéose anonyme, se laissent indéfiniment abuser par ses illusions — ou ses mensonges — sur le sacrifice de *toutes les catégories.* L'infanterie se rendra bien compte un jour que pour l'état-major, qui télécommande le char de l'État, c'est-à-dire pour les grandes affaires et la grande banque, il n'est point question de « sévérité et d'austérité », mais, au contraire, de profits accrus. Cet état-major-là, quoi qu'en disent certains économistes de gauche sans doute trop pressés, s'accommode encore assez bien de la guerre d'Algérie. Le Général aussi, finalement. Plaie d'argent n'est pas mortelle. Celle-là, qui coûte 800 milliards par an sur un revenu national de 18 000 milliards, paraît encore supportable, au moins pour un certain temps. La France, dit De Gaulle, peut traîner la guerre d'Algérie longtemps, comme on traîne des rhumatismes. Si bien que la thérapeutique qu'il envisage le plus volontiers est une thérapeutique à longue haleine. Cet empirisme, qui cherche à transformer l'épreuve de force en une épreuve de patience, n'est pas à la petite semaine, il s'étale sur de longs mois. Et le Général vient d'en fournir encore la recette : « Pacification et transformation ». Qu'on laisse à l'Algérie le temps de forger sa personnalité. Le temps tissera son destin. C'est avec une Algérie nouvelle que la France nouera de nouveaux rapports. La paix en Algérie sera une création continue. Là est, chez De Gaulle, la ligne directrice, la pensée profonde, celle qui trace et ordonne les plans de l'entreprise, celle qui, au gré des événements, au milieu des passions antagonistes, équilibre, inspire et guide les mouvements d'une politique pendulaire. Peu importe alors, tout compte fait, que le balancier aille à droite ou à gauche, jamais trop à droite, jamais trop à gauche, et qu'il fasse alterner des initiatives ou des inspirations apparemment seulement contradictoires, les félicitations au général Faure et les congratulations au roi du Maroc Mohammed V, l'invite aux négociateurs et l'encouragement aux baroudeurs, les gestes spectaculaires en faveur de « la paix des

braves » et les apaisements à Soustelle, l'ordre du jour et le contre-ordre du lendemain, la répression de la semaine et l'amnistie du dimanche.

Autour du balancier, cependant, du majestueux balancier, que les uns voudraient arrêter à gauche, et les autres immobiliser à droite, l'entourage gaulliste s'agite d'une manière assez cocasse. Et l'oracle, chaque fois qu'il se fait entendre (en termes nuancés), fait rebondir la querelle des interprétations — suite de la querelle des investitures.

Cette première causerie télévisée est, à cet égard, un modèle du genre. Quelle merveille, disent les gaullistes « libéraux ». Voyez, oyez plutôt. Le Général dit son fait à tous ceux-là — il s'agit évidemment des « ultras » — qu i«*donnent dans les slogans et les rodomontades* ». Il dit aussi son fait — plus indirectement il est vrai — aux élus béni-oui-oui d'Algérie avec lesquels d'ailleurs, notez-le, il ne parle plus de « faire le reste ». Lorsqu'il affirme que « les Algériens, pour s'exprimer, voient s'ouvrir désormais la *voie* du vrai suffrage universel », ne condamne-t-il pas, allusivement bien sûr, le faux suffrage universel des précédentes élections truquées ? En menaçant d'en appeler au peuple contre les pouvoirs qu'il a lui-même établis, si ces pouvoirs « s'égarent », n'ouvre-t-il pas la porte à un référendum qui, à son appel, permettrait au peuple de France de condamner définitivement le mythe de l'intégration et d'ouvrir à l'Algérie le chemin de l'autonomie, voire de l'indépendance ? A l'appel du député U.N.R. Moatti, les « ultras » peuvent bien faire voter au Palais Bourbon, à la sauvette et en violation du nouveau règlement de l'Assemblée, une motion « intégrationniste », tout cela est capital et bien plus important que ce que peuvent faire, ou dire, ou voter, ou faire voter les instigateurs du 13 mai, les chefs de l'armée, les zélateurs de l' « Algérie française » et les adorateurs de la Sainte Intégration. Vous verrez, à la fin des fins, l'apothéose du Général. L'eschatologie lui donnera raison.

— Perfide exégèse, errements défaitistes, tortueuses manœuvres, répondent en écho les gaullistes de l'U.N.R. Lorsque le Général rappelle à l'adversaire que la guerre ne peut se terminer qu'aux « honorables conditions » qu'il a lui-même proposées, celles d'un cessez-le-feu purement militaire, ne rejette-t-il pas catégoriquement (*L'Écho d'Alger* dixit) « *l'idée d'une négociation politique avec les animateurs et les agents de la rébellion* » ? Ne dénonce-t-il

pas durement, le Général (avis aux « bradeurs », fussent-ils de ses proches), *« ceux qui se livrent au renoncement ou à l'abandon ? »* Pourquoi la « personnalité algérienne » dont il parle ne s'identifierait-elle pas, à la fin de son entreprise, avec la personnalité française ? Et qu'est-ce qui, dans les propos du chef de l'État, pourrait empêcher le maréchal Juin, par exemple, de déclarer, comme il vient de le faire au Centre métropolitain d'Outre-Mer :

« L'intégration est progressivement acauise dans les faits. Je ne crois pas que l'on puisse revenir en arrière. Le général De Gaulle semble avoir une profonde aversion pour le mot « intégration » mais non pour la chose. Il cherche toutes les occasions d'un « cessez-le-feu ». Qu'attend le F.L.N. pour demander l'aman? »

Ce dialogue de sourds peut durer longtemps, aussi longtemps que le Président de la République se refusera à définir une politique, sous prétexte d'attendre que les efforts militaires (« pacification ») et économiques (plan de Constantine, essor saharien) actuellement accomplis en Algérie aient porté leurs fruits, présumés féconds. Qu'on laisse faire le temps, la patience et le roi. Et aussi le Plan, qui amènera au port France le navire Algérie. L'erreur, colossale, de De Gaulle est de croire que, dans ces conditions de guerre d'usure, le temps en Algérie, et dans tout le Maghreb, travaille pour lui, et lui permettra de traiter un jour aux meilleures conditions. Il imagine pouvoir, sans mettre fin à la guerre, améliorer là-bas la position de la France, alors que cette position se détériore chaque jour davantage au fur et à mesure que se prolongent les hostilités et que toute une jeunesse algérienne « irrécupérable », grandie dans la guerre et durcie par elle, accède aux responsabilités. Même la paix, si elle intervient dans ces conditions, ne sera pas la « paix des braves », mais la paix de la lassitude et de l'amertume résignée, sur laquelle on ne peut rien construire. De Gaulle pense gagner du temps, mais il joue à qui perd gagne. Et ce sont paradoxalement les ministres algériens qui, beaucoup plus que les ministres français, ont une conscience aiguë, tragique, de cette marche à l'abîme vers une rupture, au moins psychologique, totale, entre l'Algérie et la France. La négociation politique qu'ils offrent peut encore sauver les perspectives de la coopération franco-algérienne, mais elle devrait être engagée très vite, et très clairement. « Le temps, disait Lloyd George, est rarement un allié, et encore c'est un allié douteux. »

Quelque peu déçu — qui pourrait le lui reprocher ? — par les

mystères, les silences et les ellipses du Général, et quelque peu las de sonder des cœurs énigmatiques et des reins en forme de points d'interrogation, le gouvernement algérien vient de déclarer par la bouche de son ministre de l'Information Yazid :

« *On ne peut plus attendre de savoir exactement ce que veut le général de Gaulle. Nous avons décidé de lever l'équivoque. Nous fondons notre politique sur les déclarations officielles du gouvernement français et non sur la psychanalyse de ses dirigeants.* »

Là-dessus, gaullistes de droite et de gauche reforment le chœur pour dénoncer à l'unisson cette attitude « intransigeante », « déraisonnable », « irréductible ». A droite, ceux-là mêmes qui veulent parvenir à « la paix par la victoire » et qui, par la bouche d'un porte-parole des services d'information à Alger, relancent bravement le thème du dernier quart d'heure (« *les élections municipales, qu'il voudrait faire échouer, représentent pour le F.L.N. son dernier quart d'heure* ») ne trouvent pas contradictoire de qualifier en *même temps* d' « extrémistes » et de « frénétiques » les leaders F.L.N. qui ont le mauvais goût de refuser la capitulation. A gauche, on déplore que les leaders algériens ne soient plus, en somme, assez sincèrement gaullistes pour risquer un grand soir et pour tout miser sur les intentions généreuses, libérales, fédéralistes et démocratiques du Président de la République française. Le sismographe parisien, parfaitement fantaisiste, se met à épier, à l'épicentre du F.L.N., la « phase de modération » qui devrait succéder à la phase de « durcissement ». Ces Algériens ont tort, gémit-on, de s'attacher à ce que disent M. Debré ou M. Delouvrier, alors qu'ils semblent négliger ce que pense le général De Gaulle. Étrange reproche. M. Debré n'est-il pas le Premier Ministre désigné par le chef de l'État, et ce dernier ne vient-il pas de se flatter, dans sa causerie à la radio, d'avoir nommé un gouvernement qu'il estime « *digne et capable d'accomplir sa propre mission* » ? M. Delouvrier n'est-il pas le subordonné direct du général De Gaulle, qui demeure toujours le vrai ministre de l'Algérie ? Or, M. Debré fait état, à la tribune de l'Assemblée Nationale, de la « souveraineté » et même de la « légitimité » française en Algérie. Or, M. Delouvrier déclare à Alger : « *Il n'y aura pas de négociations sur le statut politique de l'Algérie.* » Et à Oran : « *Il faut obtenir l'anéantissement de la rébellion.* » Tant que ces représentants de la France tiendront un tel langage, et tant que celui qui dispose de l'autorité suprême leur permettra de tenir un tel langage, rien,

quoi qu'on puisse en dire, en susurrer, ou en murmurer, ne sera fait dans le sens du rétablissement de la paix. Et ce ne sont pas les clameurs des 71 « activistes » et « béni-oui-oui » qui prétendent, à Paris, représenter l'Algérie, qui pourront couvrir la voix des fusils, des mitrailleuses et des mortiers.

Alger, 8 février 1959.

ULTRAS, PLUS ULTRAS, NEC PLUS ULTRAS

Deux mille personnes, dont quarante Musulmans en service commandé, ont sacrifié leur samedi après-midi pour se rendre au meeting organisé à la Maison des Étudiants, par le mouvement « Algérie française » pour réclamer, le jour même de la première visite officielle de M. Debré à Alger, « une claire politique d'intégration ». Tous les députés d'Alger-ville sont là, mais l'absence de Lagaillarde et du colonel Thomazo est très remarquée, Le gratin des ultras, par contre, est dans l'assistance.

L'ancien directeur du service des anciens combattants au gouvernement général, Gardel, grand ami du minotier Duroux, beau-père de Sérigny, et pour l'heure président d' « Algérie française », prend le premier la parole. Il s'en prend, à tout hasard, au colonel Barberot « *qui s'est taillé son petit fromage dans le dernier gouvernement* », et cette philippique suffit à le faire applaudir. Le colonel Battesti, député de Seine-et-Marne, qui avait cru bon de faire le déplacement de Paris, en compagnie de Biaggi, a moins de chance. C'est lui qui provoquera les premières manifestations d'un fort groupe de jeunes fascistes portant au revers du veston l'insigne du « Mouvement populaire du 13 mai » ou du « Mouvement nationaliste français » (ex-« Jeune Nation »). Une phrase malheureuse « *Qui oserait dire que le climat n'a pas changé?* » met le feu aux poudres. Des quatre coins de la salle, les interruptions fusent, parmi les sifflets et les applaudissements :

— *Il n'a pas changé, le climat? I veut nous endormir, çui là!*

— *Tu as trahi le 13 mai!* » — « *Retourne chez ta mère, eh, Francaoui!* »

— *Du vent, du vent. Du bidon, de la pommade.* » — « *On veut nous le mettre avec de la vaseline.* »

— *Ben Bella au poteau. Debré au poteau!*

Le colonel Battesti sent que la troupe est proche de la mutinerie. Il préfère évacuer le terrain, et sur un dernier cocorico « *Vive l'Algérie française* », il quitte prestement la tribune.

Ahmed Djebbour, qui lui succède, ramène un silence relatif en élevant d'un ton la violence du propos. Mais lorsqu'il fait allusion au « plan de Constantine », les huées qu'il déchaîne sont si formidables qu'il doit s'interrompre. Pour mieux ne pas se faire entendre, il se met alors à parler arabe, à l'intention de ses « frères en djellaba », mais ceux-ci, prudents, ont, dès les premières manifestations, pris la tangente et la porte. Qu'importe, le président Gardel se précipite sur Djebbour et lui donne l'accolade, dans le style des anciennes mascarades fraternisantes du Forum, aujourd'hui bien oubliées.

Et voici Me Biaggi, qui n'a décidément pas de chance avec Alger. Débarqué tout frétillant au lendemain du 13 mai, il s'est retrouvé en résidence surveillée dans le Sud, mais ce n'est pas aujourd'hui qu'il obtiendra cette revanche de popularité que son bel organe et sa chaude éloquence lui auraient permis d'espérer. Il exaspère visiblement l'auditoire, même quand il parle des « *robinets à calomnies de* L'Express » et des « *lâches et des traîtres complices des fellagha* ». (Cris dans la salle : « *Il faut tuer les fellagha.* ») Et lorsqu'il annonce : « *C'est la première fois que je parle à Alger depuis le 6 février* », les perturbateurs répondent : « *On n'a rien perdu.* » Le couplet sur « *la grande révolution française* » (sans doute pour en arriver à Napoléon), est particulièrement mal accueilli. « *Debré en Israël !* » — « *Vive le Maréchal !* » (Pourquoi pas : « vive De La Rocque », « Vive Boulanger » ou « Vive Bugeaud ? ») : « Jeune Nation » lance les plus vieux slogans, ceux du pétainisme de 1940 et de l'antisémitisme dans la tradition locale des années 1900. Le chœur d'« Algérie française » répond : « Intégration ! » — « Intégration ! ». Le chœur de « Jeune Nation », après avoir à nouveau fusillé Ben Bella et réclamé Massu, s'en prend maintenant à De Gaulle : « *De Gaulle au poteau ! De Gaulle en Guinée ! De Gaulle assassin !* » L'outrage à chef d'État — injure grave, délit caractérisé — jaillit impétueusement de dizaines de bouches vociférantes. Certains auditeurs, outrés, réagissent. Dans le fond de la salle on en vient aux mains, puis aux poings. Vacarme. Tumulte. Bousculade. Horions. Taloches. Coups et blessures sans gravité. On sépare les valeureux combattants au chant de la *Marseillaise* que Biaggi, à bout de ressources, se décide

à faire chanter. Le président Gardel vient au micro annoncer qu' « Algérie française » allait organiser un référendum permanent « *contre les salopards qui ne veulent pas croire à l'intégration* », et s'excusant des « incidents regrettables » auprès des « *citoyens paisibles venus pour entendre parler français* », lève la séance dans la confusion, le brouhaha et la cohue, tandis que les principaux dirigeants d' « Algérie française » se retirent dignement pour lancer de toute urgence un pressant « Appel à l'union ».

L'union est-elle si nécessaire? Oui, sûrement, car en vérité les diverses tendances « ultras » sont en train de se cristalliser en deux blocs hostiles, ceux-là mêmes qui viennent de s'affronter à la Maison de l'Étudiant. Le « Mouvement Algérie française » qui, outre Gardel, compte comme principaux dirigeants L'Hostis et Montigny, membres du C.S.P. du 13 mai et Labbé, président de l'Association Générale des Étudiants d'Algérie, s'est assez nettement lié à l'aile droite de l'U.N.R. métropolitaine et la plupart des députés d'Alger le ménagent. Il espère se présenter aux élections municipales sous l'égide de Sérigny, et de l'armée. Ces deux patronages tendent d'ailleurs à se confondre puisque le vicomte joue délibérément la carte militaire. Ne vient-il pas de prendre comme directeur adjoint de l'*Écho d'Alger* le capitaine de parachutistes Marion, membre du C.S.P. d'Alger et du C.S.P. Algérie-Sahara, ex-chef du deuxième bureau de la 10e D.P. de Massu, et, à ce titre, grand penseur de l'opération mirobolante qui devait, grâce aux bons offices du fellagha repenti Azzedine, ramener une willaya rebelle tout entière dans le droit chemin de l'Algérie française? (l'opération, on le sait, n'a pas abouti, car Azzedine a disparu, avec beaucoup d'impolitesse, sans laisser son adresse à aucun des 5e bureaux de « l'Action psychologique »). Face aux « modérés » (tout est relatif) du mouvement « Algérie française » et du « Comité d'entente des anciens combattants », qui semblent savoir encore jusqu'où il faut aller trop loin, les frénétiques qui, comme ils disent : « entendent jouer le rôle de l'accélérateur, et non du frein », se sont aussi regroupés. Un « Comité d'Union Algérie-Sahara, provinces françaises, rassemblement de salut public », fédère trois organisations principales : le « Parti nationaliste français » d'Ortiz, le « Front National Français » de Michel Leroy, plus « ultra » encore, et — nec plus ultra — le « Mouvement Populaire du 13 Mai » ou « M.P. 13 »,

qui, dirigé par Crespin et Martel, exprime dans l'hebdomadaire *Salut public* ses positions délirantes.

Alger, 9 février 1959.

LES FUREURS DU MONUMENT AUX MORTS

Le ciel est gris, le vent froid, la pluie fine. Les cols se relèvent, les mains cherchent les poches des pardessus, et les jurons fusent sous les parapluies. Il fait plus chaud dedans que dehors, et les banquettes du snack bar de « l'Otomatic », rue Michelet, sont douces aux fesses fatiguées des activistes qui ont passé une partie de leur soirée à glisser dans les boîtes aux lettres des tracts incendiaires (« *Hier Syrie et Liban... Aujourd'hui Guinée... Demain, l'Algérie... Les mêmes hommes, les mêmes désastres* »), et à tracer de grandes inscriptions : « *De Gaulle égale Mendès* », à l'heure où l'on ne rencontre plus dans les rues que les patrouilles bienveillantes des Services de Sécurité. Ces jeunes gens, pour la plupart lycéens ou étudiants, développent autour de leur café-crème des syllogismes sommaires : les F.L.N. libérés par la grâce gaulliste ne sont pas pour autant touchés par elle, et disposés à la réconciliation. Donc ils vont recommencer à tuer. Donc, De Gaulle, qui les a élargis, s'est fait leur complice, et mérite, lui aussi, le nom d'assassin. C.Q.F.D. Et c'est pour défendre ce point de vue sans nuances que d'autres « patriotes du trottoir », plus zélés encore, ont déjà pris position aux alentours du monument aux morts, sur un terrain de manœuvres que des dizaines et des dizaines de manifestations leur ont appris à connaître à la perfection. Leurs commandos aguerris, contournant le front des troupes (trois détachements de l'aviation, de la marine et du 9e zouaves), s'infiltrent parmi les massifs de verdure et les palmes du square Laferrière, au milieu d'une foule peu dense, truffée de policiers en civil, derrière les gendarmes en capote de drap kaki, fusil de guerre ou pistolet mitrailleur à la bretelle.

Il pleut toujours lorsque le Premier Ministre de la Ve République, nu-tête, très à l'aise dans son complet bleu marine, avec cravate assortie, descend d'un air dégagé de sa D.S. noire à toit blanc et à cocarde tricolore. Premier duo cacophonique entre la foule criant : « *Algérie française* » et la musique sonnant le *Aux Champs*, qui pétrifie les militaires au garde-à-vous et fige dans l'immobilité,

comme au musée Grévin, un certain nombre de motifs classiques du décor et de l'imagerie du 13 Mai : le béret rouge, les sourcils broussailleux et la fière moustache de Massu, la barbe fauve de Lagaillarde, le nez de cuir de Thomazo. La sonnerie à peine terminée, les vociférations reprennent de plus belle. L'escouade estudiantine de l' « Otomatic » a profité de la trêve pour arriver en renfort, au pas de course, entre deux averses, et donne le ton. De nouveaux cris s'élèvent « *De Gaulle en Guinée... De Gaulle au poteau... A bas de Gaulle et sa clique* ». La seule clique présente est en vérité celle de la garnison, la clique en calots rouges qui s'époumonne dans ses cuivres et cogne à les fracasser tambours et cymbales pour couvrir de ses harmonies martiales les cris de lèse-majesté et les hurlements séditieux. L'entreprise est difficile, et tandis que Debré passe en revue la garde d'honneur, les trompettes et les tambours de la *Marche consulaire à Marengo* parviennent bien mal à couvrir la nouvelle et puissante clameur des manifestants : « *Fu-sil-lez Ben Bel-la, Ben Bel-la au po-teau, Algérie française* ». La musique joue inlassablement — elle jouera sans interruption jusqu'au bout des manifestations — et les flon-flons et les cris se répondent toujours lorsque le président du Conseil gravit les marches du monument, fleurit la stèle d'une gerbe d'œillets rouges et ranime la flamme qui, dans son creuset de bronze, se tord et grésille sous la pluie tenace. Le clairon attaque la sonnerie « Aux Morts », reprise en contre-bas par la musique de la garnison. La minute de silence est vraiment silencieuse et la *Marseillaise* impose elle aussi un silence relatif. Mais, lorsque le Premier Ministre, ayant accompli le geste rituel du serrement de main aux anciens combattants médaillés et musulmans, redescend lentement l'escalier entre les deux haies des drapeaux jaunis, inclinés sous le poids de leur gloire et sous les rafales de pluie, les sifflets, les huées et les cris des manifestants atteignent leur paroxysme. Le vacarme est au plus haut, le tintamare à son comble et la musique, cette fois-ci, a nettement le dessous.

Debré a atteint sa voiture. Delouvrier s'approche de lui pour une confidence et le chauffeur pour une invitation au départ, mais il les repousse l'un et l'autre. Mains dans les poches, aux lèvres un certain sourire, il traverse l'avenue Pasteur et se dirige vers les crieurs, ouvrant derrière lui la corrida entre les anges gardiens qui ne veulent pas le laisser isolé et les cinéastes qui veulent s'interposer pour filmer cet épisode peut-être sensationnel.

Voici Debré dans le *no man's land*, ayant dépassé les zouaves au garde-à-vous, à un mètre seulement des manifestants contenus à grand peine par les gardes-mobiles. Il les regarde bien en face, comme s'il voulait les fasciner, par toute la force de l'autorité qu'il imagine avoir, puis, avec un grand geste de bras et un ton à la De Gaulle, il leur lance d'une voix forte : « *Allons, vous ne croyez pas qu'il vaudrait mieux crier avec moi : « Vive la France !* »? Mais le talisman du Grand Marabout s'avère inopérant. La fascination ne se produit guère, le fluide ne passe pas, le contact n'est pas établi. Sésame ne s'ouvre pas. Le groupe n'ouvre ni ses rangs, ni son cœur. Seules s'ouvrent plus grandes encore les grandes gueules, qui couvrent la voix autorisée du chef du gouvernement en hurlant de plus belle, de plus en plus fort : « *Fusillez Ben Bella !* », Debré a cessé de sourire. Il serre les dents. Il fait demi-tour et, sans mot dire, remonte dans sa voiture, qui démarre très vite vers le Palais d'Été.

La meute, privée de proie avec la disparition du cortège officiel, empêchée par le service d'ordre de piétiner la gerbe de Debré comme elle avait piétiné trois ans plus tôt celle de Guy Mollet, tourne ses fureurs contre les parlementaires qu'elle peut reconnaître, et notamment contre Lagaillarde. Les jeunes fascistes amers et hostiles qui entourent leur ancien Führer se demandent s'ils le reconnaissent encore. Sa barbe faunesque est toujours à sa place, mais tout le reste leur paraît changé : « *Pierrot, maintenant tu es député et cela va plus mal qu'avant ! Pierrot, tu as accepté ces infâmes mesures de clémence ! Pierrot, tu n'étais pas avec nous à « l'Otomatic ! »,* *Pierrot, tu étais de l'autre côté, avec les « Parisiens » et les profiteurs ! Pierrot, tu es un traître !* » Et lui, pour sauver son prestige, joue le grand jeu, avec une mimique expressive, tour à tour sérieux et conscient de ses responsabilités nouvelles :« *A quoi sert de brailler ? Laissez-moi travailler !* », douloureux : « *J'accepte d'être impopulaire* », mystérieux : « *Attendez un peu. Ce n'est qu'en avril que nous pourrons être efficaces au Parlement* », solennel : « *Si des négociations étaient engagées avec le F.L.N., ce jour-là je vous demanderais d'agir et vous me retrouveriez dans la rue à vos côtés* », viril et autoritaire enfin, comme le veut son personnage : « *Faites-moi confiance. Restez disciplinés.* » Le groupe, peu convaincu, le laisse partir, mais à peine s'est-il engagé avenue Pasteur qu'un autre groupe de supporters déçus (Dieu, gardez-moi de mes amis !), vient lui aboyer aux chausses. Ceux-là se montrent plus cruels. Ils

arrêtent le taxi, ouvrent ses portières, et apostrophent vertement l'avocat-député-parachutiste :

— « *Vendu, vendu! Maintenant que tu touches ton fric, tu ne t'occupes plus de nous! Dégonflé! Démissionne!* » La pluie tombe de plus en plus dru. Le parachutiste-député-avocat finit par être dégagé par des gardiens de la paix, qui entendront de lui le mot de la fin : « *Ces gens-là sont fous. Ils voudraient la Révolution, avec un temps pareil!* »

Ces considérations météorologiques, pourtant décisives ici, sont de celles qui ne s'imposent pas facilement à Paris, où l'on éprouve quelque peine, devant chaque événement algérois, à discerner ce qui est réalité profonde, ce qui constitue la part de l'exubérance méditerranéenne dans l'expression de cette réalité, et ce qui peut n'être que le bluff théâtral de certaines mises en scène. Aujourd'hui, c'est le troisième élément qui, incontestablement, domine, et les milieux politiques et journalistiques parisiens ont tort de centrer toutes leurs réflexions et tous leurs commentaires sur la comparaison entre le 6 février de Guy Mollet, en 1956, et le 9 février de Michel Debré, trois ans plus tard.

Certes, sur certains points la comparaison s'impose. Comme Guy Mollet qui, avant le jour fatal, n'avait jamais mis les pieds sur le sol africain, Debré s'est rendu dans un pays qui avait inspiré beaucoup de ses discours, mais qu'il n'avait jamais visité depuis 1945. Il y a été hué comme Guy Mollet, et peut-être aurait-il reçu deux ou trois tomates si l'inclémence de la saison et la rareté du produit sur le marché n'avait pas interdit l'emploi de ce projectile juteux. Comme Guy Mollet, il a appris à ses dépens cette vérité topographique autant que politique : à Alger, les marches du monument aux morts mènent tout droit au Forum, et à ses pires délires. Comme Guy Mollet enfin, il essaiera de faire, à la fin de son voyage, la démonstration de l'ardeur belliqueuse de son patriotisme en allant jouer au petit soldat, pour un jour, dans les djebels. Là cependant s'arrêtent les similitudes et les correspondances. Les manifestants du 6 février 1956 se comptaient par milliers. Ceux d'aujourd'hui, souvent isolés dans une foule pourtant clairsemée, ne sont que quelques centaines, à peine cinq ou six fois plus nombreux que l'imposante suite du Président du Conseil — ministres, experts, journalistes — qui a envahi les hôtels surpeuplés et même les cabines des navires en rade. En février 1956, une véritable mobilisation générale à l'appel des

ultras avait eu raison de Guy Mollet. 1959, le baroud d'honneur du monument aux morts fait plutôt le jeu de Debré, car cette manifestation, que deux charges de C.R.S. auraient suffi à balayer, lui rend le service d'un petit dédouanement vers la gauche. S'être mesuré à plus ultra et plus extrémiste que lui confère au Premier Ministre, en cette période de Carnaval où les faux nez républicains se portent beaucoup, une assez cocasse auréole démocratique. *Combat* et *Paris-Journal* le féliciteront demain d'avoir « tenu tête aux manifestants » tandis que *L'Aurore* découvrira que les mêmes jeunes gens « patriotes » et « nationaux » en 1956 sont devenus en 1959 de méchants petits voyous, de sales gamins mal élevés et malappris, des collégiens excités, des hurluberlus sans cervelle et des freluquets irresponsables. Cependant la manifestation bruyante des braillards et des agités aura demain la vedette des gros titres dans les quotidiens, et cette erreur d'optique dissimulera les faits véritablement significatifs : le refus de « sortir les couleurs » pour le Premier Ministre de la Ve République (seuls les édifices publics sont pavoisés et on n'a pu compter au monument aux morts qu'une dizaine de drapeaux d'associations d'anciens combattants, sur une soixantaine habituellement rassemblés), l'absence des fonctionnaires aux cérémonies, malgré leur permission de vingt-quatre heures, et la grande bouderie d'une foule réservée et silencieuse. L'enthousiasme n'a duré qu'un seul été, et la nouvelle crise de confiance engendre une sourde hostilité envers les hommes jadis prestigieux que les Ides de mai ont portés au pouvoir. La tonalité dominante à Alger, dans le secteur européen, n'est pas la colère, comme certains voudraient nous le faire croire, mais le désarroi. Qu'y a-t-il au fond de ce désarroi ? La réponse mérite qu'on s'y arrête un peu.

La population européenne d'Algérie constitue une minorité inquiète et instable, qu'une vague de terrorisme peut exciter jusqu'à la démence, mais qu'une immense lassitude peut envahir soudain. Son ressort fondamental est la peur, qui tisse ou qui déchire le voile des mythes et qui, tour à tour, peut rendre le « petit blanc » d'Algérie presque raisonnable, ou, au contraire, enragé. Le « petit blanc » ignore et veut tout ignorer d'un monde extérieur — réalités financières et contexte international — réduit à quelques slogans aberrants, et toute sa vie psychologico-politique se réduit à un drame à trois personnages ethniquement très caractérisés : l'Arabe, le Francaoui, c'est-à-dire le métropolitain,

et lui-même. A l'acte I, qui a duré plus d'un siècle, il est le chef. L'Arabe, écrasé, dominé, à moitié dépersonnalisé, n'existe que pour figurer le décor, jouer les utilités et fournir les commodités. Le Francaoui est à la fois lointain et omniprésent, puisque, malgré quelques orages, on peut compter sur la métropole pour maintenir l'ordre en même temps que le circuit économique du pacte colonial. A l'acte II, l'Arabe, en se révoltant, s'impose dans les premiers rôles; il pénètre par effraction dans l'histoire contemporaine de son propre pays, et il est clair que désormais — et c'est là déjà la victoire de l'insurrection nationale, quelle que soit, dans une première phase, son issue politique — rien ne pourra l'en faire sortir. Gonzalès découvre que Mohammed pourrait un jour commander comme il a été commandé, gagner autant d'argent que lui, exercer des fonctions d'autorité et, ce qui est pire, lui marcher peut-être sur les pieds sans demander pardon, ou même lui ravir sa femme. Il appelle le Francaoui au secours, estimant avoir droit à son aide conditionnelle : je l'ai aidé pendant les deux guerres mondiales contre l'Allemand, il doit m'aider aujourd'hui contre l'Arabe. A l'acte III, celui de l'euphorie du 13 mai, le Francaoui, longtemps suspecté « d'abandon » et de « braderie », semble entrer dans ses vues. Mais la pression *politique* de la Révolution algérienne en marche a amené le Système colonial à abandonner le double collège, et il n'est pas exclu que, même à l'intérieur d'un cadre français plus ou moins souple, l'Arabe puisse un jour, grâce à la loi du nombre, renverser certains rapports d'infériorité anciens. L'intégration, jadis si férocement combattue, devient le tardif, l'ultime recours, la dernière arme susceptible de maintenir une supériorité menacée. Le rapport de forces, désastreux pour le « petit blanc » en Algérie (1 Européen contre 10 Arabes), lui redevient favorable s'il s'unit au Francaoui dans un seul bloc monolithique de 55 millions d'habitants. (Plus de 4 Européens contre 1 Arabe.) Que Dunkerque vienne à la rescousse, et nous régnerons à Tamanrasset jusqu'à la fin des temps! Voilà qui exalte le moral et donne un sens au combat. Les militaires ont raison de dire que le mot magique d'intégration, opposé au mot magique des musulmans : indépendance, vaut un corps d'armée. Mais, à l'acte IV, il apparaît que le général De Gaulle refuse, au moins pour l'instant, ce miraculeux renfort. Les journées de mai ont-elles été des journées de dupes ? Et quel va être l'avenir ? A la consternation s'ajoute, plus fondamental, plus lancinant

encore, l'énervement de l'incertitude. Le « petit blanc » devra-t-il essayer d'arracher l'intégration contre De Gaulle, et sans doute contre la majorité des Francaouis ? Ou, au contraire, recommencer à envisager cette autre voie possible, à laquelle, surtout dans le bled, il a songé souvent secrètement, et parfois ouvertement : « Se débrouiller entre nous avec les Arabes », pourvu que ces imbéciles de Francaouis interviennent tout de même assez efficacement pour que cet arrangement ne se fasse pas sur son dos, et que, même s'il doit perdre des plumes et des privilèges, la protection française lui assure la certitude de ne pas être brimé... A l'échelle de l'histoire, cette solution sera très vraisemblablement un jour celle de l'acte V, à l'heure du dénouement, et c'est avec une souplesse et un réalisme qui surprendront Dupont à Paris, mais non pas Mohammed à Alger, que l'on verra Gonzalès se résigner à l'inévitable. Pour l'instant, il n'en est pas là. L'inévitable ne lui paraît pas évident, et malgré ses déceptions, son espoir est encore immense de gagner l'épreuve de force et d'imposer l'intégration. Il s'interroge néanmoins, et il s'irrite. Si De Gaulle, dit-il, a une autre idée que l'intégration, qu'il l'exprime clairement, nous la trouverons peut-être acceptable; il n'y a pas chez nous que des « ultras », mais qu'il cesse, de grâce, de jouer avec nos nerfs tendus à vif!

Alger, 9 février 1959.

Les deux discours

La réponse à ces questions est-elle contenue dans la liasse de feuillets — le message du Gouvernement à son Délégué général, M. Delouvrier — que Michel Debré tient à la main, debout devant les arabesques bleues des faïences et l'émail d'une monumentale cheminée mauresque, sous le feu des projecteurs et des caméras de la Télévision, dans le grand salon du Palais d'Été où les spahis, sabre au clair, accueillent les autorités ? Un parterre de personnalités — habits sombres, képis étoilés, et une île violette dans une mer kaki, le manteau de l'Archevêque parmi les uniformes — est là pour le savoir ou pour chercher à le savoir.

M. Debré tousse et commence à parler — bien mal : « *L'autorité de la France en Algérie est une exigence de l'histoire, de la nature et de la morale.* » L'histoire justifie tout ce que l'on veut, et la nature a bon dos. Quant à la morale, nous la laisserons à l'appréciation des dizaines de milliers d'Algériens victimes d'une répres-

sion aussi cruelle que sanglante, aussi inlassable qu'implacable. La voix du Premier Ministre s'élève. Il est maintenant question de « *l'unité, en dessus de la Méditerranée, de la France métropolitaine, porte de l'Europe et de l'Algérie, tête de l'Afrique* ». Il y a là une inspiration, un style, des images qui ne trompent pas. De Gaulle a non seulement délivré à ce texte l'imprimatur et le nihil obstat, mais il y a mis sa grande patte. Le reste du discours est à l'avenant. C'est un disque « la Voix de son Maître » dans un enregistrement de haute fidélité. Pas un mot sur l'intégration. Les mines s'allongent. Le président Debré a oublié les diatribes du sénateur. Le loyal premier ministre a l'air de se montrer parfaitement féal envers son suzerain.

Si féal que cela? Que signifie alors cette improvisation non prévue au programme, et ce sketch inédit inopinément ajouté : « *Je viens de vous lire, Messieurs, mon message officiel. Maintenant je vais vous dire quelques mots personnels.* » La voix, tout à l'heure si neutre et si atone, devient soudainement chaude et vibrante, et, pour tout dire, personnelle. M. Debré, visiblement, se déboutonne, et s'épanche. Avec prudence d'abord : « *Il n'y a pas de mot-clé, pas de formule.* » Fort bien, mais par quel sortilège certaines formules de De Gaulle (« personnalité algérienne », « étroite association de l'Algérie avec la France », « place de choix dans la Communauté ») sont-elles bannies du vocabulaire de M. Debré, au profit d'autres qui ne peuvent se comprendre que dans le contexte de l'intégration, même si le mot intégration n'est pas prononcé ? « *L'Algérie est terre de souveraineté française ; ceux qui y vivent sont des citoyens français* (tonnerre d'applaudissements)... *Il faut renforcer chaque jour la légitimité française... L'esprit du 13 Mai n'est pas effacé... Il y a quelques années, sur toute l'Afrique du Nord, je criais mon angoisse pour l'Algérie française.* » (Applaudissements nourris, et exclamation d'un député un peu gaffeur : « *Il les a lâchés, ces mots, tout de même, il les a lâchés !* ») La satisfaction des mal élus et des « ultras » présents est grande, car le grand prêtre « qui ne croit pas aux formules » vient de prononcer à la suite, coup sur coup, toutes les formules incantatoires et expiatoires dont se repaissent, jour après jour, les dieux voraces, les dieux insatiables du Forum, et qu'ils ne se lassent jamais d'entendre.

Les conversations s'animent, tandis que circulent les rafraîchissements. Depuis les controverses du printemps 1956 entre Lacoste

et Pineau, on n'avait pas assisté à une pareille dualité du pouvoir français en matière de politique algérienne. Il est tout de même assez extravagant d'entendre un premier ministre tenir sur le même sujet un discours public et un discours privé, l'un prononcé au nom du Chef de l'État, du Souverain et de la Couronne, et l'autre, fort différent, en son nom personnel. Ledit premier ministre, par-dessus le marché, est assez impudent pour dénoncer, dans le discours « privé », avec les accents du « Courrier de la Colère », les « *pauvres d'esprit, qui s'en vont, dans certains journaux, rechercher je ne sais quelle différence entre la pensée du chef de l'État et celle du gouvernement.* » Plutôt que de nier des « différences de pensée » qui sautent aux yeux, le premier ministre aurait été plus habile de montrer que concrètement, dans la pratique, c'est-à-dire dans la conduite de la guerre d'Algérie, ces différences n'étaient pas perceptibles. Le chemin du Président du Conseil et celui du Président de la République ne sont pas identiques, mais parallèles, et ils ont ceci de commun que, pour l'instant, ni l'un ni l'autre ne mènent à rien.

Paris, février.

Les deux fractions de l'exécutif

Bienheureux donc les pauvres d'esprit qui ne relèveront pas dans le même « discours privé » d'Alger cette autre perle de M. Debré : « *Qui peut douter, quand le général De Gaulle déclare qu'il n'y aura pas de négociation politique, qui peut douter de sa parole ?* »

Qui peut en douter ? Eh bien, par exemple, le ministre de l'Information algérien, Yazid, qui, déclarant à New York que « *les déclarations de M. Debré ont détruit tout ce qu'il y avait de positif dans celles du général De Gaulle* », laisse entendre, a contrario, que ces « déclarations positives » auraient pu ou pourraient constituer la base d'une solution politique. Ou encore, le grave éditorialiste du *Figaro*, Louis-Gabriel Robinet, affirmant que « *le Président de la République, convaincu que l'intégration est un « mythe » et la seule victoire par les armes irréalisable — s'efforce, comme il l'a déclaré l'autre jour à la radiotélévision, de trouver une solution politique* ». Cette querelle confuse (le brouillard de Paris, cette saison, est aussi un brouillard politique) est pourtant celle qui domine tout le destin algérien... et français. Également offi-

cieux, également inspirés, les éditoriaux de M. Chênebenoît dans *Le Monde* répondent à ceux de M. Stibio dans *Carrefour*. Celui-ci manie la menace, en termes à peine voilés : « *Le jour où il y aurait beaucoup plus que des nuances de style entre le langage tenu par les deux fractions de l'exécutif, soyons assuré que c'est le langage qui sera le plus catégoriquement national qui sera le mieux entendu.* » A quoi le rédacteur en chef du *Monde*, tout comme le rédacteur en chef de *La Croix*, répond que la gauche pourrait venir prendre la relève le jour où, en matière algérienne, De Gaulle serait déclaré hérétique par ses propres partisans...

Cette controverse a le mérite de poser un certain nombre de questions fondamentales. De Gaulle veut-il vraiment faire en Algérie une politique différente de celle de l'intégration, à l'heure où les principaux cadres « intégrationnistes » de l'Armée d'Algérie se déclarent certains du propre succès de leur action (le colonel de Boissieu vient d'annoncer une fois de plus, au nom du général Challe, la victoire militaire, et le colonel Godard lui a assigné un délai rapproché : la fin de l'année). Si oui, dans quelle mesure peut-il compter sur l'obéissance de l'armée, de part et d'autre de la Méditerranée ? Est-il psychologiquement disposé, même s'il devait le gagner, à déclencher un conflit qui lézarderait la façade de carton, mais de carton fraîchement repeint, de l'unité nationale ? Quelle influence exacte possèdent les réseaux militaires disposés à ressusciter à l'occasion l'opération « Résurrection » (le projet du putsch du 28 mai) et, qui, dans l'ombre des états-majors, préparent « un nouveau sursaut national au cas d'une nouvelle braderie » ? Faut-il prendre leurs menaces au sérieux, ou penser que leur « travail psychologique », inspiré du principe majeur de « l'intoxication », qui a si bien réussi en Mai dernier, « Ce qu'on fait savoir est plus important encore que ce qu'on fait », a surtout pour but de peser sur le Président de la République et d'orienter dans une certaine voie son action algérienne ? Inversement, quelle valeur attribuer au long et discret travail de promotions et de mutations par lequel De Gaulle essaie de créer un appareil militaire loyal ? Gagnera-t-il à ce jeu de patience ? Ou ne fait-il, au contraire, que tisser une toile de Pénélope ? Pour l'heure, sa mansuétude temporisatrice, face aux comploteurs, donne la mesure de son peu d'assurance. La conscience d'un manque d'autorité *réelle* sur l'armée a sans doute pesé d'un grand poids dans la genèse de l'évolutionnisme de De Gaulle (*Moi, je dis que*

cela est affaire d'évolution) en matière algérienne. La grande idée, nous l'avons vu, est de gagner du temps, et, comme dit Clavel, « d'affirmer la paix, de proclamer que ce chemin est irréversible, et ensuite de faire comme si la paix était là ». Il y a beaucoup d'impuissance velléitaire (ô ironie du pouvoir fort!) derrière le pari à la Gribouille de cette solution pseudo-mathématique et derrière tout cet empirisme hautain nimbé de mystère. Si De Gaulle cherche tant à ne pas brusquer les choses, à laisser mûrir (ou pourrir) les situations, c'est qu'il se voit forcé de chercher à contourner des obstacles qu'il est bien incapable d'aborder de front. Mais son habileté est de prêter à ce qui est sa nécessité la fière allure d'un choix. Il est passé maître en l'art de donner à ses hésitations, à ses marchandages avec les ultras, à ses concessions et même à ses abdications les apparences du calcul à long terme, profondément réfléchi, longuement prémédité, et imposé point par point tout au long d'étapes judicieusement et délibérément choisies. Mais, en réalité, l'avenir dépend surtout d'un rapport de forces objectif, le rapport entre les forces qui agissent pour « la paix par les armes » (les colonels, les ultras, certains secteurs capitalistes) et les forces, jusqu'ici moins puissantes, favorables à la paix par la négociation (d'autres secteurs capitalistes et technocratiques, une partie influente de l'Église catholique, les hommes d'État anglo-saxons et atlantiques qui étudient en ce moment les possibilités d'une solution « cypriote » et qui ne manquent pas de moyens de pression sur le pouvoir français).

Si les masses françaises démystifiées devenaient un jour très agissantes, elles pourraient peut-être faire pencher la balance. C'est à cette tâche difficile de démystification et de mobilisation de l'opinion publique, plus qu'à l'examen et l'exégèse des pensées profondes et des arrière-pensées secrètes, vraies ou supposées, du chef de l'État, que devraient se consacrer ceux qui luttent pour le rétablissement de la paix en Algérie par la négociation. La première exigence de cette lutte me paraît être l'autonomie. Tant mieux si elle peut aider De Gaulle, tant pis si elle le gêne. De toutes manières, il faut commencer par se débarrasser de deux slogans contradictoires, d'une inefficacité symétrique : « Faisons confiance à De Gaulle » et « Rien à tirer de ce régime ». Tous deux font des ravages dans différents secteurs de la gauche française, étant l'un et l'autre de bonnes excuses pour ne rien faire.

Albert-Paul LENTIN

PLAIDOIRIES POUR DES COMBATTANTS

Le 15 septembre dernier, près de l'Étoile, trois Algériens, Mouloud Ouraghi, Abdelhafid Cherouk et Smail Adour, tentaient d'abattre Jacques Soustelle, ancien gouverneur de l'Algérie, alors ministre de l'Information dans le gouvernement du général de Gaulle. Deux tentatives infructueuses avaient déjà eu lieu, les 5 et 8 septembre, auxquelles auraient participé trois autres Algériens : Omar Laouari, Abdelkader Baccouche et Mebrouk Benzerrouk.

Les six hommes ont comparu du 2 au 7 février devant le Tribunal militaire de Paris. Ce ne fut pas un procès ordinaire. Pour la première fois en métropole, des combattants algériens proclamèrent leur appartenance à l'Armée de Libération Nationale, revendiquèrent la qualité de soldats et récusèrent la compétence du tribunal chargé de les juger. Leurs avocats les suivirent sur ce terrain, faisant ainsi éclater les contradictions d'un procès que le commissaire du gouvernement tentait de limiter au domaine du « droit commun ».

Un des premiers incidents survient à propos de la composition du tribunal, que les avocats jugent irrégulière :

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Point du tout. Le tribunal est régulièrement composé, conformément à l'article 186 du Code de justice militaire.

Me BENABDALLAH. — Je prends acte, Monsieur le commissaire du gouvernement, de ce que vous invoquez l'article 186. Il s'applique, en effet, précisément, au « temps de guerre ».

Autre série d'incidents à propos de l'audition de Jacques Soustelle, que la défense juge indispensable.

Me VERGÈS. — Ce serait la première fois qu'un survivant ne paraîtrait pas au procès de ses agresseurs. Le seul autre cas que

je connaisse est celui de Pierre Laval, qui n'assista pas au procès de Paul Collette. Encore fit-il en sa faveur une déclaration généreuse...

Mais Jacques Soustelle a fait savoir qu'il estimait sa comparution inutile. Les avocats protestent.

Me Benabdallah. — Si l'on veut comprendre les mobiles des accusés, il faut savoir ce que représente pour eux l'homme sur qui ils ont tiré. Lorsque M. Soustelle exerçait son autorité en Algérie, il y a eu des excès, des massacres, des tortures, des génocides : à El Halia par exemple, où l'on a parlé de sept cents morts. Il faut entendre les explications de M. Soustelle pour connaître les mobiles de l'attentat.

Le Commissaire du gouvernement. — Que vient faire El Halia ici? C'est une manœuvre!

Me Vergès. — Vous n'avez pas le droit de parler de manœuvre de la défense. Ou alors, je parle, moi, de manœuvre de M. Soustelle. Au procès Ben Sadok, il est venu spontanément parler de l'Algérie. Mais lorsqu'il est cité dans une affaire qui le concerne, il envoie son pantalon!

(*Allusion aux « pièces à conviction », où figure, en effet, le pantalon de Jacques Soustelle.*)

L'interrogatoire des accusés se déroule ensuite. Tous, à commencer par Mouloud Ouraghi, chef du commando, reconnaissent intégralement les faits qui leur sont reprochés.

Mouloud Ouraghi. — Personne ne m'a forcé. Soldat de l'Armée de Libération Nationale, j'ai obéi sans contrainte à mes officiers. Je re regrette rien. Je serais heureux si j'avais réussi. Je ne reconnais pas la compétence de votre tribunal. Je suis un prisonnier de guerre.

Il raconte comment, il y a un an, il a gagné, par l'Espagne, un camp de l'A.L.N. situé à Larache, au Maroc. Là, avec ses cinq camarades et cinq cents autres volontaires, il a subi pendant quatre mois un entraînement militaire. Ils étaient encadrés par des officiers et reçurent notamment la visite d'inspection du colonel Amirouche. Puis les six hommes, constitués en commando de choc, regagnèrent

la France, chargés par leurs officiers d'une mission précise : abattre l'ancien gouverneur général de l'Algérie. Tous revendiquent la responsabilité de l'opération, même ceux qui n'y participèrent pas effectivement.

ABDELKADER BACCOUCHE. — Je n'ai participé à aucune tentative. Mais si j'avais reçu l'ordre, je l'aurais exécuté avec plaisir et fierté. Je revendique, moi aussi, l'attentat contre M. Soustelle, car il est l'instigateur de tous les crimes dont est victime le peuple algérien.

LE PRÉSIDENT. — Pourquoi avez-vous varié au cours de vos interrogatoires?

Me BENABDALLAH. — Il faudrait savoir dans quelles conditions ils ont eu lieu.

BACCOUCHE. — La D.S.T. m'a gardé six jours, Monsieur le Président. On m'a cassé des règles sur les doigts, on m'a torturé à l'électricité, avec de l'eau et du savon. D'ailleurs, celui qui m'a torturé est dans la salle. Vous pouvez lui demander. Il est là! Le voici!...

Baccouche, debout, le doigt tendu, désigne dans la salle un homme pâle, aux cheveux ras, la joue barrée d'une cicatrice. Les avocats ont bondi :

— Qu'il vienne à la barre! Il faut savoir son nom!

LE COLONEL CORNU. — Non! Dites non, Monsieur le Président!

LE PRÉSIDENT OLMI (pâle, debout). — Qui êtes-vous?

L'HOMME (qui a gagné la barre dans un silence total). — Belleur, Martial, officier de police à la D.S.T.

La défense dépose aussitôt une demande de citation du « témoin ». Mais, à la reprise de l'audience, l'homme a disparu, ainsi qu'une grande partie des policiers qui composent le « public ». Et le tribunal, à la réflexion, juge inutile d'entendre Martial Belleur. Le Commissaire du gouvernement, pour sa part, manifeste son scepticisme quant aux tortures dont a parlé Baccouche :

— Une expertise médicale a eu lieu, *assure-t-il*. Elle a été négative. Or, les électrodes laissent des marques plus de quinze jours...

Me Vergès. — Vous reconnaissez donc qu'il y a des tortures par l'électricité!

D'autres graves irrégularités sont d'ailleurs mises en évidence dans le comportement de la D.S.T. L'inspecteur Chervalier, notamment, a attesté par procès-verbal qu'il avait arrêté Smail Adour le 7 octobre. Or le dossier montre qu'Adour était détenu en réalité depuis le 1er octobre. Il y aurait donc eu, pendant six jours, « séquestration arbitraire » dans les locaux de la D.S.T.

Le commissaire Chervalier (désinvolte). — Alors, c'est qu'il faisait l'objet d'un arrêté d'internement administratif!

Me Benabdallah. — Vous insultez le ministre de l'Intérieur! Car, avant l'ordonnance du 8 octobre, les pouvoirs spéciaux n'autorisaient l'internement administratif que des personnes condamnées, ce qui n'était pas le cas...

Le Commissaire. — On s'est peut-être trompé de date sur le procès-verbal; ça passe d'un bureau à l'autre!... Ou alors c'est qu'on attendait l'arrêté!

Quant à la guerre d'Algérie « la question », selon une formule célèbre, « ne sera pas posée ». Toutes les fois que les avocats tentent d'observer que cette guerre peut avoir quelque rapport avec le geste des accusés, le tribunal écarte leurs remarques. A ses yeux, tout a commencé le 15 septembre dernier, avenue de Friedland, et tout s'est achevé avec les coups de feu qui furent tirés ce matin-là. Attitude qui ne s'accorde même pas avec sa volonté de considérer l'attentat comme un « crime de droit commun ». La défense ne manque pas de le relever :

Me Oussedik. — On s'interroge bien sur les intentions d'un voleur à la roulotte. Permettez au moins à nos clients d'avoir des mobiles!

Ces « mobiles » que les accusés, en soldats, refusent de faire entrer en ligne de compte, n'en apparaissent pas moins au cours de leur interrogatoire.

Mebrouk Benzerrouk. — En 1945, j'avais onze ans, j'étais dans mon douar, à quarante kilomètres de Sétif. Des soldats

français sont arrivés. Ils ont mis le feu partout. Ils ont fait brûler les maisons et les gens en les arrosant d'essence. Mon père m'a pris contre lui et m'a dit : « Ne regarde pas... » Mais j'ai regardé et je me souviens toujours.

Et quand on interroge Omar Laouari sur sa famille, il répond :

— Je n'ai plus de famille. Elle a été tout entière tuée par les parachutistes au cours d'un ratissage.

Le Commissaire du gouvernement. — L'accusation ne conteste pas que la famille de Laouari ait péri au cours d'opérations de guerre. Mais cela n'a rien à voir avec le procès...

***

Après que le Commissaire du gouvernement, dans son réquisitoire, eut réclamé la mort pour Ouraghi et Cherouk, les travaux forcés à perpétuité pour Adour, vingt ans de travaux forcés pour Laouari, Baccouche et Benzerrouk, les avocats (Mes Berthon, Oussedik, Haggaï, Kaldor, Zavrian, Beauvillard, Radziewsky, Vergès et Benabdallah) prirent la parole. Nous publions ici deux des plaidoiries les plus importantes, celles de Mes Oussedik et Vergès.

PLAIDOIRIE DE Me OUSSEDIK

Monsieur le Président, Messieurs, six hommes se présentent devant vous et, quoi qu'en dise M. le Commissaire du Gouvernement, non pas six Français, mais six Algériens. Il ne faut pas se laisser leurrer par les artifices juridiques, il ne faut pas se laisser prendre à l'arsenal des lois. Ces hommes sont Algériens de fait, ils ne sont pas Français. Il n'y a pas crime de la part de Français, il y a lutte de la part d'Algériens.

Et je m'explique, Monsieur le Président, Messieurs, car ce drame, il ne faut pas le voir en surface, il ne faut pas, selon l'ambiance du moment, juger sévèrement, il faut toujours faire la part du feu. Que serait-il advenu par exemple de M. Soustelle s'il n'était pas entré dans la malle arrière de sa « Versailles », que

M. Jules Moch l'ait fait arrêter par ses gardes mobiles, que la IV République soit restée en place, et que M. Hennequin, commissaire du Gouvernement, ait reçu l'ordre de requérir contre lui pour atteinte à la sûreté de l'État?

Voilà, Messieurs, ce qu'il faut dire, voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue car chaque fois que la justice, en matière politique, devient de la loterie, je dis : il n'y a pas de justice.

Ces hommes, Messieurs, aujourd'hui se présentent devant vous. Ils se présentent non pas en ordre dispersé, non pas en « terroristes » du coin de la rue, que vous qualifiez d'exaltés, que vous condamnez, après quoi la morale est satisfaite, l'ordre public est sauvé, tout le monde a la conscience tranquille.

Non, la guerre d'Algérie est un fait reconnu par tout le monde. On n'en parle pas car on ne veut pas que certaines choses gênent. Mais il y a une guerre, une guerre qui a entraîné la mobilisation de 400.000 hommes, qui fait pleurer certaines mères de famille, certaines épouses, il y une guerre qui dévaste les foyers et fait des orphelins. Il y a des massacres et toutes les souffrances de la guerre. Il y a un front opérationnel en Algérie.

Nous le déplorons tous. C'est l'Algérien et l'avocat qui vous parle : est-ce là de la politique, Monsieur le Président?

Avoir le courage de reconnaître des faits réels, ici, devant vous, rapporter les chagrins des mères musulmanes qui pleurent leurs enfants, vous lire ici les suppliques de pères dispersés à droite, à gauche, de réfugiés en Algérie, en Tunisie, au Maroc, vous dire qu'il y a des enfants qui traînent sur les routes algériennes, est-ce que cela est faux?

Est-ce que vous ne devez pas déplorer cela avec nous? Est-ce que vous ne devez pas comprendre que ces hommes aient pu, en tant qu'Algériens, s'engager dans le combat? Monsieur le Président, Messieurs, il n'y a pas qu'une poignée de nationalistes. S'il y avait une poignée de nationalistes, il n'y aurait pas cinquante combats. J'imagine mal une poignée de nationalistes tenant en échec une armée de 400.000 hommes, j'imagine mal un ravitaillement qui se ferait sans la complicité de la population.

Pour comprendre les Algériens, il ne faut pas d'abord hurler, comme l'ont fait certaines personnes dans la salle. Avant de juger quelqu'un, il faut chercher à sympathiser avec lui, et pour sympathiser, il faut voir quels sont les motifs, les mobiles réels qui ont pu le pousser à agir.

Messieurs, vous avez six hommes pris dans des douars différents, unis par la langue, unis par la religion, unis par la race. Ces hommes sont-ils français ? Est-ce que vous pouvez comparer Benzerrouk à un Picard et à un Normand ?

Non! La France a mis un millénaire pour se faire. Vous ne pouvez pas, aujourd'hui, dire : les Algériens sont des Français parce que nous sommes restés un siècle en Algérie.

Messieurs, pour faire des Algériens des Français, il aurait fallu d'abord prendre Benzerrouk à l'âge où il était enfant, lui donner une instruction, penser à lui! Lorsque Benzerrouk s'est présenté à la société en disant : « Je veux mes droits de Français! », on l'a ignoré. Aujourd'hui, Benzerrouk dit : « Je m'en vais de la communauté française. »

On lui donne le qualificatif de français. Non! Ce n'est pas juste, et c'est pour cela, Monsieur le Président, que je dis que le problème est dépassé. Nous nous agitons vainement, nous nous agitons inutilement. Il eût été préférable de fusiller ces hommes au polygone de Vincennes plutôt que de chercher ici une solution qui n'en est pas une et s'enfermer dans des textes qui nous réduisent à un rôle — je dirai — presque infamant.

Que m'importe qu'Ouraghi ait tiré sur M. Soustelle! Une seule question se pose : pourquoi Ouraghi a-t-il tiré sur M. Soustelle?

Et cela, personne n'y a répondu. Et quand bien même, Monsieur le Président, Messieurs, nous trouverions ici la solution, on lèverait les bras au ciel en disant : « Cela n'est pas de notre ressort, laissons faire les autorités supérieures! »

Donc, pour arrêter des attentats pareils, il faut arrêter la guerre. Il le faut, et je vous demande de comprendre ces hommes. Ils n'ont aucune haine contre la France, ils ont cherché vainement depuis leur tendre enfance à connaître le vrai visage de la France. Et c'est parce que, à un moment donné, ils l'ont connu qu'ils sont devenus nationalistes.

Messieurs, lorsque vous avez un petit enfant qui n'a pas une vie normale, un enfant qui marche pieds nus, qui se nourrit d'une figue, d'un bout de galette, et que cet enfant devenu homme vient ici en métropole, que cet enfant fasse une comparaison, à moins d'être un anormal, un idiot, il ne peut pas ne pas devenir nationaliste.

Ils croisent des Français qui sont fiers d'être français, ils croisent des gens qui portent leur nationalité avec fierté, des gens qui n'ont

aucun remords, des gens qui marchent la tête haute dans la vie; eux, ils se sentent infirmes. Et pourquoi ?

Voyez l'histoire de l'Algérie. 1936 : Des Algériens envoyent leurs délégués pour demander la citoyenneté française, et on leur ferme la porte!

Un vote intervient à l'Assemblée, on leur dit : « Messieurs, il est impossible de donner la citoyenneté française à un indigène! »

Code de l'indigénat, citoyenneté française de deuxième zone, deuxième collège... et, puis, cette invasion, cette invasion brutale, et l'on entend parler des fiers enfants de la France! Pendant que 40 millions de Français souffraient, 450 000 tirailleurs musulmans montaient à l'assaut de Cassino, ils étaient prêts à se faire tuer jusqu'au dernier pour que la France soit libérée, ils étaient prêts à mourir sans arrière-pensée, car ils pensaient que la France pouvait être généreuse, ils avaient vécu avec des Français. Et cela est un gage pour l'avenir.

Et à ce moment-là, le général de Gaulle lui-même disait : « Ces gens sont des braves, ils nous ont libérés. »

Ils ont permis à la France de discuter, ils ont permis à un officier français de s'asseoir à côté d'Eisenhower et de dire : « Mon armée a remporté des batailles! » et d'avoir un siège à Reims pour discuter avec l'ennemi. Messieurs, est-ce que cela s'oublie?

Nous ne vous demandons pas ici de dire si ces gens-là ont eu tort ou raison. Peu m'importe! Ce que je cherche au delà du procès politique, c'est à étreindre une certaine réalité. J'ai été, Messieurs, frappé par cette ambiance houleuse. Je ne me suis pas mêlé dès le début aux débats, j'ai été emporté, j'ai été sidéré par une agressivité incompréhensible!

Pourquoi ce malaise ?... Parce que nous savions que notre travail était vain; nous savons que nous sommes prisonniers d'une ambiance, nous savons que nous courons après une chimère, nous savons que nous n'avons pas ici à trouver une solution, nous savons que tout doit venir d'en haut, nous savons qu'il y a une guerre.

Cette haine, ces cris qui partent de la salle, n'est-ce pas une ambiance de guerre?

Quand j'ai entendu ces murmures, ces protestations houleuses, j'ai compris, Monsieur le Président, combien la guerre existait. J'ai compris que ces hommes étaient au cœur de la guerre, qu'ils avaient effectué une mission de commando, comme il en a existé tant. J'ai compris qu'ils avaient peut-être lu les Mémoires de

M. Soustelle. Parce que, Messieurs, quand on n'est pas la victime de l'attentat politique, on peut se permettre, comme M. Soustelle l'a fait dans ses Mémoires, de dire que l'assassin de l'amiral Darlan était un héros. Pour lui un traître était mort, et l'assassin était entré dans l'Histoire!

Ces hommes qui ont pu perpétrer un attentat politique, je vais bien plus loin, ils n'ont pas agi seulement par idéal, ils ont agi en soldats inclus dans une société qui est leur, et ils ont agi sur ordre. Une chose que le tribunal n'ignore pas!

Quand vous appelez, Messieurs — je parle aux militaires — des jeunes gens sous les drapeaux, que faites-vous ?

Vous leur envoyez une feuille de route. Le gouvernement algérien en fait autant. Vous ne pouvez pas, ici, ceux-là ne voulant pas parler, vous ne pouvez pas savoir comment ils ont été recrutés, vous ne pouvez pas savoir comment ils ont participé à cette guerre.

Il est incontestable que ce n'est pas le petit commerçant des quatre saisons, le marchand de la rue de la Huchette qui auraient participé fortuitement à cet attentat. Il est évident qu'il s'agit d'un commando de l'Armée de Libération Nationale, qui a été formé dans un camp connu de tout le monde : le camp de Larache, où vivent près de 5.000 militaires, un camp de perfectionnement avec des cadres.

Messieurs, on vous parle d'un « lâche » attentat. Je dis « non »! Le chef de la police tchécoslovaque, pendant l'occupation allemande, a été tué de quelle façon?

Il a été tué par un commando tchèque qui est parti de la même façon que ceux-là, des Tchèques armés, entraînés dans un camp, ayant touché de la fausse monnaie, des gens qui ont bravé tous les dangers pour accomplir leur mission.

Ce commando était parti de l'Écosse pour exécuter le chef de la police allemande, qui était protégé autant que M. Soustelle : eh bien, vu les distances, vu les pays traversés, ces Algériens ont couru plus de risques que ce commando tchèque cité maintenant dans toutes les histoires de la dernière guerre.

Aujourd'hui, Messieurs, vous n'avez pas un acte de terrorisme isolé, vous avez une réalité : la guerre.

Vous avez un groupe de combattants armés, un groupe qui a subi un entraînement intensif, qui touchait sa solde. Et lorsqu'on vient vous dire qu'ils touchaient 50 000 francs par mois, je dirai,

Messieurs, qu'en 1945, certains commandos touchaient près de 100 000 francs, parce qu'il fallait penser à se vêtir, à se nourrir, et à acheter des complicités. Cela rentre dans l'acte de guerre.

Monsieur le Commissaire du Gouvernement — c'est l'Algérien qui vous parle — laissez-moi au moins mes illusions. Pourquoi voulez-vous qu'ils aient agi pour de l'argent ?

Ces gens sont solidaires. Otez-leur tout, mais pas leur honneur, demandez leur tête, mais ne dites pas qu'ils ont agi pour de l'argent. C'est leur dénier tout sentiment élevé, c'est leur refuser le sentiment du patriotisme. Je voudrais que, tout à l'heure, Monsieur le Commissaire du Gouvernement, vous vous leviez et vous me disiez que j'ai raison.

Peu importe! Le « crime » est grave : demandez leur condamnation, faites-les fusiller, mais dites que ce sont des hommes, dites qu'ils ont agi par idéal, qu'ils ont répondu à une mobilisation, qu'ils sont inclus dans une force armée! Peu importe que vous les condamniez. Le drame ici, c'est de salir l'homme que je défends, et ce serait manquer à ma conscience professionnelle aujourd'hui que ne pas dire ce qu'est cet homme.

Tout à l'heure, Messieurs, lorsque vous vous retirerez, vous aurez devant vous l'image de ces hommes. Essayez — je parle pour les militaires — essayez d'imaginer ce que pouvait être la vie dans leur baraquement, leur « orfa », comme on dit, essayez de penser aux corvées qu'ils ont dû faire, au parcours du combattant, aux punitions qu'ils ont pu subir, essayez de penser, messieurs, à ce « briefing » qui a eu lieu certainement avant de partir, à cet officier mystérieux que nous ne connaissons pas, qui est certainement là-bas, qui a réuni Ouraghi, peut-être, ou un autre et son adjoint, et qui a donné les dernières consignes, essayez d'imaginer l'appréhension de ces hommes qui allaient partir pour l'aventure, essayez de penser à ce départ, à ce voyage, à ce deuxième briefing qui a dû avoir lieu à Paris, à ces militaires qui sont partis pour accomplir une mission dont ils ignoraient la nature, mais qui sont partis sachant qu'ils risquaient leur vie.

A ce moment-là, plus de frontières, je suis certain — quitte à me faire rappeler peut-être à l'ordre — que ces gens-là sont vos frères d'armes. Vous êtes avec des uniformes, ils sont sans uniforme.

Il me suffit de vous regarder, Messieurs : certainement, parmi

les juges qui auront à décider, certains ont été dans des situations identiques. Pensez à la mission que vous avez pu accomplir, lorsque vous avez traversé la ligne de démarcation; vous deviez vous sentir mal à l'aise dans votre vêtement civil, pensez à ce que vous avez pu faire à une époque où l'héroïsme ne consistait pas à monter à l'assaut avec un uniforme, mais à combattre des armées sans uniforme.

Je suis certain, Messieurs, qu'une compréhension s'établira entre vous; je suis certain, quoi qu'on leur reproche aujourd'hui, que vous saurez qu'ils ont eu les mêmes sentiments que vous, qu'ils ont eu la même vie que vous dans un camp qui est peut-être identique à celui que vous avez connu sur une côte quelconque.

Vous saurez combien leur gorge a pu se serrer lorsqu'ils ont franchi la frontière espagnole; vous saurez, Messieurs, que pour rejoindre l'humain, il n'y a pas de frontière, vous saurez qu'entre vous et eux, il y a une certaine solidarité.

Si vous entendez sonner le glas, ne croyez pas qu'il ne sonne que pour eux : il sonne aussi pour vous.

***

PLAIDOIRIE DE Me VERGÈS

Monsieur le Président, Messieurs les juges militaires, vous allez rendre ce soir un verdict irréparable. Vous allez rendre un verdict particulièrement grave, et pas seulement pour ceux qui sont ici, qui ont fait le sacrifice de leur vie le jour où ils ont répondu à l'appel de l'Armée de Libération Nationale. Mais un verdict particulièrement grave pour vous aussi, car — vous le savez — ce n'est pas une mesure futile, ce n'est pas une décision de circonstance qui appelle des excuses, que ce verdict qu'on vous demande de prononcer. Mais c'est surtout une décision particulièrement grave pour l'avenir des rapports franco-algériens, pour l'avenir de la Communauté. Et c'est ce qui, au-delà des incidents dérisoires, au delà des accusations gratuites, a fait toute l'importance de ce procès.

Pour la première fois, en effet, devant un tribunal militaire français, au-delà des mots, au-delà des slogans, au-delà des men-

songes dominicaux, la guerre d'Algérie est présente dans un box, avec le visage de ces six combattants désespérés d'un commando de choc de l'Armée de Libération Nationale.

Ce que sera l'avenir, ce que sera le reste, cela dépend d'eux, de leurs frères, et cela dépend de vous aujourd'hui : cet avenir de l'Algérie, sur lequel la Constitution de la Ve République reste muette, comme si elle avait peur, — peur de figer dans les mots et peur que d'autres ensuite ne figent dans le sang ce qui a mis si longtemps déjà, ce qui est déjà si douloureux à naître.

Et c'est important pour l'avenir aussi de la Communauté. Car chacun de nous, dans chaque pays d'outre-mer, nous portons dans notre cœur, comme une blessure ouverte, le sort de l'Algérie d'aujourd'hui, et ce que vous ferez à chacun de ces hommes, c'est, dans chacun de nos pays, chacun d'entre nous qui le ressentira pour le meilleur ou pour le pire.

Et croyez-vous, Monsieur le Président, Messieurs, en toute lucidité, à un avenir qui serait salué par les salves de Vincennes?

Il est difficile à chacun de nous d'oublier ses passions, ses soucis, ses problèmes, pour comprendre autrui, pour juger les autres pour ce qu'ils sont et non pas pour ce qu'on voudrait qu'ils fussent. Je pense ici à un dialogue dans un commissariat de police de Versailles, il y a quelques années déjà. Un jeune homme était arrêté et Son Excellence M. de Brinon demandait à Paul Collette, qui venait de blesser grièvement le président Laval : « Combien as-tu touché pour nous tuer? » Et Paul Collette lui répondit : « Cela peut vous étonner peut-être, mais je n'ai rien touché. »

Les soldats allemands qui vinrent rendre visite à Paul Collette dans sa cellule, peut-être parce qu'ils étaient des soldats, étaient plus justes et plus humains, car ils le saluaient du titre de patriote, même s'ils le considéraient comme leur ennemi.

C'est ce titre, Monsieur le Président, Messieurs les juges militaires, que réclament de vous les hommes qui sont dans ce box, et spécialement ces deux-là à qui M. le Commissaire du Gouvernement, après avoir contesté même l'honneur et même le courage, vous demande d'ôter la vie.

Ces hommes ont une patrie; ne la leur contestez pas, je vous en supplie. Car cette patrie est comme toutes les autres patries : elle a eu ses heures de gloire, et elle a eu ses heures de peine. Elle a eu ses heures de grandeur et ses heures d'anarchie. Mais il y a

cent vingt ans encore — et comment voulez-vous qu'ils l'oublient ? — l'Algérie était une nation indépendante qui faisait partie du concert des Nations. Le traité de la Tafna conclu entre le roi de France et Abd-El-Kader, il y a seulement cent vingt ans, rappelait tous les traités conclus entre le royaume de France, de Louis XIII à Charles X, et le royaume d'Algérie. Et cette indépendance de leur pays, jamais les Algériens n'ont accepté qu'on la leur ait ravie.

Je cite ici, non point un journaliste de la « presse de trahison », mais le récit d'un voyageur de l'époque, Poujoulat, dans son *Voyage en Algérie*. Et il écrit :

« Il se passe d'étranges choses dans les yeux, sur le front sévère de ces Arabes, témoins muets de notre établissement et de nos triomphes. Il y a des mystères de mépris, de douleur et d'ironie sur ces fronts. Ces hommes m'apparaissent comme des Jérémies pleurant la chute d'Alger et l'invasion étrangère.

« Il y a de la tristesse dans ces étroites rues de la Casbah, où nulle figure indigène ne vous sourit, mais il faut en prendre son parti... avec les vaincus. »

Seulement, Messieurs, quand un peuple existe, quand ce peuple refuse de disparaître, il ne faut pas lui opposer l'arsenal judiciaire, c'est à la fois déraisonnable et criminel.

La Pologne aussi a disparu quatre fois, et quatre fois la Pologne a ressuscité. Et en 1918, après cent vingt-trois années de domination étrangère, quand le maréchal Pilsudski quittait la prison de Magdebourg, ce n'était pas pour annoncer la création d'un État nouveau, mais pour annoncer la renaissance de l'État polonais. C'était pour proclamer sa continuité à travers les siècles. La jurisprudence, dont aujourd'hui se réclament ces hommes et, derrière eux, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, est une jurisprudence dont se sont réclamés, aux traités de Versailles et de Saint-Germain, tous les pays de l'Europe centrale et balkanique, alliés de la France et soutenus par elle.

Messieurs, je sais bien l'argument, hier, de l'accusation; cet argument était le suivant : « Vous êtes, messieurs, des Savoyards, vous êtes, messieurs, des Bretons... vous êtes, messieurs, des Corses... »

Seulement, c'est une formule qui n'est même plus originale, et ce n'est pas une formule juste. Et si cette formule ne correspond

pas à la situation de l'Algérie aujourd'hui, les coupables ne sont pas ces hommes; les coupables, ce sont les gouvernants d'hier et d'avant-hier.

En effet, l'Algérie n'a pas été annexée. L'annexion, au point de vue juridique, signifie « l'assimilation totale, l'extension totale dans le pays annexé de la législation du pays annexant ». Or, vous le savez, les Algériens n'ont jamais eu les mêmes droits que les Français, comme ce fut le cas des Savoyards lors de l'annexion de la Savoie, des Bretons lors de l'annexion de la Bretagne, des Corses lors de l'achat de la Corse.

Jusqu'à ce jour, on leur a refusé cette égalité, que tout à coup on invoque pour nier les raisons de leur combat.

Donc, vous ne pouvez pas comparer la situation de l'Algérie à celle de la Savoie, de la Corse ou de la Bretagne, pour la bonne raison que l'Algérie n'a jamais eu le même statut qu'une autre province de France, qu'elle a toujours conservé — et pour le plus grand préjudice de ses habitants — son particularisme sur le plan social, sur le plan politique.

Alors, on ne peut pas dire que l'Algérie a été annexée. Il faut dire que l'Algérie a été occupée. C'est la définition juridique de la situation objective qui existe en Algérie. Or, en droit international, l'occupation est fondée sur une possession de fait, et elle est de nature absolument passagère. De sorte que (puisque l'on prétend poser sur un plan juridique le drame humain que porte chacun de ces hommes, et sur le plan juridique aussi il faut être logique), sur le plan juridique aussi il faut dire : l'Algérie n'a pas été annexée, mais l'Algérie a été occupée. Et à partir du moment où, en Algérie, c'était un régime d'occupation, c'est-à-dire un régime discriminatoire, il y a une absurdité à reprocher à ces hommes aujourd'hui d'en être les conséquences vivantes et douloureuses.

Et en cela, je ne cite pas des auteurs subversifs. Je cite le professeur Charles Rousseau : « Le principe fondamental, c'est que l'occupation de guerre n'entraîne aucun transfert dans la souveraineté étatique. »

Or, qui pourrait nier que l'Algérie a été soumise jusqu'à ce jour à un régime d'occupation et d'occupation militaire ?

Les bureaux arabes : est-ce que cela peut s'assimiler à des sous-préfectures ? Les officiers des Affaires indigènes : est-ce que cela peut s'assimiler au cadre préfectoral ? Et aujourd'hui même,

la création des officiers S.A.S., est-ce que cela peut se comparer à l'administration municipale ou à l'administration préfectorale ? Non, n'est-ce pas ?

Alors ? On arrive à cette situation où, l'Algérie étant occupée, ce peuple, ce grand peuple, ce peuple douloureux, courageux, n'accepte pas ce régime qu'on lui impose; et, vous le savez bien, la conquête de l'Algérie ne s'arrête pas au débarquement de Sidi-Ferruch, ne s'arrête pas à 1830. Les expéditions de Kabylie ont duré jusqu'en 1852, l'insurrection de Kabylie date de 1871 et, depuis, la lutte n'a jamais cessé.

Je ne rappellerai pas tous les mouvements de résistance, tous les mouvements politiques qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie, du P.P.A. à l'Association des Oulémas, créée par Ben Baddis en 1931 avec la devise : « Ma religion est l'Islam, ma langue l'arabe, ma patrie l'Algérie. »

Et nous arrivons aux événements du Constantinois.

Le fait est là : en 1945, 45 000 Algériens sont morts au cours de ces événements, et même si l'on me disait qu'ils sont seuls responsables de ces événements, j'en tire la conclusion objective, la conclusion simple qu'en 1945, après l'expédition d'Italie, à laquelle participaient MM. Ben Bella, Krim Belkacem, Mahmoud Chérif et Ouamrane, aujourd'hui ministres du Gouvernement provisoire de la République Algérienne ou colonels de l'Armée de Libération, ce peuple était prêt à mourir pour sa liberté.

Est-ce cela une province française qui accepte son absorption dans la grande patrie ?

Et nous arrivons au 1er novembre 1954, quand éclate la révolution algérienne.

Qu'on ne dise donc pas que ces hommes représentent une minorité d'excités, de fanatiques. Ces hommes sont, par le jeu des circonstances, ceux que le hasard de la guerre, et le courage, ont choisis pour être les témoins des autres.

Monsieur le Président, Messieurs, on parlait ces temps-ci de Français à part entière. Mais a-t-on médité sur ces simples chiffres ?

« Sénatus-consulte... Loi d'assimilation du 4 février, Ordonnance du général de Gaulle du 7 mars 1944, offrant aux musulmans, sans renoncer à leur statut personnel, la nationalité française. »

Combien de musulmans, sur neuf millions, ont demandé la nationalité française ? Sept mille! Même pas un sur millle.

De sorte que ce que je dis, Monsieur le Président, Messieurs, ce n'est pas de la politique, c'est de l'histoire. Ce sont des faits, des faits que vous devez regarder en face avant de juger ces hommes.

« On ne peut nier le défaut de contact, l'insuffisance de pénétration dans la masse. L'administration flottait comme un radeau sans gouvernail, sur une mer profonde qu'elle ne savait pas sonder. »

Mer profonde du nationalisme algérien, dont personne n'a compris la profondeur, jusqu'à l'éclatement de la révolution. Et qui est l'auteur de ces phrases ? Non point un auteur de pamphlets abominables, non point un journaliste « suspect de trahison » mais le vice-premier ministre d'aujourd'hui, M. Jacques Soustelle.

Et M. Jacques Soustelle ajoutait :

« L'encadrement administratif était insuffisant; au-dessous de quelques chefs régnait le vide. »

Seulement, dans ce vide, il y avait des hommes, des hommes qui n'acceptaient pas, au xxe siècle, le sort qu'on leur offrait. Des hommes qui aspiraient, non pas aux allocations familiales, non pas à une figue de plus, mais à la dignité d'être un homme, à la dignité d'avoir une patrie comme les autres, comme leurs frères de Tunisie, du Maroc ou du Vietnam, et aujourd'hui d'Afrique noire.

De sorte que, quand l'on parle des Conventions de Genève à propos de ces hommes, il ne s'agit pas de nous répondre : « Ces hommes n'ont pas de patrie. Ces hommes sont des apatrides. » Ce n'est pas vrai! Ces hommes ont une patrie, c'est la patrie algérienne. Cette patrie est inscrite dans l'histoire et dans le droit. Et, puisque nous sommes ici pour juger d'après le droit, nous devons le constater.

De plus, même si ces hommes n'avaient pas de passé, depuis le 1er novembre 1954, ils ont acquis une histoire et une patrie. Car la création d'un État, — et c'est, ici, sur le plan du droit que je me place encore — est, du point de vue du droit public, un pur fait, que l'on ne peut pas contester, même si l'on met en cause les moyens par lesquels le peuple accède à cette dignité.

Et ici, je n'invoquerai pas Mao-Tsé-Toung; j'invoquerai simplement Saint-Thomas d'Aquin, Jean Bodin et tout l'enseignement du Moyen Age chrétien.

Messieurs, ces hommes vous ont dit : « Nous ne sommes pas des criminels. Nous sommes des soldats. Nous sommes des combattants. Nous sommes des combattants d'une armée : l'Armée de Libération Nationale. »

J'ai fait effort pour trouver une documentation, non pas la documentation que vous suspecteriez, provenant de journaux indiens, ou bulgares, ou de certains journaux français. Je voudrais puiser une documentation uniquement dans la presse des alliés de la France.

Voici ce que je lis sur l'existence de cette armée. Il s'agit de l'hebdomadaire américain *Newsweek*. C'est un article d'Arnold Beichman :

« Il est difficile de ne pas appeler une « armée » ce que j'ai vu. Elle a la discipline. Elle a l'effectif. Elle a les armes. Elle a les cadres. Elle a le moral d'une armée. Ce ne sont plus des hors-la-loi...

Et le colonel Bigeard, dont vous ne suspecterez pas le témoignage' écrit, dans le style brutal qui lui est particulier :

« Jamais les rebelles n'ont été aussi bien armés, aussi bien entraînés. Moi, cela ne me fait pas peur, mais je commande le seul régiment, dans toute l'Algérie, qui puisse faire ce que je fais. J'ai peur pour les autres... »

Voici un journal d'Allemagne occidentale, le *Munchner Illustrierte* :

« Dans les territoires des rebelles algériens, notre photographe n'a pas vu des partisans sauvages : il a vu une armée en uniforme, une armée organisée, et remarquablement instruite... »

Dans le *Baltimore Sun* Mr. Lee Mac Cardell décrit ainsi son dialogue avec un officier, peut-être Madjid ?

« Maintenant que vous avez vu ma troupe, dites-moi ce que vous en pensez. Ressemble-t-elle à un ramassis de hors-la-loi et de gangsters ? »

Et le journaliste américain répond :

« Il n'y avait qu'une réponse à faire : ces hommes avaient l'air de soldats, et de soldats bien organisés, et bien entraînés. »

C'est le journal *Paris-Presse*, qui ne peut être suspecté de sympathie pour l'Armée de Libération Nationale, qui écrit sous la plume de M. Lartéguy, le 30 juillet 1957 :

« Le bataillon Mourad, formé au Maroc, avec ses six cents hommes bien équipés et dotés d'armes automatiques et de mortiers. »

Et enfin, c'est le témoignage de M. Closterman, Grand Officier de la Légion d'Honneur, héros de la dernière guerre :

« J'ai eu mon avion touché plus souvent et de façon plus dangereuse en dix mois de missions quotidiennes en Algérie qu'en quatre ans de guerre contre la Luftwaffe.

« A cette époque, on soutenait aux missions parlementaires en visites d'inspection que les fellaghas n'avaient pas de D.C.A. Vous exigerez par tous les moyens de connaître la vérité, quand vous saurez qu'aujourd'hui, en Algérie, nos troupes d'intervention se battent toujours à égalité d'effectifs avec les fellaghas. Je dirai même que, dans la pratique, il y a plus de fellaghas combattants de première ligne, que nous n'avons de troupes de choc. »

C'est un pasteur, le pasteur Lester Lee Griffith, qui écrit, il y a quelques mois :

« Les éléments de l'Armée de Libération Nationale sont accueillis avec sympathie par la population des douars qu'ils traversent. J'insiste sur leur discipline et sur leur abnégation. »

Enfin — et c'est le dernier témoignage sur l'organisation de cette Armée de Libération Nationale — c'est l'*Écho d'Alger* de M. Alain de Sérigny qui écrit le 26 septembre 1956 :

« Les rebelles étaient pour la plupart en uniforme, armés de fusils de guerre anglais 303, de mitraillettes Thomson et de fusils Mas 36... »

Alors, Messieurs, en droit, le droit public vous dit : vous ne pouvez refuser à ces gens d'avoir une patrie. Et ici le droit public se retrouve avec le simple sens humain.

Et maintenant les témoignages vous disent — quand ces gens affirment faire partie d'une Armée de Libération Nationale — : cette Armée de Libération Nationale n'est pas une invention de la défense; cette armée existe; et, derrière cette Armée de Libération Nationale, un État existe.

Dans le journal américain, *The Reporter*, Peter Throck Morton écrit :

« Je découvris une armée régulière. Elle s'était assigné comme tâche de concevoir les opérations militaires, de mettre en place l'administration civile du F.L.N., de percevoir les impôts, d'arbitrer les conflits locaux et, là où c'était possible, d'installer des postes sanitaires. »

M. Thomas Hodgkin, professeur à Oxford, écrit dans le *Manchester Guardian* :

« L'Armée de Libération Nationale est maintenant disciplinée et efficace, avec un commandement unifié. Suivant le processus classique des guerres révolutionnaires, ce qui s'est accompli en Algérie au cours de ces dernières années ne constitue pas seulement une nouvelle forme d'armée, mais une nouvelle forme d'État, avec ses autorités locales, ses cours de justice, ses écoles, ses services médicaux, ses communications, ses impôts. »

La dernière assemblée générale de l'O.N.U., vous le savez, a, par 35 voix contre 18, adopté une motion reconnaissant à l'Algérie son droit à l'indépendance. Et il manquait une voix pour que cette motion fût exécutoire. Vous savez de quelle voix il s'agissait : il s'agissait de la voix de M. Batista.

Et maintenant, dernier témoignage sur cet État, un témoignage, Monsieur le Président, Messieurs, que vous ne pourrez pas récuser :

« L'organisation de lutte du F.L.N. est bien supérieure à ce qu'avait été pendant l'occupation allemande l'organisation de la résistance française. »

Qui parle ? Un député d'extrême-gauche ? Un agitateur indien ? Un ministre japonais ? Non. M. Le Pen, député indépendant de Paris.

Alors! Si ces gens ont une patrie, dans les faits et dans le droit, s'ils font partie d'une Armée de Libération Nationale, que leur manque-t-il pour se voir reconnaître le droit à l'application des Conventions de Genève ?

Cette objection a été faite, il y a quelques jours, par M. le Commissaire du Gouvernement. Cette objection était la suivante : ces hommes ne portaient pas d'uniforme.

Ah! je sais, Messieurs, que la Ve République n'est pas née directement de la Résistance. Mais le souvenir de la Résistance est-il si loin, qu'au respect des combattants sans uniforme se substitue aujourd'hui, par une espèce de régression mentale et morale, le mépris des combattants sans uniforme ?

Seulement, même si cela était vrai, même si cette affirmation correspondait à la lettre, il y a dix ans que les Conventions de Genève, elles, ne correspondent plus à la jurisprudence de la guerre moderne. Et ici, c'est toujours sur le plan du droit que je veux me placer.

Je prends les journaux de ces jours-ci. Je prends *Paris-Presse*, du 30 janvier. Il écrit :

« Si les faits opérationnels dans un secteur permettaient d'y faire régner une paix relative, de nouvelles unités de commando de chasse seront chargées de traquer les bandes F.L.N. qui auront échappé aux opérations de coups de main. Ils devront... créer l'insécurité dans les zones que les rebelles contrôlent. »

Alors, Messieurs, pourquoi dénier à ces hommes ce que l'on destine comme tâche aux nouveaux « commandos de chasse »?

Ce que l'armée française admet pour elle-même va-t-il être contesté comme illégitime à ces gens, uniquement parce qu'ils sont algériens ?

Et que leur reproche-t-on, en effet ? Ceci — et je voudrais ici lire un récit de guerre, un récit publié par un journaliste qui n'est pas suspect de sympathie pour la cause du F.L.N. :

« Le nouveau gouverneur personnifiait la notion même de police secrète. Cependant, sa nomination marquait à ses propres yeux un nouveau départ dans la vie... » (— ne m'interrompez pas : on ne devine pas de qui il s'agit!) — «... Il était intelligent, cruel, ambitieux. Il visait un rôle de choix. Sa nomination comme gouverneur, inspirée sans doute par lui-même, était le premier pas

pour sortir de la demi-obscurité dans laquelle il se tenait et entrer dans la lumière plus vive de la direction de l'État.

« La tâche assignée au nouveau gouverneur était de briser les mouvements rebelles.

« Or, loin de là, outre-mer, se trouvait une école spéciale d'entraînement. Elle était destinée à préparer des soldats sélectionnés à des tâches spéciales.

« Parmi les meilleurs de ceux qui réussirent à passer les examens à la suite d'un entraînement sévère, se trouvaient deux sergents, de l'Armée de Libération Nationale; à l'issue de leur entraînement ils constituaient une équipe à laquelle fut confiée une tâche d'une ampleur exceptionnelle. Munis de fausses cartes d'identité, d'armes et de fonds, ils rejoignirent la capitale, où ils furent cachés dans un refuge de la Résistance. Il leur fallut de nombreuses semaines pour réunir toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Plusieurs tentatives furent engagées, puis abandonnées.

« Finalement, il fut décidé que l'attentat aurait lieu sur le chemin suivi chaque jour par le gouverneur pour se rendre à son bureau. Le gouverneur n'était accompagné que par un chauffeur et un garde du corps.

« A un croisement, la voiture ralentit. Un jeune homme sauta du trottoir devant la voiture, un manteau de pluie sur le bras. D'un geste rapide, il se débarrassa de ce dernier, découvrit son arme et fit feu. Deux coups partirent, mais l'arme s'enraya. Rien ne se produisit.

« Alors, à ce moment-là, de l'autre côté du trottoir, l'autre jeune homme se précipita à son tour. Les occupants sortirent du véhicule et se lancèrent à la poursuite des assaillants qui avaient pris la fuite.

« Le gouverneur s'effondra après quelques pas, saignant d'une blessure qu'il avait reçue dans le dos. »

Vous l'avez deviné : je ne fais allusion à aucun événement récent. Je fais allusion à un événement de guerre qui est aujourd'hui dans toutes les mémoires : à l'exécution par deux sergents tchèques, parachutés d'Angleterre, du gauleiter de Bohême, Reinhardt Heydrich.

J'en arrive donc aux combattants de la Résistance, et ici je fais encore appel à M. Jacques Soustelle. Il écrit :

« Ceux qui, ainsi, sans uniforme, se sont battus ces jours-là, ont été, comme il convenait, les soldats de la nation, et non pas des formations irrégulières, comme le général von Choltitz a l'indécence de l'écrire... [— et je m'en excuse : c'est M. Soustelle qui parle —] ... et *Le Figaro* l'indécence plus grave encore de le publier... »

Je voudrais rappeler que soulever contre ceux-ci des arguments juridiques, pour leur contester leur qualité de combattants, c'est tourner le dos à toute l'expérience de la Résistance.

Quel était le sort des combattants de la Résistance ? Je crois avoir le droit d'en parler, moi aussi.

Il existait, du point de vue légal, l'article 10 de la Convention d'Armistice franco-allemand et cet article 10, sous la signature du gouvernement, sinon légitime, du moins légal de la France à ce moment-là, reconnu aussi bien par les États-Unis que par l'Union soviétique et le Vatican, cet article 10 disait :

« Tout soldat français qui combattra l'armée allemande sera considéré comme un franc-tireur.

Quand des combats éclatèrent en Libye, la radio allemande annonça :

« Les Français, blancs et de couleur, faits prisonniers à Bir-Hakeim, n'appartenant pas à une armée régulière, subiront les lois de la guerre et seront exécutés.

« Une heure après, je faisais lancer dans toutes les langues la note suivante par les hommes de la B.B.C.... »

Vous devinez qui parle : c'est le chef de l'État français aujourd'hui. Si les Allemands se déshonoraient au point de tuer des soldats français faits prisonniers en combattant pour leur patrie, le général de Gaulle faisait connaître qu'à son profond regret il se verrait dans l'obligation d'infliger le même sort aux prisonniers allemands tombés aux mains de ses troupes.

La journée n'était pas finie que Radio-Berlin proclamait :

« A propos des militaires français qui viennent d'être pris au cours des combats de Bir-Hakeim, aucun malentendu n'est possible. Les soldats du général de Gaulle (contrairement à la loi, contrairement à l'article 10 des conventions d'armistice) seront traités comme des soldats. » (Général de Gaulle *Mémoires*, tome I, page 323.)

Quand Bonnier de la Chapelle, à Alger, commet un attentat contre l'amiral Darlan et le tue, qu'écrit de Gaulle dans un message secret au général Giraud ? Il écrit :

« L'attentat d'Alger est un indice et un avertissement... »

Et M. Soustelle commente ainsi :

« Les conversations autour d'Henri d'Astier et de l'abbé Cordier évoquaient sans gêne le geste qui purifiera l'Afrique. Plus sensible que d'autres, plus résolu, Fernand Bonnier de la Chapelle se décide à être celui qui accomplira ce geste. »

Et M. Soustelle commente :

« Dans le climat d'alors, rien n'était plus vrai : tout était permis.»

M. Robert Lacoste, successeur de M. Soustelle, déclare également (et ceci a un rapport avec ceux-ci puisqu'il s'agit de deux gouverneurs généraux d'Algérie), s'adressant à Mme Bonnier de La Chapelle :

« La France est fière de lui, Madame. C'est un privilège pour moi de pouvoir exalter sa mémoire, dont chacun de nous devrait se rendre digne. Ce dont je demeure persuadé, c'est que, tant que a France produira de tels enfants, son avenir sera garanti. »

Quelle différence, Messieurs — toute question de personne étant effacée, tout rapprochement irritant étant écarté — sur le strict plan des opérations militaires, quelle différence entre ces actions de guerre et ce que l'on reproche aujourd'hui à Mouloud Ouragui ?

Je lis, dans son interrogatoire — c'est le policier qui parle :

« Quand je suis arrivé à la hauteur du Nord-Africain, sur le quai, je l'ai parfaitement reconnu comme étant celui que j'avais vu arriver à ma droite et sur l'arrière de la voiture, un pistolet à la main. Je l'ai interpellé et lui ai dit à peu près ceci : « Tu as fait ça à la France ? » Sur quoi, le Nord-Africain m'a répondu : « C'était un ordre! » C'est après m'avoir répondu ceci qu'il m'a remis son arme sans difficulté. »

S'agit-il là d'un attentat extrémiste, d'un attentat individuel et irresponsable ? Absolument pas. Il a reçu un ordre, l'a exécuté. Il a raté l'exécution de cet ordre. Il n'a éprouvé aucun sentiment de colère ou de haine contre les Français qui, ce jour-là, étaient dans la rue.

Et ici, le moment est venu pour moi de réfuter un rapprochement dans l'accusation d'hier.

L'accusation vous a dit : « Gorgoulov a été exécuté! »

Mais quel rapport entre Gorgoulov et Mouloud Ouraghi ? Gorgoulov avait reçu ses ordres de qui ? Gorgoulov agissait de sa propre impulsion. Gorgoulov était un terroriste politique. On aurait

pu rapprocher le cas de Gorgoulov de celui de Paul Collette, peut-être, toutes différences étant faites entre les deux personnages.

Ici, ces hommes n'ont pas agi de leur propre initiative. Ces hommes ont reçu un ordre, comme les parachutistes tchèques qui exécutèrent le gouverneur de leur pays. Et ils ont exécuté cet ordre, un point c'est tout!

Ces hommes sont partis. Ils sont partis sans uniforme, comme les combattants de la Résistance. Ils sont partis comme les « commandos de chasse » dont le journal *Paris-Presse* du 30 janvier nous annonce la création en Algérie.

Alors, quand ces hommes vous disent : « Nous sommes des Algériens », ils constatent un fait. Quand ces hommes vous disent : « Nous sommes membres de l'Armée de Libération Nationale », ils constatent un autre fait. Quand ils vous disent : « Nous avons accompli un acte de guerre », il faut, à partir de la pratique moderne de la guerre, convenir qu'effectivement c'était un acte de guerre.

Mais quand ils vous disent enfin : « Appliquez-nous les Conventions de Genève, nous ne sommes pas des criminels », on leur répond : « Non, vous n'êtes pas des combattants! »

Mais alors — et c'est ce qui donne à ce procès tout son caractère illusoire, tout son caractère irréel — si l'on prétend qu'ils sont des délinquants de droit commun, encore faut-il les traiter comme tels.

Or on ne leur reconnaît même pas la qualité de criminels de droit commun. Un criminel de droit commun va devant la cour d'assises. Quand on tue une jeune fille au sortir d'un bal ou qu'on en est accusé, on va en cour d'assises. Eux viennent devant le tribunal militaire. Un criminel de droit commun attend deux ans que son instruction soit terminée. Eux, ils n'ont pas attendu trois mois. Un criminel de droit commun n'est pas détenu plus de vingt-quatre heures; l'internement administratif n'existe pas pour lui. Pour eux, l'internement administratif existe dans les locaux de la D.S.T. Et enfin, quand un criminel de droit commun est traduit devant la justice, la victime est présente pour rappeler les faits; on cherche les mobiles du crime de droit commun. Ici, on a séparé le dossier « atteinte à la sûreté de l'État » — parce que ces gens que l'on prétend être des criminels de droit commun, on leur dispute tout, et les droits de la défense, et le droit même d'avoir un mobile.

Alors, que reste-t-il dans ce box? Si vous deviez suivre l'accusation sur ce plan, vous auriez devant vous six personnes qui ne seraient ni des combattants de l'Armée de Libération Nationale, ni des criminels de droit commun et contre qui l'on réclamerait la peine la plus forte. Ce genre d'hommes a un nom, depuis les bourgeois de Calais; on les appelle des « otages »!

Depuis quatre ans, il meurt en moyenne, en Algérie, cinq soldats français par jour. Et la proportion des pertes françaises, par rapport aux pertes algériennes, correspond exactement au rapport de un à dix. C'est-à-dire au rapport des pertes au cours de la guerre du Vietnam. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, la force de résistance de l'Armée de Libération algérienne est comparable à la force de résistance, toutes différences étant faites, à la force de résistance de l'armée vietnamienne. Et vous savez comment se sont terminées les choses en Indochine ?

Mais quand on considère les chiffres, le coût de cette guerre, la comparaison devient encore plus éloquente.

Jusqu'à maintenant, en quatre ans, la guerre d'Algérie a coûté, sans compter l'inflation et le temps perdu : 2 200 milliards. La guerre d'Indochine, en sept ans, n'a coûté que 2 000 milliards. La guerre d'Algérie coûte déjà plus cher que la guerre d'Indochine.

Comment pouvez-vous traiter ces gens en otages? Alors que le gouvernement français, par des émissaires, essaie par intermittence de traiter avec leurs chefs!

Il n'est pas question de rappeler ici toutes ses tentatives de prise de contact et les raisons de ses échecs, mais enfin, M. Khider a reçu, au Caire, un envoyé du gouvernement français; en 1956, M. le Ministre des Affaires étrangères français est allé rencontrer M. Nasser pour discuter avec la Résistance algérienne; des émissaires français sont allés à Belgrade rencontrer M. Yazid; en 1957, d'autres sont allés à Rome rencontrer M. Khider. A Alger, même M. Lacoste, par l'intermédiaire du Bachaga Bou Taleb, aujourd'hui libéré, essayait de prendre contact avec la Résistance algérienne; en 1958, M. Goeau Brissonnière est allé à Tunis rencontrer, entre autres, notre confrère de Constantine Ait Hacène, victime plus tard d'un attentat à Bonn. Mme Germaine Tillon, ex-attachée du cabinet de M. Soustelle, essayait de prendre contact avec la zone autonome d'Alger. Cette année, tout le monde sait que M. Farès a été chargé par le gouvernement français d'établir des contacts!

Alors, je sais bien, l'on me dira : « Et qu'est-ce que ça change ? On a essayé de prendre contact avec les dirigeants d'une association de malfaiteurs ! »

Mais, Monsieur le Président, Messieurs, vous savez bien, car vous respectez le gouvernement de la France, que ce n'est pas vrai ! Le gouvernement d'un pays qui se respecte ne peut pas prendre contact avec des dirigeants de malfaiteurs.

On ne peut pas traiter comme des détenus politiques les ministres du Gouvernement provisoire, on ne peut pas ne pas lancer de mandats d'arrêt contre les ministres du Gouvernement provisoire qui parcourent l'Europe et le monde, et traiter ceux-ci, qui sont leurs subordonnés, en criminels ! Vous traitez déjà leurs chefs comme des puissances officielles, traitez ceux-ci comme des soldats !

Et si jamais l'on me répondait : « Mais les dirigeants du Gouvernement provisoire représentent une fraction de l'opinion algérienne », je serais tenté de rappeler l'entretien historique que vous connaissez :

« Après tout, dit Churchill, êtes-vous la France ? Il pourrait y avoir d'autres parties de la France aussi qui pourraient être appelées, à la suite des événements, à prendre une place plus importante qu'aujourd'hui ? »

Et le général de Gaulle lui répondit :

« Si je ne représente pas la France, pourquoi discutez-vous avec moi ? »

Et aujourd'hui, les membres du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne pourraient le dire aussi :

« Si nous ne représentons pas notre pays, pourquoi tant d'émissaires officieux et officiels nous pourchassent-ils de ville en ville ? »

Alors, dans ces conditions, pourquoi leur dénier cette qualité de combattants, qu'ils n'implorent pas, mais qu'ils réclament, forts de leur droit, et forts du droit ! Y aurait-il des arguments moraux, là, pour s'opposer à cette revendication ?

Mais je lis dans les conclusions de *la Mission de France*, l'année dernière :

« S'il est révélé qu'en Algérie un peuple existe et veut exister comme distinct du peuple français, l'Église n'est pas davantage opposée là qu'ailleurs à l'accession de ce peuple — du peuple algérien — à son indépendance. »

Un autre expert écrit :

« Après la conquête, il y eut l'Empire, après l'Empire, quoi ?... Pour répondre, dans le monde d'aujourd'hui, à cette interrogation que pose l'histoire, il n'y a qu'un mot : Fédération. L'extension de la République unitaire aux confins de l'Empire est une chimère dangereuse, contraire à la nature des choses et des peuples. »

Et qui parle ainsi ?... Il ne s'agit pas d'un journaliste suspect de « trahison », il s'agit de M. Jacques Soustelle lui-même!

Enfin, maintenant que les fêtes d'Alger, ainsi que le disait M. le Président Ferhat Abbas, sont terminées, que les lampions sont éteints, le problème algérien se pose encore, comme avant, et comme avant, il faut bien le résoudre, et il faut bien négocier. Négocier avec qui, sinon avec les chefs de ce commando, avec le Gouvernement Provisoire de la République algérienne, avec ceux qui ont accepté de se battre et de mourir pour la liberté de leur patrie ?

Le général de Gaulle a dit autrefois aussi : « On est libre quand on se bat! » Certainement, il ne l'a pas oublié.

Tout à l'heure, un de mes confrères rappelait qu'en ce moment même, la Croix Rouge Internationale, avec l'accord du gouvernement français, négocie avec le gouvernement algérien la libération de 11 prisonniers de guerre français. Et ce ne sont pas des chefs algériens, n'importe lesquels, il s'agit de 11 prisonniers de guerre détenus dans la wilaya n° 3, commandée par le colonel Amirouche.

Je ne sais si vous vous rappelez la déclaration d'un des accusés parlant de son entraînement au camp de Larache. Il disait :

« Il y avait là des colonels, il y avait là Amirouche. »

Alors, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, je vous pose cette question, non point dans un but de polémique stérile (je sais qu'il faut un très grand effort pour comprendre l'ennemi, pour comprendre l'adversaire quand il se présente ainsi, sans uniforme) : mais croyez-vous que, moralement, il soit possible à l'armée française d'accepter les 11 prisonniers de guerre que le colonel Amirouche libère, d'une part, et de condamner à mort les 6 prisonniers de guerre que l'on a capturés de l'armée d'Amirouche ?

Certes, je sais que, dans les relations internationales, il est admis que l'on emprunte et que l'on ne rende pas. Mais, il ne s'agit pas

d'une question d'argent, il s'agit d'une question d'honneur, il s'agit de la vie humaine, de la vie des hommes, et il s'agit de l'honneur de l'armée française. Car il faut être logique jusqu'au bout. Si ces hommes doivent mourir parce que vous ne reconnaissez pas à leur armée la qualité d'Armée de Libération Nationale, il faut dire au colonel Amirouche : « Gardez nos prisonniers français, nous ne négocions pas avec des coupeurs de routes ! »

Mais ce n'est pas le cas, il faut être logique dans le sens de la générosité et dire :

« Le 10 octobre, 10 prisonniers de guerre ont été libérés par l'Armée de Libération Nationale, ces prisonniers ont été acceptés en France avec des fleurs; le 21 octobre, 4 prisonniers ont été à nouveau libérés par l'Armée de Libération Nationale à Tunis; le 4 décembre, 8 prisonniers ont été libérés à nouveau à Rabat, sous le patronage du Croissant rouge algérien et de la présidente du Croissant rouge marocain, la princesse Lalla Aïcha. »

Alors, il est impossible à des soldats, d'un côté, de tendre la main pour reprendre les prisonniers et, de l'autre main, égorger ceux qu'on a en sa possession.

Monsieur le Président, Messieurs, voici le problème qui vous est posé ce soir. En droit, — tous les professeurs de droit l'affirment — une souveraineté nationale ne disparaît pas à la suite d'une occupation et d'une défaite militaire : la souveraineté nationale continue pendant l'occupation une existente latente, mais cette souveraineté n'est pas prescrite.

D'autre part, la création d'un État, d'un gouvernement est un fait, en droit public, que l'on ne peut contester par aucun argument de droit. Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne existe-t-il ? A-t-il une armée à sa disposition ? A-t-il une organisation politico-administrative ?

Il suffit de lire la presse d'Alger, chaque jour, pour voir qu'on annonce, par ici, l'arrestation d'un officier O.P.A., c'est-à-dire de l'organisation politico-administrative. On annonce l'arrestation d'un commissaire politique, on annonce là l'arrestation d'un médecin.

Donc, cet État existe, cette armée existe. Et vous ne pouvez pas, vous n'avez pas le droit surtout de réclamer de cette armée l'application des Conventions de Genève et de disputer aux prisonniers de cette armée la protection des mêmes lois : autrement, il

fallait être logique et les renvoyer devant la Cour d'Assises. Vous ne l'avez pas fait, alors, je dis : ou bien vous les libérerez ce soir, ou bien vous les condamnerez, et vous les condamnerez comme des criminels à qui on a tout refusé, et la protection des droits de la défense, et l'arrestation qui n'excède pas 24 heures, et les mobiles. Vous les aurez traités comme des otages.

Monsieur le Président, Messieurs, je sais ce que mon exposé a pu avoir pour vous d'irritant, car vous êtes des juges, mais vous êtes aussi des militaires, et votre rôle est de briser cette révolution algérienne. Depuis quatre ans, cette tâche n'a pas pu être accomplie, et vous avez tendance, parfois, à croire que l'opinion vous en fait le reproche.

Or l'opinion ne peut pas reprocher à l'armée de n'avoir pas exécuté une tâche qui n'était pas une tâche militaire, mais une tâche politique; on ne peut pas reprocher à un ouvrier de n'avoir pas réussi une tâche qui participe d'une technique différente et pour laquelle il n'est pas armé.

Et, dans le fond, c'est ce qui fait le drame de l'armée : on vous a jetés dans cette guerre comme si c'était une guerre ordinaire, et chaque jour en face de l'adversaire, et chaque jour aussi en face de votre gouvernement — c'est ce qui a fait votre révolte contre ce que vous appeliez le « système » — vous sentiez que vos rapports avec l'adversaire étaient ambigus, que vos rapports avec votre propre gouvernement étaient ambigus. Mais s'il y a dans cette guerre quelque chose qui excède en horreur tout le reste, c'est bien la peur de voir la vérité en face, de voir la réalité de cette révolution algérienne; si une chose est plus criminelle qu'aucune autre dans cette guerre, c'est de se voiler les yeux pour ne pas voir la réalité humaine de cette révolution.

Certes, ces hommes sont à votre merci; ils ont été capturés, ils ne peuvent plus s'évader, vous pouvez les fusiller demain. Mais alors, ne croyez pas que ce serait une décision de justice; vous n'auriez fait que fournir des martyrs de plus à la cause de la révolution algérienne, et, en fait, croyant l'affaiblir, vous l'aurez renforcée; car vous savez, d'après l'expérience même de la résistance française, que des exécutions pareilles, que des martyrs, renforcent une cause et ne l'affaiblissent pas; et ce faisant, vous aurez permis à Mouloud Ouraghi d'accomplir la mission qu'il aura reçue, car s'il devenait un martyr, un martyr populaire dans tous les pays arabes, un martyr vers lequel regarderaient tous les

hommes des autres pays de la Communauté, vous lui auriez permis de réaliser peut-être ce qu'il n'a pas pu réaliser en exécutant l'attentat qu'on lui avait confié.

Mais alors, il faut aussi que vous sachiez que, si vous les exécutez, vous n'exécuterez que des otages, vous n'aurez fait que renforcer la cause de la résistance algérienne; et ce que vous aurez frappé, c'est l'avenir de la France et celui de la Communauté. C'est l'avenir de la France et de la Communauté qui mourraient avec eux, dans les éclairs de Vincennes.

Car, vous le savez, c'est une chose qui parfois stupéfie, mais que vous devez savoir avant de vous prononcer. Vous savez que dans tous ces pays de la Communauté, partout où des hommes travaillent dans la peine, dans l'absurdité, dans l'humiliation, tous tournent leurs yeux en ce moment vers ceux-ci; ils ne sont point courbés, mais aussi droits que Mouloud Ouraghi, et pour la dernière fois, ils attendent de la France qu'elle réponde à leur question :

« Après la citoyenneté qu'on nous a refusée, après l'égalité qu'on nous a refusée, est-ce qu'on nous refusera aussi la qualité de combattants, notre honneur, l'honneur de notre courage et de notre sang ? »

Ces qualités, ce suprême hommage d'un soldat envers son ennemi courageux, les refuserez-vous à Mouloud Ouraghi ?

Mais pourquoi le lui refuseriez-vous ?

Pourquoi, oui pourquoi, après avoir, à Genève, serré la main des généraux vietnamiens, après avoir traité le président Bourguiba et S. M. Mohamed V comme des alliés et des amis de la France, refuseriez-vous ce que ces hommes vous demandent, vous réclament non comme une faveur, mais comme un hommage à la fois à leur vertu et à la vôtre, c'est-à-dire de les traiter, pour une fois, en adversaires ?

DERNIÈRE DÉCLARATION DE MOULOUD OURAGHI

« Je suis un soldat de l'Armée de Libération Nationale. J'ai obéi à un ordre de mes officiers. L'ordre était d'exécuter un criminel de guerre, responsable de la mort et de la torture de plusieurs milliers de mes compatriotes. Je ne regrette rien. Je récuse votre compétence. Je me place sous la protection des lois de la guerre, que respecte l'Armée de Libération Nationale. »

Les autres accusés firent des déclarations analogues.

*
* *

Mouloud Ouraghi (30 *ans*) *et Abdelhafid Cherouk* (23 *ans*) *ont été condamnés à mort ; Smail Adour* (23 *ans*) *aux travaux forcés à perpétuité ; Omar Laouari* (28 *ans*), *Abdelkader Baccouche* (21 *ans*) *et Mebrouk Benzerrouk* (24 *ans*) *à un an de prison et...* 100.000 *francs d'amende.*

Thérèse Czarnecki-Milhaud.

LE GARDE-MEUBLES

« Des années passées, il ne restait qu'une poignée de cendres glissant entre ses doigts, et quelques débris épars. »

Tremblante, Mme G. referma la porte d'entrée. C'est toujours ainsi les télégrammes. On a peur, sottement. Mme G. montait les marches du perron 1900 surmonté d'une lucarne. Les enfants étaient près d'elle, Lucien aussi. Qu'avait-elle à craindre? Elle tenait le papier bleu dans ses doigts froids : « Mobilier garde-meubles N. — Prière le retirer dès que possible. »

Mme G. continuait à trembler et, bizarrement, se trouvait à l'*instant de son réveil.* Elle avait fait un rêve interminable, avec des péripéties sans nombre. Et, pour finir, tout s'annulait dans une seconde bouleversante où l'éveil la trouvait, cœur battant, mains glacées, sur le seuil de la maison, lisant ce télégramme, point final de quinze ans d'errances, de drames, de joies, de morts, de jours abolis.

Lucien la regarda avec étonnement :

— Mais, enfin, Flora, cette dépêche nous l'attendions. Et tu as l'air surprise. Tu es toute pâle.

Flora se détourna. S'approcha du piano : il y avait au cœur de l'événement le plus attendu ce petit tintement bouleversant. On se croyait sur la terre ferme, et voici, un sol de cristal se brisait, et secrète, mystérieuse, s'ouvrait la galerie profonde où coule un fleuve noir charriant ses débris, ses parfums, ses eaux mêlées de larmes.

Lucien s'était levé : il faudrait que Flora aille à N. Elle n'avait pas de concerts en perspective; quelques élèves seulement faciles à déplacer. Lucien avait en main la liste des meubles, les reçus de la Compganie de transports. Il suffisait

de fixer la date. Une espèce de souffrance confuse crispait Flora. Lucien prit son coupe-papier.

— C'est extraordinaire, ma pauvre chérie. Au fond, tu sais cela parfaitement, mais tout se passe comme s'il fallait t'expliquer ta propre histoire.

Ils tournèrent lentement la tête, et se regardèrent avec une tendresse infinie.

***

Quand Mme G. arriva à N., son cœur se serra. Personne ne l'attendait à la gare, dans cette ville où elle avait vécu dix ans. D'ailleurs, tout était changé. Les immeubles aux entours de la gare constituaient un quartier neuf et déjà vieillissant, une polychromie anonyme. Des jeunes femmes très fraîches, des enfants comme on en voit sur les couvertures des magazines, des garçons bronzés. Tout gardait une sorte d'anonymat yankee, recouvrant de son vernis et de son facile éclat une ville aimée, tendre et tragique. Où l'on cherchait la ride, la cicatrice, on trouvait le crépi d'un blanc éclatant, la construction récente et fragile.

Pourquoi, mon Dieu, pourquoi avait-il fallu revenir? Pourquoi les meubles, chargés sur un cargo voici quatorze ans, avaient-ils été déchargés dans un port neutre, puis renvoyés au garde-meubles? Mme G. ferme les yeux : elle *sait*, d'un savoir implicite où la bouée des amitiés, les rires des enfants, les morts imprévisibles, le repos dans les maisons amies, demeurent les repères de la vivante odyssée.

Mme G. cherche des yeux le tramway à remorque bringuebalante : il n'existait plus.

Elle marche au long de cette rue en pente qui conduit au centre de la ville.

Des disques rouges marquent les arrêts des trolleybus, mais des noms nouveaux laissent aux rues et aux avenues le caractère impersonnel des périodes d'après-guerre. Les arrêts s'appelaient : de Gaulle, Leclerc, Bir-Hakeim. Les magasins vendaient la même pacotille, les mêmes détersifs, les mêmes chaussures, les mêmes chandails qu'à Londres ou à Strasbourg.

Les banques, les drogueries, les appareils ménagers semblaient soumettre la rue à leur clarté chirurgicale et à leurs

aciers éclatants. De rares agents, gantés de blanc, juchés sur leur estrade, orchestraient une circulation que les feux eussent suffi à régler.

Mme G. avançait sans fatigue. Deux garçons marchaient non loin d'elle. Ils s'arrêtaient devant les vitrines des tailleurs. — « Le mieux, disait le plus grand, c'est la mesure industrielle. » Bien sûr. Ces garçons étaient beaux comme des policemen.

Mais voici qu'à un carrefour, un âne aux bâts chargés de salades, de carottes et d'oignons frais arrêta hommes, chevaux et machines. L'âne était conduit par un vieil homme tanné, presque aveugle, les pieds nus, la tête enturbannée.

Alors une joie secrète illumina Mme G. Cet âne brun, ce vieil homme, elle les avait vus en songe. Ou plutôt il s'agissait d'un intense déjà vécu, où la vie nocturne reprenant son cours interrompu redevenait l'autre face de la réalité. Et voici que Mme G. traversa la rue aux côtés de l'ânier, en un silence angélique, comme si les voitures, les cars, eussent perdu leur poids d'être. Les bureaux du garde-meubles n'ouvraient que l'après-midi. Rien ne pressait.

Ils entrèrent dans un marché. Assis par terre, des enfants jouaient aux dés. Un garçon coiffé d'un fez circulait sur ses espadrilles silencieuses, portant sur le plateau de cuivre la ronde des verres de thé où flotte une feuille de menthe poivrée.

L'ânier avait attaché sa bête sous une sorte de préau; il déchargea les bâts, s'approcha d'un marchand, puis le désignant à Flora :

— C'est mon fils.

Alors, le marchand :

— C'est le grand-père pour tout le monde, même Mme Benhaïm, la même chose. Il y a seulement Mme Lopez...

L'homme ne donna pas d'explications, mais Flora comprit. La grosse Mme Lopez riait derrière son étal de charcuterie, ronde comme sa soubressade, le cheveu aussi luisant qu'olive dans son huile.

Flora acheta un panier de vannerie, du safran pour emporter, une grappe de Chanaan, une grenade entrouverte, un piment rouge pour la joie des yeux.

Un enfant, assis par terre, modulait une mélopée sur un pipeau de berger. Flora écouta, épousant intérieurement les courbes

de la longue phrase. « La noter, tout de suite »; mais il ne fallait pas toucher au paradis retrouvé.

Le petit musicien jouait avec gravité. C'est alors que l'air se fit plus lourd. Un frémissement passa dans le sol. Des piles de boîtes de conserves croulèrent. Mme Lopez se signa. Le vieil ânier demeurait immobile. Son fils, lentement, ramassait les mandarines épandues sur le sol. Il murmurait pour soi :

— Demain, tu meurs, la même chose. Dieu parle.

Mme Lopez gémissait, soulevant la vague de sa poitrine. Elle hurlait :

— Mais regardez-les! Regardez-les! La terre tremble! Ils sont en bois. Et moi, *sensible comme je suis!*

Un deuxième roulement fit tomber un panier d'œufs. Les maisons vacillèrent. Une grenade tomba, offrant dans un craquement la profusion de ses rubis. Une Espagnole, séchée de misère et de famine, leva les bras au ciel :

— Virgen Santisima, je vois du sang, du sang, du sang!

Dans un silence soudain, le petit joueur de pipeau reprit sa longue mélodie. Flora s'en fut vers la ville. Longtemps, au-delà du murmure confus des voix et des bruits de la rue, elle suivit la seule ligne pure, le fil ténu d'une mélodie.

***

Mme G. choisit pour séjourner à N. un hôtel désuet et confortable, aux confins de la ville arabe. Des amis lui eussent volontiers ouvert leur maison, mais certains jours, elle aimait l'anonymat, le silence ouvrant les retraites.

Elle avait défait sa petite valise, étalé ses trésors du marché sur la table. L'ombre cernait les fruits d'un trait noir. Des barreaux de fer forgé, où s'enroulait du jasmin, protégeaient une fenêtre étroite. Un air rouge chargé de poussière envahissait la chambre. Le sable crissait sur le carrelage d'un rose mourant. Les malons, descellés et brisés, marquaient le pied nu et faisaient chaque fois ce petit bruit pur de cailloux heurtés.

Mme G. prit une douche, s'enveloppa d'un drap blanc. Maintenant, il serait doux de dormir et de ne plus se réveiller. Longtemps, allongée, les yeux clos, elle chercha la mélopée du petit Arabe matinal. Et son âme se ferma sur le trésor d'une chambre aux murs nus.

Elle s'éveilla à la nuit, dans un parfum de jasmin, de troupeaux et de brochettes grillées. On entendait les bruits de l'hôtel. Mme G. se leva. Pas un souffle d'air. Elle prit au chevet de son lit sa montre au cadran lumineux. Le mécanisme était arrêté. Mme G. passa sa robe dans l'obscurité, se brossa les cheveux sans allumer la lumière, sortit de sa chambre, suivit un couloir qui ouvrait sur une terrasse. Un gardien sommeillait sur une natte. Une lampe électrique éclairait d'un vert acide les bougainvillées qui grimpaient autour d'une fenêtre. Pas une étoile. Pas de ciel. Pas de mer. L'air rouge semblait capter tous les reflets de la ville.

Mme G. avançait entre les draps étendus, ses doigts effleurant le tissu granuleux où semblait s'incruster une fine poussière. L'homme, sur sa natte, poussa un soupir.

C'est alors qu'une fois encore, un grondement parcourut la terre. Mme G. sentit sous sa main un balustre trembler. Un tourbillon de sable souleva les draps, arrachant les pinces qui les fixaient. Un drap vola comme un immense oiseau, tournoya en corolle, étrange Loïe Fuller, dans le gouffre qui séparait les terrasses, vint mourir au fond d'une cour.

Un nouveau coup de vent balaya l'air, révélant l'étoile et le phare. Des feux brefs s'allumèrent sur les terrasses et au fond des cours.

L'homme sur sa natte gémit encore, comme en un cauchemar d'enfance.

A deux cents kilomètres de N., la terre se crevassait, engloutissant dans une brèche bouillonnante, les maisons, les hommes et les troupeaux.

***

Quand Flora s'éveilla, une violente douleur serrait ses tempes. Elle avait soif, soif, dans l'air lourd et sec, chargé d'électricité. Elle prit un peigne, les dents semblaient écorcher le cuir chevelu. Les cheveux crépitaient.

Flora se précipita vers la douche, ferma les yeux sous la pluie d'eau, passa sa langue sur ses lèvres : l'eau magnésiée ne désaltérait pas et, ce matin, semblait coller la peau plus que la laver.

Un accablement de fin du monde pesait sur chaque geste. En une lente immobilisation, on savait, à chaque mot, l'infime mouvement des lèvres, à chaque effort, la contraction des

muscles. On cessait peu à peu de vivre pour se savoir vivre, pour se regarder vivre avec une lucidité somnambulique.

La serveuse frappa, entra, déposa un plateau chargé de thé fade et de biscottes compactes. Flora mangea et but par habitude. Elle prit une grappe de raisin toute poudrée de sable rouge, la lava à l'eau saumâtre. Rien n'exorcisait les images de la nuit, et entre toutes, ce linceul tournoyant en fleur jusqu'au fond d'une cour.

Il fallait sortir : tout projet, tout plan semblait dérisoire. Mais qu'importait? Les choses étaient décidées ainsi.

***

Aujourd'hui, Mme G. retournait au garde-meubles. Elle quitta sa chambre par un de ces couloirs-labyrinthes, bordé de portes identiques, avec des angles imprévus, des dénivellations de deux marches, des ouvertures sur des cours intérieures où poussent les plantes vertes en pots, et où les servantes agenouillées frottent à la brosse un dallage noble à demi effacé.

Mme G. se trompa, se perdit, se retrouva devant la porte de sa chambre, chercha un escalier, se découvrit de plain-pied avec le dehors, car la maison bâtie à flanc de colline dominait au nord une rue commerçante européenne, tandis que le sud ouvrait directement sur un ravin en pente aux pierres calcinées, où les enfants jouaient parmi les figuiers de Barbarie, et où les femmes indigènes grillaient le café vert.

Jamais, en dix ans de séjour, Mme G. n'était passée par là. Mais un enfant la conduisit à travers les éboulis, jusqu'à un cimetière, où la terre se distinguait à peine des tombes.

— Tu es juste sous le garde-meubles.

L'enfant remonta d'un bond léger entre deux figuiers, franchit d'un saut, pour le plaisir, un oued à sec, ouvrit une porte dans un mur de terre, tourna vers Flora un visage radieux : « Je connais. Tu es tranquille », l'introduisit dans une ruelle en escalier où l'on pouvait à peine étendre les deux bras. Un homme décharné reposait sur une marche, recroquevillé dans l'assoupissement de sa misère.

L'enfant passa sans le déranger. Une honte sans nom saisit Flora. L'enfant l'arracha à elle-même : « Le garde-meubles,

c'est là. » On débouchait sur une rue européenne, avec des chemiseries, des drogueries, et l'affiche des machines à coudre Singer de 1880. L'enfant s'était fait nuage et avait disparu.

***

Quand Mme G. entra dans l'énorme bâtisse, elle voulut demander son chemin. Mais elle était en un domaine endormi. Elle traversa des couloirs poussiéreux, sur lesquels ouvraient une série de bureaux identiques, obscurs, où l'ampoule électrique, dure au regard, brûlait à toute heure du jour. Chaque porte était vitrée, mais le verre dépoli était, çà et là, remplacé par un verre sale, jadis transparent, aux brisures collées de sparadrap. De vieux papiers bleus obscurcissaient, depuis les temps de misère, les lampes des couloirs, et une opacité sans charme et sans allégresse créait non point un crépuscule, mais une absence de lumière qui apparentait la maison à n'importe quel lieu administratif, vieillot et anonyme de Valenciennes, Lyon ou de quelque ville nordique privée de l'éclat du soleil.

Mme G. monta, sans rencontrer âme qui vive, jusqu'au troisième étage. Là, au fond d'une galerie qu'une lucarne éclairait, une porte unique portait une plaque d'émail grisâtre : « Direction », et au-dessous, en caractères d'imprimerie, sur un carton aux bords usés : « Frappez et entrez. »

Mme G. ouvrit donc. Un homme dormait dans un fauteuil de cuir pivotant, un homme enfermé dans une graisse bouffie d'absinthe et de chaleur. Un journal restait ouvert sur son ventre et les pages faisaient un bruit d'ailes à chaque tour d'un ventilateur placé au-dessus du dormeur, sur un fichier.

L'homme entrouvrit un œil vitreux :

— Mme Goldschmidt? Ouais... Bon. (Il prononçait *Ban*)... Josiane, voyez à G.

Une jeune fille jaillit de l'ombre : long visage, long nez fin, front ogival. Flora l'avait rencontrée à Ravenne, scintillante mosaïque. Josiane-Théodora tendit une fiche à l'homme, qui murmura sans lever les yeux :

— *Ban*. Inventaire 2077-B 74. Sonnez Hallel.

Josiane, parfaitement absente, tendit une feuille à Mme G. Celle-ci fit un effort devant la longue liste. L'homme bafouilla (pourtant, on ne perdait pas une syllabe) :

— Trouverez pas tout. Guerre. Pas d'assurance au-delà des trois premiers mois. Signez.

Mme G. signa. Une autorité léonine émanait de cette masse amorphe. Mme G. regarda le visage blême. Et voici : un œil d'azur candide s'ouvrit, un œil de gaieté, d'innocence dans cette peau grisâtre, monstrueuse, semblant appartenir à un animal des âges révolus.

Alors, dans l'embrasure de la porte, parut — œil noir, dents éclatantes — un garçon de vingt ans. Un sourire s'échangea, circula.

— Suivez Hallel.

Et à Hallel :

— 2077-B 74.

Seule, Josiane, hiératique, silencieuse, demeurait immobile dans l'ombre.

Mme G. suivit Hallel. En passant le seuil, elle se retourna. L'homme était retombé dans son apathie.

Mme G. et Hallel descendirent des escaliers sans fin. Le garçon était si léger sur ses espadrilles qu'un courant d'air le suivait. A un angle de palier, sans s'arrêter, il ramassa une veste haillonneuse, la passa, descendant toujours, posa sur sa tête un coussinet, un ballot de linge, alluma une cigarette, déchargea son ballot d'un coup de nuque dans un monte-charge.

Après l'escalier, ce fut une échelle. Hallel se retourna, toujours silencieux, jeta sa cigarette, l'écrasa, tendit la main à Mme G. : « Sautez ». Ils arrivaient dans une cave obscure, éclairée par un soupirail. Mme G. essaya de s'orienter. « Vous êtes juste en-dessous du cimetière Sidi-Youssef. »

Le petit guide du ravin passa la tête entre les barreaux. Il regarda Flora : « Je la connais. »

Hallel passa une poignée de pépites de melon à l'enfant, puis se tourna vers Mme G. « Mon petit frère. »

Elle se sentait entourée d'une aura de confiance. Hallel fit un signe à l'enfant qui s'en fut. Hallel avança le long de la paroi, enleva un volet encastré dans le mur, saisit le garçon, le fit sauter dans la salle.

C'est alors que le temps d'un éclair, Flora se retrouva, très petite, dans la cuisine de ses grands-parents. Oncle Ghedalia, celui qui avait une si belle voix, lui racontait une histoire :

« Et ils arrivèrent au séjour des morts, en un domaine de poussière et de cendres. Mais le Seigneur envoya un ange-enfant, et quand l'ange descend du ciel, les ténèbres se font lumière et la poussière se fait vie. »

Alors la lumière entra en une grande gloire : ils étaient dans une salle immense où des caisses s'empilaient, une étrange salle de vente à l'encan sans clients.

Hallel mit ses mains en porte-voix : « 2077-B 74 ». Des voix répétèrent en écho : « 2077-B 74 ».

Des hommes criaient à la cantonade :

— C'est bloqué. Deux caisses et une armoire sont tombées la nuit dernière.

Alors commença un interminable périple parmi des meubles effondrés, de la vaisselle brisée, de la paille, du sang caillé. Hallel parla, ou plutôt Flora sut qu'il avait parlé : la veille, au moment de la secousse, une caisse était tombée sur le gardien. Le matin, on l'avait trouvé, allongé par terre. Il était à l'hôpital.

L'enfant dit alors :

— Tu le connais, le gardien. On lui dit : grand-père. Au marché. Je t'ai vue hier.

Une espèce de honte saisit Flora de venir « chercher son bien » quand les cataclysmes tuaient les hommes. Et en même temps, c'était comme une amitié, absurde et bouleversante, qui se liait.

Et brusquement, la mort d'oncle Ghédalia, assassiné un soir à Dantzig, parut à Flora comme « la même chose » : l'objet lourd, atroce, qui fracasse le crâne, le malheur inhumain, la méchanceté trop humaine.

***

Ils avaient atteint les casiers B. Les hommes, sans nervosité, se lançaient les caisses de bois, les recevaient, les posaient. C'était un ballet silencieux dans un poudroiement doré où volaient des brins de paille. Jusqu'au déménageur, énorme, rouge, qui, soufflé, déplaçant un bahut Renaissance comme il eut fait d'un décor de carton, semblait appartenir à l'univers sans poids des meringues et des ballons.

Mais un souffle chaud brûla les visages, amenant avec soi une lumière grise et un accablement total.

Le gros déménageur se releva lentement, s'appuyant sur une caisse. Puis, se tournant vers Mme G. :

— Ces colis, c'est à vous.

Il désignait un rectangle étroit où s'empilaient des meubles, un divan, quelques ballots. C'était tout? Tout ce qui restait de la maison où, si nombreux, on vivait jadis? Où étaient les lits des enfants? Leurs chaises, les tables de bébé? Perdus, disparus. Eh, qu'importait? Les enfants avaient grandi.

C'est alors, qu'enveloppés comme des momies dans leurs bandelettes, les bergères du salon anglais, le canapé, les sièges fragiles, se révélèrent peu à peu. C'était là le cadeau de Mme de Tournemire quand, voici vingt ans, Lucien et Flora s'étaient installés.

Flora murmura : « Oh! » d'une voix étouffée. Elle arracha la toile d'emballage. La ficelle qui retenait le papier lui fit saigner l'index. Des larmes montèrent à ses yeux et elle n'aurait su dire si c'était la douleur au doigt — aiguë, mais petite —, une nostalgie hors de propos, ou une colère secrète contre soi-même.

Flora consulta sa liste. Ce salon, pourquoi Lucien ne l'avait-il point inscrit ? Pourquoi elle-même, ingrate, n'y avait-elle plus pensé ?... Non, il ne fallait point songer à l'emporter. Où le mettre ? Les salons anglais appartenaient à un passé défunt.

Flora errait de caisse en meuble. Elle était seule maintenant en un monde désert. Lentement une pensée se formait en son âme : il faudrait vendre le salon. Et c'était comme si elle eût jeté dans la forêt l'enfant retrouvé par miracle. Mais tout cela était ridicule.

Pourtant, Hallel était revenu. Silencieux et efficace, il déliait les liens des meubles, et peu à peu se révélaient les chaises de la cuisine, un bahut, un buffet. Mais à quoi bon, là où un tabouret emplit déjà l'espace? A quoi bon la grande bibliothèque vitrée quand les murs sont déjà garnis de rayonnages? D'ailleurs, l'idée de *livres enfermés* blessait Flora. Les livres, comme la musique, il fallait qu'ils fussent là, présents, disponibles, vieillissant avec nous. Non, pas de bibliothèque vitrée.

Ici, qu'était cet énorme ballot poudreux? Hallel le fit basculer, rouler dans un espace étroit sans effleurer un autre meuble. Il rompit la corde : le papier, durci par les années, se

défit en un grand bruissement; une nuée poudreuse, ronde, s'en dégagea, coupant la respiration. Comme un énorme animal replié qui s'allonge, le cylindre des matelas se défit de soi-même. Deux matelas, peut-être mités, peut-être utilisables? Flora n'avait jamais su utiliser les restes. Hallel dit lentement :

— Pour mourir, le grand-père, il serait mieux. A l'hôpital, ils ont dit : on n'a pas de place pour le garder.

Flora eut le sentiment d'un léger gauchissement de la vérité; elle recula :

— Le matelas reste ici. Usez-en si vous le voulez.

Eh, qu'importait l'exactitude à ce point de misère où une vieillerie mitée peut exciter les convoitises?

Alors, Hallel, laconique :

— Moi, une natte... mieux.

Et lentement, comme s'ouvre une rose, un sourire s'épanouit sur son visage. Et il reprit son travail, vif et silencieux. Hamidou, le petit frère, ramassait les ficelles avec l'avidité qu'une ficelle éveille chez tous les petits garçons du monde.

Une pièce énorme restait à ouvrir : un divan-coffre, si lourd, si massif, que le gros déménageur et Hallel, réunis, avaient peine à le déplacer. On l'ouvrit donc. Ce fut une lente exhumation de manteau de fourrure rongé des vers, de batterie de cuisine, de livres, de chaussures enfantines au lacet usé rattaché par un nœud. Flora revit Jean-Paul, la veille du départ, assis par terre, dans le jardin, réparant avec l'attention passionnée que l'on a à six ans, le lacet qui avait craqué. Et à l'instant, l'image revêtit une telle intensité que le souvenir véritable, calme et clair, semblait se fondre en une fantaisie de l'âme la plus intime.

Mais Hallel, sans désemparer, retirait les objets un à un. Voici l'autre soulier, délavé, tâché d'humidité.

Et, brusquement, surgissent les détails du dernier jour à N., dans l'affolement du départ. (Ces détails, précis et irréfutables, couverts d'un humus de quatorze ans! : les conduites d'eau bouchées par les jouets jetés de la terrasse, la pluie torrentielle, l'inondation de la maison, le divan flottant comme arche du Déluge dans la véranda transformée en lac...)

Voici les albums, couverts de champignons blancs. Les pages collées s'ouvrent avec de longs crissements; ici le papier glacé emporte un lambeau de la page suivante; là une tache jaune

et ronde, comme une lune aux soirs pluvieux, marque le papier gondolé. Qui était ce garçon photographié avec Jean-Paul? Et d'où venait ce chien de berger qui jouait avec les enfants devant la maison? Est-ce moi, cette jeune femme raide au regard figé? Mon Dieu, mon Dieu, est-ce ainsi que chaque créature voit les autres créatures? Avec cette dureté implacable de l'*objectif* qui vous transforme en chose fixée, en chose jugée, en chose non-aimée, l'objectif qui fait des larmes une bouffissure, d'un sanglot une crispation? Mon Dieu, mon Dieu, aide-nous, tes créatures, à révéler notre vrai visage. Mais quel orgueil, quel orgueil... Mon vrai visage, faible, indécis, tourmenté, mon vrai visage n'est peut-être, n'est sûrement pas beau... Mon visage, c'est précisément celui-là, dérisoire et terrible...

Flora se met à trembler, et ses yeux s'emplissent de larmes. Puis elle rit, parce qu'elle tient ce soulier d'enfant de ses mains, noires de poussière et de débris de fourrure — et qu'elle est là, debout, les cheveux pleins de sable au milieu de ces objets étalés, dont jamais elle ne saurait faire l'inventaire..., non, jamais.

C'est alors qu'Hallel leva vers Mme G. un regard de douceur. Et, dans l'offrande d'une gentillesse fraternelle venue du fond des âges, avec un brusque tutoiement :

— Tu laisses tout, Madame. Tu es vivante. Demain, on balaie... La même chose.

*
* *

Quand Mme G. partit, tout était réglé. Elle s'interdit de jeter un coup d'œil aux fauteuils de Mme de Tournemire. Un instant, elle tint dans ses doigts une robe de bébé. Mais la soie brûlée se fendilla comme une feuille morte effritée dont restent seules les nervures...

La nuit tombait. Hamidou alla vers l'interrupteur : le courant était coupé depuis la secousse de la veille. Hamidou bondit par le soupirail, revint avec une lampe de poche. Mais riant dans la nuit, il éteignit la lampe :

— Tu n'as pas peur, Madame, j'y vois.

Les chats et les enfants voient dans l'obscurité.

Un rayon de lune éclaira le divan-coffre, la bibliothèque, les fauteuils. Un instant de rêve, ils reprirent leur visage ancien, familier.

Hamidou allait de l'avant, à travers les caisses, la lampe levée. Hallel tenait la main de Mme G., l'empêchant de trébucher. Déjà, ils se trouvaient dehors, juste au-dessus du cimetière Sidi-Youssef.

Des hommes transportaient presque en courant, une civière avec une forme recouverte d'un drap. Hamidou murmura : « Le Grand-Père, peut-être. » Hallel répéta : « Peut-être. »

Ils remontèrent l'étroite ruelle en escalier. Hamidou enjambait les corps allongés sur les marches. Une bande d'enfants le rejoignit, avec des cris triomphants dans la nuit.

Hallel avait disparu. Flora était seule, sous l'affiche absurde de la Machine Singer. Les maisons européennes n'offraient que des faces closes, grises dans la nuit. Flora monta lentement la rue déserte que la lune éclairait. Elle avançait, l'âme vide, absente de son corps au point de ne pas sentir sa lassitude. Un instant très fugace, elle se crut sur le point de retrouver la mélodie du petit Arabe. Mais un vent violent pencha les arbres, poussant Flora en avant. Les tuiles volaient des toits, un tourbillon hurlant s'élevait de la terre. Les yeux brûlés de sable, Flora s'abrita sous une porte ronde. Une femme ouvrit, au visage découvert :

— Entre. Tu te reposes. La même chose chez toi.

La femme offrit du jasmin à Flora. Elles s'adressèrent une lente salutation nocturne.

Le calme était revenu. Mon Dieu, que tout est simple, dès que s'ouvre une porte ! N'emporte rien, Flora. Non, Lucien ne dira rien. Ni Jean-Paul. Ils savent.

Thérèse Czarnecki-Milhaud

28 *Décembre* 1957

Pierre Pervenche

PRUDENTS COMME LE SERPENT, SIMPLES COMME LA COLOMBE

Des amis catholiques me demandent les raisons qui m'ont amené à « perdre la foi», c'est-à-dire à acquérir d'autres convictions. J'ai plaisir à répondre, puisqu'ils se placent sur le même terrain que moi, celui de la raison. Ces lignes ne sont point pour ceux qui expliquent par des « causes sentimentales » ou par l'œuvre de Satan le passage d'un des leurs de la foi chrétienne à une autre conviction. Ces lignes sont pour ceux qui considèrent la lumière de la raison comme un moyen fondamental dont dispose l'homme pour se guider dans sa courte vie.

Quelles sont donc les causes et les raisons d'une évolution personnelle que bien d'autres, obscurs ou célèbres, ont connue en se débarrassant plus ou moins vite d'une éducation religieuse pour élaborer un socialisme scientifique ? Répondre à cette question sera l'occasion de présenter à des chrétiens quelques païennes réflexions sur la liberté, sur la justice, sur la recherche de la vérité.

*
* *

Le christianisme me fut présenté seulement lorsque j'atteignis ma neuvième ou dixième année. Des catholiques, pendant la guerre, obtinrent à la sauvette, à l'insu de mon père prisonnier en Allemagne, l'autorisation de baptiser mon frère et moi. Un jour, une petite Éthiopienne, réfugiée elle aussi, me dit : « Veux-tu apprendre le *Notre Père* pour faire plaisir à Marraine ? » Jamais, ni d'Ève ni d'Adam, je n'avais entendu parler de ce Père. Je l'appris par cœur et j'y crus. Et je trouvais merveilleuse la phrase : « Aimez-vous les uns les

autres. » C'était vraiment une phrase divine. Elle fut longtemps pour moi une preuve, un signe de la divinité du Christ et de la véracité de l'Évangile. On me disait aussi que le ciel étoilé ne pouvait être que l'œuvre de Dieu, et je croyais au Grand Horloger.

De retour à Paris, je vis les livres de chevet de mon père qui était toujours en Allemagne : *L'Origine des Espèces*, de Darwin, et le *Manuel* d'Épictète. Je ne pouvais pas voir alors en quoi ces livres étaient contraires à l'esprit du christianisme. Mais ils semèrent des idées et créèrent des attitudes et des habitudes dont les fruits ne furent pas perdus. Ces contradictions furent la condition de ma liberté. Les découvertes et extases religieuses de l'adolescence eurent comme contrepoids les exigences d'une raison avide d'expériences tangibles et de connaissances claires. Cette raison était naturellement la dupe du cœur : je constatais que ma vie intellectuelle et religieuse s'enrichissait sans cesse, et j'attribuais ces découvertes à la richesse infinie de Dieu. Bien des amis me confiaient avec émerveillement la même expérience, et en remerciaient eux aussi le Seigneur. Un jour pourtant le *Journal d'un Poète* me fit prendre conscience de cette « aliénation » : « Plus un esprit est vigoureux, plus il se perd dans les catacombes de l'incertitude humaine. Pascal s'y est perdu pour avoir marché plus avant que les autres. » Un signe de Dieu s'éteignait ainsi. Il en restait beaucoup d'autres : le ciel étoilé au-dessus de nos têtes, la loi morale au fond de nos cœurs, la beauté unique de la figure du Christ, le témoignage de l'Évangile, l'Amour multiforme et se multipliant comme les pains du lac de Tibériade, en se donnant. Constamment cependant je me posais ce problème des signes de Dieu : et si je Le cherchais, c'était que je ne L'avais pas trouvé. Les prêtres m'apaisaient, en me disant que ces doutes étaient voulus par Dieu : Dieu voulait l'amour et la soumission d'un homme libre, et donc d'un homme qui pouvait lui dire non; « si Dieu se découvrait continuellement aux hommes, disait encore Pascal, il n'y aurait aucun mérite à le croire. »

Si le bon sens matérialiste de mon enfance était une étincelle de liberté dans l'aimable et obscur labyrinthe des arguments et des sentiments religieux, inversement l'enthousiasme avec lequel j'adhérais au Christ ne permit point que je connusse cette splendide ignorance ou ces préjugés qui empêchent quel-

quefois de comprendre à quelles racines profondes se nourrit la religion de beaucoup d'hommes d'hier et d'aujourd'hui : l'enthousiasme religieux fut donc lui aussi un moment de ma liberté.

C'est librement, semble-t-il, c'est-à-dire en pleine connaissance de cause, mais c'est aussi poussé par une nécessité incoercible, que je décidai de ne plus aller à la messe : je m'aperçus que cette pratique n'avait plus aucun sens pour moi, plus même le sens d'une espérance ou d'une fidélité à la communauté que j'avais aimée; la fidélité eût été un mensonge à l'égard des autres. Les arguments pour et contre, nous en avions fait le tour. Ils finissaient par devenir des ornières dans lesquelles on passait et repassait. J'avais suivi tous les conseils des « hommes prudents », jusqu'au jour où, me disant qu'ils ne pouvaient plus rien pour moi, ils m'envoyèrent à l'un de ces prêtres-ouvriers qui ont permis que « l'affaire des P.O. » ne tournât pas à un désastre pour l'Église de France. Je conserverai longtemps le souvenir de cette conversation avec le prêtre-ouvrier : nous nous comprenions à mi-mot, il n'était même plus besoin que je développe mes questions, ni lui ses réponses : chacun de nous étant fidèle à ses propres convictions, chacun comprenant les expériences de l'autre, chacun débarrassé des préjugés d'où naissent les éternelles discussions. Mes prudents directeurs de conscience regrettèrent de ne pas m'avoir fait connaître plus tôt ce prêtre-ouvrier : « Si vous l'aviez connu plus tôt, vous seriez resté dans l'Église. » Quelle conception de pédagogues, mais qui pose bien elle aussi le problème de notre liberté.

Mes directeurs de conscience me disaient encore : « Ne vous laissez pas entraîner par l'urgence des problèmes politiques. Vous ne pourrez vous décider que plus tard, en toute lucidité, en toute liberté, après avoir bien examiné le pour et le contre. Si vous vous lancez maintenant dans l'action, tout ce que vous risquez, c'est de perdre la foi, parce que vous serez trop brutalement mis en contact avec de jeunes communistes « bien endoctrinés et aguerris » (*sic*). Ils oubliaient de me dire que les jeunes catholiques n'avaient pas décidé en toute lucidité, en toute liberté, de leur appartenance à l'Église : qu'ils avaient été catéchisés avant d'avoir pu réfléchir personnellement, qu'ils étaient donc d'ores et déjà *embarqués ;* qu'une conception « chronologique » des rapports de la pensée et de l'action est hypocrisie

et fausse recherche, la pensée et l'action n'ayant de sens et de valeur que s'il n'y a pas de décalage entre l'une et l'autre, c'est-à-dire si elles s'éclairent mutuellement. Je suivis cependant, avec beaucoup d'autres, ces conseils pondérés, qui avaient aussi pour but, sinon pour conséquence attendue (mes anciens directeurs de conscience ne me l'ont pas caché), de faire passer aux jeunes gens bouillants et idéalistes que nous étions, le cap de leur vingtième ou vingt-cinquième année : dès qu'on entre dans l'âge adulte, dès qu'on a choisi les bases sur lesquelles on fondera sa vie, il y a peu de danger que l'on abandonne l'Église où l'on fut encadré pendant toute sa jeunesse. Cette pédagogie ecclésiastique, qui préside aussi à la façon nouvelle dont on voudrait faire entrer les prêtres en contact avec le monde ouvrier, a pour unique défaut de n'être qu'une pédagogie au lieu d'une recherche virile de la vérité, au lieu d'un apprentissage réel de la liberté.

Une dernière réflexion ne sera pas inutile sur ce thème de la liberté. Bien des catholiques ignorent, autant que les non-catholiques, la doctrine de l'Église concernant les limites de la liberté individuelle. Un texte du Concile de Constance, qui a « tous les caractères de l'infaillibilité », enseigne qu'il n'est pas « contraire au Saint-Esprit de brûler les hérétiques ». Ce texte ne scandalise que ceux qui ne se donnent pas la peine de réfléchir. J'ai demandé à un théologien responsable de la formation des prêtres français de me commenter cette vérité révélée. Je lui sais gré de n'avoir pas tergiversé, de n'avoir pas fait appel à des considérations « historiques » ou à des distinctions subtiles : « l'Église n'a jamais considéré comme un absolu la liberté individuelle, m'a-t-il dit. Elle s'est toujours souciée de mener à la Bergerie l'ensemble du troupeau des âmes. Si l'une des âmes se révèle être une brebis galeuse qu'on ne puisse guérir, il faut la supprimer de peur qu'elle ne contamine tout le troupeau. » J'assimilai cette vérité morale en me disant : « Imaginons un Voltaire utilisant son esprit endiablé pour troubler les âmes en utilisant systématiquement des arguments habiles, mais faux : n'est-ce pas le devoir du Saint-Père de demander au bras séculier de faire taire le menteur, si aucun catholique n'a assez d'esprit pour lutter contre l'esprit de Voltaire ? »

Il n'était pas mauvais de terminer ces réflexions sur la liberté, sur ma liberté, par l'évocation des limites de cette liberté :

limites de fait, si je suis, en même temps que libre, façonné par le milieu qui m'entoure, et limites de droit, si la liberté individuelle n'est pas un absolu, si elle est toujours relative à la recherche de la vérité et de la justice. Et cette dernière formule montre que les limites mêmes de la liberté lui ouvrent des perspectives infinies, s'il est vrai que la route de la vérité et de la justice s'ouvre à l'infini. Il était bon, au moment de tourner ma petite lumière vers le problème de la justice, d'éviter à l'avance les ornières des dissertations pharisiennes sur la fin et les moyens, ou sur les droits de la personne humaine, en rappelant que sur ce point la doctrine profonde de l'Église rejoint à sa façon celle des révolutionnaires communistes : le problème n'est pas de sauvegarder la liberté de la Personne Humaine, mais de supprimer le plus possible de chaînes, d'injustices et de souffrances d'hommes, comme le chirurgien diminue la souffrance de ses patients; il faut seulement que le chirurgien soit compétent et que le bistouri soit propre; et cette image est suceptible aujourd'hui d'une précision encore plus grande : Marx envisageait et ne pouvait envisager que les césariennes pour accoucher les sociétés humaines; l'enfantement sans douleur, depuis le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, est-il maintenant possible pour les sociétés ? Il suppose des êtres conscients, qui soient formés pour la liberté avant que les mécanismes ne les aient déformés, enchaînés ou détruits. Tel nous paraît être le chemin qui mène à la liberté, et la meilleure réponse à une Église qui parle des droits de la personne humaine, après les avoir violés tout au long de son histoire, en les violant encore dans les pays où elle le peut, sans doute parce qu'elle croit posséder la vérité, au lieu d'être possédée du désir de vérité. Mais chut! Je retombe dans les ornières. Parlons un peu de la justice et des problèmes sociaux.

***

Lorsque j'affirme la liberté de ma conscience éclairée et de mes actes, je sais bien que cette liberté n'aurait pu s'exercer pleinement sans l'insertion, au plus profond de moi, des luttes sociales, de la lutte des classes. Mon baptême avait été le mille et unième épisode de la lutte que mène l'Église pour reconquérir la classe ouvrière déchristianisée par les boucheries

de juin 1848, par les massacres de la Commune, par le sabordage volontaire d'un catholicisme social qui ne serait pas empreint de paternalisme. Et mes parents avaient connu que la lutte des classes n'était pas un dogme ni une formule abstraite : ils avaient appris les lois de l'illégalité, de la prison, du chômage, des brimades administratives, au bon vieux temps de la Troisième République. Plus encore que la morsure de la faim qui nous saisissait pendant la guerre, lorsque nos petits camarades du lycée et de première communion étalaient du beurre sur le pain blanc du marché noir, plus que les petits accrochages entre mes parents parce que le budget ne se bouclait pas dans les dures années d'après la Libération, agirent sur moi quelques conversations avec mon père : il me laissait entièrement libre de pratiquer ma religion, et nous écartions par un silence et un respect mutuels les inutiles discussions philosophiques; mais il m'apprenait, au long des jours, ce que c'était que capitalisme, fascisme, bolchevisme, anarchisme, syndicalisme, communisme. Et ma mère achetait à mon intention toutes les brochures et revues éditées par le Parti.

Rapidement, je fis la distinction entre le plan philosophique et religieux, où le Christ était roi, et le plan économique et politique, sur lequel le Parti Communiste me semblait le meilleur défenseur des principes chrétiens, puisque lui seul défendait les ouvriers exploités. Les luttes et les difficultés de la classe ouvrière furent un efficace ferment de vie spirituelle, qui m'aida à vouloir vivre à fond l'enseignement du Christ : « Qui n'est pas avec moi est contre moi. Qui n'amasse pas dissipe... » « Le Christ est en agonie jusqu'à la fin du monde, il ne faut pas dormir pendant ce temps-là. » Elles étaient aussi un puissant ressort de réflexion intellectuelle. Car la distinction radicale du domaine philosophique ou religieux et du domaine économique ou politique était très inconfortable, niée à la fois par la doctrine de l'Église et par le marxisme. Je crus longtemps résoudre cette contradiction en admettant que la lutte des classes était un fait de la société actuelle, mais qu'on ne pouvait pas ériger ce fait en loi, et je reprochais au marxisme d'avoir extrapolé, d'avoir érigé le fait en loi, et même en droit; et je pensais que la grâce divine et la charité chrétienne pouvaient transfigurer la masse des âmes, et transformer pacifiquement le capitalisme en un monde socialiste et chrétien.

Les chrétiens eux-mêmes me détrompèrent. En eux tous, à quelques exceptions près, les intérêts sociaux, les intérêts de classe, quand ce n'était pas les intérêts individuels, étaient plus forts que l'appel du Christ au dépouillement, à la pauvreté réelle. Les mêmes étudiants catholiques, qui, des années durant, avaient parlé de la pauvreté, ces mêmes étudiants, à quelques exceptions près, lorsque leur fut donnée la possibilité de réaliser cette communauté des premiers chrétiens telle que les Actes des Apôtres nous en présentent une image, trouvèrent mille prétextes pour décliner l'invitation : plus fort était en eux le désir d'un bonheur défini à l'avance. Quant aux prêtres, la plupart séparaient en eux l'homme, le citoyen et le prêtre, ils distinguaient la morale de la politique, le temporel du spitriuel, ce qu'ils pensaient et ce qu'ils pouvaient dire. Je vis deux évêques : l'un raisonna uniquement en politicien, qui appliquait la phrase du Christ : « Soyez prudents comme des serpents », en oubliant que le Christ ajoutait : « Soyez simples comme des colombes ». Cet évêque ne semblait pas désirer profondément que la paix règne sur la terre. Un autre, qui vivait assez à fond sa vie chrétienne pour vouloir, comme saint Paul, gagner son pain en travaillant, m'inspira plus d'estime; mais j'appris que le même évêque, par prudence, avait refusé de signer un texte qu'il avait approuvé en paroles devant une assemblée assez nombreuse : pourquoi converser et discuter, si les paroles ne doivent pas fructifier en actes ? Bien des chrétiens sont comme du bois mouillé : ils font beaucoup de fumée et de paroles avant de brûler et d'agir. « C'est le baratin qui tue l'Église », me disait mon prêtre-ouvrier.

Ces expériences s'accumulant, je fus contraint d'abandonner la foi en l'efficacité de l'amour : plus fort que l'amour étaient les intérêts individuels et les intérêts de classe chez ceux-là mêmes qui parlaient d'aimer les hommes. On nous enseignait que le Royaume de Dieu commençait dès ici-bas; la parole du Christ semblait plus vraie : « Mon Royaume n'est pas de ce monde. » Je crois que les théologiens mettront encore bien du temps pour éclaircir « l'apparente contradiction » des deux thèses du Royaume qui commence aujourd'hui et du Royaume qui n'est pas de ce monde. Il s'agit là d'un « mystère ». Toutes ces expériences façonnaient en moi une nouvelle façon de voir les hommes : je croyais de moins en moins aux vertus de cette

étincelle divine que Dieu semait au fond de chaque âme; je croyais de plus en plus que le ressort de l'histoire était l'antagonisme des classes. Je m'étonnais de moins en moins de ce que le corps du Christ, au lieu de devenir en chaque chrétien un foyer d'amour, soit englouti dans leur bouche comme en un tombeau.

Sans doute y avait-il des exceptions : je ne connais encore rien de plus beau, à notre époque, à côté des résistants communistes algériens comme Henri Alleg, que certains prêtres-ouvriers chez lesquels parole, pensée et action ne font qu'un. Mais ce ne sont que des exceptions. Les expériences décevantes que je fis dans l'Église sont au contraire significatives, et je ne les ai pas indûment extrapolées en pensant que l'Église, dans son ensemble, est conservatrice, sinon réactionnaire. Quand mes amis catholiques me reprochent de ne pas voir que l'Église de France est bien plus évoluée que le reste de l'Église, je ne puis m'empêcher de penser : « Alors, qu'est-ce que ça doit être ailleurs! » Le journal *Témoignage Chrétien* publia un jour un texte très intéressant du communiste hongrois, Georg Lukacs. Lukacs analysait les contradictions, les nuances, les différents courants que l'on pouvait déceler dans l'Église et le christianisme actuels; il montrait, à côté du catholicisme traditionnel, la progression d'un catholicisme réconcilié avec le monde moderne, et même d'un catholicisme prêt à s'intégrer dans le monde socialiste qui se bâtit aujourd'hui. Mais cette analyse qualitativement exacte est fausse si l'on ne la complète pas en indiquant l'énorme disproportion qui existe entre ce catholicisme progressiste ou progressif d'une part, et la hiérarchie et la masse catholique d'autre part.

Cette contradiction ne préjuge d'ailleurs en rien de la vérité ou de la fausseté du christianisme. Nous comprenons nos amis qui nous disent : « Ce n'est rien de souffrir pour l'Église, le plus difficile est de souffrir par l'Église. Si l'Église est pécheresse et trop terrestre, cela n'empêche pas Dieu d'exister, s'il existe; bien mieux, les péchés des chrétiens confirment le dogme du péché originel. » Certes, mieux vaut être dans la vérité avec la conscience déchirée que dans l'erreur et l'âme en paix.

Il est donc temps d'envisager en lui-même ce problème de la recherche de la vérité. Que l'Église soit une Église bourgeoise et non pas vraiment « catholique », qu'elle pratique une poli-

tique qui ne dit pas son nom, et qu'il apparaisse difficile, voire impossible, d'être à la fois fidèle aux intérêts de la classe ouvrière et à ceux de l'Église, ces constatations sont doublement liées à la recherche de la vérité : la contradiction politique et sociale ne permit pas seulement d'aviver en moi les problèmes philosophiques et religieux, elle constituait en elle-même une expérience contre laquelle butaient mes convictions idéalistes : l'Église elle-même, par son égoïsme de classe, conscient et inconscient tour à tour, me contraignit à la regarder avec des yeux matérialistes; c'est elle qui transforma mon regard, au point qu'un jour je dus m'avouer : « Tu mens quand tu dis que tu crois à la toute-puissance de l'Esprit : là même où cette puissance devrait éclater comme un signe de Dieu, règne la loi de la jungle, sous une forme souvent cachée, d'autant plus dangereuse pour les classes opprimées. » J'avais beau penser que la réalité restait conforme aux dogmes de l'Église, et qu'auparavant je n'avais pas assez considéré le dogme du péché originel, que j'avais fait la mariée trop belle : l'Église avait repris pour moi un visage purement humain, celui d'un groupe historique complexe, avec ses défauts et ses qualités; et ceux qui m'exhortaient à contempler, au-delà de l'Église terrestre, le corps resplendissant de l'Église mystique, ne songeaient plus qu'ils m'avaient d'abord présenté l'Église tout court, terrestre et mystique, comme un signe fondamental de la réalité divine; dissocier la réalité humaine et divine de l'Église, c'était éteindre ce signe.

Une autre liaison évidente, mais en sens inverse, de l'exigence de justice et de la recherche du vrai était soulignée par ceux-là mêmes qui avaient la charge de mon âme. « Puisque l'Église est dans le vrai, me disaient-ils, même si actuellement elle soutient le capitalisme contre la classe ouvrière, vous devez, par fidélité à la classe ouvrière, rester fidèle à l'Église : que signifierait en effet une fidélité à la classe ouvrière qui ne serait pas le désir de lui apporter la vérité du Christ ? La fidélité n'est pas le mensonge. Peut-être les lendemains appartiennent-ils aux communistes. Mais les surlendemains appartiennent à l'Église, parce que l'Église possède la vérité. » Il fallut donc, avec encore plus d'ardeur, s'interroger sur cette vérité : on ne peut pas apporter n'importe quoi à la classe ouvrière; si nous ne lui indiquons pas le chemin de la vérité (car il n'est

pas question de lui « apporter » la vérité) mieux vaut rester dans nos pantoufles. La classe ouvrière a besoin de vérité pour mener son combat; elle en a besoin, tout court. Les luttes politiques de notre jeunesse, loin d'être un divertissement, étaient donc une façon permanente de méditer avec ardeur sur la nature des hommes et de l'univers. Que dire à mes amis chrétiens sur cette recherche de la vérité ?

***

Simplement quelques idées qui pourront en faire naître d'autres chez ceux de mon âge, et qui amorceront peut-être un dialogue nouveau.

D'abord des réflexions qui sapèrent les fondements intellectuels de ma croyance au Christ-Dieu. L'argument du Dieu nécessaire comme cause du monde me toucha longtemps, bien après la lecture de Kant, jusqu'au jour où je méditai sur l'infini. Je m'aperçus qu'il y avait une contradiction entre ma conception de l'infini de l'espace et celle de l'infini du temps. Il ne me semblait pas possible que l'espace ne fût pas infini; au-delà de tout univers, il y a encore autre chose; et quand j'appliquais ma réflexion au temps, c'était le contraire : je crus longtemps qu'il devait y avoir un commencement au temps, et donc une création divine. En réfléchissant sur cette attitude contradictoire, je me demandai si toutes ces belles pensées n'étaient pas les préjugés d'une raison façonnée par mon éducation, et si la réalité n'était pas infiniment plus riche. C'est par cette démarche très peu philosophique que je fus débarrassé d'un tenace préjugé catholique et philosophique. En même temps, des camarades scientifiques m'initiaient patiemment aux découvertes de ce siècle : autre façon de briser les cadres étroits d'une raison à la saint Thomas d'Aquin; et les tentatives de Teilhard de Chardin ou des thomistes « à la page » me paraissaient refléter et confirmer le mouvement libérateur de la science moderne plutôt qu'elles ne me donnaient l'envie d'approfondir les dogmes anciens.

L'exégèse biblique et l'histoire des religions, dans la mesure où elles m'étaient accessibles, eurent aussi leur utilité : non pas celle d'aboutir à une certitude quelconque, mais justement celle de me débarrasser des fausses certitudes par lesquelles les

savants jésuites apaisent les bonnes âmes; même si l'on ne sait pas qui était le Messie, il n'est pas indifférent de savoir qu'il y en avait quelques centaines en ces temps lointains. Il n'est pas non plus indifférent de connaître les grandes paroles et les grands exemples des philosophes et des religions de tous les temps et de tous les pays. Mais toutes ces lectures ne valent pas encore une petite expérience : allez déjeuner chez les Témoins du Christ de Montfavet, et vous verrez comme des gens apparemment très sensés, en tout cas très sympathiques et raisonnables dans les questions terre-à-terre, se mettent à inventer avec naturel et aisance, et à croire pareillement, les miracles les plus extraordinaires. Il est bon de côtoyer les hommes qui forment encore la masse énorme de l'humanité, on s'aperçoit alors de l'excessive propension des hommes à croire et à imaginer; on acquiert une saine prudence.

Les signes de Dieu se sont éteints les uns après les autres; dès que je commençai à regarder les êtres avec un regard purement humain, il n'y avait pas de raison pour que cela s'arrête : après l'Église, après l'Évangile, le monde, l'amour, le péché, tout cela redevenait très naturel. Les signes de Dieu sont des cercles vicieux : pour les apercevoir, il faut déjà croire en Dieu; et comme les théologiens ne sont jamais embarrassés, ils expliquent que ce cercle vicieux est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'homme et la liberté de la grâce divine. La contradiction elle-même devient un signe de Dieu. Les mésaventures de la dialectique ne datent pas du XXe siècle. Le dernier support intellectuel de ma foi fut la pensée suivante : Dieu ne serait pas Dieu s'il n'était pas un scandale pour la raison, s'il ne tombait pas comme un pavé dans la mare, s'il n'était pas une réalité contre laquelle on bute. Il faut y croire justement parce que c'est absurde. D'ailleurs, Dieu se moque d'être absurde ou non, il est ce qu'il est, que je le veuille ou non... s'il est. Au moment où, par cette foi au conditionnel, je commençais à cesser de croire, m'apparaissait la grandeur des vrais croyants : Dieu n'est pas pour eux un mot qu'ils peuvent répéter à longueur de discussions ou de prière, une petite fumée qui s'échappe du bois mouillé que l'on chauffe; pour les vrais croyants, Dieu brûle les lèvres et fait tout éclater, il brise le train-train journalier, les intérêts sociaux et les projets d'avenir, sans qu'on ose prononcer son nom.

Mais l'univers m'apparaissait alors aussi grand et aussi puissant que tous les dieux. La vérité (provisoire) était-elle dans l'agnosticisme : on ne connaît pas le fond de l'univers, on ne le connaîtra jamais ? Après quelques hésitations, je dus reconnaître que c'eût été un mensonge de dire que je ne croyais pas à quelque chose de positif. Un illustre agnostique me dit : « L'agnosticisme était trop difficile pour vous : vous aviez besoin de croire à quelque chose. » — « Vous savez bien que ce n'est pas une question de difficulté : tout est difficile, quand on est un peu exigeant. » L'agnostique acquiesça par le sourire de ses paupières lassées. Toute action suppose une foi, une croyance qui porte sur l'avenir, le présent et le passé. Mon cher agnostique croit à quelque chose, il est même prêt à donner sa vie pour ce quelque chose, en tout cas il échange sa vie et son temps de sommeil contre ce quelque chose. Une autre façon de me débarrasser des préjugés agnostiques fut la réflexion que je fis sur le marxisme : pendant longtemps, j'admis le marxisme comme *méthode* nécessaire de recherche, mais je me refusais à élever cette méthode au rang de conception du monde exprimant l'essentiel de la réalité. Je finis par m'apercevoir que dans toute méthode il y a une foi. Cette foi n'a rien d'un pari, elle a le même degré de certitude que notre propre existence.

Qu'on ne se hâte pas non plus d'assimiler toutes les croyances et de penser que l'athéisme, le socialisme scientifique par exemple, est une autre forme de foi religieuse. Autant un communiste conscient refusera l'étiquette d'incroyant dont l'affublent aimablement ses amis chrétiens, autant il refusera qu'on assimile son expérience à une quelconque forme de religion. Celui qui n'expérimente pas la conquête quotidienne que représente le socialisme scientifique (plus brièvement appelé marxisme, d'un mot que je n'abandonnerai certes pas devant les attaques ou les « dépassements » de ses détracteurs, mais qui vaut son pesant de culte de la personnalité, dirait notre ami Marx) — celui qui ne s'engage pas dans cette voie nouvelle où pratiquement rien encore n'est défriché, par rapport à ce qui reste à découvrir, est bien outrecuidant d'assimiler cette recherche à une quelconque religion. Le marxiste est délié de tout, en même temps qu'il est collé à la réalité avec laquelle il lutte et qu'il aime : « frères implacables ». Et nous ne refusons pas à la réalité le nom de matière.

Inutile de faire de plus longs bavardages. La réalité de la lutte forge des convictions plus assurées que les raisonnements les plus sérieux. Nous aussi nous pensons que « rien n'est plus conforme à la raison que ce désaveu de la raison ». Mais pour nous ce désaveu n'est pas un aveu d'impuissance qui nous ferait tomber dans les bras de Dieu : c'est une invitation à nous colleter davantage avec la réalité, à embrasser encore un plus grand nombre d'expériences, pour en tirer des conclusions toujours provisoires, mais toujours plus assurées, toujours plus proches de la vérité. Et nous mentirions si nous disions que nous n'avons pas de principes; mais ces principes n'ont rien à voir avec les dogmes, ce sont des guides pour l'action et pour la recherche, et nous y tiendrons tant qu'ils n'auront pas épuisé leur fécondité et tant que Dieu le Père ne les aura pas brisés de sa foudre.

Je n'ai pas encore abordé un problème délicat qui est souvent une cause de gêne dans les dialogues entre chrétiens et communistes : il y a la recherche de la vérité, et il y a l'expression de la vérité. Ceux qui nous connaissent savent que nous aimons la vérité et que nous ne nous abaissons pas à dissimuler nos opinions et nos projets. Et pourtant nous devons leur dire que, dans ce monde de luttes, nous faisons attention à nos paroles; nous avons appris à nos dépens qu'il y a des cas où dire une vérité, c'est être complice d'un plus grand mensonge. Et nous savons aussi que l'habitude de taire « quelquefois » la vérité est dangereuse, qu'elle est cause de la mort de beaucoup d'hommes, qu'elle a perverti beaucoup de ceux qui ont dû s'y plier. Il n'y a pas de recettes dans ce domaine. Je crois que lorsqu'on veut être en contact avec les travailleurs, la pratique résout ces problèmes. La masse des travailleurs est plus capable de comprendre la vérité, toute la vérité, qu'une psychologie de pédagogues ou de bureaucrates ne veut l'imaginer. Mais où commence le bureaucrate, et où finit le militant responsable de ce qu'il dit ? Il est sans doute très nécessaire de lutter contre le relativisme qui a fait dire à des marxistes que la vérité n'existe pas et qu'on peut la fabriquer à sa guise : ce relativisme a gangrené bien des militants et des dirigeants, et les a fait sombrer quelquefois dans l'opportunisme ou le machiavélisme. Mais il est non moins nécessaire de se rendre compte que le « péché » n'existe pas, que les limites entre le bien et le mal ne

sont pas tranchées, que la distinction des péchés « mortels » et des péchés « véniels » est une aimable plaisanterie; seule notre action méthodique nous aide à déterminer la meilleure façon de diminuer sur la terre la part des crimes et des mensonges. Que celui qui a des oreilles pour entendre, entende, et ne prenne pas prétexte de ces paroles pour suspecter nos intentions. C'est dans l'action que l'on reconnaît les amis de la vérité, et ce ne sont pas ceux qui ont toujours ce mot à la bouche qui la servent le plus fidélement.

***

Quelles conclusions théoriques et pratiques tirerai-je de ce début de dialogue ?

La raison est notre guide. Nous ne sommes pas pour autant des esprits purs : notre vie est déterminée par un jeu subtil de causes, de pressions, d'attractions et d'influences physiques, sociales et sentimentales; mais nous ne sommes pas si dépourvus de conscience que nous ne puissions précisément démêler cet écheveau embrouillé, et distinguer, entre toutes les influences qui nous ont marqués et qui nous marqueront, celles qui conduisent vers une plus grande vérité et celles qui nous induisent en erreur ou nous laissent dans l'illusion. Le pouvoir de distinguer et de choisir, nous dira-t-on, est encore influencé, en profondeur, par des causes sentimentales. Soit. D'autres au contraire pourront penser que ce choix fondamental et obscur que nous faisons brusquement ou que nous élaborons lentement au plus profond de nous-mêmes, est l'œuvre de notre liberté pure, en ce no man's land de la liberté des anciens existentialistes ou en ce lieu de rendez-vous indéfinissable avec Dieu ou Satan. Les discussions sur ce problème sont vaines : c'est notre expérience qui tranche ou qui tranchera, pour chacun d'entre nous. L'expérience de ma jeunesse a forgé une conception de la vérité que seules mes expériences futures pourront changer. Cette conception, je ne peux la définir que par une image : notre regard est transformé par les objets que nous regardons, ces objets façonnent notre vue; et la réciproque est vraie, comme dit Marx : nous ne nous contentons pas d'interpréter le monde et les hommes, nous les transformons.

Peut-être voit-on mieux maintenant pourquoi nous tendons

la main à tous les travailleurs. Nous ne mettons pas entre parenthèses les problèmes idéologiques, nous sommes loin de fuir la confrontation de nos convictions avec celles des autres; mieux, nous la recherchons. Mais nous disons : cette confrontation ne doit pas nous faire oublier nos intérêts communs. Nous sommes frères, que nous nous croyions nés du même père ou fils de la même terre. Si nous sommes souvent divisés, ce n'est pas parce que nous sommes les uns chrétiens et les autres communistes, c'est parce que nous ne sommes pas assez chrétiens ou pas assez communistes. De plus, le meilleur dialogue est non pas fait de paroles, mais d'exemples : ceux qui sont passés par les camps de concentration nous ont appris à nous défier des frères prêcheurs, que ces prêcheurs soient communistes ou catholiques. Lorsqu'on a vécu et lutté côte à côte, on peut continuer de n'avoir pas les mêmes idées, et l'on continue de discuter, mais à demi-mot, par tel sourire ou tel clin d'œil : on sait que ce ne sont pas les paroles qui font et défont les convictions; les paroles ne font qu'éclairer les expériences, les éclaircir; ou bien elles ne sont elles-mêmes qu'une nouvelle expérience. Il y a quelques chrétiens et quelques prêtres dont je sais que l'action, dans son ensemble, hâte la marche des Français vers le socialisme, même si certains aspects de leurs paroles me semblent semer des illusions chez les travailleurs français. Ces prêtres et ces chrétiens savent que nous ne leur jouerons pas de mauvais tours; ce ne sont pas les raisonnements, c'est l'expérience qui le leur a dit. Nous nous sommes aidés les uns les autres à nous débarrasser de toutes les hypocrisies, de tous les pharisaïsmes. Et ils savent que la racine intellectuelle du pharisaïsme est de croire qu'un matérialiste est plus enclin qu'un chrétien ou qu'un « libéral » à mentir et à tricher. Ils savent que la vérité est pleine de contradictions dans lesquelles nous nous débattons les uns et les autres, ensemble. En ce moment, pour eux leur Dieu, pour nous notre bonheur passe par la lutte pour la paix en Algérie : fatigues, ruses, prisons, tortures, sang sur le sable du désert continuent d'unir ceux qui croient en Jésus-Christ ou en Allah, et ceux qui croient à ce qu'ils voient et à ce qu'ils font.

Pierre PERVENCHE

Serge Mallet.

ASPECTS NOUVEAUX DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

UNE USINE DÉCONCENTRÉE : LA COMPAGNIE DES MACHINES BULL

Deux entreprises se partagent, en France et dans le monde, le marché des « moyens de recherche opérationnels », autrement dit des machines électroniques et électro-mécaniques de contrôle, statistiques, opérations comptables : l'I.B.M., la puissante firme américaine (dont le siège de la filiale française est place Vendôme et l'usine principale à Vincennes) et la Cie des machines Bull, Société anonyme au capital de 2 milliards 325 millions, dont la Direction générale, le siège commercial et le cerveau technique sont concentrés dans les établissements parisiens du 94, avenue Gambetta, dans le XIXe arrondissement.

Elle porte le nom de l'ingénieur norvégien Frédrik Rosing Bull, qui, en 1922, mettait au point à Oslo une machine tabulatrice à carte perforée dont un exemplaire figure aujourd'hui au Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris. Ces brevets de Bull, avec ceux de son collaborateur K.A. Knutsen, qui dirige aujourd'hui encore le service des brevets de la Cie, et siège à son Conseil d'Administration, furent à l'origine de la fondation de la Bull française en 1931. La jeune société ainsi constituée se heurtait au quasi-monopole du grand trust américain. C'est alors qu'une famille de papetiers savoyards, les Callies (prononcer Caille, ils y tiennent), propriétaires des papeteries Aussédat qui depuis 200 ans fabriquent des papiers fins sur le déversoir du lac d'Annecy, s'intéressa à l'affaire; la famille Callies avait entrepris la fabrication du papier tabulating pour cartes perforées et avait échoué

devant le barrage opposé par l'I.B.M., qui se réservait le bénéfice de la vente des cartes.

Les Callies étaient apparentés, par trois mariages, au tout-puissant seigneur du pneumatique, Édouard Michelin. Le grand industriel clermontois vint à l'aide de ses gendres et les aida à prendre pied sur le marché.

Le démarrage fut cependant long. Le marché des tabulatrices et machines statistiques restait à cette époque assez restreint en France; et, à l'étranger, tout particulièrement aux U.S.A. où l'usage en était plus répandu, l'I.B.M. veillait au grain. En 1939, l'usine de l'avenue Gambetta n'occupait encore que 300 personnes. La guerre et l'occupation, en éliminant la concurrence américaine, allait cependant permettre à la famille Callies de s'implanter solidement. L'Administration des Finances, qui disposait de quatre équipements Bull en 1932, en utilisait 56 à la fin de 1952.... Vichy, après tout, est près de Clermont-Ferrand... La même année, la Compagnie pouvait annoncer que son chiffre d'affaires avait quintuplé au cours des quatre derniers exercices; ses filiales de Belgique, Hollande, Suisse, Europe Centrale, Grèce, Turquie et Scandinavie étaient en pleine activité. Au lendemain de la guerre Bull avait procédé à l'acquisition d'une nouvelle usine à Lyon et employait 1.300 ouvriers. La valeur de ses fabrications avait triplé en 1946 par rapport à l'avant-guerre pour atteindre 428 millions en 1947 et 1 milliard en 1948.

C'est alors que le développement de la recherche scientifique opérationnelle et du contrôle de la gestion des entreprises allait donner à la Compagnie Bull une extension considérable et justifier la confiance que le vieux routier du Puy-de-Dôme avait placé en ses gendres.

La vente des machines-comptables à cartes perforées, dites machines à statistiques, améliorées et simplifiées par toute une série de perfectionnements techniques ingénieux, allait rapidement s'étendre à la plupart des grandes administrations géantes, aux banques, compagnies d'assurance, sociétés industrielles, laboratoires de recherche, etc. La Sécurité sociale, le Gaz et l'Électricité de France, les grands établissements de crédit, les principaux ministères comptent aujourd'hui comme clients de la Bull.

Il revenait à Joseph Callies, qui succéda à son frère comme président-directeur général en 1948, de pressentir l'importance de l'industrie électronique alors naissante. Il mit ses bureaux d'étude

au travail et dès 1954 le calculateur électronique Gamma, sous licence Bull, conquérait le marché. Les machines électroniques, appelées avec l'introduction de l'automation dans de grands services publics comme la S.N.C.F., à un développement prometteur, tendent, à l'heure actuelle, à supplanter les fabrications antérieures de la Bull. Le calculateur Gamma, complété récemment par un « tambour magnétique » qui en augmente encore les possibilités d'emploi, est livré à la clientèle à raison d'un tous les quatre ou cinq jours.

Un nouveau type de machines électroniques, d'une très grosse capacité, utilisant la technique toute récente des transistors — le Gamma 60 — est à l'heure actuelle mis en chantier et les dirigeants de la firme ne cachent pas les espoirs qu'ils placent en elles. D'une façon générale, d'ailleurs, ceux-ci considèrent que leur entreprise, malgrés les progrés spectaculaires qu'elle a enregistrée depuis quelques années seulement, est encore dans sa courbe ascendante de développement et situent le point de maturation des possibilités à l'année 1967.

Les usines originelles de la Bull, sises dans le XIXe arrondissement de Paris et à Venissieux, dans la banlieue lyonnaise, occupent 30.000 ha de terrain; c'est dans ces deux établissements qui ont chacun une production autonome, que sont répartis les bureaux d'études.

Depuis 1953, dans la période dorée du boom Edgar Faure, où fut entreprise la fabrication du calculateur Gamma, et où la firme élargit sensiblement ses marchés intérieur et extérieur, la direction de la Bull entreprit l'acquisition de nouveaux industriels en province; aujourd'hui, cette société développe sa production dans quatre nouvelles usines : à Vendôme (Loir-et-Cher), et Les Andelys (Eure), dans les locaux d'anciennes bonneteries en déconfiture, entièrement rééquipées pour faire face à leur nouvelle destination, à Mouy, dans l'Oise, où se fait la majeure partie de la Câblerie électrique, et à Saint-Quentin où la firme a absorbé les anciens établissements Mocpo, spécialisés dans la construction de rectifieuses métallurgiques de haute précision. Ces diverses acquisitions ont porté la surface couverte des Établissements Bull à 45.000 m^2. L'effectif total du personnel est passé de 2.350 ouvriers et employés en 1953 (Paris et Lyon) à près de 5.500 en 1957; et ceci malgré la mise en service de dispositifs automatisés à Paris, Vendôme et Les Andelys. Le dernier Conseil d'Administration,

dont le compte rendu a été publié par *La Vie Française* du 14 mars 1958, a rendu public l'achat par Bull de l'usine désaffectée des Établissements du Verre Étiré et de l'Acier Vitrifié, avenue Jean-Jaurès, à Paris, à proximité de l'usine de l'avenue Gambetta.

Enfin, à cette activité nationale, s'ajoute celle des filiales de Bull à l'étranger : Belgique, Suisse, Pays-Bas, Italie, Maroc et Portugal. Un accord de cession de brevets et de participation la lie avec la grande firme anglaise Remington-Rand, lui permettant de concurrencer dans les meilleures conditions l'I.B.M. dans la zone sterling.

Les chiffres des bénéfices de la Bull (cf l'*Opinion* du 27 décembre 1958) attestent la courbe ascendante de la maison : de 97.982.902 francs en 1949, le bénéfice annuel après amortissement atteignait en 1956, 377.022.003 francs. Les comptes de l'exercice 1957 font apparaître un solde bénéficiaire d'exploitation de 2 milliards 068 millions contre 1 milliard 419 millions en 1956, compte tenu de l'affectation d'une somme de 280 millions à la réserve de réévaluation du capital. Le capital social de la firme est passé successivement de 120 millions à 480 en 1949; 1 milliard en 1953, 1 milliard 500 millions en 1955 (absorption de M.O.C.P.O.) pour atteindre 2.325 millions en 1957. L'Assemblée extraordinaire des actionnaires du 26 octobre 1956 (*Journal des Finances*, 2 novembre 1956) a autorisé le Conseil à porter le capital social à 3.500 millions, soit par émissions en numéraire, soit par incorporation des bénéfices, réserves ou provisions. C'est ainsi que le 25 mars de cette année, l'Assemblée des actionnaires a été appelée à approuver le passage en réserve des résultats nets de l'exercice 1957 après amortissement (350 millions) et la distribution aux actionnaires, sous forme d'actions gratuites, de 232.500.000 francs, soit une action pour dix. Le même conseil a décidé une augmentation supplémentaire de 15 millions destinée à concrétiser la fusion officielle des sociétés d'exploitation Papa et Delorme, propriétaires théoriques des usines de Vendôme et des Andelys et à procéder à l'achat de l'usine de l'avenue Jean-Jaurès.

Ces chiffres correspondent au gonflement des affaires de la société dont le chiffre d'affaires annuel est passé de 1 à 12 milliards de 1947 à 1957.

Ces « brillants résultats industriels » ne sont ni inattendus, ni exceptionnels. Ils caractérisent assez parfaitement le prodigieux boom de l'industrie française depuis 1953 et, en particu-

lier, celui des secteurs liés aux formes les plus avancées de la technique scientifique moderne. Cet essor se manifeste avec le plus de vigueur dans la production des biens d'équipement, comme le faisait justement remarquer Henri Denis (*Cahiers Internationaux*, nº 83) :

« L'augmentation relative de cette demande d'équipement doit normalement être beaucoup plus forte que l'augmentation relative de la demande de biens de consommation qui la suscite (ceci afin de répondre immédiatement à cette demande) ». C'est le « principe d'accélération » qui domine toute l'économie en période d'expansion. Cette augmentation est évidemment d'autant plus forte dans le domaine de moyens de production d'un type nouveau, utilisant des données aussi révolutionnaires que la commande électronique et se traduisant par un accroissement qualitatif de la productivité.

En prenant comme objet de cette première étude les Établissements Bull, nous aurons un aperçu honnête, moyen, typique, des formes de développement de l'économie française et des tendances qu'elle manifeste. Et nous ne manquerons pas de noter au passage que rien dans le domaine de la production de biens d'équipement — dont l'équilibre est sous-tendu directement par la conjoncture générale du marché — ne vient justifier les craintes soulevées dans certains milieux par la récession américaine. L'économie française continue sur sa lancée de 1953 son effort de renouvellement et de modernisation et les carnets de commande de la Société Bull attestent cette marche ascendante.

Les dirigeants, les technocrates de chez Bull ne sont pas des théoriciens du « Néo-Capitalisme »; ils ne cherchent nullement à jouer un rôle de pionniers de « l'Organisation du Travail » et utilisent, partout où ce leur est possible, les méthodes de direction et de discipline habituelles; le « mouchardage » et la « carotte » y sont utilisés avec le maximum d'efficacité et nous verrons que la déconcentration leur permet de jouer sur un registre assez étendu de tous les procédés inventés depuis un siècle par le patronat pour juguler les revendications ouvrières et assurer la productivité maximum au prix de revient minimum.

Mais ils sont des hommes d'affaires hardis et avisés, conscients de l'importance de leur rôle économique, pleins de confiance dans les ressources de leur firme et de la branche industrielle à laquelle ils ont attaché leurs efforts et leurs intérêts. En ce sens, ils appar-

tiennent bien aux tenants du « néo-capitalisme »; ils y appartiennent, pourrait-on dire, d'entrée de jeu. Par le choix de leur activité, et ceci s'entend aussi bien pour les financiers que pour les managers, ils ont manifesté leur confiance dans les destinées d'un système capitaliste rajeuni — avec le même allant que celui qui animait les Henry Ford de la « grande époque ».

Le « Néo-Capitalisme » se couvre assez facilement d'oripeaux mythologiques. La presse d'information, et plus souvent la presse hebdomadaire à grand tirage, tend à le présenter ici ou là comme une « nouvelle structure sociale », « une organisation scientifique des rapports de production ». On le caractérise assez souvent par tel ou tel de ses aspects — telle ou telle méthode de rationalisation, telle ou telle « thérapeutique des tensions industrielles », voire telle ou telle technique de production. Comme toute mythologie, il a ses dieux et ses héros; *Elle*, l'hebdomadaire féminin de la petite et moyenne bourgeoisie, et *Réalités*, la revue de l'élite, — ont dressé les iconographies photographiques de l'Olympe du néo-capitalisme. Héraklès-Pigozzi et Apollon-Dreyfus rivalisent aux étalages des kiosques avec Brigitte Bardot et Gilbert Bécaud.

A l'ombre de ces vedettes journalistiques, cependant, œuvre toute une couche de jeunes financiers-technocrates. Réalistes et modestes, ces managers du « nouvel âge » ne se payent pas de mots ni d'idéologies. Leur aventure est quotidienne, leurs méthodes prudentes autant que diverses. Elles ne présentent d'autres nouveautés que celle que leur imposent le monde moderne, sa technique et sa sociologie.

Nourris de Keynes, élevés à l'ombre protectrice du capitalisme d'État régulateur du marché et grand ordonnateur des finances de « Sa Majesté le Capital », ils voient s'ouvrir, à l'ère de la seconde moitié du siècle, les perspectives d'une troisième révolution industrielle, offrant des possibilités illimitées de production et d'investissements. Ils l'abordent avec la même confiance que les sidérurgistes du siècle du charbon, que les constructeurs de l'ère de l'électricité. A chacune des grandes révolutions techniques, une génération neuve s'est ruée sur les branches industrielles créées par les nouvelles découvertes. Et à chaque époque aussi, le capitalisme a eu ses novateurs et ses notaires. « Les concessionnaires des chemins de fer préfèrent jouer à la Bourse qu'au train », se plaignait Morny.

C'est aujourd'hui encore dans les secteurs de pointe que nous verrons le patronat affronter avec le plus de dynamisme les nouvelles exigences de la production et du marché.

Le néo-capitalisme, en fin de compte, et pour reprendre une célèbre formule, « est un état d'esprit ».

Et cet état d'esprit, c'est dès l'abord dans la politique financière des firmes que nous le verrons s'affirmer.

Une dynamique des investissements

L'analyse des bilans d'une grosse société est toujours — pour le profane et même pour le spécialiste — une opération délicate et dangereuse. Les jeux d'écriture passés en fin d'année faussent dans une certaine mesure les conclusions que l'on peut en tirer. Les différents chapitres recouvrent des réalités mouvantes, en perpétuelle évolution. Aussi les différentes constatations que nous sommes amené à faire peuvent-elles tout au plus indiquer des lignes générales, tendancielles.

En ce qui concerne la Bull — et il ne s'agit pas d'une exception, mais de la règle — l'ensemble se trouve encore déformé par la structure décentralisée de l'entreprise. Les usines de province — Lyon exceptée — constituent légalement des « Sociétés d'exploitation » autonomes, ayant chacune leurs propres budgets. La masse de leurs produits ouvrés, partie des fabrications globales livrées par l'usine parisienne, est facturée à celle-ci, au titre de transactions régulières. Dans le bilan général de la Compagnie, elles apparaissent confondues avec la masse des fournisseurs — façonniers indépendants et vendeurs de matières premières.

Ainsi les dépenses de fabrication comportent-elles déjà en elles-mêmes une partie des profits de la Compagnie. Ces profits apparaissent évidemment dans le bilan des filiales : mais ils échappent aux investigations de son Comité d'Entreprise; en même temps, ils bénéficient ainsi d'une détaxation de fait, puisque les impôts sur les sociétés sont proportionnels au chiffre d'affaires et que le C.A. des filiales est évidemment plus faible que celui de la société mère. On voit toutes les possibilités qu'offre cette situation dans le calcul des prix de revient qu'on peut ainsi gonfler ou réduire en fonction des dispositions fiscales.

Toute analyse approfondie de la productivité se trouve également faussée par ce système. Cependant, notre objectif ici n'est

pas de dresser le compte exact des activités de la C.M.B. mais d'en dégager certaines caractéristiques permettant de situer la politique financière de la firme, ainsi que les modifications qui interviennent dans la répartition du capital investi. De ce point de vue, et compte tenu des remarques précédentes, les quelques indications qui suivent ne nous semblent pas inutiles avant d'aborder la partie vivante de cette enquête.

***

Tout d'abord une évidence éclate ici : cette volonté expansive qui, sur le plan finacier, caractérise le néo-capitalisme. La structure du marché financier, l'alliance de plus en plus étroite du capital financier et du capital industriel, telle que nous la voyons s'opérer à la Bull entre les banques d'affaires et les fonds du groupe Calliès-Michelin, développent les fonctions productives du capital. La circulation du capital s'accélère au rythme même du développement des forces productives. Les dernières découvertes de la science et de la technique sont immédiatement intégrées dans le processus de production; elles contribuent à accélérer « l'usure morale » des produits mis en circulation comme des instruments de production qui les fabriquent; nous voyons par exemple la Bull utiliser dès maintenant pour son ordinateur Gamma 60 la technique des « transistors », mise au point il y a deux années seulement. On peut se demander d'ores et déjà si ce stade n'est pas dépassé avec le calculateur américain « Cryotron » qui utilise le phénomène de supra-conductivité de certains métaux au voisinage du zéro absolu (—273°). (Ces métaux, perdant ou retrouvant leur supra-conductivité sous l'influence d'un très faible champ magnétique, peuvent fonctionner comme amplificateurs plus sensibles et plus puissants que ne le sont les transistors.)

Cette accélération de « l'usure morale », cette irruption immédiate du progrès scientifique et technique dans l'industrie entraîne une augmentation considérable des investissements.

Nous avons vu que, comme constructeur, la Compagnie des Machines Bull jouit en Europe Occidentale d'une situation de quasi-monopole : le pacte de « non-agression » qui la lie en Angleterre avec la Remington-Rand et sa position de co-propriétaire de la puissante et dynamique société italienne Olivetti — dont elle contrôle 50 % des actions — la prémunissent contre toute concurrence européenne (la création récente à Paris de deux sociétés

de construction de machines électriques, S.E.A. et Burroughs, ne peut encore faire sentir ses effets). Mais il suffit de l'existence de l'I.B.M. pour lui imposer une course effrénée dans la recherche de nouvelles productions. Lénine faisait justement remarquer : (*L'Impérialisme, stade suprême...* Ch. VIII, E.S., p. 89) que :

« Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement, et pour très longtemps, la concurrence sur le marché mondial... »

L'évolution des investissements nouveaux à la C.M.B. prouve éloquemment cette situation.

Année	Chiffre d'affaires*	Investissements nouv. *	%C.A.	Bénéfices nets *	%C.A.	Impôts directs et indirects *	%
1953	4.569	505	11,05	189	4,13	571	12,4
1954	6.081	884	14,53	285	4,70	785	18,9
1955	6.694	1.175	17,41	377	5,66	923	13,8
1956	8.766	1.820	20,77	527	6,01	1.186	13,5
1957[1]	11.109	2.127	19,14	341	3,06	1.387	12,4

* En millions.

Nous constatons sans peine que l'augmentation des bénéfices nets — et ceux-ci, rappelons-le, comprennent les « réserves » dont l'extension de l'activité de l'entreprise exige le renforcement constant — est fort loin de suivre le rythme des investissements.

L'expansion ne pouvait — et ne peut jamais de ce fait — être amortie par les seules ressources de l'entreprise. Le développement des sociétés industrielles a donc pour corollaire l'influence de plus en plus grande du capital financier dans leur gestion. Le bilan du 31 décembre 1956 faisait apparaître un endettement à long terme de 3 milliards 114 millions dépassant de près du double le montant du capital social. On sait que ce sont ces dettes à long terme qui représentent pratiquement le degré de dépendance des firmes par rapport aux banques. Il semble qu'ici les groupes financiers intéressés soient principalement la Banque de Paris et des Pays-Bas qui assure le service financier de la firme et est représentée

1. En 1957, l'Administration des Finances a autorisé les firmes exportatrices à pratiquer des taux d'amortissements plus élevés. Le bénéfice net apparaît donc en diminution de 186 millions, tandis que les amortissements atteignaient 1.465 millions, plus de 13 % du chiffres d'affaires. C'est au cours de cette même année que fut prise la décision de ne pas distribuer de bénéfices, remplacés par une émission d'actions gratuites.

au Conseil d'Administration par un de ses fondés de pouvoir, Louis Bricart, que l'on retrouve en de nombreux autres lieux, de l'Omnium française des Pétroles à Poliet et Chausson en passant par la C.E.N.P.A., la Compagnie des Signaux et l'Énergie Électrique du Maroc — et dans une moindre mesure, l'Union Parisienne. Les charges financières, de l'ordre de 8 % par an environ, coûtent à la C.M.B. plus d'un quart de milliard par an d'intérêts.

On suit d'ailleurs fort bien l'importance de la participation des groupes financiers en analysant les moyens de financement de la C.M.B. et leur utilisation :

Moyens de financement.	1954	%	1955	%	1956		1957	
Capitaux propres ..	2.038	54,76	2.708	54,88	3.114	46,9	5.262	56,64
Capitaux empruntés	1.394	37,56	1.895	38,05	3.114	46, 1	3.687	39,69
Bénéfice au bilan ..	285	7,68	377	7,57	527	7,81	341	3,67
	3.712	100	4.981	100	6.755	100	9.290	100
Utilisation :								
Capital fixe :								
Immobilisations...	1.942	52,32	2.532	50,82	3.445	51	3.573	38,46
Autres valeurs immobilières	309	8,32	361	7,25	531	7,8	629	6,78
Fonds Roulement : . .	1.439	38,77	2.031	40,79	2.681	39,7	4.995	53,77
Frais 1er établis ...	22	0,59	56	1,15	97	1,4	93	0,98

Nous constatons que 50 % environ des moyens de financement sont utilisés en immobilisations, parmi lesquelles figurent évidemment les machines Bull en location [2]. Nous voyons également

2. La Compagnie des Machines Bull cherche manifestement à réduire le nombre de ses locations par rapport à ses ventes. C'est en grande partie la raison de son intérêt pour les marchés internationaux. Mais il semble qu'en ce qui concerne la France, elle se heurte à une volonté catégorique des groupes financiers comme de l'État. Les ordinateurs n'étant que l'une de ces nouvelles machines synthétiques que l'automation est appelée à mettre en service, il est possible que l'on se trouve là devant une politique d'ensemble du grand Capital et de l'État tendant à garder le contrôle du marché des moyens de production automatiques en maintenant leur pression sur les firmes productrices. Nous aurions affaire ici à un de ces phénomènes « régulateurs » que le capitalisme d'État a introduits dans la structure de l'économie capitaliste.

que ces moyens de financement proviennent pour une moyenne de 40 % d'emprunts extérieurs. Si nous tenons compte par ailleurs que les apports nouveaux des actionnaires se sont élevés respectivement à 320 millions en 1953, 350 en 1955, 349 en 1956 et 1.550 en 1957 et que dans ces apports figurent vraisemblablement pour une large part une augmentation de la participation des banques créditrices, nous sommes amenés à conclure — et ce n'est pas sans intérêt alors que le « néo-capitalisme » se présente volontiers comme un « capitalisme technicien » — on se souvient du célèbre ouvrage de Burnham *Managerial âge* — que l'expansion et l'utilisation de moyens de production de plus en plus coûteux renforcent encore la domination du capital financier sur le capital industriel.

Mais l'emprise du capital financier, s'il se traduit par une « sucée » parasitaire des plus éhontées — le montant des « frais financiers » est égal ou supérieur à celui des bénéfices distribués [3] ne se traduit nullement, comme certaines analyses pseudo-marxistes tendaient à le faire croire, par un ralentissement de l'effort de production. Au contraire, le conflit permanent des actionnaires industriels et du capital financier pousse à l'augmentation constante de la productivité et l'on sait que celle-ci est finalement surtout déterminée par la capacité des moyens de production utilisés. C'est ainsi que nous voyons le Conseil d'Administration de la C.M.B., après avoir passé en amortissements et provisions plus d'un milliard et demi, représentant 77,1 % du bénéfice d'exploitation, décider en 1957 de passer en réserve la totalité du bénéfice net (340.591.000), afin de faire face aux nouveaux investissements prévus. L'autofinancement et le recours aux banques, s'ils apparaissent comme des méthodes contradictoires

3. Ainsi que le prouve le tableau ci-dessous :

Année	Frais financiers	Bénéfices nets	Bénéfices distribués
1952	74 millions	105, 9 millions	63, 4 millions
1953	125, 2 —	188, 9 —	164, 4 —
1954	133, 3 —	285 —	136, 5 —
1955	151, 8 —	377 —	169, 3 —
1956	231, 8 =	527, 3 —	247, 9 —

et antagonistes, sont aussi étroitement complémentaires. L'autofinancement garantit dans une certaine mesure la rémunération du capital bancaire investi sous forme de crédits dans la Société, puisqu'il est le gage de la continuation de ses efforts de production et de sa bonne gestion commerciale. Et comme l'expansion est en soi porteuse de nouveaux investissements, le capital financier ne peut voir que d'un bon œil les « sacrifices » consentis par les dirigeants d'une firme au renforcement de leur potentiel de production qui nécessiteront de nouveaux appels au crédit porteurs de fructueux intérêts.

D'autant que la Bourse vient aussi sanctionner ces « sacrifices »; sans qu'il puisse être question d'influences extérieures, telles que celles qui jouent sur certaines valeurs dont l'évolution est étroitement liée aux problèmes politiques, les actions de la Bull n'ont cessé de monter depuis le départ en flèche de la Compagnie. Et nous voyons que l'émission d'actions nouvelles, signe d'une politique expansive, est enregistrée à la hausse. L'action Bull, d'une valeur nominale d'émission de 5.000 francs et dont la valeur mathématique (division de l'actif net par le nombre d'actions) était au 31 décembre 1957 de 11.847 francs, se négociait en Bourse à la même époque au taux moyen de 64.000 francs! La capitalisation boursière représentait 29 milliards 760 millions, alors que l'actif de la Société était de 5 milliards 509 millions et le capital social de 2 milliards 325 millions seulement.

Ce qui permet évidemment au capital bancaire de réaliser, grâce aux valeurs qu'il a en portefeuille, des opérations intéressantes.

La politique d'expansion est d'ailleurs largement rémunératrice pour les actionnaires, bien que le taux du profit accuse une légère tendance à la baisse au fur et à mesure que la composition organique du capital s'accroît. Marx avait parfaitement prévu et analysé ce processus, au Livre I du *Capital :*

« A mesure que le travail développe ses produits productifs, le produit net comprend plus de moyens de jouissance et d'accumulations. Alors, la partie de la plus-value qui se capitalise peut même augmenter au-delà de l'autre qui en constitue le revenu, sans que la consommation du capitaliste en soit resserrée, car désormais une moindre valeur se réalise en une somme supérieure d'utilité. » (*Ed. Sociales* T. III, p. 45.)

***

Un autre phénomène, également caractéristique, se dégage de l'évolution des réalités chiffrées de la Compagnie des Machines Bull. Nous avons insisté dès le début de ce chapitre sur l'élévation de la composition organique du capital et le rapport nouveau qui s'établit entre le capital fixe (immobilisation, moyens de fabrication et biens immobiliers) et le capital variable (travail humain).

Alors que les amortissements, qui constituent la « rémunération » du capital fixe, sont, nous l'avons vu, en augmentation constante, la part des salaires et appointements (en y comprenant les primes diverses et la dotation au Comité d'Entreprise) et des charges sociales est, elle, en diminution constante.

1953 : 2.284 — 39,1 % du chiffre d'affaires
1954 : 2.678 — 34,4 — —
1955 : 3.066 — 36,2 — —
1956 : 3.669 — 32,92 — —
1957 : 4.231 — 30,20 — —

Or, en ce même laps de temps, nous avons pourtant assisté :
1° à une augmentation des effectifs

2.286 pour la seule usine parisienne en 1953
2.886 — — — en 1957

2° à une amélioration qualitative de ce personnel, entraînant ipso facto une augmentation des salaires, puisque le 2e collège (cadres, techniciens, agents commerciaux et de maîtrise) représentait en 1957, avec 1.561 personnes, 54 % de l'effectif total, contre 42 % en 1953.

3° à une augmentation générale des salaires individuels de l'ordre de 10 à 15 %, l'ensemble de ces facteurs se répercutant évidemment sur le niveau des charges sociales et dotation au C.E. L'explication de ce processus a été depuis fort longtemps donnée par Marx, qui le considère comme l'expression du progrès de la force productrice sociale du travail : « En utilisant plus de machines et en général en employant davantage de capital fixe, le même nombre d'ouvriers peut transformer en produits une plus grande quantité de matières premières et auxiliaires dans le même laps de temps, c'est-à-dire avec moins de travail. A cet accroissement du volume de valeur du capital constant... correspond une diminution croissante du coût du produit... » Il est clair que nous nous trouvons ici devant un exemple type, classique, de ce processus.

Pourquoi cependant cette augmentation de la productivité ne s'est-elle pas traduite par une baisse encore plus considérable de la masse totale des salaires? C'est qu'en fait, si le nombre d'ouvriers employés à la fabrication a fortement baissé à la Bull, relativement au volume de la production, nous avons assisté par ailleurs à l'intérieur même de l'entreprise à un gonflement du secteur non productif au détriment du secteur productif. Nous aurons l'occasion de revenir longuement sur cette question en analysant la structure des effectifs de l'entreprise.

Nous retrouvons l'expression de la même évolution dans le rapport : « Dépenses de fabrication-Bénéfices d'exploitation. » Alors que les dépenses de fabrication (matières premières, énergie, etc) diminuent, ou se maintiennent relativement au chiffre des recettes, le bénéfice d'exploitation augmente relativement à ces mêmes recettes. C'est dire que la firme a obtenu une amélioration de ses prix de revient consécutives à l'amélioration des possibilités de production de son outillage et de ses méthodes de travail. Mais elle n'a pu obtenir une telle amélioration qu'en augmentant *le montant du capital fixe immobilisé dans ses moyens de production*, ce qui s'est traduit par une considérable augmentation de ses frais financiers.

Année	Recettes	Dépenses fabrications	%	Bénéfice d'exploitation	%
1953	4.569 millions	1.860 millions	40,7	705 millions	15,4
1954	6.081 —	2.388 —	39,2	841 —	13,8
1955	6.695 —	2.107 —	31,4	1.110 —	16,5
1956	8.767 —	3.539 —	40,4	1.419 —	16,2
1957	11.110 —	4.047 —	36,8	2.069 —	18,6

L'augmentation du bénéfice d'exploitation est, on le voit, régulière. Les dépenses de fabrication accusent une certaine variabilité, due tant aux hausses de matières premières, qui n'ont pu être toutes englobées dans les prix de revient, qu'à la mise en chantier de nouvelles fabrications (Gamma 60) et aux tâtonnements inévitables des périodes de rôdage. Elles marquent néanmoins une tendance à la diminution. Les salaires étant eux-mêmes en diminution constante, comment se fait-il que les bénéfices distribués ne reflètent pas ce sur-profit? C'est tout simplement qu'une part de plus en plus grande de la plus-value se répartit entre les investissements nouveaux et les frais financiers. Le capital finan-

cier prélève, en d'autres termes, une part de plus en plus importante de la plus-value. Il oblige par là même les firmes à comprimer leurs prix de revient en obtenant une productivité supérieure afin de sauvegarder les profits de leurs actionnaires. L'expansion provoquant d'autre part un double phénomène : la tendance à la hausse des salaires et le gonflement des frais commerciaux, administratifs et surtout des « investissements intellectuels » (brevets, utilisation d'une masse de plus en plus grande de chercheurs, techniciens, etc., allongement de la période d'essais par rapport à la période de fabrication) l'abaissement du prix de revient se trouve ramené à un seul facteur, l'augmentation de la productivité du travail, celle-ci étant recherchée à la fois par l'utilisation de méthodes de production plus rapides, ce qui inclut un outillage nouveau et l'intensification du travail. Mais l'intensification du travail elle-même se trouve limitée d'une part par le seuil physiologique des facultés humaines, d'autre part par la nécessité de produire une marchandise de qualité.

Une firme soucieuse de son avenir ne pourra donc sacrifier à la rentabilité immédiate. Elle se préoccupera en permanence d'accroître son potentiel de production, ce qui aura pour conséquence d'augmenter son endettement et sa dépendance auprès du capital financier et en même temps de former la main-d'œuvre susceptible de l'utiliser au mieux. Le souci d'utiliser au maximum et dans les meilleures conditions le potentiel productif de l'entreprise devient ainsi le critère de sélection du personnel. Et, dans les conditions de la technique moderne, les aptitudes individuelles du travailleur deviennent moins importantes que son adaptation au poste qu'il va occuper. C'est en fin de compte les caractéristiques des machines utilisées qui vont déterminer celles de l'opérateur, comme elles vont déterminer le rythme de la production.

Par là même a été bouleversée et l'ancienne base de la qualification, fondée sur les aptitudes professionnelles polyvalentes de l'ouvrier et l'ancien système des salaires fondé, d'une part sur cette qualification, d'autre part sur le rendement individuel. La diminution relative de la masse des salaires versée à la Bull ne signifie pas autre chose que ceci : *alors que le potentiel de production s'accroît, ainsi que la masse des produits fabriqués, le coût des salaires reste constant.* Et ceci parce que l'augmentation de la productivité, en fin de compte, est déterminée non plus par

le rendement personnel de l'ouvrier, mais par la machine à laquelle il est affecté. La partie de la masse de salaires réservée aux primes (11,5 % environ) et la régularité de ces primes en sont une preuve supplémentaire.

L'ensemble de ces modifications et le corollaire qu'elles entraînent : la nécessité de constituer une base stable de personnel, sont à l'origine du processus de déconcentration dont les usines Bull nous offrent un exemple instructif.

*
* *

Dans un rapport présenté à l'Institut Gramsci à Rome, lors des débats qui préparèrent le VIII[e] Congrès du P.C.I., Silvio Leonardi faisait la constatation suivante.

« Le problème fondamental pour les grandes usines à flux continu est d'obtenir des ouvriers un rendement régulier correspondant à celui du programme et qui dépend pour une large part des machines et de l'ensemble de l'usine...

A une production intégrée doit correspondre l'intégration de l'ouvrier dans l'usine; cette intégration doit être volontaire, car aucune coercition ou discipline ne peut obtenir que des hommes renoncent à leur liberté, par exemple de produire un jour un peu moins, un autre jour un peu plus, sur la base de leurs propres conditions physiques et psychiques qui varient de jour en jour, ce qui arrivait et arrive encore aujourd'hui quand le travail est à caractère individuel. »

Cette règle — préoccupation permanente de tous les chefs d'entreprises en expansion — caractérise plus que toute autre la sociologie industrielle de notre époque. On peut considérer que le véritable problème de la productivité, tel que le conçoivent les dirigeants des entreprises modernes — n'est pas tant celui de l'accélération du rendement que celui de la permanence de ce rendement. Et il ne s'agit point là d'un quelconque souci humanitaire ou théorique : l'organisation du marché moderne repose entièrement sur la pratique prévisionnelle du « marketting », l'étude du marché. Ce qui est vrai de l'industrie des biens de consommation l'est encore plus de celle qui produit les biens d'équipement où les carnets de commande, établis parfois plusieurs années à l'avance, déterminent le programme d'une façon très stricte. Il n'est plus question de faire face, par un embauchage massif ou un « bourrage » intensif, à une brusque commande.

Cette nécessité n'est pas sans poser de multiples problèmes aux directions car elle se heurte par ailleurs, en France notamment, à la situation du marché du travail. La France traverse depuis 1950 une période de plein-emploi relatif. L'expansion de l'économie a absorbé l'armée de réserve industrielle y compris une partie de la main-d'œuvre immigrée qui devait en assurer la permanence. Au point que la guerre d'Algérie, en maintenant hors du circuit productif une fraction substantielle de la main-d'œuvre jeune — la plus appréciée — constitue pour l'industrie française un handicap permanent que le fameux « rapport des experts » a parfaitement mis en lumière.

Cette crise de main-d'œuvre se trouve aggravée par une caractéristique permanente de l'industrie avancée qui réduit la durée « productive » de la vie de l'homme.

L'accélération des rythmes de production, des temps de travail, même s'ils s'accompagnent de l'introduction de dispositifs automatisés, tendant à en rendre l'accomplissement plus facile à l'ouvrier, rejette hors du circuit productif les vieux ouvriers, incapables de s'adapter au mécanisme de l'industrie moderne et de soutenir nerveusement les cadences exigées. On n'embauche plus au-dessus de quarante-cinq ans; ce seuil est si connu que tout ouvrier licencié à cette limite d'âge n'essaie même pas de se reclasser dans un poste actif de la production.

En même temps, le caractère parcellaire, déshumanisé du travail industriel d'aujourd'hui n'est plus en mesure de constituer la moindre entrave morale à la liberté de choix du travailleur. A peu de choses près, les travaux d'O.S. se ressemblent tous. Ils sécrétent le même ennui, la même uniformité, la même lassitude physiologique. Le travail ne peut plus retenir l'ouvrier dans sa « boîte ». Ceci au moment où le gonflement des secteurs tertiaires, l'importance prise par les services techniques et commerciaux qui accaparent les préoccupations des dirigeants des firmes constituent un écran entre ceux-ci et leurs ouvriers. En dépit de tous leurs efforts spectaculaires, les managers restent pour tous leurs employés autres que leurs collaborateurs immédiats une vague entité. Le vieux paternalisme traditionnel, basé sur la connaissance personnelle du patron et de l'ouvrier, héritage des petites manufactures du XVIIIe siècle qui se sont si longtemps maintenues dans la province française, n'est plus d'aucune efficacité.

Nous assistons donc à l'éclatement d'une contradiction nouvelle :

alors que le travailleur se trouve placé dans des conditions économiques et psychologiques lui permettant de mieux choisir son employeur — sinon son emploi — l'entreprise, elle, a besoin de « fixer » les ouvriers en permanence, d'éviter, autant que faire se peut, les fluctuations de personnel qui désorganisent la production et, en même temps, d'assurer, tant par la mise en service de dispositifs automatisés régularisant le rendement que par la formation psycho-physiologique de ses employés à ce conditionnement — une continuité dans le rythme des fabrications. Là est l'objectif des diverses dispositions « sociales » adoptées plus ou moins spontanément par le patronat et qu'il est illusoire de présenter comme des succès de la lutte ouvrière.

Mais ce qui est relativement facile pour une entreprise géante du type Renault — disposant d'énormes moyens financiers et pouvant utiliser des chaînes automatiques ou mécaniques à grand rendement pour des fabrications relativement simples — l'est beaucoup moins pour des entreprises moyennes travaillant sur des machines de haute précision qui exigent quand même un certain travail individuel et disposant d'une trésorerie assez serrée — ce qui est le cas des Établissements Bull et reste celui d'une grande partie des usines françaises. Naturellement, la résolution de ces divers problèmes présente un caractère d'autant plus urgent et dramatique pour les firmes en pleine expansion, dont le développement est basé sur le lancement de produits nouveaux et qui ne peuvent stabiliser le niveau de leur production sans perdre immédiatement la place qu'elles viennent de prendre sur le marché.

Les procédés et les méthodes utilisés par la Compagnie des machines Bull apparaissent ainsi comme caractéristiques de toute une gamme d'industries nouvelles : électromécanique, électrochimie, plastique, etc.

Mais, plus que sur les volontés de ses dirigeants, qui ne font ici que s'adapter, en tâtonnant, à une situation qu'ils n'ont pas cherchée, ils apportent et confirment des observations importantes sur les profondes modifications de structure qui se produisent dans la classe ouvrière de notre pays.

Concentration et Décentralisation

Les fabrications des machines Bull se répartissent en deux grandes catégories : machines électro-mécaniques et machines électroniques.

A la première catégorie appartiennent les machines de bureau à cartes perforées; elles sont destinées à trois types d'opérations : calcul des grandes unités, établissements des statistiques et états comptables, classement et récapitulations ; ce sont : la Poinçonneuse, qui transcrit en perforations sur les cartes les éléments comptables relevés sur les documents de base, la Trieuse, qui sert au classement automatique des cartes dans un ordre déterminé, et la Tabulatrice, qui décrypte en clair les états comptables enregistrés sur les fiches avec les résultats généraux et partiels que l'on désire obtenir.

De la seconde espèce, ressortent : le Photo-lecteur, accouplé à la poinçonneuse, la Trieuse électronique qui effectue les travaux de classement à la vitesse de 700 cartes à la minute, le Calculateur électronique Gamma connecté à la Tabulatrice, qui résout par exemple en 2 /100 de seconde des « multiplications [4] » de deux termes de onze chiffres et auquel viendra se joindre bientôt le Gamma 60, l'un des plus puissants cerveaux électroniques d'usage ordinaire du monde.

On voit que les diverses fabrications de la Bull, indépendamment des cadres et techniciens, font appel aux différentes spécialités de la métallurgie (châssis et pièces), de la mécanique et de l'appareillage électrique, sans parler des techniques particulières de l'électronique. Sans entrer dans le détail de telles productions, on devine aisément l'étendue des ateliers nécessaires à la sortie mensuelle de près de 200 machines de type aussi divers, représentant chacune une telle accumulation de moyens mécaniques et électriques. Il est clair par ailleurs qu'il ne saurait être question ici de la mise en chantier de chaînes électroniques ou mécaniques de grande capacité; si même elles étaient techniquement possibles, leur prix de revient dépasserait de beaucoup les possibilités de vente. L'électronique, moteur de la « mass production », reste elle-même une industrie de faible débit.

Cependant, compte tenu de la politique commerciale des dirigeants de la firme, aiguillonnée par la concurrence américaine, la production se devait d'être, là aussi, rationalisée. Il paraît, si l'on en croit le journal patronal *Entreprise*, de novembre 1957,

4. Nous employons le terme « multiplication » par simplification. En fait, le calculateur Gamma, comme tous les ordinateurs, utilise l'arithmétique binaire. Il ne multiplie pas, mais additionne autant de fois le nombre des facteurs. Sa vitesse de calcul dépasse néanmoins au centuple celle de la pensée humaine, même munie des tables de logarithmes.

que Joseph Callies, conformément aux traditions de la papeterie familiale du lac d'Annecy — et la méthode après tout n'est pas mauvaise, qui fit le succès d'un Michelin ou d'un Peugeot — tient beaucoup à la concentration de tous les services de l'entreprise sous le même toit, sous l'œil du maître... Mais la situation commerciale des Établissements Bull ne leur permettait pas d'évacuer Paris et l'on sait que la place y est chère et limitée.

Cette concentration, d'ailleurs, la Compagnie des Machines Bull n'avait jusqu'à ces dernières années jamais réussi à la réaliser. Tout un ensemble de fabrications : pièces détachées, claviers de machines, relais et connexions, etc., était assuré par des « façonniers ». Petites sociétés personnelles, dans lesquelles la Bull avait progressivement pris pied, jusqu'à les presque absorber, ces entreprises maintiennent des prix de revient très onéreux. Leur superficie réduite, la spécialisation très poussée de l'outillage et du personnel y empêche l'introduction des méthodes de rationalisation. Elles sont toujours, en pratique, incapables de répondre en temps voulu aux exigences de la firme commanditrice. Leur situation de trésorerie souvent difficiles oblige parfois celle-ci à leur consentir des avances importantes, et pas toujours justifiées.

Aussi, comme toutes les sociétés en expansion, la Compagnie des Machines Bull allait-elle, dès que possible, chercher à se débarrasser des bons offices de ces encombrants satellites et à concentrer tous ses moyens de production dans un cadre unique, sous une seule direction.

Les encouragements des pouvoirs publics à la « décentralisation », les avantages de toute nature que les services du quai Branly (Commissariat au Plan) font accorder aux usines déconcentrées en province, allaient inciter Joseph Calliés, très tôt, à recourir à ce procédé.

Puisqu'il n'était pas possible, et peu avantageux, de créer, de toutes pièces, une usine Bull en province, les spécialistes du Bureau des Méthodes étudièrent la ventilation des diverses phases de la fabrication, réparties jusque-là entre l'usine parisienne et les façonniers indépendants, en un certain nombre d'usines provinciales, équipées ou rééquipées pour satisfaire à leur nouvelle destination, et dont la Bull, ou ses dirigeants, à titre personnel, contrôleraient totalement la production et la conduite financière.

De nombreux contrats de façonniers ont ainsi été rompus depuis la mise en marche des usines de province. Un vaste système

de réorganisation de la production a été entrepris sur ces bases, permettant l'application à tous les stades de la fabrication des procédés modernes de rationalisation. Par la même occasion, la Bull procédait à une refonte totale de ses effectifs et à un bouleversement de la structure professsionnelle qui avait jusque-là prévalu.

La rationalisation a pris, ici, la forme de la déconcentration des fabrications. Tandis que l'usine de Lyon était affectée à la seule construction de la Poinçonneuse ordinaire, machine simple ne faisant appel qu'à la seule mécanique, le reste des productions était répartie dans des usines de province, achetées pour la circonstance : à Saint-Quentin, où Bull avait repris, en même temps que les murs, un noyau de métallurgistes expérimentés — les rectifieuses Mocpo avaient acquis une solide réputation dans le secteur de la machine-outil — est aujourd'hui concentrée la production des pièces détachées. La majeure partie des professionnels de l'usine parisienne, direction syndicale en tête, fut liquidée à cette occasion. A Mouy, dans une petite usine aménagée en conséquence, se fait la plus grosse partie de la câblerie électrique. L'usine de Vendôme est spécialisée dans la confection des petits-relais (250.000 par mois) nécessaires aux commandes complexes de toutes les machines Bull, tandis que celle des Andelys monte les petits ensembles. Enfin, l'usine de l'avenue Gambetta, où se trouvent également les services commerciaux et financiers, les bureaux d'étude et laboratoires, abrite les chaînes de montage, de mise au point et de contrôle final des différentes machines.

Cette répartition représente, nous dit *Entreprise*, « une élégante solution » des problèmes de fabrication. Elle représente, non moins certainement, une solution encore plus élégante des problèmes de main-d'œuvre et des problèmes sociaux. La ventilation des différentes phases de la production Bull donne en effet à chacune des usines une composition ouvrière fort différente; elle permet de fragmenter au maximum le personnel ouvrier et d'appliquer pour chaque catégorie une politique de production et de salaires différente correspondant au niveau de la qualification et de la région sans que des interférences « nocives » viennent à se produire entre elles. A l'exception des « moniteurs », ouvriers hautement qualifiés ou cadres de maîtrise que la direction de la firme envoie dans ses usines de province et qui jouissent d'avantages particuliers, les ouvriers de la Bull de Paris n'ont aucun

rapport avec ceux des autres usines. Pour empêcher ce risque, d'ailleurs, au niveau des directions syndicales, les usines de province, Lyon excepté (l'usine existait déjà avant 1945, donc avant la loi portant création des Comités d'entreprise), sont des « sociétés d'exploitation » possédant leur autonomie administrative. Leurs délégués ne participent pas aux réunions du Comité Central d'Entreprise, ni à celles de ses commissions spécialisées. Mais le principal avantage de la déconcentration se situe incontestablement sur le plan du marché du travail.

L'implantation provinciale de Bull lui permet de recruter et de former un prolétariat « neuf » qui n'est pas en mesure de se qualifier sur le marché professionnel; elle donne à la compagnie la possibilité de consacrer tous ses soins à la formation poussée et à l'endoctrinement de la main-d'œuvre parisienne qui jouit, par rapport à ses collègues de province, d'une véritable situation d'aristocratie ouvrière.

Les bienfaits que la firme trouve dans l'exploitation de la main-d'œuvre provinciale compensent très certainement l'augmentation des frais généraux de transport et de manutention qu'occasionnent les allers-retours des pièces à Paris. Il n'est pas sûr, par contre, que dans l'immédiat, les malfaçons fréquemment pratiquées dans les usines décentralisées n'occasionnent de sérieux déboires. L'électricité est une fée délicate et les vérificateurs de l'avenue Gambetta passent quelquefois des heures à localiser la panne provoquée par l'inattention ou l'inexpérience d'une soudeuse de Vendôme ou des Andelys. Les directeurs parisiens de la fabrication sont les premiers à formuler tout haut leurs appréciations peu flatteuses sur les méthodes de travail de leurs homologues de province.

La direction de la firme a fait la part du feu. Elle sait sans doute fort bien quels dangers recèle pour la productivité l'utilisation d'une main-d'œuvre de rabais. Mais elle sait aussi qu'il s'agit là d'une période transitoire : il n'est pas d'exemple que des O.S. habitués sans cesse aux mêmes gestes quotidiens n'arrivent à acquérir la dextérité convenable.

A certaines périodes de la vie d'une entreprise, la production passe avant la productivité. L'examen des schémas de production de la firme prouve que sa brusque flambée d'activité ne lui a pas permis jusqu'ici d'atteindre la régularité voulue, ni d'augmenter sensiblement ses cadences de finition. C'est en tout cas

ce que démontre le tableau ci-dessous qui porte sur une période allant de septembre 1956 à janvier 1958, par rapport à une donnée de référence calculée sur plusieurs mois de l'année 1954.

Les chiffres de quelques mois manquent... ils ne peuvent changer en tout cas la tendance générale. Il convient de remarquer que les chiffres anormalement bas de certaines productions (le Photo-lecteur par exemple) s'expliquent par le peu d'intérêt porté par la firme à ces fabrications annexes. (Voir tableau page suivante.)

D'après ce tableau, nous constatons que pour les machines déjà fabriquées en 1953, la production a pratiquement doublé, c'est notamment le cas pour les machines les plus cotées et les plus chères de la Bull : Tabulatrice, Poinçonneuse connectée, Rect. Reprod., Calculateur Gamma. Nous voyons par ailleurs que de nouvelles fabrications ont été entreprises; telle l'Interclasseuse Remington-Rand, fabriquée par Bull en application de l'accord de cession réciproque de brevets qui la lie à la grande marque anglaise.

Cependant, si l'on y remarque de près, on s'aperçoit qu'en 1954, la Compagnie Bull occupait dans son usine parisienne 2.450 personnes contre 3.300 en 1957, l'usine de Saint-Quentin (850 employés) n'avait pas encore commencé son activité; celles de Vendôme, Les Andelys et Mouy, qui venaient de démarrer, n'employaient guère qu'une cinquantaine d'ouvriers au total (elles en comptent aujourd'hui près d'un millier). C'est dire qu'une production double a été obtenue avec un personnel également doublé [5]. L'augmentation de la productivité aurait donc été quasiment nulle. Si nous examinons certains chiffres, nous sommes amenés à faire des

5. Ces constatations sont cependant faussées par l'ignorance dans laquelle nous sommes du volume des fabrications retirées aux façonniers et réparties à l'intérieur de l'entreprise. Il faudrait, évidemment, pour établir l'indice exact du volume de la production par rapport au nombre d'ouvriers, faire entrer en ligne de compte les ouvriers des entreprises façonnières de la Bull avant la décentralisation, et qui montrerait sans doute, malgré l'augmentation des effectifs, une légère augmentation de la productivité. Le chiffre de ceux-ci est, de toutes façons, beaucoup moins important que celui des embauches supplémentaires. Mais il ne faut pas oublier que les firmes calculent en prix de revient, et non par tête d'ouvrier. Il n'est pas indifférent que le travail d'un professionnel parisien à 350 francs de l'heure soit remplacé par celui d'un O. S. vendômois à 132 francs. Nous verrons en conclusion que le rapport chiffre d'affaires-salaires, malgré l'augmentation des effectifs, accuse une baisse continue de ce dernier élément (39,1 % en 1953, 24,76 % en 1957).

Machines	Septembre 56	Novembre	Décembre	Janvier 57	Février	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août (C. P.)	Septembre	Octobre	Décembre	Janvier 58	Moyenne 57 (Août excepté)	Moyenne 54.
Tabulateur	25	30	35	33	30	31	31	27	32	12	30	33	32	31	31	14
Poinçonneuse Connectée	26	29	35	35	28	32	27	24	28	10	31	34	33	38	31	16
Rectifieuse Reproductrice	14	17	15	17	17	18	20	12	16	7	15	19	20	25	20	7
Photo-Lecteur	2	3	3	2	2	2	3	0	2	0	3	6	1	5	3	—
Calculateur Gamma	7	11	6	6	6	6	13	7	12	6	22	16	11	14	12	6
Interclasseuse Bull	16	19	14	19	18	17	20	19	21	9	26	24	23	22	20	17
Interclasseuse R.R.[1]	—	23	20	30	22	32	28	28	27	18	24	27	36	38		—
Trieuse	20	19	19	19	18	18	18	—	15	5	—	12	18	13	14	11
Traductrice	8	10	10	10	6	8	8	9	16	5	15	12	13	9	11	—
Reporteuse	3	4	7	6	5	6	11	6	8	4	6	4	6	6	6	—
Calculatrice A.E.T.	—	—	—	—	—	1	2	2	1	1	0	3	2	—	2	—

1. Machine sous licence Remington-Rand, fabriquée par Bull, par accord cession de brevets.

constatations intéressantes : nous voyons par exemple la production accuser un trés net fléchissement au mois de juin. Il n'est pas interdit de penser, il nous a été impossible d'en avoir confirmation ou infirmation, qu'un certain absentéisme s'est manifesté dans les usines de Vendôme et des Andelys, où travaillent en majorité des femmes et jeunes filles de la campagne environnante, à l'époque où l'on coupe les foins dans ces régions. Les mois de novembre, décembre et janvier 1957 marquent le démarrage des fabrications Bull à l'usine de Saint-Quentin. A cette époque, la direction de Bull, en même temps qu'elle mettait en place un cadre de maîtrise « maison » formé aux méthodes et aux besoins de l'usine Gambetta, procédait à un embauchage massif dans l'agglomération quentinoise. Aux 150 professionnels de la Mopco, allaient s'adjoindre un grand nombre d'O.S. venus soit de la campagne environnante, soit de l'industrie artisanale du meuble, autrefois prospère dans cette région et aujourd'hui à peu près disparue. De février à juin, la production fut ralentie avenue Gambetta par les retards de livraison de câblages électriques fabriqués à Mouy. L'usine de Mouy, à peu prés exclusivement composée d'un personnel féminin agricole, en était également à sa période d'essai. La prime de production trimestrielle, que perçoivent les ouvriers des établissements parisiens, est tombée de 14 à 12 points 1/2, et la direction, en acceptant le rajustement de 2 points supplémentaires, admit explicitement que la baisse de la courbe de production était due aux difficultés rencontrées dans les usines de province. Nous constatons par contre depuis le mois d'octobre une très nette recrudescence de productivité. Celle-ci semble, pour presque tous les modèles de machines, faire un bond. En comparant les deux mois équivalents de janvier 1957 et janvier 1958, à personnel sensiblement égal, nous trouvons les chiffres suivants :

Poinçonneuse-connectée	35	à	38
Rectifieuse-reproductrice	17	à	25
Calculateur Gamma	6	à	14
Interclasseuse Bull	19	à	22
Interclasseuse R.R..................	30	à	38

Ces chiffres sont d'autant plus significatifs qu'il s'agit précisément là des machines les plus complexes, celles qui exigent l'appareillage électrique le plus perfectionné. Or, nous enregistrons à la même époque un accroissement très sensible de la productivité à

l'usine de Vendôme, spécialisée, on le sait, dans le montage des relais :

Au contrôle des petits relais :

900 par jour en janvier sur 2 machines.
1.100 par jour en octobre sur une seule machine.
Aujourd'hui, chaque ouvrière assure 1.300 par jour.
Au réglage des relais :
200 par jour en janvier.
350 par jour + 400 une fois par semaine en octobre.

Ces temps, imposés par le chronométreur, ont été obtenus par la seule accélération des cadences de manutention, sans intervention de nouvel outillage. Selon une technique fréquemment utilisée à Vendôme, et bien connue de toutes les usines, la cadence générale a été alignée sur les pointes effectuées par quelques ouvrières particulièrement « enragées ». Ces « bourrages » intensifs n'ont cependant pas entraîné de malfaçons supplémentaires graves. On peut penser que le personnel féminin de Vendôme et des Andelys a dépassé maintenant le stade « sélectif » et que les calculs des dirigeants de la Bull étaient justes.

Les sociologues du travail ont depuis fort longtemps constaté le phénomène de la « déqualification ». Dans des observations faites en 1945 dans les principales usines américaines, Georges Friedmann notait que la pratique du « training on job », formation sur le tas, si généralement pratiquée dans les entreprises modernes, ne pouvait en aucun cas être assimilée à une véritable formation professionnelle. Cependant, après deux ou trois jours de mise au courant, les nouveaux arrivants sont mis sur la ligne de production et au bout de soixante jours environ, leur rendement peut concurrencer celui de leurs camarades les plus entraînés.

Contrairement aux fallacieux espoirs que continuent d'entretenir la plupart des militants syndicaux, eux-mêmes issus de la vieille couche des ouvriers professionnels, la formation professionnelle n'est plus, avec les progrès de la technologie, indispensable. La plupart des spécialistes des bureaux de méthode pensent même qu'elle est plus nuisible qu'utile au rendement. L'usine de la Bull à Saint-Quentin, où se côtoient les deux types d'ouvriers, nous offre un exemple saisissant de cette constatation : un certain nombre de P2 ou P3, provenant des anciens établissements Mocpo, continuent d'opérer sur les machines Bull; ils bénéficient ainsi

de la qualification acquise antérieurement, sans pour autant que leur travail soit qualitativement différencié du travail demandé aux O.S.2 nouvellement embauchés. Bien que leur salaire de base soit sensiblement plus élevé (286 francs de l'heure à un P3 pour 230 de moyenne à un O.S.2) le calcul des bonis, ici fixé à 1,80 F du point, arrive à rétablir l'équilibre. Un O.S.2, embauché depuis moins d'un an, et formé en quelques jours à l'usine, obtient fréquemment un rendement de beaucoup supérieur à celui du professionnel, et arrive ainsi à une rémunération mensuelle égale ou supérieure, pour le même nombre d'heures de travail.

A Paris, l'évolution est la même et la direction de Bull a été amenée à créer, afin de tourner les classifications officielles, de nouvelles catégories « maison », telles celles des metteurs au point, qui aboutissent à réduire la différence entre les O.S. et les professionnels.

Ainsi, la « déconcentration », non seulement apparaît aux entreprises comme un moyen d'échapper aux conséquences de la conjoncture expansive de l'industrie sur le prix de la main-d'œuvre, mais elle lui permet, en employant du personnel « vierge » de toute tradition de métier, d'obtenir une productivité supérieure à celle qu'elle pourrait atteindre avec des ouvriers professionnels. Le cynisme de W. Taylor qui réclamait pour la production des « gorilles apprivoisés » n'est plus de mise aujourd'hui dans les milieux « néo-capitalistes ». Mais « la conscience du but » n'a pas changé : il s'agit bien toujours de développer au maximum chez le travailleur les aptitudes machinales et automatiques, briser l'ancien concept psychique et physique du travail professionnel qualifié qui réclamait une certaine participation active de l'intelligence, de l'initiative, du goût de l'ouvrier et réduire les opérations productives au seul aspect machinal. En France comme en Italie, le poids des traditions artisanales, l'héritage culturel de la classe ouvrière, le mépris de la fabrication de « série » a longtemps pesé sur les opérations productives. La législation sociale, fruit de longues batailles du mouvement ouvrier, a protégé « le métier » plus longtemps qu'ailleurs. Mais cette situation ne pouvait se prolonger lorsqu'il s'agissait pour les capitalistes français de résister à l'envahissement du marché par la « mass production » américaine. Les lois objectives de l'économie ont balayé les résistances les plus tenaces. Seuls certains journalistes « officiels » continuent à dissimuler pudiquement la liquidation

du travail professionnel : dans un des récents numéros du *Monde*, sous le titre « Le progrès technique crée plus d'emplois », un de ceux-ci affirme gravement : « Le transfert de main-d'œuvre s'accompagne évidemment d'une amélioration de la qualification des travailleurs employés. » L'exemple des diverses usines Bull montre éloquemment la valeur de ce truisme. Il nous a permis de prendre sur le vif, en coupe, les modifications profondes qui s'opèrent à l'intérieur de la classe ouvrière française, tant du point de vue de sa composition d'origine que de sa structure professionnelle. Et en même temps, de constater, comme le fait Léonardi dans le rapport cité plus haut : « On a donc assisté à une dévaluation du vieux capital professionnel qui constituait la base la plus consciente politiquement et syndicalement. » Le manque de temps et de moyens matériels nous a empêché, ici, de porter nos investigations sur toutes les usines de la Bull et les observations que nous avons pu faire portent sur trois d'entre elles seulement : Paris, Vendôme et Saint-Quentin. Mais si Paris présente un caractère unique, l'usine de Vendôme se définit à peu près par les mêmes caractéristiques que celles des Andelys et de Mouy. Saint-Quentin, qui s'est trouvé vraisemblablement incorporé pour des raisons de nécessités immédiates, a un intérêt particulier du fait de la coexistence des deux catégories de travailleurs dont nous parlions tout à l'heure.

Les nouveaux emplois

L'usine de l'avenue Gambetta, nous l'avons vu au début de cette enquête, a profondément changé de caractère au fur et à mesure de l'extension de la société Bull. La petite usine d'avant-guerre, qui occupait 150 personnes en 1935, est devenue le cerveau, le régulateur d'une production déconcentrée. La fabrication elle-même qui, avant la déconcentration en 1950, occupait 848 ouvriers, s'est déplacée dans les usines de province. Au contraire, les services administratifs, techniques et commerciaux ont suivi le gonflement des activités de la firme. L'évolution des collèges depuis 1950 le démontre éloquemment :

En 1950, le personnel ouvrier représentait près de 50 % de l'effectif total de l'usine; l'ensemble des services de direction, de recherches, et du secteur administratif et commercial le reste. En 1958, il ne représente plus qu'un peu plus du cinquième. Le deuxième collège, depuis 1957 dépasse en effectif le premier collège

Année	1er Collège	Ouvriers	Employés adm.	2e Collège Cadres comm. techn.
1950 ..	1.005	848	157	699
1952 ..	1.075	?	?	888
1953 ..	1.313	?	?	973
1954 ..	1.301	997	304	1.044
1955 ..	1.301	958	343	1.201
1956 ..	1.336	936	400	1.296
1957 ..	1.325	——	——	1.561
1958 ..	1.474	996	478	2.060

tout entier et cette progression ne fait que s'accroître. La composition du deuxième collège est elle-même révélatrice : il se décompose comme suit :

484 Cadres (directeurs, chefs de services adm. et comm., ingénieurs.)

108 Agents de maîtrise.

320 Agents techniques et commerciaux (il s'agit d'une espèce particulière de techniciens chargés d'entretenir les rapports avec la clientèle et de l'orienter).

177 Agents techniques essais, laboratoire, mise au point machines.

737 Entretiens-clients (réparateurs des machines en circulation).

96 Calqueurs-dessinateurs.

137 Bureau d'organisation et méthodes (service de la productivité.)

On voit apparaître ici, sous des noms divers, la couche « supérieure » du prolétariat, celle à laquelle, manifestement, pense le journaliste du *Monde.* Outre les agents de maîtrise, dont une bonne partie est issue du prolétariat, et, dans le cas précis, formé à cet emploi « dans la maison », on peut considérer que les 320 agents techniques et commerciaux, les 177 agents techniciens essais labo mise au point, les 737 « Entretiens-clients » et une bonne part des calqueurs-dessinateurs sont d'anciens ouvriers ou des fils d'ouvriers formés dans les écoles professionnelles. Une grande partie des « inspecteurs de ville », c'est le nom donné au service « entretien-clients », est composée d'anciens ouvriers de l'usine, jeunes professionnels sortis des cours pour la plupart, qui, à force de mettre au point des machines de la maison, en ont acquis la totale maîtrise. Cette maîtrise est utilisée, non plus dans la pro-

duction qui s'en passe, mais dans le secteur commercial. Ce corps de polyvalents spécialisés dans le dépannage et la réparation des mécanismes complexes des machines Bull constitue la meilleure organisation de « placiers » qui soient. Il en est de même des agents techniques et commerciaux. Fort bien payés, gratifiés de frais de représentation, ces « démonstrateurs-réparateurs » n'ont plus de rapports avec l'usine qui les a formés. Il s'agit bel et bien d'un nouveau métier, d'une nouvelle profession qu'on ne peut ni assimiler à une profession commerciale — ils ne « vendent » pas — ni à une profession industrielle, mais qui ressemble fort, par certains côtés, aux vieux métiers artisanaux de jadis. Friedmann[6] a noté, à l'United Shoe Machine Corporation aux U.S.A. l'apparition de ces outilleurs « exclusivement spécialisés sur un petit nombre de machines et à la limite sur une seule machine, elle-même complexe et très particulière ».

L'extension de ce type de spécialistes, et la complexité de l'outillage utilisé dans les grandes usines y appelle, aura-t-elle pour résultat la diminution du nombre des mécaniciens professionnels, comme le pense Friedmann ? Si l'on s'en tient aux machines Bull, il est certain que leur emploi, d'usage autant commercial qu'industriel, est à la base de l'introduction de l'automation dans les bureaux et les administrations. Le nombre de nouveaux emplois crées par ces machines, dont on parle tant en ce moment — compense-t-il le nombre d'emplois spécialisés et qualifiés supprimés par elles [7] ? C'est on ne peut plus douteux.

Toujours est-il qu'à l'intérieur de l'usine Bull, ces emplois attirent les jeunes ouvriers comme des aimants.

Il n'est pas indifférent de constater que, pour l'instant, cette catégorie de travailleurs conserve un haut niveau de conscience syndicale, voire politique. La proportion de syndiqués y est beaucoup plus forte que dans le personnel des ateliers. Faut-il voir là un héritage des traditions de l'ouvrier professionnel, ou simplement la conscience d'être indispensables à l'activité de leur firme

6. *Où va le Travail Humain?* Gallimard, 1956.

7. A la Bourse de Paris, la Compagnie des Agents de Change utilisait en 1948 un effectif global de 6.000 personnes pour effectuer des transactions de l'ordre de 300 milliards de francs par jour; alors que le total des opérations boursières dépasse aujourd'hui 1.100 milliards, les effectifs ont été ramenés à 4.000 employés depuis l'installation du Central mécanographique, équipé de calculatrices Bull et I.B.M., utilisant 50 employés.
(Chiffre cité par Cl. Vincent et W. Grossin : *L'enjeu de l'automation*, *E.S.* , 1958.)

leur donne-t-elle plus d'assurance, plus de mordant revendicatif? Leur attitude en présence d'un conflit généralisé, dans lequel leurs intérêts catégoriels ne seraient pas en jeu, donnerait seule la déterminante de ce comportement.

La politique de sélection dans le personnel de l'usine est à la Bull une donnée constante. Les jeunes ouvriers manifestant un intérêt, non pour leur travail, mais pour les caractéristiques techniques de la fabrication sont poussés vers des postes de maîtrise ou des emplois techniques. Dans une entreprise en expansion aussi constante, l' « ouverture » est très large. On cite couramment dans la maison l'exemple d'un jeune ajusteur de vingt-trois ans, sorti de l'École professionnelle et embauché à la Bull comme chrono, passant au bout d'un an chrono-analyseur, chef d'équipe pendant six mois, envoyé comme moniteur à l'usine de Saint-Quentin, et se retrouvant quatre ans après responsable du secteur électrique et mécanique de l'entretien. Son salaire avait, durant ce laps de temps, plus que doublé, passant de 42.000 à plus de 100.000 francs par mois. Le directeur de l'usine des Andelys est entré à la Bull comme technicien; nommé chef de l'outillage (niveau d'un chef d'équipe à 60.000 francs par mois), puis adjoint au chef d'entretien, il ne lui fallut que trois ans pour se retrouver dans le bureau directorial de l'usine normande. Le chef d'entretien adjoint qui le précédait, ancien préparateur, dirige l'usine de Mouy. Il s'agit certes là de cas exceptionnels et de personnalités douées à la fois d'une solide appétence technique et de cette « souplesse » d'esprit, sans laquelle il n'est pas permis, dans l'industrie moderne, de s'élever aux postes responsables. Néanmoins, il n'est pas niable que ces « réussites sociales » s'imposent d'emblée à l'attention des jeunes ouvriers. Elles contribuent à la fixation du personnel à la firme. Elles limitent au maximum les conflits sociaux : on ne risque pas ses chances d'avenir pour une petite augmentation.

La direction de la Bull entretient en permanence des cours professionnels; ils sont destinés à former les « mécaniciens d'entretien » dont nous parlions plus haut. Des cours théoriques et pratiques en vue de la préparation des électroniciens sont également régulièrement donnés à ceux des ouvriers qui sont attirés par ces emplois nouveaux. Le passage du secteur ouvrier au secteur maîtrise se fait également par d'autres voies. Un certain nombre de professionnels — jeunes de préférence — se voient confier des

postes de moniteurs. A eux impute le soin du « training on job », pratiqué couramment tant à Paris que dans les usines de province. Les moniteurs recherchent tout particulièrement les postes de province pour lesquels ils bénéficient d'une prime de déplacement de 2.000 francs par jour. La quasi-totalité de la main-d'œuvre nouvellement embauchée à Saint-Quentin, à Vendôme, aux Andelys et à Mouy a ainsi été formée en quinze à vingt jours par des P2 de l'usine Gambetta. Les fonctions de moniteurs préparent donc directement l'accès aux postes de maîtrise.

Ainsi, s'explique le passage incessant du 1er au 2e collège. L'usine parisienne fonctionne comme « école de cadres » des usines régionalisées. Les ouvriers professionnels les plus ambitieux ont la possibilité de monter. Ils tendent à constituer, entre la direction et les ouvriers, une couche particulière, privilégiée, dont la vie se trouve liée à l'extension de la Compagnie.

Le même processus de formation d'un « personnel-maison » se retrouve — dans les ateliers proprement dits — dans l'existence de catégories professionnelles propres à la Bull et à ses fabrications. Il existe dans l'usine parisienne des classifications de « Metteurs au point » qui ne se retrouvent dans aucune autre usine et ne sont applicables qu'à ce type d'industrie. Ces « Metteurs au point », divisés en quatre « classes » et en catégories « électromécanicien » et « électronicien » sont en fait, non des ouvriers polyvalents analogues aux professionnels, mais des opérateurs spécialisés sur un certain type de machines qu'ils ont appris à connaître parfaitement, mais qui sont incapables, dans la plupart des cas, de s'adapter à une qualification analogue sur d'autres types de machines [8].

Cependant à l'intérieur de la Bull, elle leur permet d'atteindre un salaire supérieur à celui de la catégorie officielle de la métallurgie à laquelle ils peuvent prétendre.

Un Metteur au point Classe A [9], classé officiellement OS2. touche un tarif de base horaire de 187 à 200 francs. Le tarif OS2 oscille entre 163, pour l'OS2 minimum à 180 pour l'OS2'.

8. Les « metteurs au point » de la classe A, B, C, passent il est vrai des examens comportant un certains nombre de questions théoriques nettement supérieures à celles exigées dans les cours professionnels d'électricité. Mais ils n'ont pas à résoudre pratiquement les problèmes ainsi posés. Le reste de l'examen se passe sur les machines qu'ils connaissent. La partie théorique, générale de leur formation se limite ainsi à des « questions de cours » sans applications pratiques; elle est aussi vite oubliée qu'apprise.

Un metteur au point Classe B est payé 208 à 224 francs de l'heure, alors que la catégorie P1, à laquelle il est assimilé, ne perçoit que de 188 à 199 francs. Même dénivellation pour la classe C (226 à 238 francs) contre 210 à 225 dans la catégorie P2 correspondante. Enfin les électroniciens classe D, avec un tarif horaire de 237 à 247 francs de l'heure, dépassent le tarif des P3 (235 à 244) alors que la plupart d'entre eux restent assimilés à la catégorie P2.

Ainsi, un OS2, formé sur le tas par les entraîneurs maison, peut accéder à la classification Metteur au point — c'est ce que choisissent la plupart d'entre eux, et en gravir les différents échelons — sans pour autant changer de catégorie professionnelle officielle. Inutile de préciser que rares sont ceux qui abandonnent la maison ou qui risquent, par une attitude de « non-coopération », de s'en faire chasser.

Le climat social de l'usine Gambetta est donc « sain ». La possibilité d'accéder à de meilleurs emplois, si rare dans la grande industrie, constitue un barrage efficace au « mauvais esprit ». Elle est le plus sûr moyen d'attacher les jeunes ouvriers à l'entreprise. D'autant qu'un ingénieux système de « suggestions », analogue à celui pratiqué en U.R.S.S., vient donner un adjuvant supplémentaire à l'esprit de « coopération ». Chaque ouvrier est encouragé à faire au Bureau des Méthodes toutes les suggestions qu'il a pu formuler concernant les procédés de rationalisation du travail comme l'amélioration des machines fabriquées. Les remarques jugées intéressantes sont primées; on m'a montré l'autre jour un ajusteur de vingt-trois ans qui venait de recevoir une prime de 60.000 francs pour une « suggestion retenue ».

Mais il serait totalement erronné de voir dans la participation des ouvriers à ce système le seul effet de l'individualisme, du désir d'accéder à un emploi mieux payé. En fait, c'est l'intérêt même des machines, le goût inné chez les fils d'ouvriers pour la technique, encouragé depuis leurs années d'école primaire par les revues de vulgarisation scientifique et technique, qui est le meilleur stimulant. L'électronique, avec ses immenses possibilités, enthousiasme les jeunes qui passent leur vie au milieu des Calculateurs Gamma. Le goût de la technique moderne, non seulement assure l'attachement des ouvriers à l'entreprise plus que tous les vieux procédés paternalistes, mais encore sert d'adjuvant à la productivité :

9. Barème de salaires du 1er mars 1958.

Il y a un an, la direction de chez Bull mettait au point le tambour magnétique. Une équipe de jeunes est venue travailler le samedi matin, puis l'après-midi — sans que quiconque le leur ait demandé, mais parce qu'ils avaient hâte de voir fonctionner le merveilleux appareil. Aussi sont-ils revenus à l'usine la nuit du samedi au dimanche, ont continué toute la journée du dimanche et le soir, se sont aperçus qu'ils avaient oublié de manger le midi!

Un autre jeune, à qui le délégué syndical demandait des détails sur sa feuille de paie, haussa les épaules et répondit : « Moi, je m'en fous, des histoires de paye, ici, c'est la technique qui m'intéresse. » Comme quoi le stakhanovisme ne nécessite pas obligatoirement la propriété collective des moyens de production [10] !

Nul doute que ces jeunes ouvriers sont appelés demain à devenir des techniciens de l'électronique. A plus ou moins brève échéance, ils vont quitter les ateliers, revêtir la « blouse blanche ».

Mais, dans l'usine parisienne elle-même, le processus de surqualification de la couche supérieure, ou plus exactement de « sur-spécialisation » s'accompagne d'un processus inverse de « déqualification » ou de « non-qualification » de la masse des O.S.

L'évolution du personnel ouvrier montre que le nombre de professionnels utilisés dans l'usine diminue par un passage incessant dans le 2e collège, postes de maîtrise ou postes « extérieurs », tandis que celui des O.S. se maintient. Les embauches de professionnels de la métallurgie sont relativement rares. Bien que fondamentalement différente en principe, la politique de « sélection » et celle de la « non-qualification » aboutissent toutes deux à assurer cette « INTÉGRATION VOLONTAIRE » dont parlait Leonardi. Alors que la couche supérieure trouve, dans une spécialisation étroitement déterminée par les techniques de la firme, l'occasion d'une promotion sociale qu'elle n'a aucune chance de retrouver ailleurs, la couche inférieure, formée à quelques gestes spécifiques et recrutée dans un milieu technologiquement inéduqué, ne peut espérer non plus se « reclasser » ailleurs. Nous trouvons là la marque de la « formation sur le tas ». De nombreuses femmes, sans aucune qualification, travaillent au bobinage. La plupart d'entre elles,

10. Ce genre de pratique n'est pas à la Bull d'un usage courant. La tendance y est plus à l'uniformisation du rendement qu'aux pointes et à l'utilisation des heures supplémentaires. Il s'agit là d'un « coup de collier » exceptionnel dû à la livraison sur le marché d'un nouveau produit. Nous citons cet exemple pour donner « le climat ».

n'ayant subi que quelques jours de formation rudimentaire, appelées à exercer en permanence une tâche spécialisée sur travaux simples se limitant à un petit nombre d'opérations manuelles (5 à 6 en général) se sentent incapables d'exercer la même tâche ailleurs. La majeure partie des O.S.2 — cette classification est en général accordée au bout d'un mois de production — plafonnent dans cette spécialisation étroite et n'ont d'autre espoir d'améliorer leur salaire qu' « en bourrant ». les cadences. Encore que la direction n'utilise cette méthode qu'avec discernement, lorsqu'elle juge nécessaire de rajuster les temps généraux. Toujours est-il que le personnel féminin, dénué dans la plupart des cas d'ambition professionnelle, obtient dans les travaux individuels et sur les chaînes un rendement supérieur à celui des ouvriers masculins plus accrochés professionnellement. Le Bureau des Méthodes de la Bull a tenu compte de ce phénomène dans le recrutement de son personnel provincial.

Nous avons vu pourtant que la déconcentration aboutit progressivement à enlever de l'usine parisienne les éléments de la fabrication pour les répartir dans les usines de province. Et, en ce qui concerne le personnel semi-spécialisé, la firme y trouve de gros avantages. Aussi voit-on se produire à la Bull un passage constant du secteur productif au secteur tertiaire. Les ouvriers semi-qualifiés sont fréquemment — une fois leur atelier transféré — affectés à des tâches subalternes de bureau. Les perçeuses. O.S.2', quelquefois P1, après le déplacement de leur chaîne en province, sont passées au service des archives. La conscience de leur insuffisance technique, plus que le maintien de certains avantages d'ancienneté, a incité ces ouvrières à accepter un emploi moins bien payé, et sans aucun avenir, plutôt que de rechercher un emploi, équivalent dans l'industrie. Notons cependant qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène général. Le tableau de rotation du personnel de l'année 1957 montre que, pour les catégories inférieures, le « turnover » atteint encore, dans l'usine parisienne, des proportions importantes. Les ingénieux systèmes de « services sociaux », relativement peu développés d'ailleurs à la Bull, les primes à l'ancienneté et autres vieilles méthodes s'avèrent inefficaces à compenser la vie morne et sans horizons des couches inférieures des ouvriers de l'entreprise.

Les conditions de salaire et de travail n'étant pourtant à la Bull ni meilleures ni pires que dans la majorité des entre-

TABLEAU DE ROTATION DU PERSONNEL DE LA C.M.B. EN 1957

Classifications	Effectif total Moyenne 57	Départs	%	Années de maison											
				— 1 mois	1 à 6 mois	6 mois à 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 à 7 ans	7 à 8 ans	8 à 10 ans	+ de 10 ans
Cadres	277	19	7,58 %												
Techniciens	530	36	6,79		3	3	7	4	2	4	6		4	1	3
Service Entretien Clients	665	12	1,8	1	1	2	1	1		1				3	2
Agents techn. Mécan.	212	31	14,62	1	6	7	3	4	3	1			2	2	1
Employés administratifs	613	118	19,25	11	21	16	28	13	9	6	2		1	4	5
Ouvriers	1.034	154	13,92	15	21	10	27	10	7	12	9	9	5	16	13
— OS															
— P1, P2, P3															
— Metteurs au point															
Total	3.331	370	10,71	29	51	39	66	31	23	24	16	9	13	26	25
Hommes			9,89												
Femmes			16,97												

Départs non volontaires 102
- Insuffis. prof. : 38
- Discipline : 23
- Décentralisation : 9
- Placement extérieur : 14
- Fin de Contrat prov. : 10
- Retraite : 8

Départs pour cause d'insatisfaction 156
- Salaires insuffis. : 52
- Carrières bouchées : 47
- Rapports av. chef : 5
- Condit. travail : 17
- Manque d'intérêt : 35

Raisons personnelles
- Trajet : 8
- Santé : 20
- Famille : 34
- Situation inespérée : 5
- Décès : 10

Mobiles divers : 15

prises de la région parisienne, nous sommes amenés à conclure — et les statistiques globales le confirment — que nous nous trouvons là en présence d'un phénomène général. La contradiction dont nous parlions tout à l'heure entre l'attirance d'un marché du travail largement ouvert et la fatigue psychologique des travaux d'O.S. apparaît ici comme ailleurs. L'ouvrier médullaire échappe à l'ennui de son travail en changeant d'entreprise, voire de branche industrielle. C'est pour retrouver ailleurs la même grisaille. Georges Navel constatait dans *Travaux* : « La vieille malédiction demeure; seule la formule a changé : tu gagneras ton pain dans la tristesse et l'ennui. »

En analysant — le tableau de rotation du personnel ci-contre — nous voyons d'abord que la majeure partie des départs s'établit soit dans la période de un à six mois — période d'adaptation classique que l'on retrouve dans toutes les entreprises, soit dans la période de six mois à deux ans (34 %). Ce pourcentage est évidemment très fort parmi les employés administratifs dont la nature d'emploi ne diffère guère dans n'importe quelle entreprise et dont les salaires sont, là comme ailleurs, particulièrement bas. Mais nous voyons aussi qu'il est important chez les O.S. C'est précisément au bout de ce seuil de un à deux ans que la lassitude, l'ennui commencent à se faire sentir; en même temps, il est apparu clairement à ceux-là — qui ne se sentent pas en mesure d'accéder aux emplois nouveaux — que toute montée dans la hiérarchie professionnelle normale leur était interdite. Les annotations : « manque d'intérêt » émanent la plupart du temps d'O.S. Nous voyons par contre le pourcentage infime des départs de « mécaniciens d'entretien », provoqués essentiellement par des causes accidentelles, non volontaires (1,8 %). Le pourcentage des agents techniques et mécaniciens, assez élevé, se trouve en fait moins significatif puisque c'est dans cette catégorie que se situent les déplacements pour placements extérieurs et décentralisation. Enfin, nous constatons que, passé ce laps de temps, les départs se font plus rares dans toutes les catégories; encore, la plupart du temps, les raisons évoquées sont-elles d'ordre personnel ou involontaires.

Ainsi, se dessinent à grands traits les caractéristiques sociologiques du personnel de la Bull parisienne : ils sont, dans une large mesure, déterminés par la structure décentralisée de l'entreprise.

Le personnel proprement ouvrier, horaire, est en diminution relative constante par rapport aux personnel technique et admi-

nistratif. Les efforts de la direction, manifestement, ne se portent pas sur ce problème. Un minimum d'O.S., encadré étroitement par le personnel de maîtrise, suffit à assurer la fabrication voulue. Le « paternalisme » est limité dans ses effets; il se borne à quelques formules de politesse : la direction du personnel a été rebaptisée « Direction du personnel et des relations »; on apprend à la maîtrise à dire bonjour le matin aux ouvriers, à se conduire en « copains » plus qu'en chefs. Les avantages sociaux y sont relativement limités : une retraite complémentaire-maison destinée à assurer le licenciement de vieux ouvriers; une allocation complémentaire de maladie, assurant le complément du salaire minimum interprofessionnel garanti pendant trente-cinq jours ouvrables, et quelques secours, dont la plupart sont imputés aux fonds sociaux du Comité d'Entreprise. L'analyse du système de salaires pratiqué à la Bull montre d'autre part [11] que celui-ci ne permet pas de différences appréciables au-delà du taux moyen. La productivité y est, comme ailleurs, planifiée. Les heures supplémentaires (2, 2% en janvier 58) s'équilibrent relativement avec les heures perdues. La formation professionnelle y est élémentaire.

La situation change du tout au tout en passant aux catégories supérieures. Le recrutement, au sein du personnel ouvrier jeune ou au-dehors, notamment par des « stagiaires » régulièrement rémunérés, de personnel technique et de maîtrise, est la règle. Il constitue l'attrait principal de la Cie Bull. Au bout de cette évolution, que l'introduction de dispositifs automatisés, prévue par un des derniers Conseils d'Administration (28-21-58), viendra sans doute accélérer, l'usine de l'avenue Gambetta ne sera plus qu'une usine de « cadres », les tâches manuelles subalternes étant exclusivement assurées par la main-d'œuvre de province. La formation du personnel des Bureaux d'étude et du personnel d'encadrement, — celle des mécaniciens volants — devient la préoccupation principale des dirigeants parisiens.

11. Sur 329 ouvriers travaillant au boni individuel (rendement en décembre 1957), 257, plus des 3/4, atteignent régulièrement entre 37,5 % et 40 % de boni, 34 entre 32,5 et 35 %. Les cadres de maîtrise surveillant sans arrêt la production, nous pouvons considérer que 40 % est le niveau moyen auquel la direction désire porter l'ensemble de l'effectif. Il est intéressant de constater que ce chiffre est atteint par les deux catégories OS2 maximum et OS2' qui constituent la grande masse des ouvriers.

Le boni fixe que perçoivent les ouvriers de certains ateliers ne travaillant pas au rendement calculé d'après la productivité moyenne de leur section, tourne également autour de ce taux.

Le Bilan de l'entreprise fait apparaître, au cours de ces trois dernières années, l'importance du montant des locations et de l'entretien des machines louées dans le chiffre d'affaires de la société (plus d'un tiers du chiffre d'affaires général). Bien que la Compagnie cherche plutôt à étendre ses ventes, et se tourne pour cette raison vers les marchés étrangers, elle semble se heurter, tant de la part de l'État que des clients privés, à une mauvaise volonté évidente [12]; vraisemblablement, le nombre des machines Bull en location ne fera que s'étendre avec l'extension du marché aux entreprises moyennes. La corporation des « mécaniciens clients » est donc appelée à un brillant avenir.

Si nous raisonnions comme notre journaliste du *Monde*, il ne nous reste plus qu'à chanter Alleluia! Puisque la qualification du personnel de la Bull tend incontestablement à s'élever et de façon spectaculaire : nous n'assistons plus à cette promotion dans la hiérarchie ouvrière, telle que la connaissait l'avant-guerre, qui faisait en une dizaine d'années, cours du soir aidant, le jeune apprenti accéder au métier qualifié, mais à une véritable mutation. Et ce phénomène n'est certes pas particulier à la Bull. Chez Hispano-Suiza, à Bois-Colombes, la proportion Horaires-Mensuels est passée en trois ans de 3.000-1.500 à 2.100-2.000.

Chez Renault à Billancourt, 8.000 personnes sont employées dans les bureaux d'études contre 4.000 il y a quelques années, alors que l'effectif ouvrier est tombé de 40.000 à 27.000.

Mais, pour saisir dans sa totalité la signification exacte de ce phénomène, il faut le replacer dans le contexte général de l'industrie française, et de ce vaste mouvement de « déconcentration » qui essaime, dans les petites villes de la province, voire en pleine campagne, les « sociétés d'exploitation » filiales des firmes parisiennes. Mouvement que l'introduction de l'automation, loin de gêner, ne fera qu'amplifier. Qui porte en son sein, en même temps que la disparition à terme de la notion même d'ouvrier professionnel, les conditions d'un changement fondamental dans la structure de la classe ouvrière, comme de l'ensemble de la structure sociale française. Et oblige à repenser — *mutatis mutandis* — les formes d'organisation et de lutte du mouvement ouvrier, dont les principes n'ont guère changé depuis la Charte d'Amiens.

(*A suivre.*) Serge MALLET

12. Cf. Note 2, page 1364.

Isaac Deutscher

TROTSKY EN 1921 : DÉFAITE DANS LA VICTOIRE

Tel le héros d'une tragédie classique, parvenu au faîte du pouvoir, Trotsky chancelait. Il agissait contre ses propres principes et au mépris du plus solennel engagement moral. Les circonstances, le souci de défendre la révolution, comme son propre orgueil, l'avaient amené dans cette situation difficile. A la place qu'il occupait, il aurait pu difficilement y échapper. Ses démarches étaient la suite presque inévitable de tout ce qu'il avait fait auparavant; et un seul pas, maintenant, séparait le sublime du criminel, — son refus des principes lui-même était encore dicté par un principe. En agissant pourtant comme il le faisait, il ébranlait le sol même sur lequel il se tenait.

Vers la fin de la guerre civile, il inaugura des méthodes d'action que le parti bolchevik et lui-même ne pouvaient mettre en œuvre qu'en luttant contre la résistance des classes sociales qui avaient fait la révolution ou l'avaient appuyée. Les Bolcheviks avaient dénoncé la démocratie bourgeoise comme une imposture cachant l'inégalité des classes sociales et la prédominance de la bourgeoisie. Mais ils s'étaient engagés à soutenir la démocratie prolétarienne, garantissant la liberté d'expression et d'organisation à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre. Aucun chef bolchevik n'avait répété cet engagement aussi souvent et avec autant d'ardeur que Trotsky. Aucun ne le répudia alors aussi franchement. Le paradoxe est d'autant plus frappant qu'au même moment il était résolument opposé à exporter la révolution à la pointe des baïonnettes. Une telle opposition était la conséquence logique du

principe de la démocratie prolétarienne. Si la classe ouvrière d'un pays quelconque devait être son propre maître, il était absurde et même criminel d'essayer de lui imposer « de l'extérieur » un certain ordre social. Mais cet argument s'appliquait *a fortiori* à la classe ouvrière russe : elle aussi aurait dû être le maître dans son propre pays. Mais la politique conçue alors par Trotsky était incompatible avec cette *samodeyatelnost*, cette auto-détermination politique de la classe ouvrière, qu'il avait infatigablement défendue depuis vingt ans et qu'il devait soutenir à nouveau pendant ses dix-sept ans de lutte ouverte contre Staline.

Il lança d'abord la nouvelle ligne politique avec l'accord de Lénine. Mais comme il avançait dans cette voie, il trouva ligués contre lui Lénine et la plupart des Bolcheviks, qui invoquaient les principes de la démocratie prolétarienne. Ses propres idées, désormais, portaient clairement le sceau de ce « substitutisme » (échange des rôles) qu'il avait dénoncé, naguère, comme le principal vice du Bolchevisme, ou plutôt comme la tare héréditaire de la politique révolutionnaire russe. Selon lui, en effet, le parti, éclairé par son intelligence des « tâches de l'heure » et de sa propre « mission historique », devait substituer cette intelligence et cette mission aux souhaits et aux efforts des couches sociales plus larges qu'il avait conduites à la révolution. Trotsky commençait ainsi à ressembler à cette caricature de Lénine qu'il avait jadis dessinée.

Qu'est-ce qui expliquait cette extraordinaire transformation? Qu'est-ce qui amenait le prophète armé et victorieux de la révolution à contredire sa propre prophétie? Avant d'essayer de répondre à ces questions, il faut brosser rapidement le tableau de la situation économique et sociale de la Russie, car c'est sur ce plan que se jouait désormais le drame.

* * *

Depuis la fin de 1919, Trotsky ne consacrait que peu d'attention aux affaires militaires. L'issue de la guerre civile ne faisait plus de doute; et dans la seconde moitié de l'année 1920 il se tint quelque peu à l'écart de la direction de la politique militaire

en raison de ses divergences de vues avec le Politburo sur la guerre de Pologne. Mais, depuis quelque temps déjà, il se préoccupait surtout des problèmes de la reconstruction économique. Il abordait ce nouveau domaine avec l'assurance et la fougue que lui avait données son succès au Commissariat à la Guerre; et il était tenté de lui appliquer les méthodes qu'il avait mises au point et expérimentées dans l'ordre militaire. Le 16 décembre 1919, il soumit au Comité Central un ensemble de projets (« Thèses ») pour la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix. La principale mesure qu'il proposait était la militarisation du travail. Il n'avait rédigé ce document que pour les membres du Comité Central, avec l'espoir de susciter une discussion dans ce cercle restreint. Par erreur, Boukharine publia aussitôt l'article dans la *Pravda*. Cette indiscrétion provoqua une violente controverse publique qui dura jusqu'au printemps de 1921.

Les années de la guerre mondiale, de la révolution, de la guerre civile et de l'intervention avaient abouti à la ruine complète de l'économie russe et à la désintégration de sa structure sociale. Les Bolcheviks avaient dû tirer d'une économie ruinée les moyens de faire la guerre civile. En 1919 l'armée rouge avait déjà épuisé tous les stocks de munitions et autres fournitures. Les industries placées sous contrôle soviétiqué ne pouvaient les remplacer qu'en partie. En temps normal, le Sud de la Russie fournissait du charbon, du fer, de l'acier et des matières premières aux industries du Centre et du Nord. Mais la Russie du Sud, occupée d'abord par les Allemands, puis par Denikine, ne se trouvait que par intermittence et pour de brèves périodes sous le contrôle des Soviets. Quand, vers la fin de 1919, les Bolcheviks y revinrent pour de bon, ce fut pour découvrir les mines de charbon du Donetz inondées et les autres industries détruites. Privés de charbon et de matières premières, les centres industriels du reste du pays étaient paralysés. Même vers la fin de 1920, les mines de charbon fournissaient moins d'un dixième, et les usines métallurgiques moins d'un vingtième de leur production d'avant-guerre. La production des biens de consommation atteignait environ le quart de la normale. La catastrophe était encore aggravée par la destruction des transports. Dans tout le pays les voies de chemins de fer et les ponts avaient sauté.

Le matériel roulant n'avait pas été renouvelé depuis 1914; il avait été à peine entretenu. Inexorablement, les transports se paralysaient. (Notons en passant que ce fut là une des causes de la défaite de l'Armée Rouge en Pologne. Les Soviets avaient enrôlé cinq millions d'hommes, mais moins de 300.000 d'entre eux avaient été engagés dans les derniers combats de la campagne de Pologne. Au fur et à mesure que les armées avançaient, les chemins de fer étaient de moins en moins capables d'amener renforts et subsistances à des distances toujours plus grandes.) L'agriculture aussi était ruinée. Depuis six ans, les paysans n'avaient pu renouveler leur équipement. Au cours de leurs retraites et de leurs offensives, les armées piétinaient leurs champs et réquisitionnaient leurs chevaux. Pourtant, à cause de son caractère techniquement primitif, l'agriculture résistait mieux que l'industrie. Le moujik travaillait avec des *sokha* de bois qu'il pouvait fabriquer ou réparer lui-même.

Les Bolcheviks s'efforçaient d'exercer un contrôle très strict sur ces maigres ressources; de cet effort naquit leur Communisme de Guerre. Ils nationalisèrent toute l'industrie. Ils supprimèrent le commerce privé. Ils envoyèrent des commandos ouvriers dans les campagnes réquisitionner du ravitaillement pour l'armée et les habitants des villes. Le gouvernement était incapable de collecter normalement les impôts; il ne disposait pas des services nécessaires. Pour couvrir les dépenses du gouvernement, la planche à billets fonctionnait jour et nuit. La monnaie se déprécia tellement qu'il fallut payer traitements et salaires en nature. La maigre ration de nourriture constituait le salaire de base. L'ouvrier était également payé avec une partie de sa production, une paire de chaussures ou quelques pièces d'habillement, qu'il allait généralement échanger contre de la nourriture.

Cet ensemble de recours et d'expédients désespérés apparut au parti comme la réalisation même, à une rapidité inattendue, de son propre programme. La socialisation de l'industrie aurait été beaucoup plus lente et plus prudente s'il n'y avait pas eu la guerre civile; mais c'était, de toute façon, l'un des principaux objectifs de la révolution. La réquisition du ravitaillement, l'interdiction du commerce privé, le paiement des salaires en nature, la dépréciation de la monnaie, la volonté du gouvernement de contrôler les ressources économiques de la nation,

tout cela ressemblait superficiellement à l'abolition de cette économie de marché qui était la base du capitalisme. L'économie communiste pleinement réalisée, dont parlaient les manuels marxistes, aurait dû être une économie naturelle où la production et la distribution socialement planifiées auraient remplacé la production pour le marché et la distribution réglée par l'argent. Le Bolchevik avait donc tendance à voir dans l'économie de guerre de 1919-1920 les traits essentiels d'un communisme totalement réalisé. Il était confirmé dans cette opinion par l'égalitarisme rigoureux que son parti prêchait et pratiquait, et qui donnait au communisme de guerre un aspect romantique et héroïque.

En réalité, le communisme de guerre était une parodie tragique de la vision marxiste de la societé future. Cette société devait avoir pour base des moyens de production hautement développés et organisés, et une surabondance de biens et de services. Elle devait organiser et développer les richesses sociales que le capitalisme à son apogée ne produisait qu'irrégulièrement et ne pouvait rationnellement ni contrôler, ni distribuer, ni développer. Le communisme devait supprimer une fois pour toutes les inégalités économiques en élevant le niveau de vie. Le communisme de guerre, au contraire, avait été le résultat de la désintégration sociale, de la destruction et de la désorganisation des moyens de production, d'une raréfaction sans précédent des biens et des services. Il essayait bien d'abolir les inégalités, mais, par nécessité, il les supprimait en abaissant le niveau de vie et en rendant la pauvreté universelle.

Le système ne pouvait pas fonctionner longtemps. La réquisition du ravitaillement et l'interdiction du commerce privé permirent provisoirement au gouvernement de surmonter les difficultés les plus pressantes. Mais à la longue, cette politique aggravait et accélérait la ruine et la désorganisation de l'économie. Le paysan commença à ne travailler sa terre qu'autant qu'il le fallait pour faire vivre sa famille. Il refusa de produire le surplus que guettaient les commandos de réquisition. Quand la campagne refuse de produire la nourriture pour la ville, ce sont les fondements mêmes de la civilisation urbaine qui s'effondrent. Les villes russes se dépeuplèrent. Pour échapper à la famine, les ouvriers gagnèrent la campagne. Ceux qui

restaient s'évanouissaient dans les ateliers des usines, produisaient peu, et volaient souvent ce qu'ils fabriquaient pour l'échanger contre de la nourriture. L'ancien marché traditionnel avait bien été aboli. Mais son bâtard, le marché noir, ruinait le pays en faussant et dégradant, comme par revanche, les relations humaines. Cela pouvait durer encore une année ou deux; mais cela devait inévitablement conduire à l'effondrement de tout gouvernement et à la désagrégation sociale.

Telle était la situation sur laquelle se penchait Trotsky à la fin de 1919. Pour y faire face, il avait le choix entre deux méthodes. Le gouvernement pouvait mettre fin aux réquisitions de récolte et appliquer aux paysans un impôt agricole, en espèces ou en nature. Ayant payé ses impôts, le paysan serait autorisé à disposer de sa récolte comme il l'entendait, pour la consommer, la vendre ou l'échanger. Cela l'aurait poussé à produire des surplus pour la consommation urbaine. Et une fois reprises les livraisons de produits agricoles de la campagne aux villes, on pouvait escompter la remise en marche de l'industrie nationalisée. En vérité, cela eût été la seule vraie solution. Mais une telle réforme impliquait le rétablissement du commerce privé; et cela ne pouvait que faire éclater tout l'édifice du communisme de guerre, dont la construction faisait l'orgueil des Bolcheviks.

L'autre méthode consistait à chercher une solution dans le cercle vicieux du communisme de guerre. Si le gouvernement devait poursuivre les réquisitions et renforcer l'interdiction du commerce privé, il lui fallait augmenter la pression sur la paysannerie, d'abord en l'obligeant à produire plus de nourriture, et ensuite en la réquisitionnant. Il pouvait aussi promettre des récompenses spéciales aux producteurs — vêtements, chaussures, matériel agricole. Mais il ne pouvait le faire avant que les ouvriers affamés n'aient réparé et remis en marche les usines détruites ou tombées en ruines, ni avant qu'ils aient commencé à produire les biens que la paysannerie réclamait. Le gouvernement était donc contraint d'exiger une production industrielle accrue. Incapable d'offrir des encouragements aux ouvriers, il devait leur imposer, comme aux paysans, une contrainte de plus en plus rigoureuse. C'était là un signe certain du caractère utopique du communisme de guerre; il continuait d'ignorer les réalités jusqu'à s'engager dans une impasse et à

ne plus pouvoir se maintenir qu'en renforçant sans cesse les mesures de violence.

Au début, Trotsky n'alla pas au-delà de la politique adoptée. Il se préoccupait de trouver le moyen de regrouper et de ramener à l'industrie la classe ouvrière dispersée. Il y avait les ouvriers partis pour la campagne; ceux qui avaient abandonné un travail qualifié pour un emploi de manœuvre, afin d'obtenir des facilités de ravitaillement; les *déclassés*, enfin, qui se consacraient complètement au marché noir et étaient perdus pour l'industrie. Comment les ramener tous dans leur milieu normal et les réintégrer dans l'appareil productif de la nation? Comme on ne pouvait les attirer par la promesse d'une vie meilleure, Trotsky en conclut qu'il fallait recruter des ouvriers pour les usines comme on recrutait des soldats pour l'armée. Il arriva ainsi, d'une manière tout empirique, à l'idée de la militarisation du travail. La révolution avait proclamé très haut le devoir de travailler pour tous les citoyens, et déclaré que « celui qui ne travaillait pas ne mangerait pas ». L'heure était maintenant venue, pensait Trotsky, de confirmer ce devoir. La révolution avait envoyé des centaines de milliers d'hommes mourir sur les champs de bataille. Elle avait assurément le droit moral d'envoyer les gens dans les ateliers et les mines où il fallait engager une nouvelle bataille pour la vie.

Dans ces « Thèses » que la *Pravda* publia prématurément le 17 décembre 1919, Trotsky liait ce plan, d'une manière caractéristique, à la réforme militaire qu'il envisageait, la transformation de l'armée en un système de milices. Il proposait d'utiliser les organismes de la mobilisation militaire à la mobilisation pour le travail civil. Il est étrange de voir comment son désir de procéder dans l'armée à une réforme très démocratique se combinait avec sa tentative d'introduire cette forme extrême de travail forcé. L'armée devait être pénétrée du sens de la citoyenneté civile. Ses détachements devaient être organisés sur la base des unités de production. D'autre part, le travail civil devait être soumis à la discipline militaire; et l'administration militaire devait fournir la main-d'œuvre aux unités industrielles. Le Commissariat à la Guerre devait assumer les fonctions du Commissariat au Travail.

Lénine appuyait entièrement la politique de Trotsky. Il restait fidèle au communisme de guerre, qui pouvait fonc-

tionner, d'une certaine manière, mais à la condition que les mesures proposées par Trotsky réussissent. Lénine ne s'opposait pas non plus à ce que le Commissariat à la Guerre se chargeât de fournir la main-d'œuvre pour le travail industriel. Il avait dû mettre sur pied de A à Z les différents secteurs civils de son administration; et, après les années de guerre civile, la plupart d'entre eux en étaient encore au stade élémentaire. Le Commissariat à la Guerre avait absorbé les meilleurs hommes; il avait disposé en priorité des ressources du gouvernement; il était dirigé par l'administrateur le plus clairvoyant. Son appareil, puissant et extrêmement efficace, était l'élément le plus solide de l'administration de Lénine, son véritable pivot. Aiguiller le Commissariat vers le travail civil semblait une affaire de commodité administrative.

Dès que ces propositions furent connues, elles déclenchèrent une avalanche de protestations. Aux conférences des membres du parti, des administrateurs et des syndicalistes, Trotsky fut hué comme le « nouvel Arakcheev », comme l'imitateur de ce général de fâcheuse réputation, ministre de la Guerre d'Alexandre Ier et Nicolas Ier, qui avait organisé des colonies agricoles militaires et les avaient menées à la baguette. *Arakcheevshchina* avait toujours été, depuis, synonyme des incursions absurdes de l'imagination bureaucratico-militaire dans le domaine économique et social. Des cris de protestation s'élevèrent dans les journaux bolcheviks. Ils venaient d'anciens associés de Trotsky, Ryazanov et Larine, de Bolcheviks éminents comme Rykov, Milioutine, Nogin, Goltzman, d'autres encore. La lassitude de la guerre civile et l'impatience à l'égard de l'architecte de la victoire venaient se mêler à ces protestations. Comme il arrive toujours dans les périodes de réaction, après la tension et les sacrifices de la guerre, les gens souhaitaient couvrir de lauriers l'artisan de la victoire. Mais ils étaient plus pressés encore de rejeter les rigueurs de la discipline du temps de guerre; et ils cherchaient pour guides des hommes d'un tempérament moins bouillant, doués de talents moins éclatants, mais qui désiraient poursuivre avec plus de douceur l'action entreprise. On entendait de vieux Bolcheviks durcis dans les batailles déclarer qu'ils en avaient assez des impositions de l'armée, que le Commissariat à la Guerre avait assez longtemps maintenu le pays dans la terreur et sucé son sang, et

qu'ils ne voulaient pas favoriser les nouvelles ambitions de Trotsky.

L'affaire atteignit son paroxysme le 12 janvier 1920, quand Lénine et Trotsky parurent devant les chefs bolcheviks des syndicats pour les presser d'accepter la militarisation. Trotsky défendit son propre rapport. Si son Commissariat, dit-il, avait « pillé » le pays et exigé une discipline sévère, il l'avait fait pour gagner la guerre. C'était une honte et un « péché contre l'esprit de la révolution » de le retourner contre lui et d'exciter la classe ouvrière contre l'armée. Ses adversaires étaient satisfaits de la situation économique du pays. Les journaux dissimulaient la situation réelle. « Il est nécessaire de déclarer ouvertement et franchement à tout le pays que notre situation économique est cent fois pire que ne le fut jamais notre situation militaire... Tout comme nous avons lancé le mot d'ordre « Prolétaires, à cheval ! » nous devons maintenant crier : « Prolétaires, regagnez vos ateliers ! Prolétaires, recommencez à produire ! ». Le potentiel de travail de la nation continuait à diminuer et à se dégrader. Il ne pouvait être sauvé, reconstitué et restauré sans l'application de mesures coercitives. Lénine parla dans le même sens. Pourtant la conférence, presque à l'unanimité, repoussa la résolution proposée par Lénine et Trotsky. Deux chefs bolcheviks seulement, sur plus de soixante, votèrent pour. Jamais, dans le passé, Lénine ou Trotsky n'avait subi pareil échec.

Les critiques de Trotsky sur la satisfaction de ses adversaires n'étaient pas injustifiées. Ceux qui le critiquaient ne proposaient et ne pouvaient proposer aucune autre solution pratique. Eux aussi étaient fidèles au communisme de guerre et ils ne désavouaient que la conclusion qu'en tirait Trotsky. Il lui était donc aisé de souligner leur illogisme. Il y avait pourtant dans cet illogisme un certain réalisme et des scrupules valables. Les adversaires de Trotsky refusaient de croire que les rouages de l'économie pouvaient être mis en marche sur l'ordre du commandement militaire et ils étaient persuadés qu'il était mauvais pour un État ouvrier d'agir comme un commando de recrutement forcé à l'égard de sa propre classe ouvrière.

Dans le même temps, la première armée du travail s'organisait, non par la militarisation du travail civil mais par la transformation d'une armée régulière en force de travail.

L'initiative vint du Conseil de Guerre Révolutionnaire de la Troisième Armée, stationnée dans l'Oural. Après sa victoire sur Kolchak, cette armée gaspillait son temps et son énergie dans l'oisiveté. Impossible de la démobiliser et de renvoyer les hommes chez eux, ne serait-ce qu'à cause du manque de transports. Son Conseil de Guerre Révolutionnaire proposa, qu'en attendant, l'armée soit utilisée pour l'abattage du bois, les travaux agricoles et autres tâches. Lénine et Trotsky accueillirent favorablement cette suggestion, qui leur donnait l'occasion d'appliquer leur politique sans rencontrer d'opposition; les syndicats ne firent aucune objection à cet emploi productif de régiments inactifs.

Trotsky espérait utiliser cette expérience comme un point de départ pour l'enrôlement et la direction des travailleurs civils. Rien ne serait plus simple : il suffisait que l'armée, avant de libérer ses hommes, procédât au recensement de leurs qualifications professionnelles; le métier de chaque soldat serait inscrit sur son livret militaire et chacun serait dirigé directement de son point de démobilisation au lieu de travail où on en avait besoin. Trotsky envisageait de combiner le livret militaire du soldat avec le livret de travail de l'ouvrier, — projet qui faciliterait également la formation de milices sur la base des unités de production. C'était une idée ingénieuse. Son seul défaut, sa seule faille, c'était que le soldat libéré, pressé de retrouver sa famille ou de chercher de meilleures conditions de vie, risquait de quitter le lieu de travail auquel on l'avait affecté. Trotsky dressait des plans pour l'organisation de cantines communales destinées à attirer les travailleurs; mais de tels projets n'étaient pas réalisables à une époque de disette et de désordre. Trotsky déployait une invention et une originalité surprenantes, mais son imagination travaillait fiévreusement dans le vide; et ses idées n'avaient aucune prise sur la réalité.

Après l'armée de l'Oural, les armées du Caucase et de l'Ukraine furent mises au travail dans les mines, les forêts et les champs. Trotsky dirigeait toute l'organisation. Le général Bonch-Bruevich était son chef d'état-major; Pyatakov était son représentant dans l'Oural; et Staline, le commissaire en chef de l'armée du travail d'Ukraine. L'organisation maintenait la discipline militaire; et chaque armée du travail

signalait régulièrement ses succès et ses échecs sur le « front ». (Ce fut Trotsky qui, le premier, appliqua des termes, des symboles et des métaphores militaires aux affaires économiques civiles, introduisant ainsi dans la langue russe un style nouveau et vivant, qui se sclérosa plus tard en une sorte de maniérisme bureaucratique qui s'étendit à d'autres domaines.) Les opinions étaient partagées, quant à l'efficacité des armées du travail, — de toute manière, elles n'auraient pu être inférieures au travail civil de l'époque. Les Bolcheviks acclamèrent les armées du travail, surtout après que Trotsky fût parti pour aller apaiser les syndicats et qu'il eût sollicité des armées du travail une coopération amicale avec eux.

Il apportait à ce travail toute sa passion et cet *élan* théâtral qui le poussaient, parfois, à exagérer la portée de ce qu'il faisait et à parer d'un faux prestige ce qui était, au mieux, de regrettables expédients. Voici, par exemple, ce qu'il écrivait dans l'un de ses Ordres aux Armées du Travail :

« Déployez dans votre travail une énergie infatigable, comme si vous étiez en marche ou au combat... Commandants et commissaires sont responsables de leurs détachements, au travail comme dans la bataille... Les départements politiques doivent développer l'esprit ouvrier dans le soldat et sauvegarder le soldat dans l'ouvrier... Le déserteur du travail est aussi méprisable et aussi vil que le soldat qui déserte le champ de bataille. Que l'un et l'autre soient sévèrement punis! Partout où c'est possible, commencez et achevez votre travail au son des hymnes et des chants socialistes. Votre travail n'est pas un travail d'esclave mais une tâche hautement utile à la patrie socialiste. ».

Le 8 février, il partit pour l'Oural avec son état-major, passer sa première inspection des armées du travail. Dans *En route*, le journal de son train, il s'adressait en ces termes aux membres de son état-major :

« L'ancienne organisation capitaliste du travail a été détruite pour toujours. La nouvelle organisation socialiste commence seulement à prendre forme. Nous devons devenir les bâtisseurs conscients et désintéressés de l'économie socialiste. Ce n'est que dans cette voie que nous trouverons le salut et la satisfaction. Nous devons commencer par les fondations... Notre train avance vers l'Oural du Nord, où nous allons consacrer toutes nos forces

à l'organisation du travail, auquel les ouvriers de l'Oural, les paysans de l'Oural et les hommes de l'Armée Rouge... participeront la main dans la main. Du pain pour les affamés! Du charbon pour le froid! Tel est cette fois le mot d'ordre de notre équipe. »

Il venait juste d'écrire ces mots quand, en pleine nuit, il fut secoué par un choc brutal. Son train venait de dérailler au milieu d'une violente tempête de neige. Il resta en vue d'une petite gare pendant toute la nuit et tout le jour suivant, bloqué par des monceaux de neige accumulée. Personne ne vint voir ce qui était arrivé. Les chefs de gare avaient cessé de signaler le passage des trains; même le train du Président du Conseil Supérieur de la Guerre était passé inaperçu. Malgré la menace de cour martiale, personne ne se préoccupait de débarrasser les voies des monceaux de neige qui les encombraient. Cet accident révéla à Trotsky, d'une manière inattendue, le vide qui grandissait autour de la politique et des plans du gouvernement. Les gens avaient sombré dans une apathie sans bornes. Furieux, Trotsky entreprit aussitôt une enquête et soumit l'affaire au tribunal militaire. Mais il ne pouvait s'empêcher de penser que la seule répression ne suffirait pas à secouer l'indifférence et l'engourdissement du peuple. Ses pressentiments s'assombrirent encore pendant son séjour dans la région de l'Oural. Il prit pleinement conscience que l'énergie et la vitalité de la nation se tarissaient à la source même, — dans les fermes, à la campagne.

Il cherchait désormais les remèdes au-delà du communisme de guerre. Il rentra à Moscou, persuadé qu'il fallait rendre à la paysannerie une certaine liberté économique. Il imaginait en termes clairs et précis la réforme qui, seule, pourrait sortir la nation de l'impasse. Il fallait mettre fin aux réquisitions de récoltes. Il fallait encourager les paysans à cultiver et à vendre le surplus de leurs récoltes avec un bénéfice. Le gouvernement et le parti ne se rendaient pas compte de la gravité de la situasion, parce que le dernier ramassage forcé avait rapporté plus que le précédent. Ce fait, il l'expliquait ainsi : après le départ des Gardes Blancs, les réquisitions avaient pu être appliquées à une zone beaucoup plus étendue qu'auparavant. « En général, pourtant, les réserves de nourriture menaçaient de s'épuiser, et aucune amélioration du système des réquisitions

ne pouvait porter remède à cette pénurie. » Cette méthode conduisait à une dislocation, puis à une diminution de la puissance de travail et finalement à une dégradation économique et politique.

Les arguments de Trotsky n'emportèrent pas l'adhésion du Comité Central. Lénine n'était pas prêt à arrêter les réquisitions. La réforme proposée par Trotsky lui parut un saut dans l'inconnu. Le gouvernement, soutenait-il, avait déjà montré trop de hâte à préparer la transition vers la paix : Trotsky lui-même venait d'avertir le Comité Central que la Pologne était sur le point d'attaquer. Il paraissait plus sûr de s'en tenir à la ligne politique qu'on s'était fixée, plutôt que de toucher aux réserves alimentaires de l'armée qui, après tout, avaient été constituées grâce aux réquisitions. Ce n'était pas tout. Lénine et le Comité Central n'avaient pas encore perdu leurs illusions sur le communisme de guerre. Ce système avait rendu de précieux services pendant la guerre et ils espéraient qu'il serait plus utile encore en temps de paix. Trotsky proposait de ramener l'économie aux incertitudes du marché libre. C'était exactement ce que réclamaient les Mencheviks. Ttrosky était-il d'accord avec eux? Était-il devenu un défenseur du libéralisme économique? On le lui demanda. On lui dit que le Parti avait fait un pas en avant dans le sens d'une économie organisée et contrôlée, et qu'il ne pouvait se permettre de faire marche arrière.

Le Comité Central repoussa donc les propositions de Trotsky. C'est plus d'un an plus tard, seulement, quand l'échec du communisme de guerre eut révélé ses tragiques effets, que Lénine reprit les mêmes propositions pour les mettre en œuvre sous le nom de Nouvelle Politique Économique (N.E.P.). On salua alors celle-ci, et on la salue encore, comme un coup de génie de Lénine, un exemple exceptionnel, chez un homme d'État, de décision courageuse et sans dogmatisme. A la lumière des événements, il semble qu'on ait au moins surestimé l'entreprise; et lorsque, plus tard, Trotsky reprocha à Lénine et au Comité Central d'avoir décidé les plus importantes modifications de la politique économique avec un ou deux ans de retard, la critique n'était pas tout à fait imméritée. L'incident montre aussi à quel point est insoutenable la version stalinienne de l'histoire qui fait de Lénine l'ami de la paysannerie et de

Trotsky son ennemi : la réputation de Lénine comme ami du moujik repose d'abord sur la Nouvelle Politique Économique.

Yoffé, ami intime de Trotsky, remarquait dans la dernière lettre qu'il écrivit avant son suicide, en 1927, que la principale faiblesse de Trotsky était de ne pas persévérer dans sa sagesse, surtout quand être sage signifiait être seul. On pourrait ajouter qu'à cette occasion, Trotsky, blâmé pour sa sagesse, retourna à la folie admise, et y persévéra avec une telle ardeur que même les fous la trouvèrent trop folle. Après que le comité central eut rejeté ses propositions, Trotsky renonça. Il ne reprit pas son projet et n'y fit même pas allusion au IX[e] Congrès du Parti, qui se réunit un mois plus tard, à la fin du mois de mars 1920. Il apparut au contraire comme le principe responsable de la politique économique du gouvernement et fit un exposé magistral de l'étape suivante du communisme de guerre. S'était-il persuadé que la révision politique qu'il avait proposée était inopportune? Jugeait-il maladroit de défendre une réforme que les Mencheviks réclamaient aussi? Craignait-il que le parti dans son ensemble ne se montrât pas réceptif? Toutes ces raisons ont sans doute joué un rôle dans la détermination de sa conduite.

L'économie de la nation continuait à se dégrader. La nécessité d'une action radicale se faisait plus pressante. Puisque le Parti avait refusé d'atténuer les rigueurs du communisme de guerre, il lui fallait les renforcer. Trotsky accepta de supporter le poids et l'impopularité de cette entreprise. Le Politburo le pressa de prendre la responsabilité des transports, complètement désorganisés, et lui offrit de l'appuyer jusqu'au bout, quelle que fût la sévérité des mesures qu'il pourrait décider. Trotsky plaida l'incompétence, mais accepta de se charger provisoirement du ministère des transports en plus de celui de la guerre. Il reprit, avec une confiance accrue, le thème de la militarisation du travail. C'était une mesure indispensable, expliqua-t-il au congrès, pour assurer le développement des ressources de la nation et leur intégration dans un plan économique unique. On était encore loin de l'économie planifiée; mais le parti et la nation ne devaient pas s'attendre à y parvenir à petits pas prudents. Dans le passé, la Russie avait toujours progressé par sauts et par bonds; elle devait continuer de même. La contrainte au travail était naturelle-

ment impensable dans un État socialiste pleinement réalisé; mais « *elle atteindrait le plus haut degré d'intensité pendant la période de transition du capitalisme au socialisme* ». Trotsky pressa le congrès d'approuver des mesures disciplinaires dont « la sévérité devait correspondre au caractère tragique de notre situation économique » : les « déserteurs du travail » devaient être versés dans des bataillons disciplinaires ou envoyés dans des camps de concentration. Il réclama aussi des primes d'encouragement pour les meilleurs ouvriers, afin de favoriser « l'émulation socialiste »; il parla enfin de la nécessité d'adopter l'élément progressiste contenu dans le « taylorisme », la conception américaine de la direction et de l'organisation scientifique du travail, dont le capitalisme avait fait un mauvais usage et que les ouvriers avaient raison de haïr, mais dont le socialisme pouvait et devait faire une application rationnelle. Telles étaient ses idées-chocs. Au sein du congrès, une minorité s'éleva contre elles et critiqua avec indignation la tendance autoritaire de la politique de Trotsky. Cette minorité comprenait les « libertaires », les « ultra-gauchistes », les « centralistes démocratiques », sous la direction d'Osinsky, Sapronov et Preobrajensky, tous hommes avec qui Trotsky s'unirait un jour contre Staline. Pour le moment, il était leur principal adversaire et il emporta l'adhésion du congrès.

Peu après, Trotsky exposa à nouveau et développa ces idées politiques devant le congrès des syndicats. Il demanda aux syndicats de discipliner les travailleurs et de leur apprendre à placer l'intérêt de la production au-dessus de leurs besoins ou de leurs exigences personnels. Le Comité Central des syndicats était déjà divisé en deux groupes : l'un appuyait son attitude « productiviste »; l'autre, dirigée par Tomsky, estimait que les syndicats ne pouvaient pas ne pas appuyer les revendications « consommatrices » des ouvriers. Trotsky soutenait, lui, que les ouvriers devaient d'abord produire les ressources qui permettraient de répondre un jour à leurs revendications; et qu'ils devaient se rappeler qu'ils ne travaillaient plus pour les anciennes classes possédantes, mais pour l'État ouvrier. La plupart des syndicalistes bolcheviks savaient par expérience que de telles exhortations ne touchaient pas des hommes qui avaient faim. Mais puisque le parti avait adopté la politique

de Trotsky, ils ne pouvaient s'opposer publiquement à lui.
Au Congrès, les Mencheviks devinrent les porte-parole des mécontents. Ils attaquèrent les armées du travail. Ils refusaient au gouvernement le droit d'enrôler les ouvriers et de les priver du droit de défendre leurs intérêts. Ils affirmaient que le travail forcé était inefficace. « On ne peut pas construire une économie planifiée, s'exclama le Menchevik Abramovitch, comme les Pharaons ont construit leurs pyramides ». Il lançait ainsi la formule que, des années plus tard, Trotsky ressortirait contre Staline. Les Mencheviks étaient sur un terrain solide; et le fait que leur rôle dans la révolution ait été mince, et parfois détestable, n'enlevait rien à la logique ni à la vérité de leur argument. Trotsky lui-même, du fond du cœur, ne pouvait pas les contredire quand ils soutenaient qu'on ne pouvait arrêter le gaspillage de la force productive industrielle tant que les paysans n'auraient pas le droit de vendre librement leurs récoltes.

La réponse de Trotsky à ces critiques ne fut guère autre chose qu'un beau morceau de sophistique. Son intérêt historique réside dans le fait que c'est peut-être la seule tentative sincère de l'histoire moderne de donner une justification logique au travail forcé — les maîtres et les garde-chiourmes actuels ne se donnant pas la peine d'en fournir. L'argument principal de Trotsky fut que, sous n'importe quel régime social, « l'homme doit travailler pour ne pas mourir »; que le travail a donc toujours été une nécessité; et que les communistes devraient aborder cette question sans hypocrisie, puisqu'ils étaient les premiers à organiser le travail au bénéfice de la société tout entière. Il en vint à contester implicitement la signification des différences de forme et de degré que prenait cette obligation au travail sous les différents régimes sociaux. L'homme avait travaillé comme esclave, serf, artisan, paysan indépendant et libre salarié. La contrainte naturelle au travail s'était trouvée adoucie ou aggravée suivant le type des rapports sociaux. L'homme avait lutté contre l'esclavage, la servitude et le capitalisme pour l'assouplir. La Révolution Russe avait promis de transformer radicalement cette contrainte par une organisation rationnelle de l'économie. Si elle ne pouvait tenir sa promesse, à cause de la pauvreté qu'elle héritait, des dévastations de la guerre et du blocus, ce n'était pas sa faute. Mais les Bolcheviks n'avaient pas besoin de répudier ouvertement leurs promesses.

Ce que parut faire Trotsky, quand il déclara aux syndicats que la coercition, l'enrôlement forcé et la militarisation du travail ne constituaient pas simplement des mesures d'exception, et que l'État des travailleurs avait normalement le droit de contraindre n'importe quel citoyen à accomplir n'importe quel travail à n'importe quelle place de son choix.

> « Nous nous orientons désormais vers un mode de travail [déclara Trotsky] socialement organisé en fonction d'un plan économique, obligatoire pour tout le pays et pour tous les travailleurs. C'est le fondement même du socialisme... La militarisation du travail, selon la définition fondamentale que j'en ai donnée, est la base indispensable de l'organisation de notre potentiel de travail... Est-il vrai que le travail forcé est toujours improductif?... C'est là un préjugé libéral, le plus misérable et le plus ridicule : le servage lui-même était productif... Le travail obligatoire des serfs ne résulta pas de la volonté mauvaise des seigneurs féodaux. Il fut (en son temps) un phénomène progressiste. »

Emporté par son désir de justifier les mesures qu'il préconisait, lui, le rebelle *par excellence*, le théoricien de la révolution permanente, en venait presque à parler comme le défenseur des systèmes passés de coercition et d'exploitation.

La guerre de Pologne atténua quelque temps l'âpreté de cette controverse. Une fois encore, le péril extérieur fit accepter sans murmure des mesures politiques qui eussent suscité auparavant un violent ressentiment. Au moment le plus dur de la guerre, Trotsky, entouré d'une équipe de techniciens, fit un effort résolu pour remettre les trains en marche. Le parc de locomotives était alors presque vide. Les ingénieurs prévoyaient exactement la date — à quelques mois seulement de là — où il n'y aurait plus un seul train en marche en Russie. Trotsky mit les cheminots et les ouvriers des ateliers de réparation sous le régime de la loi martiale; il organisa systématiquement une rapide remise en état du matériel roulant. Il allait dans les ateliers de réparation pour dire aux ouvriers que le pays payait leur négligence de son sang : c'est la paralysie des transports qui avaient encouragé les Polonais à attaquer. « La situation des travailleurs est pénible à tous égards... disait-il. Elle est pire que jamais. Je vous tromperais en vous disant qu'elle sera meilleure demain. Non, il y a devant nous des mois

de dur combat avant que nous puissions tirer notre pays de cette misère terrible et du complet épuisement, avant que nous puissions cesser de peser notre ration de pain sur la balance du pharmacien. » Quand le syndicat des cheminots souleva des objections, Trotsky révoqua ses chefs et en désigna d'autres, disposés à exécuter ses ordres. Il répéta cette mesure dans les autres syndicats ouvriers des transports. Au début de septembre, il créa le *Tsektran*, la Commission centrale des Transports, qui lui permit de contrôler tout le secteur des transports. Conformément à sa promesse, le Politburo lui donna son appui complet. Respecter, à ce moment-là, les droits électoraux et la procédure de vote dans les syndicats eût paru aussi incongru que si on se fût trouvé dans une cité frappée par la peste. Trotsky obtint des résultats qui dépassèrent même les prévisions : les chemins de fer furent remis en état avant la date prévue par le plan — « le sang de l'organisme économique recommençait à circuler » — et il fut acclamé pour cette réussite.

Mais la guerre de Pologne à peine terminée, les revendications et les désaccords surgirent à nouveau, et avec plus de force qu'auparavant. Trotsky lui-même provoqua l'explosion. Exalté par le succès, il menaça de mettre au pas les autres syndicats, comme il avait mis au pas celui des ouvriers des transports. Il menaçait, plus précisément, de « démissionner » les dirigeants élus des syndicats, et de les remplacer par des candidats désignés, qui placeraient l'intérêt économique de la nation au-dessus des intérêts de certaines catégories de travailleurs. Cette fois, il dépassait les bornes. Lénine se désolidarisa brusquement de lui et persuada le Comité Central d'en faire autant. Le Comité invita ouvertement le Parti à résister énergiquement à « des formes militarisées et bureaucratiques de travail » : il stigmatisa ce « centralisme dégénéré » qui écrasait les représentants élus des ouvriers. Il invita le parti à rétablir dans les syndicats la démocratie prolétarienne et à tout subordonner à cette entreprise. Une commission spéciale, chargée de veiller à l'exécution de ces décisions, fut constituée. Zinoviev la présidait, et, bien que Trotsky y siégeât, presque tous les membres de la commission étaient ses adversaires. Enfin, dernière mesure, le Comité Central interdit à Trotsky de parler en public des rapports entre les syndicats et l'État.

Impénitent, Trotsky boudait. Au début de décembre, lors d'une réunion à huis clos, du *Tsektran*, il repartit à l'attaque contre les syndicalistes qui, selon lui, s'étaient montrés jadis capables de diriger des grèves, mais qui comprenaient mal les besoins d'une économie socialiste. Il défendit sa méthode de les tenir en mains, repoussa leur demande d'élections dans les syndicats et stigmatisa ceux qui proclamaient qu'une nouvelle bureaucratie était en train de ressusciter les méthodes du gouvernement tsariste. « La bureaucratie... répliqua-t-il, n'est pas une découverte du tsarisme. Elle a représenté toute une époque dans le développement de l'humanité », une époque qui n'est aucunement terminée. Un service civil compétent et hiérarchiquement organisé avait du bon; et la Russie ne souffrait pas des excès, mais de l'absence, d'une bureaucratie efficace. Il soutint ce point de vue à plusieurs reprises, affirmant, au nom de l'efficacité, qu'il était nécessaire d'accorder à la bureaucratie certains privilèges limités. Il se faisait ainsi le porte-parole des sphères dirigeantes, ce qui permit plus tard à Staline de lui décerner, avec quelque apparence de raison, le titre de « patriarche des bureaucrates ». Trotsky était sûr, disait-il, d'obtenir l'appui populaire pour sa politique; mais la crise économique et sociale ne laissa pas le temps d'appliquer les mesures de démocratisation, qui avançaient avec une lenteur désespérante, en raison du faible niveau culturel et politique des masses russes. « Ce qu'on appelle la direction et l'action par l'intermédiaire de candidats désignés est inversement proportionnel au développement des masses, à leur niveau culturel, à leur conscience politique et à la puissance de notre appareil administratif. »

Une fois encore le Comité Central désavoua Trotsky. Celui-ci rappela avec irritation à Lénine et aux autres membres du Comité qu'ils l'avaient bien souvent poussé en privé, lui, le « fauteur de désordre », à agir avec rigueur et sans se soucier des principes de la démocratie. Il était déloyal de leur part, affirmait-il, de jouer, en public, les défenseurs, contre lui, des principes démocratiques.

Le mal qui affectait plus profondément l'ensemble du système de gouvernement et dont ce dernier conflit n'était qu'un symptôme, venait de la déception des espoirs que la

révolution avait soulevés dans le peuple. Pour la première fois depuis 1917, la majorité de la classe ouvrière, pour ne pas parler de la paysannerie, se retournait indiscutablement contre les Bolcheviks. Un sentiment d'isolement commençait à inquiéter l'équipe dirigeante. La classe ouvrière, assurément, n'en arrivait pas à regretter la révolution. Elle continuait à s'identifier à elle; et elle accueillait avec une vive hostilité toute agitation ouvertement contre-révolutionnaire. « Octobre » avait si profondément marqué la conscience populaire, que les Mencheviks et les Socialistes Révolutionnaires devaient faire précéder leurs critiques du gouvernement d'une reconnaissance explicite des « réalisations d'Octobre ». L'opposition à l'actuelle politique bolchevik n'en était pas moins aussi violente qu'étendue. Les Mencheviks et les Socialistes Révolutionnaires qui, depuis trois ans, étaient complètement éclipsés et osaient à peine relever la tête, regagnaient maintenant quelque faveur populaire. Les gens écoutaient avec plus de sympathie encore les agitateurs anarchistes dénoncer violemment le régime bolchevik. Si les Bolcheviks avaient alors autorisé des élections libres aux Soviets, ils eussent presque certainement été balayés du pouvoir.

Les Bolcheviks étaient fermement résolus à ne pas laisser aller les choses jusqu'à ce point critique. On aurait tort de soutenir qu'ils s'accrochaient au pouvoir par simple goût du pouvoir. Le Parti était encore, dans l'ensemble, animé par cet idéalisme révolutionnaire dont il avait donné tant de preuves éclatantes au cours de sa lutte clandestine et pendant la guerre civile. Il s'accrochait au pouvoir parce qu'il identifiait le destin de la république au sien propre et voyait en lui-même la seule force capable de sauvegarder la révolution. Ce fut une chance pour la révolution — et aussi son malheur — que l'opinion des Bolcheviks fût profondément justifiée. La révolution eût difficilement survécu sans un parti qui lui fût aussi fanatiquement dévoué que le parti bolchevik. Il eût existé un autre parti, également attaché à la révolution et capable d'agir avec la même vigueur, qu'il eût pu, à la faveur d'élections, remplacer le gouvernement de Lénine sans provoquer de désordres dans le jeune État. Mais un tel parti n'existait pas. Le retour des Mencheviks et des Socialistes Révolutionnaires eût entraîné la ruine de la Révolution d'Octobre. Il

eût, à tout le moins, encouragé les Gardes Blancs à tenter encore une fois leur chance et à reprendre les armes. Le simple instinct de conservation, aussi bien que des raisons plus graves, interdisaient aux Bolcheviks d'envisager une telle éventualité. Ils ne pouvaient pas l'admettre comme une exigence de la démocratie, puisque, par leur retraite, ils eussent jeté le pays dans une nouvelle période de guerres civiles.

Il était également peu probable que des élections libres aux Soviets aient pu dégager une nette majorité. Ceux qui avaient appuyé Kerensky en 1917 n'étaient pas encore vraiment sortis de leurs éclipse. Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes, qui prêchaient une « Troisième Révolution », semblaient beaucoup plus populaires au sein de la classe ouvrière. Mais ils ne constituaient pas, pour l'opposition, une base efficace; de toute façon, ils n'étaient pas candidats au pouvoir. Ardents à critiquer, ils n'avaient aucun programme politique positif, pas d'organisation sérieuse sur le plan national, ni même à l'échelon local, ni le désir réel de gouverner un grand pays. Dans leurs rangs, se coudoyaient d'authentiques révolutionnaires, des originaux et de simples brigands. Le régime bolchevik ne pouvait être remplacé que par une totale confusion suivie d'une contre-révolution ouverte. Le parti de Lénine se refusait à permettre à un pays affamé et en complet désarroi de l'écarter du pouvoir par un vote et de se jeter lui-même dans un chaos sanglant.

A ces étranges séquelles de leur victoire, les Bolcheviks étaient intellectuellement très mal préparés. Ils avaient toujours tacitement admis que la majorité de la classe ouvrière, les ayant appuyés pendant la révolution, continuerait à les soutenir sans défaillance jusqu'à ce qu'ils aient complètement réalisé le programme socialiste. Cette conviction naïve venait de l'idée que le socialisme était l'idée prolétarienne *par excellence* et que le prolétariat, dès lors qu'il s'était rallié à elle, ne l'abandonnerait pas. Cette idée sous-tendait le raisonnement de toutes les écoles européennes de pensée socialiste. Dans l'abondante littérature politique produite par ces écoles, on avait à peine examiné la question de savoir ce que feraient les socialistes au pouvoir, s'ils perdaient la confiance des travailleurs. Il n'était jamais arrivé aux marxistes de se demander s'il était possible ou admissible de tenter d'instaurer le socia-

lisme sans tenir compte de la volonté de la classe ouvrière. Ils tenaient simplement cette volonté pour acquise. Pour la même raison, il semblait évident aux Bolcheviks que la dictature du prolétariat et la démocratie prolétarienne (ou soviétique) n'étaient que deux aspects complémentaires et inséparables de la même chose : la dictature était là pour vaincre la résistance des classes possédantes; elle tirait sa force et sa légitimité historique de l'expression libre et démocratique de la volonté des classes laborieuses. Mais un conflit naissait maintenant entre les deux aspects du système soviétique. Si l'on permettait aux classes laborieuses de s'exprimer et de voter librement, elles détruiraient la dictature. D'autre part, si la dictature abolissait franchement la démocratie prolétarienne, elle se privait, même à ses propres yeux, de sa légitimité historique. Elle cessait d'être, au sens propre du terme, une démocratie prolétarienne. Conserver ce titre reviendrait désormais à affirmer qu'elle poursuivait une politique à laquelle, dans son propre intérêt, la classe ouvrière devrait s'identifier, de gré ou de force, mais à laquelle elle ne s'identifiait pas encore. La dictature représenterait alors, au mieux, l'idée de la classe, non la classe elle-même.

La révolution avait maintenant atteint cette croisée des chemins, bien connue de Machiavel, où il lui devenait difficile, sinon impossible, de confirmer les gens dans leur conviction révolutionnaire, et où elle était amenée « à prendre des mesures telles que, s'ils ne croyaient plus, on pourrait les amener à croire de force ». Pour le parti bolchevik, cela impliquait un conflit de fidélités, plus profond à certains égards que tous ceux qu'il avait connus jusqu'ici, un conflit qui portait en germe les violentes controverses et les sombres épurations des décennies suivantes.

A cette croisée des chemins, le Bolchevisme subissait une crise morale, dont on trouve difficilement l'équivalent dans l'histoire de mouvements moins violents et moins passionnés. Lénine évoqua plus tard « la fièvre » et la « maladie mortelle » qui rongeait le parti dans cet hiver 1920-1921, au moment du débat tumultueux sur le rôle des syndicats dans l'État. C'était une question importante et pourtant secondaire. On ne pouvait y répondre avant d'avoir résolu le problème fondamental, concernant la nature même de l'État. Le parti s'absorbait

entièrement dans la discussion de la question secondaire, parce qu'il n'avait pas clairement conscience du problème essentiel et parce qu'il redoutait de se le formuler franchement. Mais, en poursuivant la discussion, les protagonistes se heurtèrent à chaque instant à cette grande question restée informulée et ils furent contraints de définir leur attitude.

Il est inutile d'entrer ici dans la controverse compliquée et quelque peu technique sur les syndicats; pourtant, le fait que le drame de la révolution se soit révélé à l'occasion d'une discussion économique apparemment aussi aride, est assez caractéristique de l'esprit de l'époque. Qu'il suffise de dire qu'en gros, trois attitudes se cristallisèrent. La faction conduite par Trotsky (et plus tard, par Trotsky et Boukharine) voulait que les syndicats soient privés de leur autonomie et absorbés dans l'appareil du gouvernement. Telle était la conclusion que Trotsky avait tirée de ses conflits avec les syndicats. Dans la nouvelle organisation, les chefs syndicalistes, devenus serviteurs de l'État, devraient défendre l'État en face des ouvriers et non les ouvriers en face de l'État. A eux de faire augmenter le rendement et de maintenir la discipline du travail; ils devraient entraîner les ouvriers à la gestion de l'industrie; il leur faudrait enfin participer à la direction de l'économie nationale.

A l'autre extrémité, l'Opposition Ouvrière, conduite par Chliapnikov et Kollontai, s'élevait contre la tutelle du gouvernement et du parti sur les syndicats. Ils accusaient Trotsky et Lénine d'être des militaristes du travail et de favoriser l'inégalité. Ils réclamaient, d'une manière quasi syndicaliste, que les syndicats, les comités d'usine et un Congrès National des Producteurs assument le contrôle de toute l'économie. Tandis que Trotsky soutenait qu'en bonne logique, les syndicats ne pouvaient pas défendre les travailleurs contre l'État des travailleurs, Chliapnikov et Kollontai dénonçaient déjà l'État des Soviets comme le rempart d'une nouvelle bureaucratie privilégiée.

Entre ces deux extrêmes, Lénine, Zinoviev et Kamenev parlaient au nom de la majorité de l'opinion bolchevik et recherchaient une solution de compromis. Eux aussi insistaient sur le devoir des syndicats de modérer les travailleurs et de leur inculquer le sens de leur responsabilité à l'égard de l'État et de l'économie nationalisée. Ils insistaient sur le droit, pour le

parti, de contrôler les syndicats. Mais ils souhaitaient aussi préserver leur caractère d'organisations de masse autonomes, capables d'exercer une pression sur le gouvernement et la direction de l'industrie.

Ces attitudes impliquaient des conceptions différentes de l'État et de la société. L'Opposition Ouvrière et ceux que l'on appelait les *Décemistes* (le groupe du Centralisme Démocratique) étaient les défenseurs acharnés de la « démocratie prolétarienne » *vis-à-vis* de la dictature. Ils furent les premiers dissidents bolcheviks à protester contre la méthode de gouvernement destinée à « forcer les gens à croire ». Ils conjuraient le parti de « confier son sort » à la classe laborieuse qui l'avait porté au pouvoir. Ils tenaient le langage que le parti tout entier avait tenu en 1917. Ils étaient les véritables égalitaristes de cette révolution, ses idéalistes, ses rêveurs utopistes. Le Parti ne pouvait pas les écouter, à moins qu'il ne fût prêt à un noble mais impardonnable suicide. Il ne pouvait remettre son destin et celui de la république à une classe ouvrière amenuisée, épuisée, démoralisée par la guerre civile, la famine et le marché noir. L'esprit donquichottesque de l'Opposition Ouvrière apparaissait dans ses revendications économiques. L'Opposition réclamait la satisfaction immédiate des besoins des travailleurs, des salaires et des primes égaux pour tous, la fourniture gratuite de nourriture, de vêtements et de logements aux ouvriers, l'assistance médicale gratuite, la possibilité de déplacements gratuits et l'instruction gratuite. Ils ne désiraient rien moins que de voir entièrement réalisé le programme intégral du communisme, qui était conçu théoriquement pour une économie de grande abondance. Ils n'essayaient même pas de dire comment le gouvernement d'alors aurait pu satisfaire leurs revendications. Ils pressaient le parti de mettre une fois encore l'industrie, ou ce qui en restait, sous le contrôle de ces comités d'usine qui avaient montré, sitôt après la Révolution d'Octobre, qu'ils étaient tout juste capables de dissiper et de gaspiller la richesse de la nation. Que des gens perdus dans les fumées de leur imagination fussent presque les seuls à défendre un complet rétablissement de la démocratie prolétarienne, c'était un mauvais présage.

Contre eux, Trotsky poussait le parti à cesser provisoirement de prôner et de pratiquer la démocratie prolétarienne, pour

s'efforcer d'édifier la Démocratie des Producteurs. Pour parler plus clairement : le parti devait refuser aux travailleurs leurs droits politiques et leur accorder, en compensation, un rôle important et des responsabilités de direction dans la reconstruction économique. Devant le X[e] Congrès (mars 1921), au moment le plus aigu de cette controverse, Trotsky déclara :

« L'Opposition Ouvrière s'en est tirée avec des slogans dangereux. Elle a transformé en fétiches les principes démocratiques. Elle a mis le droit des travailleurs à élire leurs représentants, au-dessus du parti, pour ainsi dire, comme si le parti n'avait pas le droit d'imposer sa dictature, même si cette dictature se heurtait temporairement aux dispositions changeantes de la démocratie ouvrière... Nous devons prendre conscience de la mission historique révolutionnaire du parti. Le parti est contraint de maintenir sa dictature, sans tenir compte de flottements provisoires dans la réaction spontanée des masses, ni même des hésitations momentanées de la classe ouvrière. Cette prise de conscience constitue pour nous un ferment d'unité indispensable. La dictature ne repose pas, à chaque moment, sur le principe formel de la démocratie ouvrière, bien que la démocratie ouvrière reste, naturellement, la seule méthode pour les masses de participer de plus en plus à la vie politique. »

Le temps était loin où Trotsky soutenait que le système soviétique de gouvernement était supérieur au parlementarisme bourgeois parce que les électeurs y avaient, entre autres, le droit de réélire leurs représentants à tout moment et pas seulement à des intervalles réguliers; et que cela permettait aux Soviets de refléter étroitement et instantanément tout changement dans l'opinion populaire, ce que ne pouvait faire aucun parlement. Désormais, ses vagues professions de foi en la démocratie prolétarienne résonnaient comme de simples clauses de style. L'essentiel, c'était « la mission historique du parti » et la conviction du parti qu'il « était l'élément unificateur indispensable ». Par euphémisme, mais avec assez d'éloquence, il exaltait désormais la solidarité collective de l'équipe dirigeante en face d'une nation hostile ou apathique.

Lénine refusait de reconnaître publiquement le divorce entre la dictature et la démocratie prolétarienne. Lui aussi avait conscience du conflit qui opposait au peuple le gouverne-

ment et le parti; mais il redoutait que la politique de Trotsky ne le perpétuât. Le parti avait dû mettre au pas les syndicats, démissionner leurs leaders récalcitrants, briser ou prévenir la résistance populaire et empêcher la libre formation d'une opinion à l'intérieur des Soviets. C'était, selon Lénine, le seul moyen de sauver la révolution. Il espérait seulement, par ces méthodes, donner au gouvernement le temps de souffler — toute son attitude n'était plus qu'une lutte pour gagner du temps — jusqu'à ce qu'il puisse modifier sa politique, mener à bien le redressement du pays, améliorer la condition des travailleurs et les regagner au bolchevisme. La dictature pourrait alors revenir progressivement à la démocratie prolétarienne. Si tel était le but, comme Trotsky en convenait, le parti devait réaffirmer tout de suite l'idée de cette démocratie et ne prendre l'initiative d'aucune mesure radicale suggérant qu'il l'abandonnait. Même si le régime avait eu souvent recours à la coercition, Lénine soutenait que la coercition était son ultime moyen d'action et la persuasion, le premier. Les syndicats ne devaient donc pas se transformer en auxiliaires de l'État. Ils devaient conserver une certaine autonomie; ils devaient parler au nom des ouvriers, et si nécessaire contre le gouvernement; ils devaient devenir des centres de formation et non des centres de dressage du communisme. L'administration — et c'est sous cet angle que Trotsky envisageait le problème — pouvait se trouver gênée ou mise en difficulté par les revendications des syndicats; elle pouvait avoir raison contre eux dans certaines circonstances particulières; mais, tout bien pesé, il était salutaire que l'administration eût à faire face à de telles difficultés et se trouvât aux prises avec d'authentiques pressions ou mouvements sociaux. Il ne servait à rien de dire aux ouvriers qu'ils ne devaient pas s'opposer à l'État des travailleurs. Cet État était une abstraction. En réalité, comme le soulignait Lénine, sa propre administration devait tenir compte des intérêts des paysans aussi bien que de ceux des ouvriers; et son travail était compromis par le désordre, par de graves « déformations bureaucratiques » et par l'exercice arbitraire du pouvoir.

La classe ouvrière devait donc se défendre elle-même, tout en restant maîtresse d'elle-même, et soutenir ses revendications en face de l'administration. L'État, selon Lénine, devait

laisser le champ libre à une pluralité d'intérêts et d'influences. L'État, selon Trotsky, était implicitement monolithique.

Le Xe Congrès approuva, à une écrasante majorité, les résolutions de Lénine. Le bolchevisme s'était déjà écarté de la démocratie prolétarienne; mais il n'était pas encore prêt à accepter son contraire, l'État monolithique.

***

Pendant que le congrès siégeait, éclata à la forteresse navale de Kronstadt la plus singulière de toutes les insurrections russes, une insurrection qui, selon les propres termes de Lénine, illumina la réalité comme un éclair.

Les insurgés, des marins de la Flotte Rouge, étaient conduits par des anarchistes. Une extrême agitation régnait depuis la fin de février. Il y avait eu des grèves tout près de là, à Petrograd; on s'attendait à une grève générale; et Kronstadt était en émoi : le bruit courait que des accrochages s'étaient produits entre les ouvriers de Petrograd et la troupe. Les équipages des navires de guerre étaient saisis d'une passion politique qui rappelait la fièvre de 1917. Au cours des meetings, ils faisaient passer des résolutions réclamant la liberté pour les ouvriers, un « new deal » pour les paysans et des élections libres aux Soviets. L'appel à une Troisième Révolution commençait à dominer toutes les réunions, la révolution qui devait renverser les Bolcheviks et fonder la démocratie des Soviets. Kalinine, président de la République des Soviets, fut mal inspiré en faisant une visite à la base navale; il dénonça les marins comme « déloyaux et irresponsables » et exigea leur soumission. Une délégation de marins envoyée à Petrograd y fut arrêtée.

Aussitôt le cri : « A bas la tyrannie bolchevik! » courut à travers Kronstadt. Les commissaires bolcheviks furent dégradés et emprisonnés. Un comité anarchiste assuma le commandement; c'est dans l'enthousiasme des marins qu'on hissa le drapeau de la révolte. « Kronstadt, héroïque et généreux, rêvait de libérer la Russie », écrit un historien anarchiste de l'insurrection. « Aucun programme précis n'était formulé. Les mots d'ordre étaient : liberté et fraternité entre tous les peuples du monde. On considérait la Troisième Révolution

comme un moment transitoire vers l'émancipation finale; et des élections libres pour des Soviets indépendants comme un premier pas en ce sens. Les Soviets devaient, bien sûr, être indépendants de tout parti politique — l'expression libre de la volonté et des intérêts du peuple. »

Les Bolcheviks dénoncèrent les hommes de Kronstadt comme des mutins contre-révolutionnaires conduits par un général blanc. Cette accusation paraît dénuée de fondement. Ayant eu à lutter si longtemps contre tant de mutineries, toutes cautionnées ou encouragées par les Gardes Blancs, les Bolcheviks ne pouvaient pas arriver à croire que les Gardes Blancs n'avaient joué aucun rôle dans l'insurrection de Kronstadt. Quelque temps avant l'événement, en effet, les journaux des émigrés blancs avaient fait vaguement allusion à une révolte qui couvait à Kronstadt; et cela fournit un prétexte aux soupçons. D'abord tenté d'ouvrir des négociations, le Politburo décida finalement de réprimer la révolte. Il ne pouvait tolérer le défi de la marine; bien que la mutinerie n'eût aucune chance de dégénérer en révolution, il craignait qu'elle n'aggravât le désordre régnant. Même après la défaite des Gardes Blancs, de nombreuses bandes de rebelles et de pillards parcouraient le pays, des côtes du Nord à la Caspienne, faisant des incursions et des razzias dans les villes et massacrant les agents du gouvernement. Au nom d'une nouvelle révolution, des bandes de paysans affamés de la Volga avaient envahi la *gubernia* de Saratov et, quelque temps après, il avait fallu à Toukhachevsky vingt-sept divisions de fusiliers pour les réduire. Le désordre était tel que l'indulgence envers les insurgés de Kronstadt aurait été prise à coup sûr comme un signe de faiblesse et risquait d'aggraver les choses.

Le 5 mars, Trotsky arriva à Petrograd et ordonna aux mutins de se rendre sans conditions. « Seuls ceux qui se rendront, déclara-t-il, pourront compter sur la clémence de la République des Soviets. En même temps que cet avertissement, je donne des ordres afin que tout soit prêt pour écraser la mutinerie par la force armée... C'est le dernier avertissement. » Qu'il revînt à Trotsky de s'adresser en ces termes aux marins, c'était une autre ironie de l'histoire. Car ç'avait été là « son » Kronstadt, le Kronstadt qu'il avait appelé « l'honneur et la gloire de la révolution ». Combien de fois n'avait-il pas pris la

parole à la base navale pendant les journées fiévreuses de 1917! Combien de fois les marins ne l'avaient-ils pas hissé sur leurs épaules pour l'acclamer follement comme leur ami et leur chef! Avec quel dévouement, ils l'avaient suivi, au Palais de Tauride, dans sa cellule de la prison de Kresty, jusqu'aux murs de Kazan, sur la Volga, toujours lui demandant conseil, presque toujours suivant aveuglément ses ordres. Que d'inquiétudes ils avaient partagées, combien de dangers avaient-ils bravé ensemble! Des anciens, à la vérité, peu avaient survécu; et moins encore se trouvaient alors à Kronstadt. Les équipages de l'*Aurora*, du *Petropavlovsk*, et d'autres célèbres navires de guerre se composaient maintenant de nouvelles recrues, levées parmi les paysans de l'Ukraine. Il leur manquait — Trotsky l'a dit lui-même — l'esprit révolutionnaire désintéressé des anciens. Ce trait même était comme un symbole de la situation où se trouvait alors la révolution. Les hommes et les femmes quelconques qui l'avaient faite n'étaient plus ce qu'ils avaient été ni où ils avaient été. Les meilleurs d'entre eux étaient morts; d'autres avaient été absorbés par l'administration; d'autres encore, dispersés, s'étaient laissé gagner par l'amertume et le découragement. Et ce que réclamaient les mutins de Kronstadt, ce n'était rien d'autre que ce qu'avait promis Trotsky à leurs aînés, ce que lui et son parti avaient été incapables de donner. Une fois encore, comme après Brest-Litovsk, les lèvres des autres lui renvoyaient comme un écho amer et hostile de sa propre voix; et une fois encore il lui fallait l'étouffer.

Les mutins ignorèrent cet avertissement; ils espéraient gagner du temps. On était au milieu du mois de mars. La Baie de Finlande était encore obstruée par les glaces. Dans quelques jours, pourtant, le dégel pouvait commencer; alors la forteresse, hérissée de canons, défendue par toute la Flotte Rouge de la Baltique, ravitaillée de Finlande ou d'autres pays baltes, deviendrait inaccessible, presque invincible. Dans le même temps, les communistes eux-mêmes ralliaient la rébellion, proclamant qu'ils avaient quitté « le parti du bourreau Trotsky ». Il fallait donc, décida Trotsky (ou Toukhachevsky?), s'emparer de la forteresse avant que les glaces à la dérive n'en interdisent l'accès. En toute hâte, des régiments d'élite et des troupes de choc furent dirigés sur Petrograd pour renforcer la garnison. Quand la nouvelle de la mutinerie parvint au

X[e] Congrès, elle souleva une telle inquiétude et une telle colère, que la plupart des délégués valides quittèrent la salle de conférence du Kremlin pour prendre eux-mêmes la tête des troupes de choc qui devaient donner l'assaut à la forteresse à travers la Baie de Finlande. Même les chefs de l'Opposition Ouvrière et les *Decemistes*, qui venaient de soumettre au congrès des revendications assez peu différentes de celles des mutins, même ceux-là se jetèrent dans la bataille. Eux aussi soutenaient que les marins n'avaient pas le droit d'imposer par la force des armes les revendications même les plus légitimes.

Des draps blancs sur leurs uniformes, les troupes bolcheviks commandées par Toukhachevsky, avancèrent à travers la Baie. Un ouragan de feu, déclenché depuis les bastions de Kronstadt, les accueillit. La glace cédait sous leurs pas; vague après vague, les assaillants, drapés dans leurs linceuls blancs, s'abîmaient dans ce Walhalla de glace. La marche à la mort continuait. De trois côtés différents, des colonnes fraîches avançaient péniblement, glissant et rampant sur la surface glacée pour s'évanouir à leur tour dans le feu, la glace et l'eau. Tandis que, les unes après les autres, les colonnes d'assaillants se noyaient, il semblait aux hommes de Kronstadt que la Révolution bolchevik pervertie se noyait avec eux, et qu'approchait le triomphe de leur propre révolution, pure et authentique. Ainsi ces rebelles, qui avaient stigmatisé la cruauté des Bolcheviks et dont le seul but était de permettre à la révolution de se nourrir du lait de la tendresse humaine, devaient, pour survivre, soutenir un combat plus cruel que tous ceux de la guerre civile. La fureur et la violence des assaillants se faisaient plus âpres. Le 17 mars, après une nuit de marche au milieu d'une tempête de neige, les Bolcheviks réussirent enfin à franchir les remparts. Quand ils firent irruption dans la forteresse, ils se jetèrent sur ses défenseurs comme les déesses de la vengeance.

Trotsky prit la parole, le 13 avril, au cours du défilé des vainqueurs. « Nous avons attendu aussi longtemps que possible, dit-il, que nos camarades marins, un moment aveuglés, découvrent eux-mêmes où les conduisait leur mutinerie. Mais nous devions faire face au danger de la fonte des glaces et nous avons été contraints de déclencher l'attaque ». Traitant les rebelles massacrés de « camarades », il suggérait, sans le

vouloir, que, moralement, il célébrait là une victoire à la Pyrrhus. Les communistes étrangers qui se rendirent à Moscou quelques mois plus tard, en pensant que Kronstadt n'avait été qu'un épisode quelconque de la guerre civile, furent « surpris et troublés » de découvrir que les dirigeants bolcheviks parlaient des rebelles sans la colère et sans la haine qu'ils témoignaient pour les Gardes Blancs et les Interventionnistes. Ils en parlaient avec des « réticences pleines de sympahie », avec des allusions désolées et énigmatiques qui étaient, pour le visiteur, le signe de la conscience troublée du parti.

***

La rébellion n'était pas encore vaincue quand Lénine, le 15 mars, présenta la Nouvelle Politique Économique (NEP) au Xe Congrès, qui l'adopta presque sans débat. En silence et le cœur lourd, le Bolchevisme renonçait à son rêve du communisme de guerre. Il faisait un pas en arrière, comme dit Lénine, afin de se trouver en meilleure situation pour avancer. La controverse sur les syndicats et tout ce qu'elle impliquait s'éteignit immédiatement. La canonnade de la Baie de Finlande, les grèves de Petrograd et d'ailleurs, avaient suffisamment prouvé le peu de réalisme des idées de Trotsky : dans la politique assouplie des années suivantes, fondée sur le système de l'économie mixte, il n'y avait plus place, de toute manière, pour la militarisation du travail.

La controverse, pourtant, n'avait pas été simplement bruit et fureur. Sa signification, pour l'avenir, était plus importante que les protagonistes eux-mêmes ne le supposaient. Dix ans plus tard, Staline, qui avait appuyé en 1920-21 la politique « libérale » de Lénine, devait reprendre à son compte toutes les idées de Trotsky, sans leur donner leur nom. D'ailleurs ni Staline, ni Trotsky, pas plus que les partisans de l'un ou de l'autre, ne reconnurent alors le fait : Staline — parce qu'il ne pouvait pas reconnaître qu'il abandonnait la ligne de Lénine pour celle de Trotsky; Trotsky — parce que ses propres idées le faisaient frémir d'horreur quand il les voyait froidement mises en pratique par son ennemi. Il n'y eut peut-être pas un seul article du programme de Trotsky de 1920-21 qui ne fût utilisé par Staline au cours de la révolution industrielle des

années trente. Il institua la conscription et la direction du travail; il exigea que les syndicats adoptassent une « politique de production » au lieu de défendre les intérêts de consommateur des travailleurs; il priva les syndicats de leurs derniers vestiges d'autonomie et en fit les instruments de l'État. Il se fit le protecteur des groupes de « managers », à qui il accorda des privilèges dont n'avait même pas rêvé Trotsky. Il lança « l'émulation socialiste » dans les usines et dans les mines, et dans des termes qu'il avait purement et simplement empruntés à Trotsky. Il mit en pratique sa propre et brutale version de ce « taylorisme soviétique » dont Trotsky s'était fait l'avocat. Et, finalement, il passa des arguments idéologiques et historiques de Trotsky qui justifiaient d'une manière ambiguë le travail forcé, à son application massive.

Dans le chapitre précédent nous indiquions le processus historique inconscient qui conduisit des tentatives hésitantes et timides de Lénine de « révolution par conquête » aux révolutions imposées par Staline le conquérant. Un même lien subtil relie la politique intérieure de Trotsky, à cette époque, à celle que pratiqua ultérieurement son adversaire. Trotsky et Lénine apparaissent, chacun d'une manière différente, comme les inspirateurs involontaires de Staline. Tous les deux furent amenés par des circonstances indépendantes de leur volonté et par leurs propres illusions à assumer certaines attitudes que ni les événements ni leurs scrupules personnels ne leur permettaient de soutenir longtemps — attitudes prématurées, en désaccord avec la mentalité bolchevik courante et même avec les grandes idées qui avaient inspiré leurs propres vies.

C'est seulement sous la menace d'une complète décomposition de la Révolution et du corps politique russe, que Trotsky lança l'idée du contrôle absolu de l'État sur les classes laborieuses. Esprit vif et inquiet, avec le goût de l'expérimentation, il cherchait avec audace, et dans les directions les plus contradictoires, le moyen d'en sortir. Et dans chaque direction il allait jusqu'au bout, tandis que, dans sa majorité, l'opinion bolchevik marquait le pas. Il proposa la NEP au moment où le parti était encore fermement engagé dans le communisme de guerre. Alors sa pensée s'engagea dans une direction opposée, l'explora jusqu'au bout et parvint à l'autre conclusion : le

seul remède à tous les maux du communisme de guerre était une rigide discipline du travail. Cependant l'opinion bolchevik s'était lentement orientée vers la NEP, qu'elle avait contraint Trotsky d'abandonner. Ce fut sa logique claire, conséquente et rapide — la logique du grand administrateur qu'irritent le désordre et le travail mal fait — qui perdit Trotsky. L'esprit fixé sur son objectif, il fonçait tête baissée dans la discussion, fournissait généreusement des arguments et se lançait dans des généralisations, sans se soucier des mouvements de l'opinion, jusqu'au moment où il allait trop loin, provoquant l'irritation et la colère. En lui, l'administrateur sûr de soi l'emportait sur le fin penseur politique, et lui cachait les implications de ses plans. Ce qui n'était qu'une des multiples facettes de la pensée pragmagique de Trotsky devait devenir l'alpha et l'oméga de Staline.

Même dans ses erreurs, Trotsky restait intellectuellement honnête, — d'une honnêteté qui allait jusqu'à la naïveté. Il n'essaya pas de camoufler sa politique. Il appelait les choses par leur nom —, peu importe si c'était désagréable. Habitué à influencer les gens par la force des arguments et l'appel à la raison, il continuait à faire appel à la raison pour soutenir la cause la plus déraisonnable. Il défendit publiquement le système de gouvernement par coercition, ce système qu'on ne peut jamais défendre en public et qu'on ne pratique que *sub silentio*. Il espérait *persuader* les gens qu'ils n'avaient pas besoin d'être gouvernés par persuasion. Il leur disait que l'État des travailleurs avait le droit d'appliquer le travail forcé; et il fut sincèrement déçu que les gens ne courussent pas s'engager dans les camps de travail. Il se comportait de cette manière absurde, parce que, dans son esprit, il ne pouvait s'agir d'une machine de coercition se mettant lentement en marche et broyant impitoyablement son matériel humain, mais plutôt des perspectives grandioses et encore vagues d'une « Sparte Prolétarienne », dont l'austère rigueur faisait partie de l'aventure des pionniers du socialisme. L'absurdité même de sa conduite portait en elle son propre remède. Dans sa naïveté, il avertissait amplement les gens du danger qui les menaçait. Il leur précisait les limites jusqu'où il se préparait à aller. Il soumettait sa politique au contrôle public. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour susciter l'opposition qui le fit

échouer. Pour demeurer politiquement vivant, Trotsky avait besoin du grand jour. Il fallut le caractère d'oiseau de nuit de Staline pour mettre ses idées en application.

Le parti bolchevik défendait encore le principe de la démocratie prolétarienne contre Trotsky; mais sur le plan pratique, il continuait à s'en écarter.

C'est en 1921 seulement que le gouvernement de Lénine entreprit d'interdire toute opposition organisée au sein des Soviets. Pendant toute la guerre civile, les Bolcheviks avaient harcelé les Mencheviks et les Socialistes Révolutionnaires, les mettant tantôt hors la loi, tantôt leur permettant de réapparaître au grand jour, pour les interdire à nouveau ensuite. Les assouplissements ou les raidissements étaient dictés par les circonstances et par les variations de ces partis, dont certaines fractions s'appuyaient sur les Bolcheviks et d'autres sur les Gardes Blancs. Néanmoins, l'idée qu'il fallait, par principe, supprimer ces partis, ne s'était pas imposée avant la fin de la guerre civile. Même pendant les périodes de répression, ces groupes d'opposition, qui n'appelaient pas franchement à la résistance armée contre les Bolcheviks, continuaient à se livrer ouvertement ou dans la clandestinité à toutes sortes d'activités. Les Bolcheviks les avaient souvent éliminés des Soviets ou avaient réduit, par force ou par ruse, leur représentation. C'est par l'intermédiaire du système des Soviets que le gouvernement de Lénine organisait la guerre civile; et dans ce système il n'y avait pas place pour des éléments hostiles ou neutres. Mais le gouvernement voyait plus loin, la fin des hostilités, quand il serait en mesure de respecter les règles constitutionnelles des Soviets et d'admettre à nouveau une opposition régulière. Les Bolcheviks jugeaient maintenant que c'était impossible. Tous les partis d'opposition avaient appuyé la rébellion de Kronstadt; les Bolcheviks savaient donc ce qu'ils pouvaient en attendre. Plus ils se trouvaient isolés dans la nation, plus ils redoutaient leurs adversaires. Ils les avaient à demi supprimés pour gagner la guerre civile; ayant vaincu, ils entreprirent de les éliminer pour de bon.

Paradoxalement, les Bolcheviks furent amenés à imposer leur monopole politique par le fait même qu'ils avaient adopté une politique économique plus libérale. La NEP donnait le

champ libre aux intérêts de la paysannerie individualiste et de la bourgeoisie urbaine. Il fallait s'attendre à ce qu'ils défendent leurs intérêts en cherchant à créer leurs propres moyens d'expression politique ou en essayant d'utiliser les organisations antibolcheviks. Les Bolcheviks étaient décidés à ce qu'il n'en subsiste aucune. « Nous pourrions avoir un système biparti, mais l'un des deux serait au pouvoir et l'autre en prison » — cette boutade, attribuée à Boukharine, exprimait un point de vue très répandu dans le parti. Certains Bolcheviks se sentaient gênés de leur propre monopole politique; mais ils redoutaient plus encore l'autre terme de l'alternative. Trotsky écrivit plus tard que Lénine et lui avaient pensé lever l'interdiction frappant les partis d'opposition, dès que la situation sociale et économique du pays se serait stabilisée. Peut-être. Dans le même temps, pourtant, les Bolcheviks se persuadaient de plus en plus que toute opposition devait inévitablement devenir le véhicule de la contre-révolution, — conviction qui devait jouer un rôle si important dans les luttes de l'ère stalinienne. Les Bolcheviks étaient hantés par la crainte de voir la nouvelle bourgeoisie urbaine (qui se développa rapidement sous le régime de la NEP), l'intelligentsia et la paysannerie s'unir pour former contre eux une coalition d'une force irrésistible; ils ne reculèrent devant aucune mesure pour l'empêcher. Ainsi, après sa victoire dans la guerre civile, la révolution commençait à fuir sa propre faiblesse dans le totalitarisme.

Il apparut presque aussitôt nécessaire de supprimer également toute opposition dans les rangs mêmes du parti bolchevik. L'Opposition Ouvrière (et jusqu'à un certain point aussi les *Décemistes*) exprimait dans une large mesure la déception et le mécontentement qui avaient conduit au soulèvement de Kronstadt. Les fissures avaient tendance à se perpétuer et les groupes adverses étaient enclins à se comporter comme autant de partis à l'intérieur du parti. Établir la règle du parti unique et permettre ensuite à ce parti de se diviser en factions eût été une absurdité. Si le bolchevisme devait se disloquer en deux ou trois mouvements hostiles, comme cela s'était produit pour l'ancien parti Social Démocrate, l'un d'eux — se demandait-on — ne deviendrait-il pas le véhicule de la contre-révolution?

Dans l'atmosphère du congrès de 1921, il y avait quelque chose de cette tension apparemment irrationnelle qui avait caractérisé le congrès de 1903. L'ombre de la scission se profilait de même à l'horizon, mais cette fois les véritables divisions étaient encore plus indécises et plus confuses qu'en 1903. Maintenant comme alors, Trotsky, dans la discussion, ne se trouvait pas du côté où il devait finalement se trouver. Maintenant, comme jadis, il avait le souci d'éviter la scission. Il n'éleva donc aucune objection quand Lénine proposa au congrès d'interdire toute faction ou tout groupe organisé à l'intérieur du parti; et lui-même dispersa la faction qu'il avait constituée au cours de la récente controverse [1]. Il ne s'agissait pourtant pas encore, à strictement parler, d'interdire toute opposition à l'intérieur du parti. Lénine encourageait ceux qui n'étaient pas d'accord à exprimer leurs divergences. Il les invitait libéralement à exposer leurs points de vue, dans des pages spéciales de la presse bolchevik ou dans des feuilles de discussion. Il demanda au congrès d'élire au nouveau Comité Central les chefs de toutes les nuances de l'opposition. Mais il insista pour que l'opposition reste dispersée et que les opposants ne se constituent pas en ligues. Il soumit une résolution dont une clause (tenue secrète) augmentait le pouvoir du Comité Central d'exclure les coupables, quel que soit leur rang dans la hiérarchie du parti. Trotsky appuya cette proposition ou, en tout cas, n'y fit pas d'objection; et le congrès l'adopta. Dans l'immédiat cette clause visait directement Chliapnikov, le plus implacable adversaire de Trotsky; et c'est contre lui qu'elle fut aussitôt invoquée. Il ne vint pas à l'idée de Trotsky qu'elle le serait un jour contre lui-même.

Ce système, selon lequel l'opposition était permise à condition qu'elle restât inorganisée, pouvait fonctionner tant que les membres du parti ne s'opposaient que sur des problèmes secondaires ou éphémères. Mais que les divergences soient sérieuses ou durables, il était impossible d'éviter que les militants d'une même opinion se regroupent. Ceux qui, comme les membres de l'Opposition Ouvrière, accusaient l'équipe dirigeante d'être animée d'une « hostilité bureaucratique et bour-

1. Outre Trotsky et Boukharine, les principaux leaders de ce groupe étaient Dzerjinsky, Andreev, Krestinsky, Preobrajensky, Rakovsky, Serebriakov, Piatakov et Sokolnikov.

geoise à l'égard des masses », ne pouvaient s'empêcher d'unir leurs efforts contre ce qu'ils considéraient comme une force mauvaise et formidablement organisée à l'intérieur du parti. Ainsi l'interdiction des factions ne pouvait, dans un premier temps, éviter la scission que pour la précipiter plus tard.

Deux ans ne s'étaient pas écoulés que Trotsky devait reprendre à son compte, en leur donnant encore plus de vigueur, beaucoup des critiques et des revendications formulées par les leaders moins éloquents de l'Opposition Ouvrière et des *Décemistes*, qu'il aidait alors à éliminer, — et réclamer lui aussi avec force le retour à la démocratie prolétarienne.

***

Peu d'années auparavant, Trotsky émigré à Vienne, avait brossé un tableau frappant du passé de la Russie : il y montrait comment l'histoire avait placé le peuple russe dans un « environnement hostile », l'avait exposé aux pressions de la riche et puissante Europe et aux invasions venues de toutes parts, l'amenant à abandonner son destin aux mains d'un État-Léviathan. Pour se nourrir, écrivait-il, le Léviathan affamait la nation, retardait ou accélérait le développement de ses classes sociales et ruinait sa civilisation. L'un des aspects de la Révolution, c'était le triomphe du peuple sur le Léviathan. La victoire avait paru complète, puisque l'ancien État avait été réduit en cendres.

Cependant la révolution, elle aussi, avait dû tirer sa nourriture et sa vitalité de ce même « environnement hostile ». Elle en avait tiré toute sa rigueur. Riche d'idées et d'aspirations universelles, la nouvelle république était « pauvre, d'une pauvreté accumulée pendant mille ans ». Elle détestait farouchement cette pauvreté. Mais cette pauvreté était sa propre chair, son sang et sa vie.

Trotsky avait opposé « les flèches, les arcs et la dentelle gothiques » de la féodalité d'Europe occidentale à la vulgarité barbare et grossière de la féodalité russe, tout juste capable de boucher, avec de la mousse, les fissures de ses cabanes de bois. Il avait comparé la richesse et la complexité du développement du Tiers-État en Europe aux corporations russes patronnées par la police; la libre et cultivée « personne bour-

geoise » de l'Occident, au « nez sur lequel pouvait s'abattre la main ou le pied de n'importe quel policier ». Ce fut pourtant de l'une de ces cabanes de bois, battue par la révolution et la guerre, qu'il sortit, avec le parti bolchevik, pour ouvrir la voie au socialisme. Contre toute attente, l'Occident « avancé et civilisé » avait tourné le dos à la révolution ; et le bolchevisme allait devoir, pendant des dizaines d'années, se retrancher dans le cadre où il était né afin de le transformer. La qualité du socialisme qu'il construisit alors ne pouvait pas ne pas porter la marque de son héritage historique. Ce socialisme aussi allait devoir se développer, rude et grossier, sans les flèches, les ogives et la dentelle dont avaient rêvé les socialistes. Cerné par des forces hostiles supérieures, il s'abandonna rapidement au nouvel État-Léviathan, surgi des cendres de l'ancien. Le nouvel État — comme l'ancien — dut défendre et rationner la nation, retarder et accélérer son développement, effacer la personnalité humaine, la personnalité révolutionnaire prolétarienne. Que Trotsky, l'ennemi du Léviathan, ait dû se faire le premier artisan de sa résurrection, ce fut une autre ironie de l'histoire.

Encore au début de sa carrière, Trotsky écrivait : « Une classe ouvrière capable d'exercer sa dictature sur la société ne tolérera pas sur elle-même l'autorité d'un dictateur. » Vers 1921, la classe ouvrière russe s'était montrée incapable d'exercer sa propre dictature. Elle ne pouvait même pas exercer un contrôle sur ceux qui gouvernaient en son nom. Épuisée par la révolution et la guerre civile, elle avait presque cessé d'exister comme force politique. Trotsky proclama alors « la mission historique » du parti, son droit d'imposer au prolétariat, comme à tout le reste de la société, une tutelle impitoyable. C'était la vieille idée « jacobine » qu'une petite minorité vertueuse et éclairée avait le droit de « se substituer » à un peuple qui n'était pas encore mûr, pour lui apporter la raison et le bonheur, idée que Trotsky avait publiquement dénoncée comme l'obsession héréditaire des *Decembristes*, des *Narodniks* et des Bolcheviks. Cette « obsession », expliquait-il alors, avait reflété l'atrophie et l'apathie de toutes les classes sociales de la Russie. Il était convaincu qu'avec l'apparition d'une classe ouvrière moderne, socialiste, cette atrophie avait été surmontée. La révolution prouva qu'il avait raison. Pourtant,

après leurs sursauts d'énergie et leurs luttes titanesques de 1917-1921, toutes les classes de la société russe paraissaient retomber dans une profonde léthargie. La scène politique, si peuplée pendant les dernières années, devenait déserte; il ne restait plus qu'un seul groupe pour parler avec vigueur au nom du peuple. Et son audience elle-même devait devenir de plus en plus étroite.

Quand Trotsky, alors, pressa le parti bolchevik de se « substituer » aux classes laborieuses, il ne pensa pas, dans le feu de l'action et de la controverse, aux phases suivantes de ce processus, qu'il avait pourtant, depuis longtemps, prédites avec une étrange clairvoyance. « L'appareil du parti se substituerait à l'ensemble du parti; puis le Comité Central se substituerait à cet appareil; et finalement, un seul dictateur se substituerait au Comité Central. »

Le dictateur attendait déjà dans la coulisse.

Isaac DEUTSCHER

(*Traduit de l'anglais par Paulette M. Péju*)

Ce chapitre est extrait de la biographie de Trotsky par Isaac Deutscher, à paraître prochainement dans la collection Temps Modernes.

Lucien Goldmann

LA RÉIFICATION

Analyse schématique *et comme telle* abstraite *et* statique, *cette étude a pour objet les conséquences* psychiques *et* intellectuelles *de l'existence d'une production pour le marché dans une société capitaliste pure — libérale ou monopoliste — à faible intervention économique de l'État.*

Or une pareille société n'a jamais existé dans la réalité empirique où le capitalisme a toujours été mêlé aux survivances pré-capitalistes et actuellement aux premières manifestations des changements de structure qui commencent à se produire ; de plus, toute réalité est toujours en devenir.

Les concepts statiques n'en constituent pas moins un instrument scientifique indispensable pour la compréhension de cette réalité.

Aussi, la mise en relation du concept et de la réalité supposant déjà un concept préalablement élucidé, aurions-nous pu, et peut-être même dû, en toute rigueur scientifique, donner à notre analyse un caractère conséquent en évitant toute référence à l'histoire.

En fait, nous l'avons jalonnée d'un certain nombre de références empiriques qui nous semblent faciliter sa compréhension à condition de ne pas oublier qu'elles ne changent nullement son caractère et que nous n'avons pas voulu élaborer une analyse historique concrète mais un travail préparatoire à celle-ci *.

Le sujet de la présente étude est la théorie marxienne et lukacsienne de la *réification.* Je ne me contenterai naturellement pas d'un exposé historique, non que je trouve cette partie des analyses marxiennes erronée; (elle me paraît même constituer un des éléments les plus remarquables de l'œuvre de Marx et de Lukacs) mais, contrairement à ce qui se passe pour les sciences

* Cet article constitue le texte développé d'une conférence faite à la Société de Philosophie de Toulouse.

naturelles, l'histoire est caractérisée par le fait que les lois constitutives des sociétés humaines changent elles-mêmes avec le devenir de ces sociétés.

Or, il est certain qu'au cours des trente-cinq dernières années qui nous séparent du grand ouvrage de Lukacs [1] le monde a profondément changé et nous devons nous demander dans quelle mesure ces anciennes analyses gardent encore leur validité pour la société qui est la nôtre, et que nous essayons de comprendre aujourd'hui.

Et cela vaut a fortiori pour l'œuvre encore plus ancienne de Marx qui n'est pas pour nous une Bible dans laquelle nous cherchons des formules sacro-saintes, mais l'expression d'une pensée géniale, d'un des efforts les plus extraordinaires pour comprendre la réalité humaine, expression qu'il faut en tout cas connaître mais à partir de laquelle nous devons essayer d'aller plus loin dans la mesure où cela s'avère possible et même nécessaire.

On a dit à juste titre que nous sommes peut-être des nains à côté des géants du passé mais que lorsqu'un nain se hisse sur les épaules d'un géant cela lui permet de voir plus loin que ne pouvait le faire ce dernier.

C'est dans cette perspective que je vais donc étudier d'abord l'analyse marxienne de la *valeur*, étroitement liée à ce que Marx appelle le *fétichisme de la marchandise*, et que Lukacs désigne sous le terme de *réification.* Pour fixer cependant la place de ce problème dans l'ensemble du système qu'on désigne habituellement sous le nom de matérialisme historique je me permettrai de souligner que seule la théorie de la réification permet de comprendre la cohérence de tous les textes marxiens concernant les relations entre « l'infrastructure » et la « superstructure ».

On connaît en effet la longue discussion autour des problèmes du rôle *actif* de la conscience ou au contraire de son caractère de simple *reflet* [2].

En réalité chacune des deux thèses correspond *en partie* à la position de Marx et aucune des deux n'y correspond entièrement.

1. G. Lukacs. Geschichte und Klassenbewustsein. Chap. IV. Malik Verlag 1923. Voir le numéro 11 de la revue *Arguments.*

2. Sans parler des réponses bâtardes ou hybrides qui estompent le problème, du genre de celle qui s'exprime par le terme devenu courant, chez certains théoriciens marxistes au cours des dernières années, de « reflet-actif ».

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle chacune peut faire état d'un certain nombre de textes authentiques aussi bien en sa propre faveur que pour critiquer l'autre, alors que la pensée de Marx que nous essaierons de développer bientôt paraît être la suivante : L'individu aussi bien que les groupes humains constituent des totalités dans lesquelles on ne saurait qu'arbitrairement découper certains secteurs et en faire des réalités autonomes. Aussi n'y a-t-il pas plus de pensée indépendante du comportement ou de l'affectivité que de comportement indépendant de la conscience, etc... En dernière instance la pensée, l'affectivité et le comportement d'un individu constituent une unité cohérente et significative. Tout au plus faut-il ajouter que lorsqu'il s'agit d'individus, cette unité structurelle passe par un très grand nombre de médiations dont le sujet n'est en général pas conscient et qui, de ce fait, sont difficilement décelables, alors qu'il est incontestablement beaucoup plus aisé de mettre en lumière la cohérence qui régit le comportement, l'affectivité ou la conscience d'un groupe social à l'intérieur duquel les innombrables écarts individuels s'annulent mutuellement. Sans vouloir assimiler l'étude des faits sociaux à la statistique, il y a une certaine analogie entre cette constatation et le fait qu'il est impossible de dire si Pierre ou Jacques se mariera cette année, aura un enfant, un accident d'automobile, etc., alors qu'il est par contre toujours possible de prévoir avec une faible marge d'erreur le nombre de mariages, de naissances, d'accidents d'automobiles qu'il y aura dans tel pays à tel ou tel jour de l'année prochaine.

Revenons cependant au problème des relations entre l'infra- et la superstructure. La théorie marxienne telle que nous venons de l'exposer implique l'idée que, d'une part, il n'y a pas d'histoire autonome de l'économie, de la pensée, de la religion, etc., mais aussi que d'autre part, il n'y a pas, si on regarde l'ensemble de l'histoire, de primauté qui revienne *de droit* et *nécessairement* à tel ou tel secteur particulier de la vie sociale. Celle-ci, nous le répétons, constitue toujours une *totalité structurée* avec cette réserve cependant que le type précis de chaque structure particulière varie plus ou moins vite au cours du temps.

Qu'en est-il alors de la célèbre prédominance des facteurs économiques? Prise dans son ensemble, comme théorie de l'évolution historique, elle signifie chez Marx seulement qu'au cours de l'histoire passée, soit à cause de la pauvreté des sociétés primitives,

soit à cause de la division des sociétés ultérieures, en classes sociales, les hommes ont été obligés de consacrer la plus grande partie de leur activité à résoudre les problèmes qui concernent la production et la distribution des richesses matérielles, c'est-à-dire à ce que l'on nomme habituellement les problèmes économiques. De sorte que dans la mesure même où la vie des hommes constitue une unité qui tend vers la cohérence, la prédominance *quantitative* de l'économique dans la pensée et le comportement des individus aboutit à lui assurer une primauté en tant que facteur dynamique du devenir historique. Il ne s'agit cependant que d'une primauté *de fait* et *non de droit* qui disparaîtra naturellement le jour où l'acquisition des richesses matérielles passera, grâce au développement des forces productives et à un changement de structure sociale, au second plan de l'activité des individus. C'est le célèbre « saut » du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté. En tout cas, et cela est évident, cette thèse n'implique nullement l'idée d'une passivité particulière de la conscience et de la pensée théorique par rapport à l'activité économique.

Qu'en est-il alors de la théorie de la conscience reflet? Est-elle entièrement fausse? Certainement pas. Seulement elle exprime non pas un type *universellement valable* des relations entre l'infra et la superstructure, mais un type particulier de ces relations, propre à la société capitaliste classique [3].

Dans celle-ci la conscience tend en effet à devenir un simple reflet, à perdre toute fonction active au fur et à mesure que le processus de la *réification*, conséquence inévitable d'une économie marchande, s'étend et pénètre de l'intérieur tous les secteurs non économiques de la pensée et de l'affectivité. En principe la religion, la morale, l'art, la littérature ne sont ni des réalités autonomes, indépendantes de la vie économique, ni de simples reflets de celle-ci. Ils tendent cependant *dans le monde capitaliste* à le devenir au fur et à mesure que leur authenticité se trouve *vidée de l'intérieur* grâce à l'apparition d'un ensemble économique *autonome* qui tend à s'emparer de manière exclusive de toutes les manifestations de la vie humaine. On voit l'importance du phénomène que nous nous proposons d'analyser dans ses grands traits aujourd'hui.

Pour décrire ce processus, il faut naturellement partir de l'écono-

3. Dans ce travail nous employons le terme « société capitaliste classique » pour désigner à la fois le capitalisme libéral et le capitalisme monopoliste et impérialiste à *faible intervention économique de l'État.*

mie et notamment de l'étude de l'économie marchande. Ce qui caractérise celle-ci par rapport aux autres formes de production est ce qu'on pourrait appeler son *universalité* et son *anarchie*.

En effet, toutes les formes d'organisation de la production qui ont précédé l'économie marchande en général et l'économie capitaliste en particulier étaient caractérisées par l'existence d'unités de production et de consommation à l'intérieur desquelles l'organisation de la production des biens et de leur distribution se faisaient suivant un schème, sans doute très souvent inique et inhumain, mais toujours transparent et facilement compréhensible.

Dans toutes ces formes d'organisation il y avait une règle traditionnelle, religieuse, rationnelle, etc., qui conférait à certains individus ou à certains groupes d'individus le droit de décider — dans certaines conditions et selon un certain ordre bien entendu — des biens à produire, de la répartition éventuelle du travail à l'intérieur du groupe et de la distribution ultérieure des produits. C'est pourquoi toutes ces formes d'organisation sociale supposaient non seulement une limitation des unités économiques (avant le monde capitaliste ces unités n'ont jamais coïncidé, ne serait-ce qu'avec les groupes nationaux) mais aussi une transparence assez grande du caractère *humain* et *social* de l'organisation de la production.

Ces deux choses disparaissent cependant avec l'extension de l'économie marchande. Celle-ci est d'emblée, sinon réellement, du moins *virtuellement* universelle; grâce à l'échange, un producteur européen peut travailler avec des matières premières venant de l'autre côté du globe, et vendre son produit à travers un certain nombre d'intermédiaires à des distances pratiquement illimitées. Sans doute la vie économique n'est-elle devenue que très tard réellement internationale. Il y a cependant dans la production pour le marché dés ses formes les plus simples une possibilité virtuelle de surmonter toutes les limitations particulières, nationales, religieuses, sociales, etc., et de s'étendre indéfiniment. Il n'existe pour le commerçant comme tel et pour les producteurs en tant qu'acheteurs de matières premières et de force de travail, et vendeurs de produits, que des êtres qui ont la qualité abstraite d'hommes, c'est-à-dire d'acheteurs et de vendeurs possibles, abstraction faite de toute autre particularité sociale. C'est, entre autres, le fondement historique de l'idéologie moderne des droits de l'homme, de l'égalité, de la légalité, de la justice universelle, etc.

Mais d'autre part ce qui caractérise la production pour le marché, c'est aussi l'absence, à tous ses niveaux, d'un organisme réglant à la fois la production et la distribution des marchandises. Sans doute, au niveau d'une entreprise individuelle dans le monde capitaliste classique, la production est-elle rigoureusement planifiée, mais l'individu ou le groupe d'individus, disons le bureau technique, qui organise rationnellement la production sous l'angle de l'efficacité et de la rentabilité, ne jouit d'aucune autorité lorsqu'il s'agit d'assurer la circulation et la distribution; ici il n'y a qu'une règle : les produits doivent être vendus à un prix suffisamment élevé sur un marché plus ou moins compétitif dans lequel chacun se trouve en face d'acheteurs ou de concurrents qui agissent indépendamment de lui et même à l'encontre de ses intentions. C'est pourquoi ce marché prend pour lui l'aspect d'une *réalité aveugle*, *objective* et *extérieure*.

Cette absence d'organisme régulateur commun à la production et à la distribution qui est le propre de toute économie marchande ou capitaliste, non planifiée, constitue ainsi la contrepartie de son universalité. C'est ce que nous appelons l'anarchie de la production[4].

Ce qui, dans une production marchande, remplit la fonction de l'organisme planificateur, c'est précisément le marché et, à l'intérieur de celui-ci, l'échange des marchandises dans une certaine proportion, échange qui, dans sa forme immédiate, s'appelle *prix*, et dans sa forme pure, abstraction faite de tout déséquilibre entre l'offre et la demande et de toute variation de celle-ci, est appelé par Marx *valeur*.

La réflexion la plus simple permet sans doute de constater que les dispositions individuelles des producteurs et l'affrontement sur le marché des innombrables vendeurs et acheteurs aboutissent chaque année au remplacement des forces productives et des matières premières utilisées dans la production, à une augmentation éventuelle de celle-ci et aussi à assurer la consommation effective — suffisante ou insuffisante, c'est là une autre question — de tous ceux qui constituent la société (ouvriers, capitalistes, couches moyennes...).

Seulement, ce résultat n'est pas obtenu par une décision

4. Nous faisons pour l'instant abstraction des formes modernes d'organisation économique, tant dans le monde socialiste, que dans le monde capitaliste qui, dans la mesure où elles réussissent à remplacer le marché, ou à réduire son rôle aboutissent aussi au dépassement de la réification.

consciente de tel individu ou tel organisme planificateur, il est le résultat *objectif* et *involontaire* des heurts entre les acheteurs et les vendeurs sur le marché. Aussi est-il naturel que, pour comprendre le mécanisme de la production marchande, il faille commencer comme l'a fait Marx par l'étude de la valeur et des prix.

Dans un grand nombre de textes Marx insiste sur le fait que ce qui, dans une économie marchande, caractérise la valeur d'échange, c'est qu'elle transforme la relation entre le travail nécessaire à la production d'un bien et ce bien lui-même, en *qualité objective de l'objet.* C'est le processus même de la réification [5].

Que signifie ce terme? Certainement pas que la « valeur » puisse devenir une qualité de la chose sur le même mode que sa couleur, sa dureté, son odeur, etc. Il s'agit naturellement d'un processus social qui fait que *dans la production marchande* la valeur se présente *à la conscience des hommes* comme une qualité objective de la marchandise. Analysons ce processus d'un peu plus près.

Dans toute économie *non marchande*, ce qui détermine les hommes à consacrer une partie de leurs efforts à la production de certains biens, ce sont les qualités naturelles de ces derniers, qualités qui les rendent aptes à satisfaire les besoins naturels ou sociaux des membres du groupe. Nous appelons ces qualités leur *valeur d'usage.*

Qu'il s'agisse de la chasse dans un clan primitif, du travail agricole d'un serf ou de la corvée sur la terre du seigneur, les hommes ont toujours plus ou moins conscience de la nécessité de produire certains biens pour se nourrir, se vêtir, etc., eux-mêmes ou pour nourrir, vêtir, etc., d'autres membres de la société. Sans

5. *Le Capital,* tome I, p. 74 (Éditions Sociales), Paris. « Le produit du travail est, dans n'importe quel état social, valeur d'usage ou objet d'utilité mais il n'y a qu'une seule époque déterminée dans le développement historique de la société, qui transforme généralement le produit du travail en marchandise, c'est celle où le travail dépensé dans la production des objets utiles revêt le caractère d'*une qualité inhérente à ces choses,* de leur valeur. »

Critique du programme de Gotha :

« Au sein d'un ordre social communautaire fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même le travail incorporé dans les produits n'apparaît pas davantage comme *valeur* de ces produits, comme *une qualité réelle possédée par eux,* puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. »

doute, vus par *les économistes d'aujourd'hui*, les hommes possèdent-ils aussi toujours une certaine force limitée de travail et quelqu'un doit-il décider de son utilisation, soit pour produire tels biens, soit pour en produire tels autres. En ce sens le problème d'une comparaison des biens sous l'angle du *coût en travail social* existe dans n'importe quel ordre économique. Cependant, sur ce point, deux remarques particulièrement importantes s'imposent :

Pour des raisons sociologiques, aucun système économique précapitaliste ne permet de comprendre l'idée de travail abstrait et donc l'idée de coût social des produits [6]. En effet, dans la conscience des hommes de ces sociétés, les individus qui produisent, leur activité, les biens produits, leur distribution constituent *une unité indistincte* dans laquelle on ne saurait séparer le travail abstrait de ses manifestations concrètes. Tout autre chose est alors une heure de travail d'un prêtre ou d'un seigneur au Moyen Age et celle d'un esclave ou d'un serf, et cela dans un sens *qualitatif* de sorte que l'on n'aurait pu dire — chose qui nous semble pourtant *aujourd'hui* toute naturelle — que l'heure de travail de l'un « vaut plus » que l'heure de travail de l'autre.

Pour les mêmes raisons, personne n'aurait eu l'idée de présenter cette comparaison sous la forme d'un rapport entre la valeur abstraite (*qualitativement* identique et différente seulement du point de vue *quantitatif*) de deux *biens*.

Passons maintenant de l'économie naturelle à l'économie marchande. Nous avons dit que ce qui caractérise en premier lieu celle-ci est l'absence de plan reliant la production à la consom-

6. Marx, *Le Capital*, p. « 73. Ce qui empêchait Aristote de lire dans la forme valeur des marchandises, que tous les travaux sont exprimés ici comme travail humain indistinct et par conséquence égaux, c'est que la société grecque reposait sur le travail des esclaves et avait pour base naturelle l'inégalité des hommes et de leurs forces de travail. Le secret de l'expression de la valeur, l'égalité et l'équivalence de tous les travaux parce que et en tant qu'ils sont du travail humain, ne peut être déchiffrée que lorsque l'idée de l'égalité humaine a déjà acquis la ténacité d'un préjugé populaire. Mais cela n'a lieu que dans une société où la forme marchandise est devenue la forme générale des produits du travail, oû par conséquent, le rapport des hommes entre eux comme producteurs et échangistes de marchandises est le rapport social dominant. Ce qui montre le génie d'Aristote, c'est qu'il a découvert dans l'expression de la valeur des marchandises un rapport d'égalité. L'état particulier de la société dans laquelle il vivait l'a seul empêché de trouver quel était le contenu réel de ce rapport. »

mation [7]. Les marchandises restent sans doute ici aussi des biens utiles et possèdent une valeur d'usage. Cependant si elles aboutissent en dernière instance au consommateur qui recherche cette valeur d'usage, c'est seulement parce qu'elles arrivent d'abord sur un marché où elles sont comparées à d'autres marchandises sous l'angle *purement quantitatif* de leur *valeur d'échange*. C'est pourquoi, lorsque les biens deviennent des marchandises, ils se dédoublent brusquement et présentent deux attributs différents, *en apparence* indépendants l'un de l'autre : une *valeur d'usage* qui intéresse seulement le dernier consommateur lorsque la marchandise a quitté le marché, et une *valeur d'échange* qualitativement identique dans toutes les marchandises et différente seulement par *sa quantité*. C'est cette *valeur d'échange* commune à toutes les marchandises qui permet leur comparaison et leur échange sur le marché.

De même, le travail nécessaire à leur production se sépare alors en deux éléments différents que nous pourrions appeler, l'un *travail concret* (en tant qu'il est travail de cordonnier, tourneur, fraiseur et crée des valeurs d'usage) et l'autre *travail abstrait* (force musculaire, énergie dépensée, etc.) qualitativement identique chez tous les travailleurs productifs, ne différant que par la *quantité* et créant les valeurs d'échange. Rappelons que Marx a toujours considéré la distinction entre ces deux aspects du travail dans une économie marchande comme une de ses découvertes les plus importantes.

Or, si lors de ses premières apparitions, le commerce ne touche que des biens en surplus, et si l'on ne pratique l'échange qu'aux frontières des communautés, on sait que, bientôt, le marché détruira les anciennes formes économiques pour s'emparer de la production elle-même. Au départ, le groupe produit *pour sa propre consommation* et n'échange que certains biens en surplus contre d'autres qu'il ne peut produire lui-même; à la fin de cette évolution les groupes ont disparu en tant qu'unités économiques et les individus ne produisent plus que pour la vente sur le marché.

C'est ainsi que la production pour le marché (et sa forme développée, la production capitaliste) ne contient pas seulement en elle la *possibilité* d'une économie universelle mais représente

7. Le plan a bien entendu beaucoup d'autres fonctions, par exemple celle d'organiser la production, mais ce n'est pas ce qui nous intéresse en ce moment.

aussi *un facteur actif de dissolution* de toutes les anciennes économies naturelles [8] auxquelles elle tend à se substituer.

Examinons maintenant d'un peu plus près l'aspect psychologique de la vie économique, dans une économie où l'énorme majorité des biens, sinon leur totalité, est produite pour le marché, et où le prix se substitue à tout autre organisme planificateur [9].

Notre but n'étant pas d'écrire un traité d'Économie Politique, nous n'insisterons pas sur ce qui, dans le fonctionnement du marché, fait qu'au niveau d'une économie marchande simple, les prix oscilleraient autour de la valeur, alors que dans une économie capitaliste libérale ils oscilleraient autour d'un niveau assurant à tous les capitaux le même taux de profit moyen et que, dans les deux cas, ce point d'équilibre assurerait en même temps la production d'un ensemble de biens dont les aspects concrets, les valeurs d'usage, correspondraient à la reproduction et à la consommation de la société [10]. Ce qui nous intéresse pour comprendre le phénomène de la réification, c'est le mécanisme psychique à travers lequel ont lieu tous ces processus.

Partons dans ce travail (qui, cela va de soi, ne sera qu'une étude schématique et sommaire du phénomène) d'une constatation d'autant plus importante qu'elle constitue une des pièces maîtresses de l'économie libérale classique. Dans une société capitaliste idéale dans laquelle rien n'entraverait le libre jeu de la concurrence, les choses iraient au mieux selon les grands économistes libéraux car chaque entrepreneur essayant de réaliser un profit aussi grand que possible serait obligé de baisser les prix pour lutter efficacement contre ses concurrents. Il *agirait ainsi de surcroît et sans le vouloir consciemment*, dans l'intérêt des consommateurs qui obtiendraient les marchandises aux prix le plus bas.

Bien que cette vue soit *inexacte* en tant que description de la formation des prix, nous nous attacherons ici seulement à l'*analyse*

8. Nous employons ce terme pour désigner par rapport à l'économie marchande toutes les formes d'organisation économique impliquant un organisme de planification de la production et de la consommation.

9. Ce terme peut paraître impropre pour désigner à la fois les paysans qui organisent l'économie d'une famille au Moyen Age et la commission planificatrice d'une économie socialiste. Les différences sont sans doute énormes, mais la fonction économique est par certains côtés, qui nous intéressent ici, analogue.

10. Une remarque en passant. C'est pour expliquer ce *dernier* point que la théorie de « l'utilité marginale » peut avoir un certain intérêt théorique,

rigoureuse des *mécanismes psychologiques* par lesquels les *équilibrations et aussi les valeurs humaines de solidarité* se réalisent — lorsqu'elles se réalisent — dans le monde capitaliste. Les théoriciens du capitalisme libéral nous disent que cela se fait *implicitement* sans que les hommes le veuillent, *malgré* et *contre* la volonté des individus. Dans le monde fictif des économistes classiques — monde qui n'est qu'une extrapolation schématique et idéalisée du monde capitaliste réel — les individus seraient de parfaits égoïstes, indifférents et insensibles aux souffrances, aux aspirations et aux besoins de leurs semblables, mais qui passeraient (c'est en cela que consiste l'idéalisation) leur temps à aider ces derniers *sans le vouloir*.

Ajoutons que ce schème de pensée, loin d'être particulier aux économistes, exprimait à tel point la structure essentielle de la réalité capitaliste en train de naître que nous le retrouvons dès le XVII[e] siècle, dans une lettre de Descartes à la Princesse Elisabeth où il écrit que « Dieu a tellement établi l'ordre des choses et conjoint les hommes ensemble à une si étroite société que, encore que chacun rapportant tout à soi-même et n'eût aucune charité pour les autres, il ne laisserait pas de s'employer ordinairement pour eux en tout ce qui serait de son pouvoir pourvu qu'il usât de prudence, principalement s'il vivait dans un siècle où les mœurs ne fussent pas corrompues » (Lettre du 6 octobre 1645.) Nous le trouvons aussi chez Leibniz lorsqu'il enseigne que, bien que les monades n'aient ni portes, ni fenêtres, leur ensemble réalise « le meilleur des mondes possibles » et enfin, *dans une perspective critique*, chez Kant, lorsqu'il oppose l'impératif catégorique à la vie réelle où un commerçant qui « établit un prix, fixe le même pour tout le monde, si bien qu'un enfant achète chez lui aussi bien que n'importe qui, car son intérêt l'exige et l'on n'a pas le droit de supposer qu'il dût éprouver, par-dessus le marché, de la sympathie pour ses clients, de façon à ne pas faire, par affection pour eux, en quelque sorte, des prix plus avantageux à l'un qu'à l'autre; l'action n'étant donc accomplie ni par devoir, ni par sympathie, mais seulement dans une intention intéressée. » L'analogie entre tous ces raisonnements est évidente.

Après les relations entre hommes, abordons maintenant l'autre aspect complémentaire de la vie économique, la relation des hommes avec les choses. Dans toutes les formes de sociétés les hommes produisent — nous l'avons déjà dit — des objets pour

leur propre consommation ainsi que pour celle des autres membres du groupe. Seulement, dans toutes les formes sociales précapitalistes, la raison *consciente* qui pousse les hommes à employer leur travail à la production de certains biens, ou à obliger les autres hommes à le faire, est *la valeur d'usage*, la diversité multiple des produits qui leur permet de satisfaire les besoins humains. Sans doute l'ordre social de la plupart des sociétés du passé était-il fondé sur l'oppression brutale, sur les privilèges d'une petite minorité et l'exploitation du grand nombre des travailleurs; néanmoins, à travers cette oppression et cette injustice, s'établissait toujours plus ou moins clairement une relation *réelle* et *consciente* entre les producteurs et *la valeur d'usage* des biens produits.

Dans cette structure, commune aux différents ordres sociaux non capitalistes, le développement de *la production pour le marché* a introduit une modification radicale. A côté de *la valeur d'usage* et, en grande mesure, à la place de celle-ci, il a créé et développé la valeur économique, *la valeur d'échange*. C'est pourquoi, aujourd'hui, les industriels ne produisent plus les biens devenus *marchandises*, en fonction des valeurs d'usage diverses et multiples qui permettraient de satisfaire les besoins variés de leurs semblables, mais pour réaliser leur *valeur d'échange* commune, *qualitativement identique* dans toutes les marchandises qui arrivent sur le marché. Il est vrai que la valeur d'usage n'a pas perdu toute réalité : on ne peut vendre une marchandise — réaliser sa valeur d'échange — que dans la mesure où elle présente une valeur d'usage pour le dernier acheteur. Néanmoins, tant qu'elle n'a pas quitté le cercle des relations interhumaines, tant qu'elle en est encore au stade de la production et de la vente, sa *valeur d'échange* occupe seule la conscience des hommes, la valeur d'usage n'a d'importance que par rapport à celle-ci. Un fabricant de chaussures ne se demande pas si ses chaussures sont bonnes, mais si elles sont vendables; leur qualité ne l'intéresse que dans la mesure où elle facilite ou, au contraire, rend plus difficile l'écoulement de sa production. Et, même le consommateur, lorsqu'il décide d'acheter une paire de chaussures, pense d'abord au prix qu'il peut y mettre ainsi qu'au prix moyen des chaussures sur le marché à l'instant où il va s'en porter acquéreur. Combien de fois achetons-nous telle ou telle marchandise, non parce qu'elle est belle ou bonne, ni même parce que nous en avons besoin, mais parce qu'elle est « avantageuse », c'est-à-dire un peu moins chère que

le prix courant ! Certes, il arrive sans doute un instant où la « marchandise » devient objet concret, où la valeur d'échange disparaît pour faire place à la valeur d'usage ; mais ce n'est que lorsqu'elle a quitté la sphère des relations interhumaines générales, la sphère de l'échange, pour rentrer dans ce que nous appellerons la *sphère privée*, la sphère de la consommation. Ici l'individu est seul devant les biens qu'il consomme, ou bien s'il s'agit encore de relations interhumaines, ce sont des relations *familiales* ou *d'amitié*, qui, elles (précisément parce qu'elles sont privées, c'est-à-dire plus ou moins soustraites à l'action *immédiate* du marché) sauvegardent encore, dans une certaine mesure, l'altruisme et la solidarité interindividuelle.

La parenté entre nos deux analystes est évidente : Comme la valeur d'usage, la solidarité consciente et voulue entre les hommes est reléguée dans le domaine « privé » des relations de famille ou d'amitié ; dans les relations interhumaines générales, et notamment économiques, par contre, la fonction de l'une et de l'autre est devenue *implicite*, obscurcie par les seuls facteurs agissant « l'égoïsme » de l' « homo-œconomicus » qui administre rationnellement un monde abstrait et purement quantitatif de « valeurs d'échange ».

Soulignons l'importance capitale de ces deux phénomènes pour la structure psychique des hommes vivant dans le monde capitaliste. Tout d'abord ils doivent nécessairement amener la rupture des relations immédiates entre les hommes et la nature. La valeur d'usage était liée à l'aspect sensible et divers des choses naturelles ou fabriquées ; la valeur d'échange fait abstraction de toute qualité sensible et — commune à toutes les marchandises — ne connaît plus que des différences de *quantité*. Tout élément qualitatif est éliminé de manière radicale. Les résultats de cette transformation n'ont d'ailleurs pas été uniquement négatifs ; ils ont favorisé, entre autres, dans la Grèce antique et, plus tard, dans l'Europe occidentale du XVIe et du XVIIe siècle, la naissance et le développement de l'atomisme et d'une physique mécaniste affirmant le caractère illusoire de toutes les qualités sensibles et réduisant l'univers physique à des éléments étendus et quantitatifs. Il n'en est pas moins vrai que le développement de la production capitaliste fondée sur le facteur purement quantitatif de la valeur d'échange a fermé progressivement la compréhension des hommes aux éléments qualitatifs du monde naturel. La sensibilité à ces

éléments est devenue de plus en plus le privilège « des poètes, des enfants, et des femmes » — c'est-à-dire des individus *en marge de la vie économique.*

Cette transformation ne se limite pas aux rapports entre les hommes et la nature; elle touche aussi les relations des hommes entre eux, bien que là non plus ses résultats ne soient pas uniquement négatifs. A la création d'une physique scientifique, au niveau des relations entre les hommes et le monde naturel, correspond sur le plan des relations sociales l'affirmation de la *liberté individuelle* comme valeur et la notion de la *justice* comme droit reconnu à chaque individu de faire dans la sphère de sa liberté, tout ce qui n'empiète pas sur la liberté des autres. Il n'en est pas moins vrai que, même en nous limitant provisoirement au plan de l'économie, l'individu — l'ouvrier notamment — n'est plus, comme l'artisan du Moyen Age, un homme irremplaçable en tant qu'il est seul à produire tels ou tels objets qu'un autre produira différemment; il est devenu un producteur de *marchandises*, de *valeurs d'échange* [11] et comme tel un élément *interchangeable* d'un calcul compliqué peut-être, mais en tout cas *rationnel.* Son travail n'est plus le travail de tel ou tel individu; dans la comptabilité de l'entreprise, c'est le travail d'un ouvrier anonyme qui coûte telle somme et rapporte tel profit. Et le phénomène s'étend aussi aux relations entre industriels ou commerçants. C'est un des caractères fondamentaux de la société capitaliste de masquer les relations sociales entre les hommes et les réalités spirituelles et psychiques en leur donnant l'aspect d'attributs naturels des choses ou de lois naturelles [12]. C'est pourquoi les relations d'échange entre les différents membres de la société — transparentes et claires dans toutes les autres formes d'organisation sociale — prennent ici la forme d'un attribut de choses mortes : le prix.

« Une paire de chaussures coûte cinq mille francs. » C'est l'expression d'une relation sociale et implicitement humaine entre l'éleveur de bétail, le tanneur, ses ouvriers, ses employés, le revendeur, le marchand de chaussures et enfin le dernier consommateur. Mais rien de tout cela n'est visible; la plupart de ces personnages ne se connaissent même pas et ignorent jusqu'à leur existence mutuelle. Ils seraient tout étonnés d'apprendre l'existence d'un

11. Encore les produit-il *pour un autre.*
12. D'où le nom de *réification* (Verdinglichung).

lien qui les unit. Tout cela s'exprime par un seul fait : « Une paire de chaussures coûte cinq mille francs. »

Or, ceci n'est pas un fait isolé, c'est au contraire le phénomène social fondamental de la société capitaliste : la transformation des relations humaines qualitatives en *attribut quantitatif des choses inertes*, la manifestation du travail social nécessaire employé pour produire certains biens comme *valeur*, comme *qualité objective de ces biens*, la réification qui s'étend par la suite progressivement à l'ensemble de la vie psychique des hommes où elle fait prédominer l'abstrait et le quantitatif sur le concret et le qualitatif.

Pour l'industriel ou le commerçant dans une économie capitaliste la valeur d'usage des produits n'est qu'un détour inévitable à travers lequel il doit retrouver une *valeur plus grande* que celle dont il était parti : une plus-value, un profit.

Or, pour y arriver, il doit tout d'abord procéder à l'intérieur de la production d'une manière aussi rationnelle que possible, c'est-à-dire transposer d'emblée tous les éléments qualitatifs de la production (main-d'œuvre, matières premières) en éléments quantitatifs de l'ordre du prix de revient, du rendement, etc., c'est-à-dire de l'ordre de la valeur.

Deuxièmement, si la volonté consciente du capitaliste intervient pour organiser le processus de production, celui-ci se trouve par contre au départ — lorsqu'il s'agit d'acheter la main-d'œuvre et les matières premières, — et surtout à la fin de ce processus — lorsqu'il s'agit de vendre les produits — en face d'un marché, sur lequel les événements se présentent comme le résultat de lois aveugles indépendantes des volontés individuelles et régies par les prix, c'est-à-dire par les qualités objectives des choses. C'est ainsi que, dans ce domaine fondamental de la vie humaine qu'est la vie économique, l'économie marchande masque le caractère *historique* et *humain* de la vie sociale, transformant l'homme en *élément passif*, en *spectateur* d'un drame qui se renouvelle continuellement et dans lequel les seuls éléments réellement actifs sont les choses inertes.

Loin d'être une simple vue de l'esprit, cette distorsion est une réalité psychique profonde qui s'exprime jusque dans le langage. Nous employons couramment des expressions, en soi absurdes mais que tout le monde comprend, comme : « L'entreprise marche bien », « le cuivre monte », « l'acier baisse ». Marx écrivait, dans *Le Capital*, qu'on arrive ainsi à un aspect manifeste des

relations économiques et sociales, merveilleusement caractérisé par l'expression d'un personnage shakespearien : « Être un homme bien fait est le résultat des circonstances, mais savoir lire et écrire, cela nous vient de la nature. »

Il faut d'ailleurs ici ajouter une remarque qui demande de plus amples développements et surtout des contrôles historiques longs et difficiles à effectuer. En effet, en sus de la réification étudiée par Marx et qui est due à la production marchande, il est probable que la structure *capitaliste* de l'économie renforce encore l'autonomie des choses inertes par rapport à la réalité humaine.

Dans toute société l'activité sociale est étroitement liée aux objets physiques. Les hommes agissent tous ensemble sur la réalité non humaine, et cette réalité se transforme continuellement sous l'action des hommes.

Il est probable que, pour pouvoir agir sur cette réalité, les hommes ont été obligés, dans toute société, de séparer l'aspect cognitif de la réalité physique, de leurs relations actives ou affectives avec elle créant ainsi un *monde de choses* dont on peut parler sur le mode *théorique*, sur le mode de la *constatation*. Il est aussi probable que pour le faire ils ont pendant toute leur histoire été finalement obligés de relier ces tableaux continuellement changeants que sont les données empiriques immédiates à des invariants conceptuels dont un des plus importants pour la vie quotidienne a été celui de *l'objet*, de la *chose*.

Néanmoins, le problème se pose de la structure que prend, dans les différentes sociétés pour la conscience des hommes, la relation entre ces invariants et le devenir en général et celle qui existe entre les choses et l'action humaine qui les transforme en particulier. (Je veux parler par exemple du rapport qui existe entre la maison et l'action des hommes qui l'habitent et la transforment continuellement jusqu'au jour où ils la démolissent.) Dans les *Thèses sur Feuerbach*, Marx a posé ce problème au niveau essentiel des rapports entre la perception et l'activité perceptive. De nos jours Jean Piaget a retrouvé les positions de Marx dans ses études expérimentales sur la perception [13].

Or il nous paraît hautement probable que dans la société capi-

13. Ce problème est aussi posé d'une manière particulièrement suggestive et claire dans une attrape enfantine : Jeannot a un couteau, un jour il en fait changer le manche, deux mois plus tard il fait changer la lame. Est-ce toujours le couteau de Jeannot?

taliste le fait qu'à chaque instant la propriété du produit soit intégralement *séparée* de ses producteurs, que l'ouvrier produise des objets qui ne lui appartiennent pas, contribue à rendre la catégorie de l'invariant, de la chose, autrement prépondérante par rapport à l'activité transformatrice des hommes qu'elles ne l'ont été dans les autres formes d'organisation sociale.

D'autre part, Marx l'a suffisamment mis en lumière, dans le monde capitaliste l'activité humaine n'est pas seulement séparée de ses produits mais se trouve elle-même assimilée aux choses dans la mesure où la force de travail devient *une marchandise* qui a une *valeur* et un *prix propres*. Cela se manifeste aussi bien dans la comptabilité des entreprises que dans l'Économie Politique où la force de travail est considérée comme un simple élément du capital circulant qui ne se distingue en rien des autres éléments de celui-ci (matières premières, etc... [14]).

Enfin, il faut ajouter que, exactement comme la production capitaliste a tendance à s'étendre et à se substituer aux autres formes de production, rendant ainsi la réalité conforme à ses propres catégories, elle a aussi, pendant une très longue période qui est en train d'être dépassée seulement de nos jours grâce à l'automation, transformé effectivement la situation d'une grande partie de la classe ouvrière en réduisant la qualification et avec elle les différences entre les individus, rendant ceux-ci interchangeables et assimilant ainsi leur activité concrète à ce « travail abstrait, simple, socialement nécessaire » qui est le fondement de la valeur d'échange.

En résumé, l'économie marchande et notamment l'économie capitaliste tend à remplacer dans la conscience des producteurs la valeur d'usage par la valeur d'échange et les relations humaines concrètes et significatives, par des relations abstraites et universelles entre vendeurs et acheteurs, elle tend ainsi à substituer dans l'ensemble de la vie humaine le quantitatif au qualitatif.

De plus elle sépare le produit du producteur et renforce par cela même l'autonomie de la chose par rapport à l'action des hommes et au devenir.

Elle fait enfin de la force de travail une *marchandise* ayant une

14. On sait que dans le *Capital* la distinction fondamentale qui s'ajoute et passe au premier plan par rapport à celle entre capital fixe et capital circulant est celle entre *capital constant* et *capital variable*, c'est-à-dire entre objets et travail humain.

valeur, — et cela signifie qu'elle transforme là aussi une réalité humaine en chose — et augmente pendant une très longue période historique le poids du travail non qualifié, ou peu qualifié, par rapport au travail qualifié remplaçant même, sur le plan de la réalité immédiate, les différences qualitatives par de simples différences de quantité.

II

Or, les conséquences de la *réification* dans tous les domaines de la vie humaine non proprement économiques sont considérables.

La première et la plus importante nous paraît être la formation de l'État bureaucratique moderne. Max Weber a déjà remarqué que le développement d'une production capitaliste au-delà d'un certain niveau est inconcevable sans une administration et une justice institutionnalisées, dont on puisse prévoir les décisions afin de les intégrer à l'avance à la comptabilité des entreprises, c'est-à-dire sans une administration et une justice dont les décisions soient régies par des principes généraux formels et abstraits, qui ne sauraient être mis en question dans chaque cas particulier, même au nom de considérations humanitaires. C'est là sans doute une importante garantie des citoyens contre l'arbitraire des fonctionnaires et des juges, mais cela entraîne aussi une institutionnallisation et un formalisme qui, dans chaque cas précis, peuvent devenir absurdes.

La nécessité de punir les criminels et de faire respecter et durer un certain ordre dans les relations sociales sont des faits communs à toutes les sociétés divisées en classes antagonistes; il a cependant été réservé aux sociétés partiellement capitalistes de l'antiquité et aux sociétés capitalistes modernes d'instaurer un formalisme juridique qui transformât le juge en une sorte d'automate appliquant souvent contre sa volonté une loi abstraite et rendant des sentences qui, pour être strictement légales, n'ont plus grand-chose à faire avec l'équité et les catégories humaines.

Mais, pour l'économie capitaliste, c'était là une nécessité inéluctable. Le conflit juridique étant une des éventualités de la production, il fallait le rendre *calculable* pour pouvoir l'intégrer au *calcul rationnel* des risques de l'entreprise. Il fallait, pour employer une image de Max Weber, que la justice devînt une

sorte d'automate qui permît à l'entrepreneur de prévoir avec certitude la sentence qu'il obtiendra en appuyant sur le bouton de la procédure et en glissant un jeton représentant telle ou telle somme dans la fente des frais. Sans doute la constitution d'une justice formelle a-t-elle eu ses aspects *positifs* car elle a réduit, dans une large mesure, l'arbitraire du pouvoir personnel; il n'empêche qu'elle a éliminé aussi les considérations humaines du fonctionnement de l'appareil judiciaire, les remplaçant par une loi impersonnelle abstraite et réifiée. A Rome où le capitalisme n'était encore que partiel, certaines expressions courantes comme : *Summum jus summa injuria* ou *Fiat justitia pereat mundus* semblent avoir conservé la réaction populaire à la constitution d'un droit abstrait et réifié*.

Et si de nos jours des institutions comme le jury, le juge pour enfants, les circonstances atténuantes et la condamnation avec sursis ont, en droit pénal, introduit une certaine élasticité qui permet de tenir compte de la personne de l'inculpé et de la situation concrète dans laquelle il a commis son acte (ce qui montre que la réification perd du terrain), le formalisme reste strict et rigoureux en droit civil et commercial où il touche directement la comptabilité des entreprises.

Bien entendu, à travers la réification, les relations fondamentales continuent à exister et à remplir leur fonction : le boulanger cuit le pain que mangera le cordonnier et celui-ci fait des chaussures que portera, entre autres, le boulanger; le juge, par ses sentences, assure la durée et le fonctionnement de l'ordre existant. Mais ces fonctions ne sont plus remplies qu'*implicitement;* elles s'affaiblissent et trop souvent disparaissent entièrement de la conscience des hommes, et même les quelques vestiges qui s'y trouvent encore n'ont plus de contact *immédiat* avec la vie et l'action quotidienne des individus. D'une manière *immédiate*, le juge applique la loi, le boulanger fait du pain pour le vendre et obtenir de l'argent. Pour le juge, l'inculpé n'est qu'un être abstrait; pour le boulanger, l'acheteur n'est qu'une sorte d'automate qui entre dans la boutique, prend la marchandise et met l'argent sur le comptoir. Et d'ailleurs, le boulanger lui-même, *pour la plus grande partie de sa vie et de sa*

* Il faut d'ailleurs distinguer ici un formalisme archaïque d'origine religieuse de la constitution d'un formalisme juridique proprement dit. C'est là bien entendu un problème complexe et qui demanderait des recherches approfondies.

personne, n'est plus qu'un automate qui fait l'action inverse. Il est vrai que ces deux automates sont des hommes qui doivent entrer en contact, parler ensemble, parfois, dans la grande bourgeoisie industrielle et financière, entretenir des relations sociales, se rencontrer aux mêmes endroits, etc... Mais tout cela n'est plus *essentiel*, ce n'est plus que le décor inévitable du seul fait fondamental : une chose inerte — la marchandise — s'échange contre une autre chose inerte — l'argent. D'un côté et de l'autre, les hommes ne sont plus que des prolongements, des accessoires de la seule réalité active et agissante : les choses inertes. Pour les rentiers, l'argent augmente et se reproduit de lui-même comme un être vivant. Le langage reflète cette situation. On dit « l'argent travaille », « le capital produit », « le revenu de la terre », etc...

C'est pourquoi tout ce que ces gens se disent encore lorsqu'il ne s'agit pas de leurs intérêts immédiats, devient faux, conventionnel et artificiel. C'est la psychologie du vendeur qui loue professionnellement la marchandise — même s'il sait que c'est la pire des camelotes —, qui est toujours aimable avec le client — même si au fond il voudrait l'envoyer à tous les diables ! La phrase, le bavardage, le mensonge conventionnel, la démagogie politique et sociale deviennent le phénomène général envahissant presque toute l'existence de la plupart des hommes et pénétrant parfois jusqu'aux racines les plus cachées de leur vie personnelle ou même de leurs relations érotiques ; car l'amour se transforme lui aussi trop souvent en décor extérieur et conventionnel du mariage de raison — c'est-à-dire d'affaires — comme les relations de parents à enfants, de frère à sœur deviennent souvent, elles aussi, des problèmes de rang social ou d'héritage.

Ainsi l'homme se mue progressivement en automate, subissant passivement l'action de lois sociales qui lui sont entièrement extérieures.

Implicitement sa vie psychique, sa « personne », son « esprit » perdent tout contact *essentiel* avec une matière qui lui apparaît soit comme étrangère soit comme en dernière instance irréelle (les deux positions correspondent au dualisme cartésien et à l'idéalisme fichtéen).

Dans la sphère « privée » des relations familiales et d'amitié — sphère plus éloignée de toute activité économique et même de toute activité publique — les valeurs humaines de solidarité restent cependant moins altérées et l'emprise de la réification quoique

réelle est moins accentuée. Cela engendre un *dualisme psychique* qui devient *une des structures fondamentales de l'homme dans le monde capitaliste.* L'individu peut à la rigueur rester humain dans ses rapports avec sa femme, ses enfants, ses amis. Dans le reste de son activité sociale il doit cependant se conformer à l'ordre existant avec ses lois écrites ou non écrites, l'ordre du marché avec son égoïsme rationnel, s'il est industriel ou commerçant, les ordres du patron, s'il est ouvrier ou employé, les ordres des supérieurs et les règlements généraux s'il est fonctionnaire. Et cela sous peine de ruine et de mort sociale ou économique [15].

L'homme devient ainsi esclave de lois abstraites et de choses inertes et cela jusqu'aux échelons les plus élevés. « Le roi est le premier serviteur de son État », disait le grand Frédéric et le petit entrepreneur devient le serviteur de son entreprise. Ce dualisme, qui s'exprime jusque dans la comptabilité où toutes les dépenses personnelles de l'industriel sont inscrites au débit comme « frais » qui s'opposent aux « gains » positifs de l'entreprise, recèle en soi des dangers considérables de barbarie dont nous parlerons plus loin, dangers que le capitalisme libéral et réifié avait tempérés par l'anarchie et l'individualisme qu'il impliquait mais qui n'étaient pas moins réels et menaçants. Charlie Chaplin l'a merveilleusement compris et exprimé dans son *Monsieur Verdoux*, le monstre par désir de respectabilité et de tendresse familiale. Bertolt Brecht a traité ce même sujet dans *La bonne âme de Se-tchouan.* L'histoire du Dr Jekyll et Mr. Hyde exprime une réalité humaine fondamentale que la société capitaliste engendre et crée constamment d'une manière plus ou moins intense chez tous les individus qui subissent et surtout acceptent l'action de la réification.

De temps à autre il est vrai, de grands cataclysmes sociaux, tout en renforçant la réification chez les uns, remettent à nu, chez les autres, la véritable réalité sociale et humaine. Il arrive alors que le boulanger et le cordonnier, parfois même le patron et

15. Il ne faut pas confondre cette distinction entre la « vie privée » et la « vie professionnelle » avec celle que Marx a étudiée surtout dans ses écrits de jeunesse entre la sphère privée et égoïste de la société civile et la sphère de l'universalité aliénée de l'État.

En réalité une analyse exhaustive devrait distinguer trois secteurs séparés et contradictoires de la vie psychique des individus dans la société capitaliste :

a) l'individu privé (famille, amis, etc.),
b) le bourgeois (vie professionnelle, activité économique),
c) le citoyen.

l'ouvrier, se rappellent qu'ils sont ensemble des hommes qui défendent la liberté devant l'oppression, et même les tenants de l'esprit pur : peintres surréalistes, poètes hermétiques, philosophes de l'individualisme farouche, comprennent que leur peinture, leur poésie et leur philosophie n'ont aucune valeur spirituelle tant qu'elles n'ont pas réussi à s'incarner, à trouver le contact avec le peuple, avec la réalité et la matière pour devenir des réalités actives et agissantes.

Malheureusement, il ne faut pas se faire d'illusions, tant que la société bourgeoise et capitaliste continue à exister, de pareils états d'esprit restent l'expression d'une situation exceptionnelle qui ne peut durer longtemps. Il suffit que l'équilibre soit rétabli pour que le *mécanisme* (le mot ici n'est pas un hasard) de la vie sociale quotidienne rétablisse la réification et que l'on retombe dans l'ancien état de choses.

III

Les conséquences de la réification s'étendent, bien entendu, à tous les domaines de la vie sociale et intellectuelle où il faudrait les analyser à l'aide de monographies autrement étendues que l'esquisse que nous essayons d'ébaucher ici. Vers 1923 Lukacs a élaboré les premiers éléments d'une pareille analyse appliquée à la philosophie classique allemande [16]. Il semble que des psychiatres contemporains aient pu aussi s'en servir comme concept opératoire dans l'analyse de certains états schizoïdes [17], mais la plus grande partie du travail reste bien entendu à faire.

Ce qui nous intéresse ici est la modification que le processus de réification entraîne dans la nature des relations entre l'infra- et la superstructure. Dans son ensemble le phénomène est général. Ce que nous désignons par le terme *réification* étant en premier lieu l'apparition dans la vie sociale de *processus économiques* en tant que *phénomènes autonomes* et par cela même *purement quantitatifs*, sa première conséquence est de soustraire presque entière-

16. George Lukacs. *Op. cit.*, chap. IV.
17. Il s'agit surtout des travaux en préparation du Docteur J. Gabel. Voir aussi du même auteur : *La Réification. Essai d'une psychopotologie de la pensée dialectique.* Esprit, 1951, *Kafka romancier de l'aliénation.* Critique, 1953 et *Die Verdinglichung in Camus, l'Étranger*, Jahrb für Psychoterapie, 1958.

ment ces phénomènes à l'action de la superstructure en renforçant au contraire leur action sur celle-ci.

Cette tendance générale prend cependant dans chaque domaine particulier des formes différentes et — si limité que soit l'espace dont nous disposons — nous ne pouvons éviter de distinguer au moins deux structures distinctes : les domaines plus étroitement liés à la vie économique, le droit et la politique, et les domaines plus éloignés de celle-ci : la vie intellectuelle, morale, religieuse, etc.

En ce qui concerne le droit, il touche de trop près la vie économique pour que — sauf en des situations exceptionnelles et transitoires (marché noir, etc.) — un décalage important, s'étendant à un grand secteur de la production, soit possible [18]. Aussi le développement de la production capitaliste en Europe occidentale a-t-il entraîné une transformation radicale de la superstructure juridique qui est devenue de plus en plus un simple reflet de la vie économique.

Quant au politique, ce qui caractérise les formations sociales non capitalistes est précisément sa symbiose totale avec l'économique et l'impossibilité de les distinguer l'un de l'autre. Il suffit de penser aux redevances et aux corvées féodales par exemple ou aux tributs des provinces dans la Rome antique pour voir à quel point il est difficile d'y séparer l'économique proprement dit de la force politique de coercition.

Au risque de nous répéter il nous faut rappeler que *l'économique comme phénomène autonome est propre à la production marchande* et que son apparition entraîne nécessairement l'apparition concomitante d'un domaine politique propre qui n'existait pas auparavant [19]. Dans la mesure en effet où la réification est liée à

18. Tant qu'il s'agissait seulement de commerce et d'un secteur réduit de la production de tels décalages ont cependant pu exister de manière prolongée, tel celui entre l'interdiction du prêt à intérêt dans le Droit Canon et son existence réelle sous des formes plus ou moins détournées dans la société.

19. Un des principaux griefs du R. P. J. Calvez contre la pensée de Marx provient simplement du fait qu'il n'a pas tenu compte de l'analyse de la réification. Il voit en effet une *incohérence interne* de cette pensée dans le fait d'expliquer *l'accumulation courante* comme un phénomène purement *économique*, et au contraire *l'accumulation primitive* comme phénomène *social* entaché de violence, de ruse, etc.

Malheureusement le R. P. Calvez n'a pas remarqué que pour Marx il n'y a de phénomène purement *économique* qu'à l'intérieur du capitalisme, alors que la naissance de celui-ci dans le sein des formations sociales antérieures ne saurait être, comme tout ce qui caractérise la vie sociale des formations non capitalistes, qu'un phénomène social global. La pensée de Marx est — sur ce point — rigoureusement cohérente.

l'existence d'une économie autonome ayant ses lois propres de fonctionnement, elle tend à réduire à l'extrême le domaine de l'État en faisant de lui simplement le gendarme et l'administrateur des intérêts *communs* de la classe dominante. C'est l'idéologie et dans une très grande mesure — malgré les apparences — la réalité des relations entre l'économie et l'État jusqu'à la veille de la dernière guerre mondiale (plus exactement jusqu'à l'hitlérisme et au New Deal) [20].

Ainsi le développement d'une économie capitaliste anarchique tend-il à réduire aussi bien le Droit que l'État en tant que réalité politique à des expressions plus ou moins passives — ou, plus exactement, tendant vers une passivité totale sans jamais l'atteindre réellement — de la seule réalité effectivement et *essentiellement agissante :* la vie économique et les intérêts de la classe dominante.

Quant au secteur proprement spirituel de la superstructure — la religion, la morale, la vie intellectuelle, la littérature, l'art, la philosophie, etc. — le même processus s'y exerce à un degré incomparablement plus poussé. Pour s'en rendre compte, il suffit de mentionner un fait aussi caractéristique qu'éloquent. L'apparition dans le monde capitaliste de phénomènes économiques autonomes a eu pour conséquence naturelle la constitution d'une science qui étudie ces phénomènes et qui est naturellement elle aussi propre à la société capitaliste : l'Économie Politique. Or, si on peut, à la limite, imaginer un traité d'Économie Politique qui ignorerait tout problème juridique ou politique, bien que la plupart des lecteurs ne manqueraient pas de ressentir cette omission comme une lacune, on serait inversement plutôt étonné de rencontrer dans un pareil traité des considérations religieuses, esthétiques, littéraires ou philosophiques et ce serait effectivement une exception hautement insolite.

Ajoutons qu'inversement personne ne s'étonnerait plus aujourd'hui de rencontrer une analyse de la vie économique dans une étude sur la philosophie, la littérature ou l'art.

20. Nous savons naturellement que c'est là un schème extrêmement général et que la réalité (bonapartisme, politique coloniale, influence traditionnelle des hobereaux en Allemagne, etc., par exemple) est bien plus complexe. Il correspond néanmoins à une réalité qui est à la base des analyses marxiennes. Voir notamment l'étude du correspondant psychique de la séparation entre l'économique et le politique, le dédoublement de l'individu en bourgeois, membre de la société civile et citoyen de l'État.

Cette constatation consacre simplement ce trait fondamental de la structure d'une société capitaliste classique [21] : l'économie — qui est le secteur le plus étendu de la vie sociale — jouit d'une autonomie presque totale, et si elle subit encore dans une faible mesure l'action de la vie juridique et politique, elle est par contre entièrement soustraite à toute action de la religion, de la morale et de la vie intellectuelle alors qu'elle continue à agir puissamment sur elles.

Or, déjà le simple fait que la religion, la morale, la philosophie, la littérature, etc., n'agissent plus que sur le secteur réduit et inessentiel de la vie du groupe que nous avons désigné sous le nom de « vie privée », qu'elles ont perdu toute action sur la vie économique leur enlève une grande partie de leur authenticité.

Il nous faut cependant ajouter ici quelques précisions. Si l'on veut donner au mot « authenticité » un sens scientifique opératoire (et même tout simplement si l'on veut faire une phénoménologie valable de l'authenticité) il est indispensable de distinguer l'authenticité subjective de l'authenticité objective car précisément la perte de toute influence sur la vie sociale et économique, le cantonnement dans le secteur privé de la conscience individuelle peut donner aux phénomènes religieux, moraux, esthétiques, etc., un excès d'authenticité *subjective* qui n'est que la contrepartie d'une radicale inauthenticité objective.

C'est la clef de l'art et de la philosophie romantiques qui, à force d' « authenticité » et de « profondeur » subjectives, éliminent tout souci de contact avec la réalité et aboutissent au pire des conformismes.

Il va cependant de soi que le problème de l'art et de la philosophie classiques à l'époque de la réification posent, eux aussi, des problèmes complexes.

Revenons cependant au problème initial : l'inauthenticité objective foncière du spirituel dans le monde capitaliste résultant à la fois du fait *qu'il a perdu toute action sur la vie économique* (et que, par là même, ce processus tend à diminuer progressivement et considérablement son action sur les différents secteurs étroitement liés à l'économie, État, Droit, etc...) et qu'il subit au contraire une influence intense et progressive de l'économique et notamment

21. Il serait difficile d'écrire une étude sur la vie économique des sociétés primitives ou du monde féodal en ignorant par exemple la vie religieuse de ces sociétés.

de la réification. Soulignons aussi qu'il s'agit là non pas d'un état, atteint une fois pour toutes, mais d'un processus qui tend à remplacer progressivement même l'authenticité *subjective* par l'inauthenticité et, à la limite, par la mauvaise foi.

Cela est facile à constater pour n'importe quel domaine de la vie spirituelle. Arrêtons-nous, à titre d'exemple seulement, à la littérature et au cinéma. Un livre ou un film sont tout d'abord entre autres des marchandises. Comme tels ils s'insèrent dans un secteur de la production capitaliste qui ne saurait subsister qu'à condition d'être rentable, de rapporter des bénéfices.

En dernière instance, quel que soit l'intérêt *subjectif* de l'éditeur ou du producteur pour la valeur d'usage des objets qu'ils produisent, en l'occurrence, pour la valeur esthétique et humaine d'un livre ou d'un film, ils ne peuvent, sauf cas exceptionnel, négliger leur rentabilité. On en arrive ainsi à toute une gamme de producteurs et d'éditeurs depuis ceux qui se limitent aux choses à la fois valables et plus ou moins rentables, à travers quelques grands qui divisent leur activité en deux secteurs dont l'un hautement rentable permet de soutenir la qualité du second, jusqu'aux éditeurs et surtout aux producteurs indifférents à la qualité et ne s'intéressant qu'au profit. (Il faut souligner que, heureusement, dans l'édition en Europe occidentale ces derniers, parfois les plus puissants et les plus riches, ne sont ni les plus connus ni ceux qui jouissent du prestige le plus grand dans le public. Cela vient du fait qu'un livre couvre ses frais à une diffusion de quelques milliers d'exemplaires et qu'une maison d'édition peut maintenir un niveau sérieux en se limitant aux couches cultivées, en remplaçant la diffusion par le nombre d'ouvrages édités. La situation est cependant déjà différente pour le film ou la presse dont la rentabilité exige la pénétration dans la petite bourgeoisie et dans les couches ouvrières.)

Or, la diffusion d'un ouvrage ou d'un film dépend, même si nous faisons abstraction pour l'instant de l'intervention idéologique de certaines forces sociales ou institutionnelles (censure, ligues féminines pour la moralité, etc.) des catégories mentales, de la mentalité des acheteurs éventuels. Aussi l'emprise presque totale de la réification sur l'énorme majorité des membres de la société, la réduction de ce que nous avons appelé la recherche de l'authenticité subjective à un groupe limité d'individus, qui ne constituent qu'une fraction peu importante de l'ensemble du

groupe social, explique-t-elle pourquoi ce sont la littérature ou le cinéma de troisième catégorie, c'est-à-dire ceux dépourvus de tout souci d'authenticité, qui assurent le maximum de profit. On en arrive ainsi — même sur le plan de la psychologie individuelle de l'écrivain ou du metteur en scène — à côté du poète, du romancier ou du cinéaste romantiques de la « profondeur » qui traduisent encore à un niveau intellectuel ou littéraire plus ou moins élevé la psychologie réifiée de la masse petite bourgeoise dont le noyau est constitué par la rupture entre une âme « profonde » et « essentielle » et une réalité quotidienne sans importance (l'histoire de la prostituée à l'âme pure, du gangster sympathique, qui aime jouer avec les trains électriques, parce qu'il a eu une enfance malheureuse, de l'homme de qualité grand propriétaire ou racketter, etc.) à l'écrivain de romans de série noire ou au journaliste de la presse de cœur.

Au niveau de la littérature « *valable* », l'existence de la réification se manifeste tout d'abord par l'immense essor au XIXe siècle de la forme littéraire qui correspond au développement de la société bourgeoise et du monde capitaliste : le roman. Dans son essence celui-ci est l'histoire d'une recherche, d'un espoir qui échoue *nécessairement.* Ainsi, dans la mesure où il est l'histoire d'une recherche ou d'un espoir, implique-t-il une *biographie individuelle*, alors que dans la mesure où l'écrivain doit décrire le milieu où se déroule cette recherche et les raisons pour lesquelles elle doit nécessairement échouer, il est aussi une *chronique sociale.*

Cette forme romanesque a permis aux grands écrivains du XIXe et du début du XXe siècle, aux écrivains de la période qui a suivi ce que Gœthe appelait « la fin de la période poétique » (« das Ende der Kunstperiode »), c'est-à-dire de la période où le créateur se sentait encore en accord avec la société, où l'art et la littérature étaient encore une création « naturelle » (Schiller a posé le même problème dans sa célèbre étude sur la poésie sentimentale et naïve) à Balzac, Stendhal, Flaubert, Zola et de nos jours à Malraux, Th. Mann et, dernièrement, à Pasternak [1], de poser à la fois le

1. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'identifier nos propres jugements sur la réalité soviétique à ceux qui se dégagent implicitement de la description qu'en offre *Jivago :* seulement le rôle du critique n'est pas de dire s'il voit le monde de la même façon que l'écrivain mais de comprendre de *manière immanente* la structure et l'univers de l'œuvre dont il parle.

Quant au roman de Pasternak, dont la valeur littéraire nous paraît incontestable, contentons-nous de souligner qu'en valorisant, comme il le fait, la figure romantique du génie incompris et asocial, il en arrive

problème de la recherche de l'humain dans un monde antihumain, et de décrire l'essence de ce monde.

Par la suite, au fur et à mesure des progrès de la réification, la rupture entre la réalité sociale et la recherche de l'humain s'est accentuée à tel point que l'expression de cette recherche a dû céder le pas à la simple constatation et description d'une réalité sociale réifiée, inhumaine et dépourvue de signification. De sorte qu'à côté des écrivains qui, devant la réduction progressive de l'individu à un simple « fait divers », voulaient néanmoins préserver le caractère humaniste de leur œuvre et — cherchant d'autres forces qui pourraient l'incarner — écrivaient le roman de la famille, de la nation, de la classe, etc., d'autres mettaient de plus en plus l'accent sur la description d'un monde réifié et absurde, soit en laissant la recherche de l'humain s'exprimer de manière *implicite* soit en l'éliminant entièrement. Le lecteur pense de lui-même à Kafka, à Camus première manière et, dans la littérature contemporaine à des écrivains comme Robbe Grillet dont le dernier roman, *La Jalousie*, est un véritable protocole de la réification, d'un monde dans lequel les choses seules agissent, où le temps humain a disparu et où l'homme lui-même devient un simple spectateur réduit à l'état le plus abstrait : un œil qui regarde et enregistre.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer qu'alors que sur le plan de la théorie économique, l'analyse de la réification était pratiquement achevée en 1867, lors de la publication du Tome I

naturellement à avoir une attitude positive envers les représentants de l'ordre établi, en l'occurrence envers la bureaucratie qui seule rend possible la vie du héros. Il suffit de penser entre autres au personnage d'Evgraf Jivago (haut fonctionnaire et plus tard général, dont l'auteur a fait symboliquement le demi-drère du docteur) lequel intervient périodiquement pour aider le héros, et, à la fin, assure sa survivance sur le double plan matériel et spirituel en retrouvant et en élevant l'enfant abandonné de Lara et Jivago et en publiant les poèmes que ce dernier avait laissés s'éparpiller de tous côtés.

Il faut d'ailleurs, sur ce point, rendre hommage à Pasternak qui a créé un univers rigoureusement cohérent dans lequel le désadapté et le bureaucrate ne constituent que les deux faces d'une seule et même médaille s'opposant aux gens simples qui luttent et travaillent et, en tout premier lieu, au partisan et au révolutionnaire.

Par contre nous sommes entièrement d'accord avec l'idée développée par Pasternak à travers le personnage de Nikolaï Vedeniapine (mais qui est visiblement aussi la sienne), que la pensée socialiste moderne n'a pu naître et se développer qu'à l'intérieur de l'univers intellectuel et affectif créé par la pensée et la culture chrétienne dont elle est — sur ce point nous nous séparons de Pasternak — à la fois la continuation et le dépassement.

du *Capital*, elle n'a trouvé son expression dans la littérature que soixante ou quatre-vingt-dix ans plus tard alors qu'elle commence déjà à être sérieusement dépassée dans la réalité économique Le décalage entre l'expression des phénomènes dans les différents domaines de la vie sociale et intellectuelle constitue un aspect important mais peu étudié de la réalité historique et qu'il faudrait essayer d'explorer. Cela ne saurait être fructueux cependant qu'à partir d'un certain nombre d'analyses concrètes qui seules permettront peut-être un jour d'aboutir à quelque vérité d'ordre plus général.

IV

Nous venons de montrer que la réification qui consiste essentiellement dans le remplacement du qualitatif par le quantitatif, du concret par l'abstrait et qui est étroitement liée à la production pour le marché, notamment à la production capitaliste, tend, parallèlement au développement de celle-ci, à s'emparer progressivement de tous les domaines de la vie sociale et à remplacer les différentes formes de conscience précapitaliste.

Il pourrait sembler que ce soit là un phénomène définitif et inévitable, une sorte de fatalité de l'évolution historique.

Un problème se pose cependant : n'y a-t-il pas à l'intérieur même du système économique capitaliste des limites au-delà desquelles la réification ne saurait s'étendre sans provoquer des troubles graves et des réactions humaines qui constitueront le moteur même de son dépassement? De pareils facteurs existent et ils constituent précisément les limites les plus importantes, *parce que essentielles* à l'extension de la production capitaliste et surtout de la réification. Ce sont les *crises et la résistance de la classe ouvrière.*

Du point de vue d'une analyse de l'économie capitaliste qui se place à l'intérieur de *celle-ci* on pourrait désigner l'une et l'autre (il ne faut pas oublier que du point de vue *économique* la force de travail est dans le monde capitaliste une *marchandise*) comme les limites à partir desquelles la valeur d'usage résiste à sa réduction à un état implicite et à son remplacement par la valeur d'échange. Nous avons en effet dit que ce qui rendait possible la production capitaliste et la réification était le fait qu'en se préoccupant uniquement de problèmes économiques quantitatifs, c'est-à-dire en recherchant le profit le plus élevé, les industriels étaient obligés

de produire néanmoins les biens dont la société avait besoin, c'est-à-dire de reproduire à chaque période de production :

a) un capital constant (moyens de production et matières premières) permettant de remplacer celui antérieurement utilisé et de lui adjoindre les moyens de production et les matières premières correspondant à l'accumulation nouvelle;

b) des biens de consommation correspondant à la consommation particulière des capitalistes, à la consommation des anciens ouvriers et éventuellement à la consommation des ouvriers nouvellement embauchés pour l'accroissement de la production et, enfin

c) une classe ouvrière qui, ayant dépensé la *presque* totalité de ses salaires est obligée de vendre à nouveau sa force de travail comme marchandise sur le marché pour pouvoir subsister.

Bien entendu le capitaliste individuel ne pense jamais à ces problèmes. Pour lui tout se passe sur le plan quantitatif de la recherche de profit et comme la classe capitaliste n'est rien d'autre que l'ensemble des capitalistes individuels, personne dans un capitalisme libéral ne pose le problème de l'utilité sociale des biens sur le plan de leur valeur d'usage.

C'est précisément ce que nous avons appelé une production anarchique réglée exclusivement par le mécanisme du marché.

Comme l'a montré cependant Marx, dans une pareille société capitaliste *libérale* et *anarchique*, il se produit de manière *nécessaire*, *périodiquement* — et, comme l'a montré par la suite Rosa Luxembourg — à partir d'un certain rythme du progrès technique *structurellement* une distorsion entre les *valeurs d'usage des biens réellement produits et offerts sur le marché* et *les valeurs d'usage pour lesquels il existe une demande payante et solvable.* C'est le problème que le capitalisme est seulement en train de résoudre probablement de nos jours, de la crise et de la surproduction.

Nous ne pouvons insister ici sur les problèmes longuement analysés et discutés dans la littérature marxiste du mécanisme de la surproduction et aussi de l'impérialisme qui, en repoussant les formes les plus extrêmes de l'exploitation vers les colonies et les pays sous-développés, a permis de surmonter une contradiction qui sans lui aurait probablement fini par créer un état de surproduction endémique.

Contentons-nous de dire que jusqu'en 1933 c'est surtout grâce à l'Impérialisme et à la pénétration des marchés non capitalistes et ensuite grâce à une intervention massive et systématique de

l'État dans l'économie, que cette contradiction entre le quantitatif et le qualitatif, entre la valeur d'usage et la valeur d'échange a pu être surmontée dans le monde capitaliste occidental.

Un aspect spécifique du même problème est cependant posé par la valeur et le prix d'une marchandise particulière : *la force de travail.* Du point de vue du producteur capitaliste celle-ci n'est qu'une partie de son capital circulant, une marchandise comme les autres qu'il doit s'efforcer d'acheter au meilleur prix possible afin de diminuer le prix de revient de ses produits. Seulement cette marchandise possède par rapport aux autres marchandises un caractère particulier. Elle est composée d'êtres pensants *virtuellement* réfractaires à un ordre social qui les assimile aux choses inertes. Aussi dans certaines conditions et surtout lorsque le prix de la force de travail baisse trop, lorsque la condition des salariés devient trop dure, des résistances humaines se produisent, *la marchandise devient consciente* et se révolte, soit contre la réification, contre le capitalisme comme tel, soit contre un certain nombre de ses manifestations concrètes. C'est pourquoi Marx, qui s'attendait à juste titre tant qu'il analysait un capitalisme libéral sans colonies, à une paupérisation croissante de la classe ouvrière, voyait en celle-ci la force historique appelée à assurer le dépassement de la réification et du capitalisme.

Il reste que — même si pour comprendre l'évolution réelle de la classe ouvrière occidentale au cours des cent dernières années, il faut modifier considérablement l'anaylse marxienne en tenant compte du fait que l'*impérialisme*, *la montée effective du niveau de vie des ouvriers occidentaux* et *depuis 1917 la victoire de la révolution non pas comme l'attendait Marx dans les pays capitalistes avancés mais, au contraire, dans les sociétés peu développées*, *l'existence de la Russie Soviétique d'abord, de la Chine et des Démocraties Populaires ensuite*, ont créé une réalité sensiblement différente de celle qu'avait analysée Karl Marx et à partir de laquelle il avait établi ses perspectives — la relation entre la conscience ouvrière et la réification est différente par rapport à celle de toutes les autres couches de la société et constitue un problème théorique de première importance.

L'ouvrier n'a, en effet, qu'une seule chose à vendre, *sa force de travail* et, sauf quelques rares exceptions toujours possibles, il ne saurait accepter entièrement et sans une résistance réelle ou virtuelle la transformation de soi-même en marchandise assimilée

aux autres marchandises. C'est pourquoi, à l'inverse des autres classes sociales où nous voyons la réification envahir progressivement même le secteur privé de la vie des individus, l'ouvrier, aliéné dans l'usine où il travaille *pour un autre* et où toute liaison consciente avec son produit est médiatisée par le fait que celui-ci ne lui appartient pas et que de manière immédiate il travaille non pas *pour produire* mais *pour toucher son salaire*, ne se retrouve lui-même que lorsqu'il quitte la vie économique, le travail, pour revenir au secteur privé de sa vie quotidienne.

A cela s'ajoute le fait que même dans son activité économique, dans son travail, la relation *réifiée et antagoniste* avec le patron auquel il *vend* sa force de travail est en grande mesure contrebalancée par la *relation humaine et non réifiée* qu'il a avec ses camarades.

Sans doute la pensée réifiée qui est une réalité *sociale* agit-elle par mille canaux différents aussi sur la pensée des ouvriers et cette influence est considérable. Mais c'est là un phénomène *sociologique* et non *économique*, une *influence extérieure* et non une *réification spontanée*, car l'ouvrier ne tire aucun avantage de la réification. Il n'a pas de fortune à faire fructifier, de situation sociale privilégiée à défendre; pour lui, les objets ne sont pas des « marchandises », car il les voit uniquement du côté consommateur où elles gardent toute leur richesse et leur variété concrètes; les hommes ne perdent pas pour lui leurs qualités vivantes dans l'abstraction générale d' « acheteurs » car il n'a rien à leur vendre et, ce qui est le plus important, il fait partie de la seule catégorie sociale dans laquelle les hommes, même pour défendre leurs intérêts les plus immédiats, doivent s'unir et non s'opposer les uns aux autres. *La* solidarité *a pour la vie sociale et pour la pensée des ouvriers une importance tout aussi grande que l'*égoïsme *et la* concurrence *pour les bourgeois et pour les couches moyennes.*

De même, les intérêts de l'ouvrier ne sont pas réifiés ou, en tout cas, le sont beaucoup moins. Il n'a pas de capital dont il faille assurer le rendement, de magasin ou d'entreprise à administrer; pour lui, il s'agit toujours et *immédiatement* de réalités purement *humaines* car, à son niveau de vie, les réductions de temps de travail ou les hausses de salaires affectent immédiatement non seulement son « pouvoir » virtuel, mais encore toute son existence journalière et concrète.

C'est tout autre chose si un gain supplémentaire augmente le

compte en banque d'un industriel ou d'un commerçant et figure dans sa comptabilité ou si une hausse de salaire permet à un ouvrier de se nourrir mieux, d'acheter un scooter, de faire un voyage qu'il désire depuis très longtemps ou de faire apprendre un métier à son fils. Et, d'autre part, même le rapport de l'ouvrier avec le secteur économique et réifié de sa vie est tout autre chose que celui des bourgeois et des couches moyennes. Car, en exerçant leur profession, l'artisan, le marchand, le commerçant, l'industriel ou le banquier défendent tous quelque chose qui leur appartient et implicitement s'identifient de plus en plus avec cette activité et avec *cette chose.* L'ouvrier, par contre, pendant tout le temps où il exerce son activité économique travaille « pour un autre », pour son patron auquel ne le lie aucune relation de solidarité concrète. Pendant le temps de travail, l'ouvrier ne s'appartient plus ; il n'est plus lui-même; devenu non seulement objet mais encore objet d'un autre, il est, en même temps, « réifié » et « aliéné ».

C'est pourquoi Marx écrit que, dans la société capitaliste, il y a une sphère qui est celle de « *la perte complète* du caractère humain et qui ne peut se retrouver elle-même que par une complète *restauration de l'homme.* Cette décomposition de la société incarnée en une catégorie sociale particulière, c'est le prolètariat. » « Si le prolétariat annonce la *dissolution de l'ordre actuel du monde*, il ne fait qu'exprimer *le secret de sa propre existence ;* car il constitue la dissolution *effective* de cet ordre du monde [22]. »

C'est ainsi que par sa position sociale, quoique beaucoup moins cultivé et ayant beaucoup moins de connaissances que l'intellectuel bourgeois, le prolétariat se trouve dans la société capitaliste classique seul dans une situation d'ensemble lui permettant de refuser la réification et de rendre à tous les problèmes spirituels leur véritable caractère humain; et c'est pourquoi c'est au sein de la classe ouvrière, à une époque il est vrai où sa situation économique était particulièrement mauvaise, qu'est née la forme la plus élevée de l'humanisme moderne : le matérialisme dialectique.

Ceci ne veut bien entendu pas dire que certains individus ou même groupes d'individus n'appartenant pas à cette classe ne pourraient comprendre la pensée dialectique. Au contraire, dans le monde capitaliste où les connaissances sont le monopole d'une couche limitée, les théoriciens mêmes du matérialisme dialectique

22. Introduction à la *Critique de la philosophie hégélienne du droit.*

furent — à l'époque du capitalisme libéral — des intellectuels d'origine bourgeoise, mais qui rejoignirent le point de vue de la classe ouvrière, s'intégrèrent à elle et y trouvèrent le public — manquant peut-être de la culture nécessaire pour les suivre dans tous les détails de leur pensée — mais ayant une chose autrement importante, l'attitude générale, la situation sociale et psychique qui lui a permis de comprendre cette pensée et de l'incarner dans la réalité pratique [23]. Car, « comme la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles, ainsi le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes spirituelles [24] » et si « la philosophie ne peut pas se réaliser sans supprimer le prolétariat, le prolétariat ne peut pas se supprimer (aufheben) sans réaliser la philosophie [25] ».

On comprend après toutes ces considérations pourquoi, tant qu'elle reste à la surface et se contente d'enregistrer l'aspect immédiat des choses, même la pensée des intellectuels les plus sincères tend dans la société capitaliste soit vers le subjectivisme idéaliste, soit vers l'objectivisme mécanique.

La réification rompt l'unité du sujet et de l'objet, du producteur et du produit, de l'esprit et de la matière, et le penseur ne fait ensuite que constater cette rupture en la prenant pour un phénomène fondamental et naturel de la vie humaine. C'est pourquoi il faut un grand effort pour résister à toutes ces tentations et arriver non seulement à dépasser les apparences et à comprendre la pensée

23. Nous parlons ici consciemment et volontairement au passé car depuis l'ère stalinienne, les relations entre les intellectuels socialistes et le mouvement ouvrier sont devenues extrêmement complexes et problématiques. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse c'est là *un fait* qui nous paraît incontestable et dont il faudrait une fois faire une étude sociologique approfondie.

Le phénomène courant et naturel jusque vers 1925-1928 du penseur important qui joue un rôle de premier plan dans le mouvement ouvrier, — Marx, Engels, Lassalle, Bakounine, Kautsky, Bernstein, Plekhanov, Jaurès, Lénine, Rosa Luxembourg, Trotsky, Boukharine, Gramsci, etc... — a totalement disparu pour faire place au phénomène contraire, le théoricien socialiste, isolé du mouvement ouvrier, ou qui, s'il est membre d'un parti, n'y joue qu'un rôle secondaire et périphérique.

Le cas typique est celui de Georg Lukacs qui a joué un rôle politique de premier plan dans le mouvement ouvrier hongrois en 1917-1925 pour devenir, par la suite, jusqu'en 1956, un penseur isolé dont le rayonnement se limitait au monde intellectuel et qui n'avait plus aucune action politique dans le sens étroit du terme.

24. Introduction à la *Critique de la philosophie hégélienne du droit*.

25. *Loc. cit.*

des grands dialecticiens du passé, mais encore à appliquer cette dernière aux problèmes nouveaux comme un guide vivant et sûr devant les événements toujours imprévus de la vie historique.

V

Nous venons de dire que dans une société capitaliste anarchique le prolétariat et les théoriciens qui jugent le monde de son point de vue — celui de l'humain contre le mécanisme — se trouvent *virtuellement* plus que les autres et peut-être seuls en état de refuser la réification, de rendre à tous les problèmes philosophiques, religieux, moraux, etc., leur caractère humain et de continuer ainsi l'effort des grands penseurs classiques, l'héritage spirituel que la bourgeoisie a laissé choir de ses mains.

Mais cela signifie seulement que dans le monde capitaliste les salariés *pourraient* avoir un niveau spirituel autrement élevé que la bourgeoisie et les classes moyennes, mais non pas qu'ils l'ont réellement. C'est le problème magistralement posé par Georg Lukacs de la conscience de classe et de son rôle dans l'histoire.

Car il faut rappeler que même dans une société capitaliste proche de la société schématique, analysée par Marx (à laquelle on ajouterait seulement l'existence des couches moyennes) si la classe ouvrière est virtuellement, par sa situation économique et sociale, une protestation vivante contre le mensonge et la réification, elle n'en est pas moins *aussi* un élément constitutif de la société globale. Il n'y a point de cloison étanche entre les ouvriers et les autres classes sociales, surtout entre les ouvriers et la petite bourgeoisie : au contraire la symbiose, les rapports quotiriens, les échanges de pensée sont permanents et entraînent déjà par eux-mêmes une distorsion de la « conscience de classe maxima » ou de la « conscience possible » du prolétariat.

A cela s'ajoute toute la pression des classes dirigeantes avec les énormes moyens d'influence idéologique dont elles disposent et qu'elles emploient pour empêcher le développement de la conscience de la classe ouvrière.

C'est pourquoi, dans la mesure où l'objet réel de la pensée et de l'action, le monde réel tel qu'il est, constitue un des facteurs déterminants de *toute* pensée et de *toute* conscience, il devrait y avoir, même dans une pareille société, une forte tendance de la

réification à s'emparer aussi de l'esprit des ouvriers comme de celui des membres des autres classes sociales.

A cela s'ajoute cependant, dans le cas *historique concret* des pays capitalistes développés d'aujourd'hui, le fait que cette pénétration a été considérablement favorisée par les modifications profondes qu'ont entraînées dans la conscience ouvrière :

a) l'augmentation presque continue du standard de vie acquise depuis la fin du XIXe siècle grâce à la lutte syndicale mais rendue possible d'abord par l'existence de l'Impérialisme et de la pénétration coloniale, ensuite par les modifications de structure du capitalisme contemporain (notamment l'intervention étatique et l'armement massif) et

b) le développement et l'influence du stalinisme dus à l'existence et au prestige d'un État à caractère prolétarien.

De sorte que ce sont les conditions concrètes, économiques, sociales et politiques d'un pays et d'une époque et aussi les facteurs internationaux qui décident laquelle de ces deux forces antagonistes, la solidarité spontanée et la conscience de classe « possible » ou la réification pénétrant surtout par l'influence idéologique des autres classes sociales, agiront plus puissamment et auront le dessus dans la conscience réelle de la classe ouvrière. Et seules des analyses concrètes portant aussi bien sur le passé et le présent que sur les tendances de l'avenir pourront expliquer le degré concret de développement de cette conscience à un certain instant et à un certain endroit.

C'est aussi pourquoi toute sociologie sérieuse qui prétend comprendre la société actuelle doit travailler avec deux catégories fondamentales :

a) *La conscience possible.* Le maximum de réalité que saurait connaître une classe sociale sans heurter les intérêts économiques et sociaux qui résultent de son existence en tant que classe.

b) *La conscience réelle.* Ce qu'elle connaît en fait de cette réalité pendant une certaine période dans un certain pays.

Sans cette distinction qui correspond à l'opposition entre « la classe pour soi » et « la classe en soi » en terminologie hégélienne et marxiste la sociologie risque de rester en surface et de comprendre fort peu la réalité sociale concrète et vivante.

Enfin, toutes ces considérations nous expliquent aussi pourquoi les deux conceptions philosophiques unilatérales, le subjectivisme et l'objectivisme, se retrouvent toujours avec leurs conséquences

pratiques, non seulement chez les penseurs bourgeois, mais aussi chez les théoriciens et les militants du prolétariat où elles s'expriment surtout par deux grands groupes de courants politiques :

a) Le blanquisme, l'anarchisme, le trotskisme qui sont la forme ouvrière du subjectivisme idéaliste, de la surestimation de l'homme et de la sous-estimation des conditions objectives.

b) Le stalinisme, le réformisme, l'économisme, les théories de la spontanéité qui sont l'expression ouvrière du matérialisme objectiviste, de la surestimation des conditions objectives et de la sous-estimation de l'homme.

Et l'on pourrait ajouter que si ce sont les intellectuels et certaines couches ouvrières radicalisées qui favorisent le premier, ce sont les bureaucraties des grands organismes ouvriers, partis, syndicats, organismes d'État en U.R.S.S. ou à participation ouvrière dans les États capitalistes qui, au contraire, favorisent le second.

C'est pourquoi, dans la vie et l'œuvre de tous les grands théoriciens du prolétariat depuis Marx jusqu'à Lénine et au jeune Lukacs, nous retrouvons toujours cette lutte sur deux fronts : contre les illusions de gauche et les opportunismes de droite à travers laquelle ils s'efforcent d'établir chaque fois à nouveau la pensée dialectique, condition nécessaire et indispensable d'une transformation réelle de la société et du monde et de la réalisation de cette vraie et grande fraternité humaine que sera un jour, s'il se réalise, le socialisme.

V

Lorsque l'on reprend aujourd'hui — à la lumière des expériences de notre génération — l'étude de la réification telle qu'elle a été élaborée par Marx et par les marxistes ultérieurs on est amené à constater l'existence dans ces analyses de certaines lacunes et aussi l'apparition de maints problèmes nouveaux.

La réification est en effet un phénomène étroitement lié à l'absence de planification et à la production pour le marché. Il s'ensuit que toute évolution sociale qui a pour conséquence soit le remplacement de la production anarchique par une production

planifiée (comme cela a eu lieu en U.R.S.S. et par la suite dans les différentes Démocraties Populaires) — soit l'introduction d'*éléments de planification* et implicitement un souci progressif de *la forme naturelle des biens* produits, de leur *valeur d'usage* (comme cela se produit, avec assez de lenteur, il est vrai, au moins depuis 1933 dans l'économie capitaliste sous l'influence des nationalisations et de l'intervention massive de l'État, à la fois comme producteur et comme acheteur assez important pour intervenir de manière décisive dans la production) devrait avoir comme conséquence dans le premier cas la suppression de la réification, dans le second un affaiblissement progressif de celle-ci.

Ce phénomène s'est-il réellement produit et surtout a-t-il réellement eu les conséquences et l'ampleur attendue? En partie oui, en partie non. La disparition ou l'affaiblisesment de la réification devaient en effet, si l'analyse de Marx était juste, entraîner avec soi une disparition de l'économique en tant qu'entité *sociale autonome*, et par cela même un affaiblissement considérable de son primat. C'est là un phénomène qui nous paraît s'être effectivement réalisé dans la mesure où les dernières quarante années ont considérablement augmenté l'influence des facteurs politiques et militaires sur l'économie, influence qui, dans la production planifiée des sociétés à caractère socialiste, est arrivée jusqu'à constituer un véritable *primat* du politique, alors que dans le monde capitaliste occidental, l'économie perd lentement de son importance, bien qu'elle garde encore un poids considérable au point de contrecarrer très souvent la rationalité politique. Sur ce point l'analyse marxienne de la réification semble s'être confirmée dans ses grandes lignes.

Il reste cependant que la disparition ou l'affaiblissement de la réification devait entraîner la disparition ou l'affaiblissement du facteur le plus important parmi ceux qui dans le capitalisme classique engendraient de manière continue :

a) le remplacement de la qualité par la quantité, du vivant par le rationel et

b) le respect de la liberté et de l'égalité *formelles* des individus.

Il en résulte que, dans des sociétés où l'économique pur tend à faire à nouveau même dans les manifestations immédiates de la vie, place au fait social total et complexe, les chances de disparition ou de survivance de ces deux principales manifestations de la réification devenaient difficiles à prévoir étant donnée la multi-

plicité des facteurs dont l'action passait au premier plan et devait s'enchevêtrer.

Les analyses de Marx, Lukacs, et implicitement, même si elles ne se reféraient pas à la réification, celles des autres penseurs marxistes supposaient que dans les sociétés socialistes la disparition de la réification devait entraîner un retour au concret et au significatif qui permettrait — une fois l'exploitation de classe disparue— la construction d'un monde humain transparent. Ils supposaient en effet que la société nouvelle conserverait d'une part les acquisitions humainement positives de la société réifiée — l'universalité des valeurs et le respect des libertés individuelles — et remplacerait d'autre part les secteurs institutionnels et bureaucratisés de la vie sociale par une communauté humaine plus authentique, s'étendant à tous les domaines de la vie et embrassant réellement tous les individus.

D'autre part, s'il est vrai que ni Marx ni aucun penseur marxiste n'ont à notre connaissance envisagé la perspective qui est en train de se réaliser d'une diminution de la réification à l'intérieur d'une société qui continue à être fondée sur l'exploitation de classe et garde au moins dans une grande mesure la propriété privée des moyens de production, il reste qu'en prolongeant simplement dans leur esprit et dans leur lettre les analyses marxiennes de la réification on aboutit à la conclusion qu'une pareille évolution devait impliquer le danger d'un retour à une barbarie moyenâgeuse renforcée par les moyens de la technique moderne, car — les garanties de la liberté individuelle une fois affaiblies ou disparues dans une société qui conserverait l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière et dans laquelle l'énorme développement de l'industrie moderne créerait nécessairement un immense et puissant appareil bureaucratique — les risques d'une évolution qui garderait les *éléments négatifs* de la réification en les poussant à leurs dernières conséquences et éliminerait au contraire ses éléments positifs devenait extrêmement grand.

Constatons que l'expérience des dernières années — et à l'intérieur de celle-ci en tout premier lieu, l'expérience hitlérienne *qui a représenté sur ce plan un tournant qualitatif* — prouve que sur ce dernier point l'analyse de Marx était juste [27]. Poussé à l'extrême

27. Avant 1933 peu de gens auraient admis la possibilité d'un tel retour à la barbarie à l'intérieur des sociétés évoluées contemporaines (lesquelles il est vrai supposaient l'Impérialisme et avec lui l'iniquité et la barbarie constantes et quotidiennes dans les colonies).

le dualisme de la réification capitaliste classique est devenu — dans l'hitlérisme — celui du chef de camp de concentration ou du tortionnaire qui, à la maison, est incapable de tuer une mouche, aime la musique de Bach et est le meilleur des pères de famille. L'assimilation des hommes à des unités interchangeables qu'on traite en objets s'est étendue de l'usine au camp de concentration, le mensonge quotidien est devenu institution officielle dans le ministère de la propagande.

Il reste cependant qu'en 1917 en Russie et par la suite dans les Démocraties Populaires une société est née qui se veut prolétarienne et qui a nationalisé les moyens de production réalisant ainsi *sur le plan économique* ce que tous les théoriciens socialistes ont toujours considéré comme la première condition indispensable d'une société vraiment humaine.

Or, l'expérience des vingt-cinq dernières années a montré que la suppression de la réification et la nationalisation des moyens de production ne suffisent pas, *à elles seules*, pour atteindre ce but.

L'universalité des valeurs et surtout le respect de la liberté individuelle ne se conservent pas plus de manière automatique dans une société à caractère socialiste que dans une société capitaliste.

Associée à l'effritement des structures sociales intermédiaires et au développement d'une rationalité et d'une bureaucratie inévitables dans toute société industrielle moderne, la suppression de la réification entraîne partout *des dangers analogues*.

Sans doute aucun penseur sérieux ne saurait-il assimiler un seul instant l'hitlérisme au stalinisme, phénomènes dont le contenu — malgré certaines apparences communes — est rigoureusement différent et même opposé.

Sans doute tout penseur socialiste sincère éprouve-t-il une réelle admiration envers la rapidité du développement des forces productives en U.R.S.S. et dans le monde socialiste.

Sans doute le phénomène du stalinisme a-t-il des causes historiques *concrètes* qu'il importe d'analyser de manière précise et ne constitue-t-il pas un aspect nécessaire de *toute* organisation socialiste ni une étape nécessaire de celle-ci.

(Il ne faut cependant pas oublier que le fascisme ne s'identifie

Aujourd'hui nous savons que de tels phénomènes constituent un danger permanent des sociétés industrielles modernes elles-mêmes, alors qu'ils étaient *structurellement* impossibles entre 1880 et 1914.

pas non plus avec le capitalisme moderne dont il ne constitue qu'une des formes possibles et toujours mençantes.)

Il reste néanmoins que depuis les camps d'internement jusqu'à l'exécution des adversaires et au conformisme généralisé de la pensée, la plupart des sociétés socialistes contemporaines présentent de nombreux caractères profondément angoissants qu'aucun socialiste ne saurait ignorer.

L'analyse marxienne et surtout lukacsienne de la réification impliquait d'ailleurs une conclusion rarement mise en lumière mais qui nous paraît en grande mesure confirmée par l'histoire du mouvement ouvrier.

Le prolétariat étant dans la société capitaliste la classe la moins touchée par la réification, il est aussi la classe dans laquelle l'idéologie libérale a le caractère le plus superficiel. La liberté individuelle formelle, le droit à l'erreur, la liberté d'expression, etc., ne sont pas des éléments idéologiques *endogènes* dans la conscience de la classe ouvrière dont la pensée est — nous l'avons déjà dit — constituée à partir de l'idée de *solidarité* et non de l'idée de *liberté* [28].

L'élément libéral qui a agi pendant de longues années dans la pensée socialiste européenne et qui, dans certains de ses secteurs, agit encore aujourd'hui, trouve son fondement social dans l'existence des cadres d'origine bourgeoise et petite bourgeoise qui tendent, — *à juste titre*, selon nous — à intégrer au socialisme les valeurs sociales positives de la classe qu'ils ont quittée [29].

La réussite ou l'échec de ces tendances dépend, évidemment, d'un nombre considérable de facteurs historiques concrets que

28. Nous appelons liberté *formelle* ou *juridique* le droit reconnu à chaque individu d'exprimer librement ses idées et ses croyances, la liberté *réelle* impliquant aussi la *possibilité matérielle* accordée à chacun de le faire. Il va de soi qu'en critiquant la liberté et l'égalité *formelles* du monde capitaliste (le même droit accordé au clochard comme au millionnaire de coucher dans un palais ou sous les ponts, à l'ouvrier comme à l'industriel de fonder un journal, à l'universitaire comme à l'illettré d'écrire un livre, etc.) les penseurs socialistes luttaient pour une liberté et une égalité *réelles* qui devaient, dans leur esprit, *conserver*, *développer* et *dépasser* la liberté et l'égalité juridiques en les transformant en liberté et égalité efficaces et universelles.

29. Pour éviter tout malentendu il nous faut souligner que l'on doit placer dans cette catégorie des penseurs comme Marx, Engels, Lénine et Rosa Luxembourg. Le stalinisme, par contre, s'est caractérisé, entre autres, par une prolétarisation très poussée des cadres dirigeants et une liquidation progressive des anciens cadres d'origine intellectuelle ou bourgeoise.

nous ne saurions analyser ici *bien qu'il soit extrêmement important de le faire.*

Constatons néanmoins pour terminer que :

1° Les victoires de la révolution prolétarienne, non pas en Occident comme l'attendait Marx mais dans des pays retardataires dans lesquels le capitalisme était peu développé et qui, par cela même, possédaient une très faible tradition libérale.

2° les graves problèmes de politique extérieure que la disparité entre ses forces et celles du monde capitaliste a posé pendant longtemps à l'U.R.S.S.,

3° associées par la suite au développement d'une grande industrie moderne nationalisée qui a considérablement renforcé la puissance de l'appareil bureaucratique de l'État dans une société qui avait, la première, réalisé les conditions d'un *primat du politique*,

ont fait apparaître un ensemble de graves problèmes humains et sociaux, en premier lieu, celui des garanties de la liberté et de la dignité des individus face à la puissance de l'appareil étatique, problèmes que ni Marx ni Engels ni aucun des grands théoriciens marxistes qui leur ont succédé n'avait prévus, problèmes dont l'étude réaliste et si possible la résolution constituent une des tâches les plus importantes qui se posent aux penseurs socialistes de notre génération, problèmes cependant pour l'étude desquels il est évident que l'appareil conceptuel de la pensée marxiste traditionnelle s'avère insuffisant et qui pourraient, et devraient, à cause de cela même, être le principal point de départ d'un progrès et d'un renouvellement de la pensée dialectique.

Lucien GOLDMANN

Elena de La Souchère.

L'AMÈRE VICTOIRE DE FIDEL CASTRO

Quelques jours avant Noël, le terme de « guerrilla locale » servait encore à qualifier la lutte qui se déroulait à Cuba. Pendant les fêtes les « bandes » de maquisards de Fidel Castro devinrent des armées. Ces rebelles transformés en soldats allaient, quelques jours plus tard, en entrant à La Havane, se muer en libérateurs. L'opinion européenne n'a pas encore compris par quel prodige les « fidélistes » avaient pu, en si peu de jours, franchir tant d'étapes dans l'estime internationale et sur le sol cubain.

Ce dénouement-surprise, auquel les stratéges ont eu si peu de part, avait longuement mûri, en réalité, dans la conscience du peuple cubain et dans les chancelleries. Dans le monde latino-américain, la tâche des représentants fidélistes fut singulièrement facilitée par les progrès des partis nationalistes hispaniques. Les armes des « fidélistes », achetées, en général, à des trafiquants privés et, en plus d'une occaion, à des contrebandiers *yankees* ont, en effet, été acquittées, en partie, grâce au produit des collectes organisées dans les pays du monde hispanique où les dons des populations étaient à la mesure de leur sentiment de solidarité contre l'exploitant *gringo*[1]. A cet égard, la première en date, la plus décisive, des victoires de Fidel Castro fut la chute de Perez Jimenez, qui allait permettre au Venezuela d'apporter son aide aux révolutionnaires cubains. Fidel Castro a souligné l'importance de cette contribution lorsque son premier geste de vainqueur de la veille, mal assuré encore de son succès, fut de se rendre à Caracas, où il fut l'objet d'ovations enthousiastes. Ce qu'un peuple en délire applaudissait en lui à cet instant était la victoire du nationalisme hispanique.

1. *Gringo* : terme d'argot latino-americain qui s'emploie pour désigner es nord-américains.

En dépit des apports latino-américains, cette victoire n'aurait pas été possible, toutefois, si les États-Unis n'y avaient prêté la main. Les progrès des États hispaniques ne sont pas tels encore qu'il leur suffise d'être unis pour l'emporter. Il leur faut aussi diviser le camp adverse. La preuve en fut donnée par l'issue des trois épreuves de force de ces dernières années. Lors de la première, celle de 1954, qui eut pour cadre le Guatemala, la Hispanidad désunie affrontait l'opinion nord-américaine unanime. L'O.E.A. (la petite O.N.U. américaine où tous les États du Nouveau-Monde sont représentés) ne put remplir sa mission d'arbitrage. Le bref conflit s'acheva par le triomphe des intérêts *yankees* et la défaite du mouvement d'émancipation hispanique. Mais, un peu plus tard, le monde hispanique se regroupa autour de Costa-Rica, victime à son tour d'une tentative d'invasion, alors que l'opinion nord-américaine était profondément divisée. La délégation *yankee* à l'O.E.A. fut obligée de faire sienne la thèse majoritaire en faveur du Costa-Rica; et l'agression échoua.

La guerre civile cubaine — la troisième des épreuves de force qui opposèrent les deux Amériques — aggrava le désarroi, la division de la population nord-américaine. Les réactions de l'opinion, aux États-Unis, face à la révolution émancipatrice latino-américaine, ne sont pas sans rappeler celles que l'on constate en France, face au conflit algérien. Par tradition démocratique, esprit de justice ou solidarité de classe, une partie de la population, quelques intellectuels, les ouvriers, les syndicats, ont pris position contre les dictateurs. Le Parti Démocrate, de son côté, jouait la carte des libéraux latino-américains pour combattre la politique de l'équipe républicaine au pouvoir. Parallèlement à ce mouvement d'opinion, une nouvelle thèse, inspirée par des motifs de pure tactique, progressait peu à peu dans les milieux dirigeants du Congrès et même au *State Department*. Nombre d'observateurs de la réalité hispano-américaine inclinaient à croire que Washington s'était aliéné la sympathie des peuples du continent par le soutien octroyé aux dictatures qui les opprimaient. Ce postulat était partiellement faux. L'expérience a démontré que les couches populaires sont favorables aux régimes d'autorité qui jouent la carte du nationalisme anti-*yankee*. Et d'autres *caudillos* eussent été moins haïs si l'opinion n'avait vu en eux les collaborateurs de l'occupant économique. Mais, pour erronée qu'elle fût, cette opinion allait gagner du terrain dans les conseils de Washington.

L'événement semblait lui donner raison. En Amérique du Sud, l'appui des États-Unis ne suffisait pas à maintenir au pouvoir les gouvernements dictatoriaux, et le mouvement d'opinion démocratique qui s'imposait, en dépit des efforts *yankees*, s'avérait de plus en plus hostile à la présence des ingénieurs, des hommes d'affaires *gringos*.

Chaque victoire des forces démocratiques latino-américaines donnait de nouveaux arguments aux modérés de Washington, qui conseillaient aux intransigeants de l'équipe dirigeante de sacrifier les dictatures, là où le gouvernement américain était en mesure de prolonger provisoirement leur règne : en Amérique Centrale et dans les îles de la mer Caraïbe.

Les modérés estimaient, d'ailleurs, que ce changement de front n'imposerait aux États-Unis le sacrifice d'aucune position essentielle. L'exemple de Peron, puis celui du gouvernement bolivien, démontraient, en effet, que des régimes nationalistes et anti-*yankees* étaient contraints par leurs difficultés économiques à rechercher l'appui du gouvernement de Washington et des grands intérêts nord-américains, et à se soumettre aux conditions qui leur étaient imposées en retour. Le revirement préconisé par les modérés se ramenait en définitive à une modification de tactique semblable à celle qui était intervenue entre les deux guerres mondiales. La méthode de l'intervention directe, sous forme de débarquement de « Marines » avait alors été remplacée par celle de l'intervention par personne interposée, confiée, tantôt à des *caudillos* militaires en rébellion contre leur patrie et leur gouvernement, tantôt à l'armée de quelque république voisine, parfois soutenue — comme au moment de l'invasion du Guatemala, en 1954 — par des bandes mercenaires recrutées et armées aux frais des États-Unis. A ces procédés discrédités, les modérés proposaient de substituer une nouvelle méthode, plus souple, plus efficace, de pression économique. Le commerce n'avait plus besoin, à leur sens, du soutien, au demeurant peu efficace, des *caudillos* appointés. L'emploi judicieux des recours économiques devait suffire à paralyser les gouvernements réformistes et à ramener au pouvoir des équipes conservatrices dociles aux injonctions de Washington.

Le mouvement de Fidel Castro bénéficia des progrès de cette thèse dans les milieux dirigeants de Washington. La presse yankee, influencée tantôt par le courant idéologique en faveur de l'émancipation hispanique, tantôt par les consignes du Parti Démocrate

ou les arguments des modérés de l'équipe dirigeante, fit campagne, dès les premiers mois de la guerre civile, en faveur des « fidélistes ». Le premier indice public d'un changement d'attitude des milieux diplomatiques américains remonte à 1957. A cette époque, une visite officielle de l'Ambassadeur des États-Unis à Santiago de Cuba donna lieu à des manifestations de femmes. Épouses, sœurs, mères de « fidélistes » détenus par la police de Batista, souvent dans des conditions inhumaines, les manifestantes rompirent les barrages policiers et s'élancèrent vers la tribune officielle, réclamant justice à grands cris. La police chargea. Des femmes furent frappées, jetées à terre, traînées par les cheveux. Le représentant américain exprima son indignation sans précautions oratoires et refusa d'assister au banquet et aux festivités organisées en son honneur. La plupart des témoins de cet incident singulier estimèrent qu'un diplomate en fonction ne se serait jamais permis d'extérioriser aussi brutalement son indignation — pour légitime et sincère qu'elle fût — si le State Department était encore décidé à donner à Batista un appui inconditionnel. De fait, les premiers contacts indirects entre la diplomatie nord-américaine et les « fidélistes » remontent environ à cette époque. Les intermédiaires furent les correspondants de guerre américains qui s'étaient déjà rendus à plusieurs reprises au quartier général des *guerrilleros* dans la Sierra Maestra.

Tandis que ces négociations difficiles, longuement interrompues à diverses reprises, cheminaient lentement par à-coups, les progrès du mouvement nationaliste dans les divers pays d'Amérique du Sud, et notamment au Venezuela, avaient pour effet d'accroître l'aide extérieure apportée aux *guerrilleros* et, partant, leurs moyens d'action, leur capacité de destruction. Si, sur le plan militaire, une victoire « fidéliste » semblait improbable, les maquisards pouvaient en revanche prolonger indéfiniment la *guerrilla* et étendre leur action de sabotage. Pour se soustraire aux attentats, nombre d'industriels et de commerçants cubains versaient à la caisse des « fidélistes » des prestations dont le total a été évalué à 25.000 dollars mensuels au cours de l'année 1958. On trouvait, au nombre de ces souscripteurs forcés, plus d'un *gringo* propriétaire de plantations ou de fabriques sur le sol cubain.

En déclenchant toutefois, voici plus d'un an, une action de sabotage contre les plantations des *Yankees*, Fidel Castro avança sans doute de plusieurs mois l'heure du dénouement.

De fait, la menace du sabotage était d'autant plus grave pour les Nord-Américains que la plupart de leurs intérêts se trouvaient dans l'Est de l'île, dans la province d'Oriente, centre des activités des « fidélistes ». Les plus importantes raffineries de sucre étaient situées dans cette région, ainsi que les gisements de manganèse de Charco Redondo, les mines de cuivre de Mata Hambre, le district minier de Moa, gros producteur de chrome et de nickel, et les gisements de fer exploités par la *Bethleem Steel Corporation.* Dès l'instant où les intérêts *yankees* étaient placés sous la menace permanente des *guerrilleros*, le grand capital américain allait passer au camp de ceux qui souhaitaient un rapide règlement du conflit, même au prix de larges concessions politiques. Les sociétés américaines intéressées estimaient que le sucre de Cuba valait bien l'abandon de Batista.

De fait, les États-Unis, disposés depuis près d'un an à sacrifier le dictateur, soutinrent les efforts du mouvement en faveur d'une médiation qui, formé à Cuba, au cours de l'hiver 1957-1958, avec l'appui du clergé catholique, ne cessa de gagner du terrain au cours des mois suivants. Tant à Washington qu'à La Havane, les observateurs les plus avertis du conflit cubain pensaient que des élections générales sincères donneraient la victoire aux partisans de la médiation et permettraient ainsi de mettre fin à la guerre, en écartant Batista, sans toutefois, amener au pouvoir les révolutionnaires de la Sierra Maestra. Mais, à l'obstination de Batista, bien décidé à contrôler, à fausser les élections pour porter au pouvoir l'un de ses hommes de paille, répondit la ténacité de Fidel Castro. A la formule proposée par les partisans de la médiation — cessez le feu en vue de permettre des élections pour désigner un nouveau gouvernement — l'homme de la Sierra Maestra opposait le processus inverse : démission de Batista et formation d'un gouvernement provisoire qui organiserait les élections. Enfermée en ce cercle vicieux, la médiation était, dès lors, condamnée. De fait, les élections eurent lieu sous le contrôle de la police et de l'armée de Batista et donnèrent au gouvernement établi l'une de ces victoires de pure apparence qui restent sans effet sur la réalité. Chacun savait désormais qu'une solution ne pourrait intervenir qu'à la faveur d'une négociation directe avec les maquisards.

En décrétant l'embargo sur les armes à destination de l'île, les États-Unis avaient donné une preuve de leur intention d'aban-

donner Batista. Certains observateurs avaient néanmoins pensé à l'époque que cette mesure était surtout destinée à arrêter la contrebande d'armes à destination de la Sierra Maestra — très active en raison des sympathies que les « fidélistes » possédaient aux États-Unis. Il semble que la décision ait été, tout d'abord, présentée sous ce jour aux autorités de La Havane. L'on pensait généralement que Washington continuerait à armer la dictature en sous-main, ou, du moins, par l'entremise du Nicaragua. En fait, les fournitures directes cessèrent totalement. Et, au mois de novembre, les fournitures indirectes, très ralenties, étaient insuffisantes pour permettre aux forces de Batista de poursuivre la guerre. Ce fut alors que le dictateur se tourna vers l'Angleterre, qui accepta de lui fournir du matériel moderne et, en particulier, des avions.

Cette décision inopportune, qui aurait pu avoir pour effet de prolonger le conflit, était, toutefois, contrebalancée par des facteurs contraires propres à hâter le dénouement. Tout d'abord par l'élection, au Venezuela, de Romulo Betancourt, événement qui laissait prévoir un accroissement de l'aide apportée jusqu'alors aux maquisards par le gouvernement provisoire de l'amiral Larrazabal. D'autre part, le renversement de forces qui était en train de s'opérer entre les *guerrilleros*, chaque jour mieux appuyés à l'extérieur, et les forces gouvernementales, soutenues de plus en plus mollement par leurs protecteurs, avait pour effet un élargissement de l'aire des combats et des actions de sabotage. Phénomène qui, accroissant les alarmes des capitalistes *yankees*, augmentait la pression qu'ils exerçaient sur Washington en faveur d'un règlement immédiat du conflit. Ces données exerçaient à leur tour une influence sur les négociations secrètes dès longtemps engagées entre Washington et Fidel Castro. Ce fut à cette époque que le jeune leader nationaliste, voyant les États-Unis disposés à sacrifier au plus tôt Batista en échange de garanties précises, accepta, pour en finir, de renoncer partiellement aux promesses révolutionnaires qu'il avait lancées aux quatre coins de l'île et à souscrire aux deux conditions exigées par Washington : le respect des biens *yankees* et celui des bases nord-américaines. Ce dernier point était particulièrement important aux yeux des dirigeants du Pentagone qui considèrent Cuba comme le pivot du système défensif de l'Amérique Centrale.

Dans les derniers jours de décembre, deux faits montrèrent

aux Américains combien il était urgent de traiter. Les bombardements de villes ouvertes, ordonnés par la dictature aux abois, soulevèrent, dans le monde hispanique, une vague d'indignation qui, si le conflit s'était prolongé, se serait traduite par de nouveaux apports à la cause « fidéliste ». Par ailleurs, l'époque de la récolte de la canne à sucre approchait. Les propriétaires, *yankees* ou cubains, les importateurs de sucre aux États-Unis et les « fidélistes » — soucieux désormais d'un avenir qui leur appartenait — estimèrent que la négociation, puisqu'elle était inévitable, devait intervenir assez tôt pour sauver la récolte de l'année.

L'attitude de la population précipita la chute du dictateur. Parmi les habitants, nombreux étaient ceux qui, dès le début du conflit, sympathisaient en secret avec les maquisards. Mais la peur de la répression policière, des tortures, des mutilations, paralysait les ralliements. D'ailleurs, rares étaient ceux qui croyaient au succès des « fidélistes ». Quelques-uns plaçaient leurs espérances en une médiation. Et la majorité estimait que Washington n'abandonnerait jamais Batista. En ces conditions, le soutien donné aux *guerrilleros* était non seulement infiniment dangereux, mais inutile. Lorsqu'il fut néanmoins évident que les États-Unis retiraient leur appui à la dictature, tous ceux qui étaient favorables en secret à Fidel Castro manifestèrent ouvertement leurs sentiments et prêtèrent main-forte aux maquisards. D'autres, longtemps favorables à Batista, coururent au secours de la victoire. C'est ainsi que l'aire des opérations s'étendit en quelques jours avec une rapidité qui tenait du prodige. Chacun voulait descendre dans la rue et jeter son défi à Batista, pour avoir droit au titre de résistant.

L'armée n'échappait pas à cette contagion. Refusant de prendre part au bombardement des villes ouvertes, nombre d'aviateurs avaient quitté l'île à bord de leurs appareils. Dans les derniers jours de décembre, lors des combats pour la possession de la ville de Santa Clara, au centre de l'île, une partie de la garnison avait refusé d'obéir aux ordres gouvernementaux. Ce fut alors que l'état-major de l'armée, craignant d'être débordé, intima à Batista l'ordre de quitter l'île dans un délai de quelques heures. Après le départ du dictateur, les dirigeants militaires croyaient être en mesure de donner leur investiture à un président provisoire qui imposerait ses conditions à Fidel Castro. Mais la population entière et les troupes faisaient cause commune avec les « fidé-

listes ». L'état-major dut se rallier à son tour au président Urrutia, chef du gouvernement provisoire intronisé par les *guerrilleros.*

Mais Fidel Castro était lié désormais par les engagements qu'il avait dû souscrire pour pouvoir vaincre, et par l'obligation où il se trouvait de solliciter l'aide économique des États-Unis.

L'économie de l'île est, en effet, à tel point orientée vers les États-Unis, que le niveau de vie de l'ensemble de ses habitants dépend des vicissitudes du commerce avec ce pays, qui absorbe, en moyenne, 61 % du total des exportations cubaines. Les exportations de sucre, qui représentent les 5 /6 du total des exportations, sont absorbées dans la proportion de 60 à 66 % par le marché *yankee.* Les expéditions de sucre vers les États-Unis représentent donc à elles seules un peu plus de la moitié du commerce d'exportation de l'île. Mais, dans ces échanges, la position du vendeur est singulièrement moins forte que celle de l'acquéreur. Après une ère de pénurie de sucre et de relèvement des cours, correspondant aux années de guerre, le marché du sucre connaît, en effet, comme presque tous les marchés agricoles, une période de surproduction et de baisse des cours. Le commerce du sucre et, partant, la prospérité de l'île, ont d'ailleurs connu des variations qui répondaient aux vicissitudes de la politique internationale de Washington. Après la période de prospérité correspondant à la première guerre mondiale, Cuba connut une première crise de débouchés qui eut pour effet de freiner la production sucrière. Celle-ci, qui ne représentait en 1939 que 9,89 % de la production mondiale du sucre, bénéficia d'une nouvelle période de « pointe » pendant la seconde guerre mondiale. Elle représenta alors 21,48 % de la production du globe; et le sucre consommé aux États-Unis provenait alors de l'île dans la proportion de 53 %.

Après la guerre, Cuba traversa une nouvelle période de récession. L'accumulation des excédents invendus freina encore une fois la production, qui resta toutefois supérieure à la vente. Conjuré à l'époque de la guerre de Corée, le marasme s'aggrava à partir de 1954. Fait qui explique d'ailleurs en partie l'écho rencontré par Fidel Castro lorsqu'il lança le signal du soulèvement. La renaissance des cultures betteravières en Europe et le développement de la production de la canne à sucre au Mexique, au Perou, en Australie et aux Indes notamment, ont, en effet, porté un grave préjudice au commerce de l'île. L'Angleterre s'efforce tout à la fois de freiner légèrement la consommation par habitant — l'une

des plus élevées du monde — et de développer la production de la betterave sur son propre sol et celle de la canne à sucre dans ses dominions et colonies. Le gouvernement franquiste de Madrid pratique, de son côté, une politique insensée qui tend à la fois à développer la production de la betterave au détriment du blé, et à réduire le niveau de vie populaire et, partant, la consommation. Tandis que la consommation moyenne annuelle du sucre en Espagne est tombée au niveau le plus bas du monde entier — 7 k, 9 par personne, contre 14 en Égypte et aux Indes et 50 en Grande-Bretagne —, les excédents invendus de betteraves s'accumulent dans les dépôts. Suspendant totalement ses importations de sucre cubain, qu'il lui importait de maintenir pour sauvegarder son influence dans l'île, l'Espagne doit désormais mendier aux États-Unis le blé qu'elle ne produit plus, aggravant ainsi sa dépendance économique vis-à-vis de Washington.

Ayant donc pratiquement perdu ses deux meilleurs clients européens, Cuba dépend de plus en plus étroitement du marché *yankee*. Et celui-ci tend à faire une place de plus en plus large au sucre de canne en provenance de Puerto Rico, des Philippines et des îles Hawaï, tandis que la culture de la betterave se développe sur le sol américain. De ce fait, Cuba qui, pendant les cinquante premières années du siècle, fournit en moyenne 43 % du sucre consommé aux États-Unis, n'approvisionne plus le marché américain que dans la proportion de 26,7 %. Encore ce contingent est-il maintenu artificiellement. Le sucre surabonde en effet dans le monde. Aussi les importateurs *yankees* pourraient-ils très aisément détourner une partie de leurs commandes vers d'autres pays, provoquant ainsi l'effondrement des cours du sucre cubain. La diminution des rentrées de devises qui en serait la conséquence entraînerait à son tour la baisse des importations, du niveau de vie et de la consommation, et l'aggravation du chômage, cette plaie nationale.

La concentration de la propriété agraire et la prédominance de la culture de la canne à sucre condamnent, en effet, au chômage saisonnier une grande partie de la population paysanne. La canne, qui occupe 61 % du sol cubain, ne requiert une nombreuse main-d'œuvre qu'à l'époque de la *zafra* (récolte et raffinage) soit pendant 150 jours au maximum, chaque année. Pour échapper au chômage auquel ils sont condamnés le reste de l'année, les *guajiros* (journaliers des plantations sucrières) émigrent en grand nombre vers

les villes. De ce fait, 57 % de la population est aujourd'hui concentrée dans les centres urbains, bien que les possibilités d'emploi offertes par l'industrie soient extrêmement faibles. Aussi la population active n'excède-t-elle pas 32 % du total de la population de l'île. Encore compte-t-on dans ce pourcentage — l'un des plus faibles du monde — les chômeurs touchant une allocation, c'est-à-dire ceux qui possèrent un métier et l'exercent habituellement. Aussi estime-t-on qu'en dehors de l'époque de la *zafra*, le nombre de ceux qui travaillent effectivement n'excède pas 25 % du total de la population (1.520.000 personnes sur 5.926.687 habitants).

La surabondance de la main-d'œuvre entraîne une dépréciation des salaires. Si, du fait de la pénurie de spécialistes, les ouvriers qualifiés, les secrétaires, les dactylos perçoivent des salaires supérieurs à ceux auxquels ils pourraient prétendre en Europe, les travailleurs urbains non spécialisés touchent en moyenne 60 pesos cubains (60 dollars) par mois, soit à peine le cinquième du salaire des travailleurs *yankees* les plus défavorisés, alors que le coût de la vie à La Havane est légèrement supérieur à celui de New York. Encore s'agit-il, en ce cas, de prolétaires favorisés, puisqu'ils possèdent un emploi régulier en ce pays où le travail est un privilège. Aussi le niveau moyen de vie est-il l'un des plus faibles du monde. Pour résorber le chômage urbain et diminuer les importations, et pour abaisser les prix, en augmentant le volume des biens de consommation, il importerait de développer l'industrie locale. Mais ce projet — envisagé tour à tour par tous les gouvernements qui se sont succédé dans le pays — ne pourrait être réalisé que grâce à la fourniture à crédit d'équipement industriel américain. Toutes les perspectives d'amélioration dans l'avenir immédiat dépendent en définitive, comme le maintien des exportations et de l'actuel niveau de vie, du bon vouloir des États-Unis.

Les risques de l'émancipation

Mais s'il est vrai que la prospérité immédiate de l'île — inséparable de la stabilité gouvernementale — commande au nouveau régime de ménager Washington, l'assainissement à long terme de l'économie cubaine exigerait les mesures les plus contraires aux intérêts *yankees*, les plus propres à attirer sur le pays la colère des

États-Unis. Fidel Castro ne l'ignore pas. Lors de son récent voyage au Venezuela, il déclara sans ambages au micro de Radio-Caracas que les problèmes de Cuba ne pourraient trouver de solutions tant que les *gringos* domineraient l'économie de l'île.

La première condition du relèvement du niveau de vie général serait, en effet, la réduction de la marge de bénéfices que les compagnies *yankees* prélèvent sur le sucre exporté et partant sur le revenu national. Des compagnies américaines, qui contrôlent 40 % de la production des raffineries, possèdent en outre d'immenses plantations sucrières. De ce fait, une grande partie des dollars obtenus pour prix du sucre exporté reprend, sous forme de dividendes, le chemin des États-Unis. Mais la production sucrière n'absorbe que 38 % des investissements *yankees* dans l'île. Ceux-ci, qui représentent au total 713 millions de dollars, soit 71,3 % du total des investissements étrangers — ceux de l'Espagne ne représentant plus que 10 % du total — sont orientés vers les transports et les banques dans la proportion de 43 %, et vers l'extraction minière, dans la proportion de 19 %. Les riches gisements de nickel, de chrome, de manganèse, de cuivre et de fer de l'île sont aux mains de sociétés *yankees* ainsi que la totalité des transports maritimes et une grande partie des chemins de fer, des banques et des compagnies d'assurances. Sous forme de fret, d'assurances, de réassurances et de dividendes, les États-Unis prélèvent la plus grande partie du produit du sol et du sous-sol. Aussi, bien que la balance commerciale soit favorable, grâce aux exportations de sucre, la balance des comptes est-elle largement déficitaire.

Mais la méthode vénézuélienne, c'est-à-dire l'accroissement massif des impôts et des taxes diverses frappant les compagnies *yankees*, ne suffirait pas à résoudre les problèmes fondamentaux de l'économie cubaine, et tout d'abord, le chômage. Pour réduire le chômage saisonnier et freiner l'exode vers les villes, il importerait de réaliser la réforme agraire. Fidel Castro a promis le partage des grands domaines de l'État entre les *guajiros*. Mais cette mesure est notoirement insuffisante. Fidel Castro sait fort bien qu'il serait nécessaire de procéder aussi au morcellement des grands domaines privés et, notamment, d'une partie de la superficie des grandes plantations sucrières *yankees*. Le jeune président du conseil a néanmoins formellement promis de respecter les

biens *yankees* dont, à l'époque de la clandestinité, il envisageait la nationalisation.

La réduction de l'aire des plantations sucrières serait également souhaitable à d'autres points de vue : afin de diversifier la production, d'ajuster la production sucrière à une demande réduite, de relever le cours du sucre, et de développer, en échange, d'autres productions alimentaires. C'est seulement à cette condition que l'on placerait le pays à l'abri des crises cycliques de mévente et des variations des cours du sucre, tout en réduisant les importations de produits alimentaires, et notamment les importations de riz américain, qui représentent les 2/3 de la consommation locale.

Par ailleurs, pour faire face à une industrialisation qui, en sa phase initiale, équivaut à un prélèvement sans compensation sur le revenu national, on ne pourrait raisonnablement songer à imposer de nouveaux sacrifices à des masses populaires dont le niveau de vie est déjà si insuffisant. En saine économie, le prix de l'industrialisation devrait être supporté : pour un tiers par des crédits étrangers; pour le second tiers par une augmentation des ressources agricoles permettant à l'île de supprimer totalement ou du moins de réduire les importations alimentaires; et enfin par des prélèvements sur le niveau de vie des classes favorisées. Et ceci de deux façons. D'une part, au moyen d'impôts très fortement progressifs. De l'autre par la suppression de toutes les importations de luxe ou de demi-luxe, au moyen de contingentements ou de tarifs douaniers prohibitifs. Mesures qui impliqueraient la dénonciation des traités de commerce léonins qui ouvrent l'île aux importations américaines en assurant aux marchandises en provenance des États-Unis des tarifs douaniers privilégiés, inférieurs de 20 à 30 %, selon les cas, aux tarifs normaux.

Planification économique, impôts progressifs, taxes spéciales sur les bénéfices des sociétés *yankees*, morcellement partiel des grandes plantations sucrières, réduction des importations nord-américaines, toutes ces mesures, dont dépend à longue échéance le salut de Cuba, entraîneraient sans nul doute la suspension de tous les crédits américains et le détournement vers d'autres pays des commandes des importateurs *yankees*. Baisse des exportations qui se traduirait à son tour par l'effondrement des cours du sucre et celle de la balance commerciale. Alors, le prolétariat, plus misérable encore que par le passé, plus atteint par le chômage, ne tarderait pas à se détourner du nouveau régime. Isolé de la masse

populaire, celui-ci serait exposé aux entreprises de la droite et de l'armée qui, par l'entremise du Nicaragua ou de Santo Domingo, pourraient recevoir l'aide des États-Unis.

Faut-il s'exposer à ce risque immédiat pour tenter d'assurer l'avenir du pays? Vaut-il mieux, après avoir conquis le pouvoir par les armes, se borner à mettre en œuvre la politique des précédents gouvernements : durer, en comptant sur les États-Unis pour entretenir au jour le jour par de maigres crédits la misère qu'ils ont causée? Et ceci jusqu'au jour où le gouvernement, abandonné par un peuple indifférent, déçu, serait néanmoins, à la moindre velléité réformiste, abattu par un *pronunciamiento* ou battu aux élections par des partis de droite disposant d'amples crédits de corruption et de propagande octroyés par les grands intérêts *yankees*?

Le choix en vérité n'appartient pas aux dirigeants d'un pays que sa situation géographique, l'exiguïté de son sol et de ses ressources placent entièrement sous la dépendance des États-Unis. Cuba ne pourra échapper à cette servitude que dans la mesure où la Hispanidad regroupée lui apportera un appui substantiel. Le sort du peuple cubain ne se décide pas à La Havane mais à Caracas, à Buenos-Ayres, à Mexico et à Madrid.

Elena de La Souchère

Jean Pouillon.

VAUDOU, ZÂR ET POSSESSION

« Qu'est-ce, en somme, que le vaudou? Un ensemble de croyances et de rites d'origine africaine qui, étroitement mêlés à des pratiques catholiques, constituent la religion de la plus grande partie de la paysannerie et du prolétariat urbain de la République noire d'Haïti. Ses sectateurs lui demandent ce que les hommes ont toujours attendu de la religion : des remèdes à leurs maux, la satisfaction de leurs besoins et l'espoir de se survivre. » C'est cet ensemble que M. Métraux a étudié avec « sérieux » — c'est-à-dire sans en faire l'apologie, mais sans le dénigrer — et « patience » — c'est-à-dire sans en préjuger la signification. A vouloir résumer ce livre [1], on risquerait de manquer à ces deux règles de l'ethnographie. Mais M. Métraux aurait manqué son but — ce n'est pas le cas, heureusement — s'il n'était possible en revanche de dégager à propos du vaudou quelques problèmes fondamentaux et plus spécialement deux d'entre eux : celui du syncrétisme religieux et celui de la possession, la compréhension du second étant grandement facilitée, malgré la différence des contextes, par l'étude de Michel Leiris sur le culte des zâr en Éthiopie [2].

La définition toute formelle qui vient d'être donnée met déjà au premier plan le caractère syncrétique du vaudou. L'étude concrète de l'organisation du culte, du panthéon et du rituel, ne le dément pas : à tout instant la liturgie d'origine catholique et le rituel d'origine africaine se combinent pour former une religion originale, tout comme sur le plan linguistique les

1. Alfred Métraux, *Le Vaudou haïtien* (Gallimard).
2. Michel Leiris, *La possession et ses aspects théâtraux chez les Éthiopiens de Gondar. (L'Homme*, Cahiers d'ethnologie, de géographie et de linguistique, Plon.)

habitudes phonétiques et les catégories grammaticales héritées des ancêtres africains s'appliquent à des termes français pour constituer le créole « qui n'est pas un patois grossier, comme on l'a souvent dit, mais une langue de formation relativement récente qui dérive du français, comme celui-ci du latin[3] ». La magie et la sorcellerie — qu'on explique trop volontiers par le seul « atavisme noir » — ne montrent pas moins l'importance de la contribution « blanche » : « un très grand nombre de croyances et de pratiques, soi-disant africaines, ont une origine normande, picarde ou limousine[4] ».

En face d'une telle situation, le clergé catholique a eu le sentiment d'un « abominable mélange ». Son erreur, en l'occurrence, n'est pas tant d'avoir été horrifié[5] — on ne peut reprocher à des prêtres de tenir à la spécificité de leur culte — que d'avoir cru qu'il ne s'agissait précisément que d'un mélange. Parler de mélange, en effet, c'est supposer la confusion, des emprunts faits au hasard, une simple juxtaposition de croyances hétérogènes. Or, le vaudou n'est rien de tel. Certes, il ne présente pas une mythologie fortement structurée, il n'est pas doté d'un corps de doctrine solidement élaboré, et il n'est pas toujours commode de s'y reconnaître parmi « les représentations à la fois variées, fragmentaires et contradictoires que les adeptes se font du monde surnaturel[6] ». Mais, outre qu'il n'est pas impossible d'y déceler un ordre assez lâche mais réel — ce livre en est la preuve —, la raison de cette confusion apparente est que le vaudou n'est pas à proprement parler une théologie. Si le monde surnaturel ressemble un peu à une auberge espagnole, en revanche le lien qui l'unit au monde quotidien, les rapports entre les « esprits » — les *loa* — et les fidèles sont strictement ordonnés et donnent au vaudou une cohérence qui vaut bien celle des spéculations auxquelles se livrent d'autres religions. C'est sur le plan psychologique et social qu'il trouve sa véritable unité, et Métraux insiste avec raison sur le fait qu'il exprime la situation présente

3. Métraux, p. 18.
4. Métraux, p. 239.
5. Horreur ressentie d'ailleurs bien tardivement, ce qui montre l'indifférence des curés à l'égard des « paroissiens » dont ils prétendaient assumer la charge. (Cf : Métraux, p. 300.)
6. Métraux, p. 71.

et l'histoire passée du peuple haïtien : sa déportation d'Afrique, son long esclavage et l'insécurité persistante de sa condition. « La différence est minime, écrit Métraux, entre la société traditionnelle des *loa* et la paysannerie haïtienne qui l'a imaginée. »

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les prêtres catholiques tiennent à ne voir dans le vaudou qu'un mélange. C'est en effet le meilleur moyen de nier que le catholicisme y soit réellement en cause : selon eux, il n'y aurait en somme qu'une religion essentiellement africaine, vaguement et indûment teintée de catholicisme. En réalité, le vaudou *n'est pas* une religion africaine : il est évidemment issu de systèmes religieux dahoméens, mais, s'il faut le juger de ce point de vue, on doit dire qu'il n'en est qu'une « version appauvrie [7] » et il se pourrait bien qu'un prêtre dahoméen ait en face du vaudou la même réaction, mais en sens inverse, que son confrère catholique! Il jugerait sans doute bien compromise la pureté de l'héritage africain. Mais, précisément, Métraux peut écrire que cette pureté ne l'intéresse que « médiocrement », et qu'il serait injuste de ne chercher dans le vaudou que la survivance de croyances et de pratiques dahoméennes ou congolaises : ce serait en méconnaître l'aspect dynamique et oublier qu'il s'agit d'abord d'un système religieux vivant [8], proprement haïtien, né à une date relativement récente [9]. L'originalité du vaudou réside donc bien dans son syncrétisme, c'est-à-dire dans l'unification réelle d'influences diverses, unification qui est beaucoup plus qu'un ajustement maladroit d'éléments composites. En ce sens le catholicisme lui est aussi essentiel que la religion des Fon. Le problème est alors de trouver les raisons de l'accord entre celle-ci et celui-là, la justification de leur convergence.

L'histoire suffit-elle à l'expliquer? Suffit-il de dire que la religion des esclaves noirs et celle des colons blancs devaient, nécessairement et quelles qu'elles fussent, se combiner d'une façon ou de l'autre? Le maintien de rites africains s'explique aisément : « Le culte des esprits et des dieux, ainsi que la magie

7. *Id.*, p. 23.
8. Si Métraux en prévoit la disparition, c'est moins en raison de contradictions internes qu'à la suite de transformations économiques et sociales.
9. *Id.*, p. 52.

furent pour l'esclave à la fois un refuge et une forme de résistance à l'oppression [10] ». En ce cas, n'aurait-il pas fallu s'attendre à ce que ce culte se conserve dans sa pureté, préservé de l'influence catholique? Mais, puisqu'il n'en a pas été ainsi, la raison en est-elle dans la conversion imposée à tous les déportés? L'article 2 du Code noir (10 mars 1865) prescrivait en effet que « tous les esclaves qui seront dans nos Isles seront baptisés et instruits dans la religion catholique, apostolique et romaine [11] ». En fait, « la seule disposition du Code noir qui fut réellement observée était celle relative au baptême... Après cette cérémonie, le maître s'estimait quitte envers Dieu et le roi. Aucune instruction religieuse n'était donnée aux esclaves [12] ». Les planteurs craignaient sans doute à la fois le sens révolutionnaire que les esclaves auraient pu voir dans les principes évangéliques [13] et les occasions de se rencontrer et de s'entendre que les cérémonies religieuses auraient fourni aux Noirs des différentes plantations. Pourtant, « plus encore que la persistance des cultes africains, ce qui nous frappe, c'est la rapidité avec laquelle les esclaves, qui avaient peu de possibilités de se familiariser avec les croyances et les rites catholiques, les incorporaient à leur vie religieuse [14] », et ceci avant que la Révolution et la fin des arrivages d'esclaves ne coupent les liens entre Haïti et l'Afrique et n'obligent le vaudou à se développer en vase clos, sans recevoir d'autres apports que ceux du catholicisme. On pourrait supposer que ce dernier n'a servi que de masque et que les vaudouistes ont imprimé un cachet catholique à leurs cérémonies afin de donner le change aux autorités ou à l'Église. Il n'en est rien et l'explication est à la fois plus simple et plus révélatrice : « Convaincus de l'efficacité de la liturgie catholique, ils veulent en faire bénéficier leur religion particulière [15] ». Après tout, c'est la liturgie des maîtres

10. *Id.*, p. 25.
11. *Id.*, p. 23.
12. *Id.*, p. 27.
13. Métraux cite à ce propos un témoignage formel : « Les maîtres de Saint-Domingue, loin d'être fâchés de voir leurs nègres vivre sans religion, s'en félicitaient au contraire, car ils ne voient dans la religion catholique que des sentiments d'égalité dont il est dangereux d'entretenir les esclaves. »
14. Métraux, p. 27
15. *Id.*, p. 291.

et on peut bien supposer qu'elle leur a été utile. Ainsi, un seul et même facteur rendrait compte et de la persistance des croyances africaines et de l'influence catholique : l'esclavage. Les premières garantissaient aux esclaves le maintien de leur identité propre, la seconde leur apportait l'espoir de s'égaler aux maîtres, non par la réalisation trop évidemment incertaine de belles promesses humaines, mais, directement, par l'emploi des moyens surnaturels dont, semblait-il, ceux-ci usaient pour leur plus grand bénéfice. La croyance fondamentale du vaudou concerne en effet l'efficacité des rituels. C'est par différents rituels qu'on peut se concilier les esprits et entrer en rapports bénéfiques avec eux. La religion, toute religion, pour le vaudouiste et, je suppose, pour beaucoup d'autres, c'est d'une part l'affirmation d'un monde surnaturel, d'autre part une ou plusieurs procédures pour se mettre en relation avec ce monde. Le catholicisme ne dément pas cette conception. Dira-t-on qu'il s'agit là d'une interprétation particulière et insuffisante de cette religion? Le fait est qu'il la permet et, en tout cas, qu'à Haïti, il s'y est, pour ainsi dire, offert de lui-même. Comment l'esclave aurait-il pu le voir autrement, alors qu'on ne lui donnait aucune instruction religieuse, qu'on se contentait de le baptiser et que les autres cérémonies paraissaient réservées aux maîtres, sans doute, pouvait-il penser, en raison des avantages qu'elles leurs procuraient? En outre, il constatait aisément que les divers cultes rendus à Dieu et à ses saints étaient tout autant « idolâtres » et polythéistes que sa propre croyance aux *loa* [16] — ou tout aussi peu, car on parle souvent trop vite d'idolâtrie ou de fétichisme à propos de religions faisant pourtant au symbolisme une place aussi importante que d'autres qui se prétendent pour cette raison complètement dégagées de l'idolâtrie. Aussi est-ce le plus naturellement du monde et sans paradoxe qu'un paysan haïtien a pu dire : « Il faut être catholique pour servir les *loa*... » et Métraux ajoute :

16. A ce propos, il faut noter — et ceci montre bien que syncrétisme ne signifie pas confusion — que les saints catholiques ne sont pas purement et simplement assimilés aux *Loa*. Un mythe spécial rend compte de leur différence d'origine et leurs fonctions ne sont pas les mêmes : *loa* et saints se rencontrent à mi-chemin entre ciel et terre; « là, les premiers communiquent aux seconds les vœux des fidèles. Les saints les transmettent à Dieu qui les exauce ou non selon son bon plaisir ». (Métraux, p. 290.) Les deux systèmes sont coordonnés au sein d'un ensemble plus vaste, ils ne sont pas confondus.

« Cette phrase... exprime la nature exacte des liens entre vaudou et catholicisme [17] ». Il n'y a nulle contradiction entre la fidélité aux *loa* et le sentiment sincère d'appartenir à la religion catholique. La contre-épreuve en est fournie par l'opposition radicale qui existe au contraire entre vaudou et protestantisme. Par sa rigueur et son dépouillement, ce dernier apparaît à certains, qui se croient en butte à l'hostilité des esprits ou n'ont pas obtenu d'eux les avantages escomptés, comme le moyen de leur échapper. Peut-être est-ce une façon de croire encore à leur existence, du moins est-ce une manière de rejeter un culte qui, devenu inefficace, n'apparaît plus que comme coûteux ! Inversement, le cas s'est produit de convertis qui, pour abjurer le protestantisme, se présentèrent devant le curé et aussitôt, fort logiquement selon eux, allèrent offrir des sacrifices à leurs *loa* [18]. Les deux vont ensemble. C'est bien pourquoi la campagne « antisuperstitieuse » très rudement menée il y a une vingtaine d'années, par l'Église, et appuyée pendant un temps par le gouvernement, a échoué. L'épisode est intéressant à un double titre. Tout d'abord, et cela confirme ce qui précède, cette campagne a révélé, par ses succès initiaux et par l'extension qu'elle dut prendre, l'interpénétation du vaudou et du catholicisme : pratiquement, elle finissait par viser tous les catholiques. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle n'a pas réussi. En second lieu, la manière même dont elle était menée affirmait ce qu'elle prétendait nier : c'est à coup d'exorcismes que les curés débarrassaient les vaudouistes de leurs *loa*, ceux-ci étaient assimilés à Satan, les succès des prêtres étaient attribués à un pouvoir qu'il fallait bien appeler « magique » et finalement le vaudou, tout exécré qu'il fût, se retrouvait intégré au catholicisme plus étroitement encore !

Au fond, toute cette histoire montre comment le catholicisme s'est pris à son propre jeu. L'Église a pu croire que la tolérance apparente réussirait, qu'elle digérerait le vaudou ainsi qu'elle le fit d'autres « paganismes » et qu'au bout du compte, à Haïti comme ailleurs, seuls des érudits sauraient reconnaître derrière les cérémonies catholiques des survivances des anciennes croyances. Elle n'y est pas parvenue et c'est le catholicisme qui s'est vaudouisé. La raison en est sans doute que les Haïtiens

17. Métraux, p. 287.
18. *Id.*, p. 315.

demandaient et demandent toujours à la religion une efficacité autre que celle offerte par le catholicisme, une efficacité directe dans ce monde-ci et non une garantie pour l'au-delà. Seuls des rites, à la portée immédiate desquels ils voulaient croire, pouvaient donc les intéresser et non une eschatologie qu'on se gardait d'ailleurs bien de leur enseigner. La preuve en est que les sacrements et les rites funéraires n'ont pas subi une absorption comparable à celle dont d'autres éléments importants de la liturgie ont été l'objet [19]. Cette attitude se comprend facilement si l'on n'oublie pas la condition des Africains déportés. On retrouve à nouveau le facteur essentiel : l'esclavage et, aujourd'hui, l'insécurité. Dans un monde où la vie est difficile, ce à quoi l'on tient d'abord — si, bien entendu, on y croit ! — c'est au soutien actuel des puissances surnaturelles, à leur intervention manifeste dans l'existence quotidienne. De ce point de vue, plein de bon sens et d'illusion à la fois, la possession, qui marque aux yeux de tous la sollicitude des *loa* pour les fidèles, est l'élément capital du vaudou, la dernière des pratiques auxquelles les Haïtiens eussent renoncé.

***

La possession se définit [20] comme le moyen favori (du *loa?* du fidèle?) de communication entre un « esprit » et un homme. Le premier s'incarne dans le second, qui devient non seulement son réceptacle, mais son instrument, son « cheval ». Pour comprendre ce qui se passe alors, il faut tenir compte du fait que tout *loa* possède ou plutôt *est* un «caractère » déterminé, individualisé. Sans doute un fidèle, interrogé sur ce qu'est un *loa*, le définira d'abord par ses attributions, par sa ou ses fonctions. Mais pratiquement c'est la « psychologie », que ces fonctions supposent, qui compte, et les *attributions* d'un *loa* ne servent guère qu'à lui conférer certains *attributs* matériels, dont les possédés se saisiront pour faire reconnaître aux spectateurs la personnalité du « cavalier ». Cette affirmation initiale d'identité n'est qu'une commodité accessoire : on sait ainsi tout de suite à qui on a affaire. De même, il ne faut pas

19. Métraux, p. 296.
20. Métraux, pp. 106 à 125.

trop s'attacher à la crise nerveuse, à l'agitation désordonnée qui annoncent la possession proprement dite : ce sont, pour ainsi dire, des manières d'ouvrir les guillemets. L'important, c'est ce qui se passe ensuite ; après avoir ainsi indiqué, par son vêtement et son attitude, le changement qui s'est opéré en lui, le possédé doit exprimer, par son comportement et par ce qu'il faut bien appeler son jeu, le caractère, l'humeur présente, les désirs de son *loa*. Une telle obligation, pour qu'on puisse la remplir, suppose un savoir et, donc, soit un enseignement diffus, soit une initiation proprement dite. En fait, les deux existent : les possédés ne sont pas toujours des initiés. Quoi qu'il en soit, dans un cas comme dans l'autre, il faut avoir appris le caractère des *loa*. Ceci est vrai d'ailleurs non seulement des possédés, mais aussi des spectateurs : une bonne partie de leur plaisir vient de leur compréhension immédiate de la scène jouée devant eux et du jugement qu'ils peuvent ainsi porter sur le « talent » du cheval. Au surplus, les possessions se produisent en général au cours de cérémonies : loin d'en troubler l'ordonnance, elles en sont un élément indispensable, puisque l'absence des dieux dans un service organisé en leur honneur serait un bien mauvais signe. Elles sont aussi réglées que le service lui-même. Il y a donc tout un rituel à connaître. Mais on ne parlerait pas de « possession », si en même temps celle-ci n'apparaissait pas comme spontanée et comme entraînant chez le possédé une véritable perte de conscience. On en arrive ainsi au problème : est-ce une simulation? Si ce n'en est pas une, qu'est-ce réellement que la possession?

C'est ici qu'il est nécessaire de se référer à l'étude de Michel Leiris. On est frappé d'abord par le parallélisme, jusque dans le langage, du culte des zâr et de celui des loa. Dans les deux cas, il s'agit de génies qui peuvent envahir un individu, lequel, à Gondar comme à Haïti, est dit le cheval du loa ou du zâr et ne manifeste plus en cette occasion que la personnalité de son possesseur. Chez les Éthiopiens, le futur cheval est un homme qui attribue sa maladie ou ses ennuis au mauvais vouloir d'un génie, et qui va alors trouver un guérisseur afin que celui-ci reconnaisse de quel génie il s'agit et lui dise ce qu'il faut faire. Les crises de possession n'apparaissent qu'après l'intervention du guérisseur, « quand ce dernier, dans le but de prendre langue avec le persécuteur supposé pour parvenir

à une entente, l'aura amené à s'emparer du patient d'une façon manifeste ou, plus exactement, aura habitué celui-ci à manifester dans son comportement (principalement au cours des assemblées d'adeptes) les signes reconnus comme étant ceux de la possession par tel ou tel génie... La nature même du mal ou de l'inconvénient subi, la personnalité physique et morale du patient, l'identité des esprits qui ont déjà possédé de manière durable des membres de sa famille, les circonstances dans lesquelles la chose est intervenue sont des indices permettant au guérisseur de déterminer quel génie ou quel ordre de génies doit être supposé en action; une fois porté ce diagnostic provisoire, c'est en parfaite conformité avec sa théorie qu'il travaillera lui-même à déclencher des symptômes de possession, sans rien qui permette d'affirmer qu'il ne croit pas simplement faire subir au patient l'interrogatoire dont le but est d'amener le génie à se déclarer de manière explicite [21] ». Le côté curatif importe assez peu et, en fait, s'efface rapidement derrière le côté fonctionnel : « Certains zâr apparaissent comme préposés à certaines fonctions et font effectivement, aux yeux à tout le moins de l'observateur profane, figure de véritables *dramatis personae* dont les rôles seraient assurés par les possédés en qui viennent censément s'incarner ces esprits [22] ». Comme à Haïti, ces fonctions se traduisent par une certaine psychologie que le possédé doit exprimer. Le problème est bien le même.

Leiris met l'accent sur l'aspect théâtral de la possession, que Métraux souligne également (sans y insister autant, car l'objet de son livre est plus général). Il détaille les rapports entre possession, divertissement et esthétique, et définit finalement le zar comme « symbole d'une manière d'être et promoteur d'une action ». Le zar, puissance surnaturelle, est sans doute la force qui fait agir le possédé, mais il est surtout le type d'après lequel le possédé modèle son comportement. On en dirait autant du loa. Ce type impose certes des contraintes : le possédé ne peut faire n'importe quoi et la possession n'est pas un spectacle de hasard. Mais il est pourtant assez souple et laisse au patient une certaine marge qui permet à celui-ci de se livrer à des improvisations et de déployer son « talent ».

21. Leiris, p. 17-18.
22. *Idem*, p. 59.

La possession est une manifestation à la fois contrôlée et spontanée, c'est un « théâtre vécu [23] ». Les deux idées d'inconscience et de maîtrise de soi se trouvent ainsi inextricablement mêlées dans la définition qu'on en donne.

Faut-il alors parler de simulation? Leiris indique les supercheries possibles. il note les accusations qu'à ce propos les possédés peuvent porter les uns à l'égard des autres. Métraux met en doute la réalité de la perte de conscience pendant la possession. Mais ils se refusent tous les deux, et avec raison, à cette explication trop commode. La simulation, quand elle a lieu, se produit sur un fonds de croyance sincère, que l'accusation, lorsqu'elle est le fait des intéressés eux-mêmes, présuppose. Le fait de la simulation ne détruit pas la croyance, qui, au contraire, rend la simulation possible et qui, en tout cas, subsiste malgré cette possibilité. C'est précisément cette « croyance malgré... » qu'il s'agit de comprendre. L'explication qui ferait des possédés des malades, des névrosés et plus spécialement des hystériques, ne peut être retenue : la normalité (au sens statistique comme au sens normatif) du phénomène dans le groupe considéré ne le permet pas, à moins d'étendre abusivement le concept d'hystérie, au point d'ailleurs de le rendre inutilisable. Peut-on supposer que c'est le groupe lui-même qui serait en proie à une sorte d'hystérie collective et qui, en quelque sorte, ferait pression sur le possédé? Mais « il serait faux, écrit Métraux, de s'imaginer que les possessions du vaudou se produisent au milieu d'une foule soulevée par l'enthousiasme mystique. Ceux qui assistent en spectateurs à une cérémonie ne jettent qu'un regard distrait sur les événements. Ils bavardent sur les côtés du péristyle, fument des cigarettes ou grignotent des « tablettes » (pralines) [24] ». De son côté, Leiris met en évidence l'aspect « comédie », « divertissement » des possessions. On ne peut pas retenir non plus l'expli-

23. Une comparaison détaillée avec le psychodrame serait bien utile.

24. Métraux, p. 120. Pour ma part, j'ai assisté chez les Dangaléat du Tchad, à Korbo, à une séance de possession qui ne dément en rien, bien au contraire, les observations précédentes. J'ai été frappé par le caractère paisible, familier de toute la cérémonie qui ne perdait rien pourtant de son importance et de sa crédibilité aux yeux des spectateurs. En revanche, bien que je ne crusse pas, ou plutôt *parce que* je ne croyais pas à la « margaye » — *loa* ou *zar* des Dangaléat —, j'étais le spectateur le plus attentivement tendu.

cation d'allure psychanalytique que R. Bastide a donnée à propos de faits brésiliens analogues, selon laquelle la possession permettrait le retour symbolique de la personnalité refoulée « dans une atmosphère de joie et de fête, sans le caractère sinistre dont parle Freud ». Elle serait une « confession jouée, une cure motrice dans l'exaltation musculaire de la danse [25] ». La comparaison, objecte Métraux, est forcée, elle néglige le caractère rituel de la transe et le fait que ce ne sont pas des impulsions personnelles refoulées que le possédé cherche à exprimer. Celui-ci observe un comportement pour une large part traditionnel et « s'efforce de personnifier un être mythologique dont le caractère lui est, somme toute, étranger ». C'est d'ailleurs précisément pour cette raison qu'à la différence des malades séparés des autres hommes, il peut, grâce à la possession, communiquer, non seulement avec les « esprits » mais avec ses semblables. La possession est un langage immédiatement compréhensible.

D'où vient donc la difficulté? De ce que, si la simulation (ou la maladie) ne peut être retenue comme principe général d'explication, l'authenticité de la possession ne peut, elle non plus, être acceptée purement et simplement, justement pour les raisons qui font qu'avant d'en rejeter l'hypothèse on ait pu songer à la simulation. Il semble qu'on soit ainsi condamné à tourner en rond. La possession est, si l'on peut dire, de nature circulaire ou, pour reprendre une expression de Leiris, c'est un « état ambigu ». Mais il faut en tirer les conséquences. Le dilemme possession inauthentique-possession authentique, ou conscience-inconscience, est un faux dilemme. Quand l'individu qui a été possédé déclare, malgré toutes les preuves qu'on a pu avoir du contraire, qu'il ne se souvient pas de ce qui s'est passé, il faut comprendre ce qu'il veut dire. Ce n'est pas l'inconscience qui est recherchée, c'est l'irresponsabilité. « Le zâr peut être utilisé par le possédé comme un moyen de dégager sa responsabilité en portant au compte de tel ou tel génie une action que, pour une raison quelconque, il entend ne pas assumer [26]. » C'est en cela que la possession peut, comme le note Métraux, si profondément satisfaire, non pas

25. R. Bastide, *Sociologie et psychanalyse* (P.U.F.), p. 252, cité par Métraux, p. 119.
26. Leiris, p. 67.

« d'obscures tendances » plus ou moins avouables, mais une tendance très simple et très générale, qu'on retrouve partout et en dehors de tout rituel de possession : par exemple lorsque nous nous excusons, en invoquant « notre » caractère ou plus simplement la nécessité prétendue de certains enchaînements psychologiques, d'actions dont nous ne voulons pas revendiquer la responsabilité : « Je n'y peux rien, je suis comme ça, c'est mon caractère! »; et quand nous parlons ainsi, nous voyons bien que les autres nous comprennent : « Oui, un tel a un sale caractère, il ne peut se changer. » Ce rapprochement ne vise pas à assimiler deux attitudes qui restent très différentes — et on ne gagnerait rien à dissoudre la spécificité de la possession dans on ne sait quel magma psychologique —, mais c'est précisément en insistant sur leur analogie qu'on pourra mieux situer leur distinction et du même coup, peut-être, définir la possession.

Possédés ou non, nombreux sont ceux qui croient à l'existence de « types » psychologiques fournissant les cadres de notre comportement et le rendant compréhensible. Le développement actuel de la caractérologie en apporte la preuve. Les individus qui relèvent de ces types sont, dit-on, aussi peu capables de sortir des limites, assez souples il est vrai, qu'ils tracent, que le « cheval » d'agir autrement que ne le lui ordonne son « cavalier ». Mais, même si l'on refuse cette détermination, même si l'on veut accorder à l'individu la liberté de sa conduite, il n'en reste pas moins que toute action suivie peut être considérée comme un rôle que l'on tient en se conformant à des canons psychologiques appris et ensuite oubliés mais toujours efficaces. Après tout, il n'y a pas de sentiments « naturels [27] », on apprend à les éprouver et à les manifester, il y a toujours en eux une part de jeu et de mauvaise foi. Nous sommes tous comme le garçon de café qui joue à être garçon de café, dont parle Sartre dans *L'Être et le Néant* [23]. En ce sens, nous ressemblons tous à Malkam-Ayyahou, l'informatrice de Leiris, dont les zâr « constituaient une sorte de vestiaire de personnalités qu'elle pouvait revêtir selon les nécessités et les hasards de son existence quotidienne, personnalités qui lui offraient des

27. C'est parce qu'il en est ainsi que l'analyse sans préjugés est possible et qu'en même temps la psychologie relève en fin de compte de l'éthique.
28. *L'Être et le Néant* (Gallimard), p. 98.

comportements et des attitudes tout faits, à mi-chemin de la vie et du théâtre [29] », nous sommes toujours « à mi-chemin ». Ceci n'est pas une critique de l'entreprise psychologique, c'est au contraire le fondement d'une analyse à la fois logique et historique (c'est-à-dire, si la psyché est une histoire, vraiment psycho-logique) de la conduite humaine. Ce qui est en moi n'est pas uniquement de moi, cela est vrai du possédé et du non-possédé. Où est alors la différence ? Dans l'attitude à l'égard de cet étranger si proche, dans le choix que l'on fait entre l'effort pour l'intérioriser, le reprendre à son compte, et, au contraire, l'acceptation insolente ou modeste de son exrériorité. Qu'est-ce qui est le plus « satisfaisant »? La réponse dépend probablement de la société où l'on se trouve, des problèmes qu'elle pose aux individus. A lire ce qu'écrit Métraux du dénuement, tant psychique que matériel, dans lequel vit le paysan haïtien (et il est peu probable que son contemporain de Gondar soit mieux loti!), il semble qu'il y ait un lien entre la possession et la pauvreté (ces mots jurent d'être joints, mais c'est significatif : on aperçoit ainsi le rapport de compensation qui les unit). Le possédé, seul, accède à l'existence, laquelle ne peut être que surnaturelle, car, comme on dit, celle qu'on mène n'est pas une vie. Pour qu'il en aille autrement, il faudrait plus de sécurité. Chacun sait que, pour faire de la psychologie, il faut du temps et de l'argent.

Jean Pouillon

29. Leiris, p. 8.

Les Livres

La vieille fille et le mort, de *Violette Leduc* (Gallimard).

Dès les premières pages de *La vieille fille et le mort* nous sommes plongés dans une atmosphère insolite à laquelle il devient impossible d'échapper, tandis que se découvrent devant nos yeux d'inquiétants personnages. Rêve ou réalité ? Les personnages de Violette Leduc sont bien de chair et d'os — ce sont en fait d'humbles gens échappés de la réalité quotidienne — mais ils portent au cœur une plaie commune qui les singularise : l'obsédante conscience de leur solitude. C'est au développement morbide de ce mal secret qui les ronge que nous assistons, dans ces deux récits qui prennent si souvent l'allure de déchirants poèmes maudits.

La première des deux nouvelles, celle qui donne son titre au livre, s'ouvre sur l'évocation nostalgique d'un village. Dans ce village dont nous ne saurons pas le nom, une vieille fille, Mlle Clarisse — cinquante-quatre ans— passe le plus clair de son temps aux soins d'une mercerie-épicerie-café. Polie, aimable avec la clientèle, Mlle Clarisse partage ses occupations entre son commerce, une collection d'images et l'élevage de quelques lapins. Le dimanche, assise dans un coin du café, les pieds posés sur un petit banc, la vieille fille tricote, reprise ou marque du linge, tandis que les joueurs de cartes annoncent leurs tierces. Ainsi s'écoule une existence banale et monotone, égoïste au fond, sans accidents et sans passions. Il semble possible d'affirmer que Mlle Clarisse, comme tant de ses semblables, mourra paisiblement, entourée de l'estime et de la sympathie de tous. Mais un soir, un soir qu'elle s'est attardée à soigner ses lapins et à nettoyer leurs cabanes, son pied heurte en rentrant dans le café plongé dans l'ombre le corps d'un homme gisant à terre. Et l'aventure commence; l'aventure, c'est-à-dire l'explosion soudaine dans le cœur de la vieille fille de l'amour pour le mort inconnu.

On le voit, nous touchons ici au cas pathologique. Partie en somme d'un fait divers, la nouvelle prend vite ce ton insolite dont j'ai déjà parlé. Et, naturellement, une question se pose. Qui est exactement Mlle Clarisse, cette commerçante en apparence si paisible ? Ce qu'elle est, elle ne pourrait le dire elle-même, du moins elle n'aurait pu le dire elle-même avant la rencontre du mort. Bien sûr, quelque chose lui manque, quelque chose que la femme frustrée qu'elle incarne sent glacé en elle et qui la rend timide et maladroite devant l'enfant qui, le soir, vient lui rendre visite à la boutique. Cet enfant, dont la présence lui est nécessaire, elle éprouve à son contact des silences gênés, des élans de tendresse vite étouffés,

parfois même elle abuse de sa patience et de sa docilité parce qu'il n'exige rien d'autre que de partager à certaines heures sa solitude. Pourquoi ne s'est-elle pas mariée ? L'occasion ? Elle l'a eue. « Les partis ne vous ont pas manqué. Vous avez toujours refusé. Vous êtes belle pourtant... » constate un de ses clients. Le mépris, l'exigence ? Oui. Et aussi le drame du choix, l'occasion manquée, le rêve de jeune fille déçu. « J'attendais, confiera-t-elle au mort. Je voulais que l'on me prît le menton avec des gants blancs. J'avais dix-huit ans. Le soir, j'herborisais, je m'instruisais, je m'endormais avec le nom de Cassiopée. J'espérais qu'un savant viendrait, qu'il apprendrait à sarcler, qu'il me prêterait des livres... J'attendais, j'espérais qu'un navigateur solitaire viendrait, qu'il se baignerait dans la buée des vergers... Trente années passèrent. » A l'approche de la vieillesse une merveilleuse possibilité s'est tarie chez Mlle Clarisse, une possibilité qui est peut-être la condition même de l'équilibre de la femme : celle du don de soi-même, de l'abnégation totale en faveur du bonheur de l'homme. On ne peut s'empêcher de songer à ces appels tragiques, doucement surannés, que lancent les vieilles filles à des inconnus par l'intermédiaire de journaux spécialisés dans l'exploitation du bonheur manqué...

Cette immense aspiration à la tendresse, au dévouement, Mlle Clarisse la découvre immédiatement en présence de l'homme inerte, de l'homme « qui était venu mourir chez elle ». « Cet homme lui a donné sa mort comme on donne sa vie », il est l'homme providentiel, l'occasion si longtemps attendue. Il y a dans les quelques heures qui séparent la découverte du mort par la vieille fille jusqu'au moment où elle surprend l'inutilité de sa tentative de rachat, la naissance, l'épanouissement, la fin d'un grand amour. Si insolite qu'elle soit, la passion de Mlle Clarisse se développe avec une logique rigoureuse, éveillant tour à tour les sentiments par lesquels deux corps et deux âmes s'harmonisent. Et tout d'abord c'est l'instant des confidences, l'instant où l'esprit déjà tourné vers l'avenir on songe encore aux préoccupations anciennes, c'est-à-dire pour Mlle Clarisse — comment ne pas sourire ? — aux lapins! On remarquera qu'en sa frénésie sentimentale la vieille fille crée elle-même les réponses du mort :

« — Il fallait appeler, il fallait crier : « Il y a quelqu'un. » Vous n'avez pas appelé, vous n'avez pas crié. Pourquoi ? Je changeais les litières mais je serais venue. Vous aviez soif... Mes cabanes à lapins pouvaient attendre.

— Vous avez des lapins ?

— J'en ai onze sans compter les petits dans le nid. Tout le monde a des lapins à la campagne. Ça aide à vivre.

— C'est vrai : tout le monde à des lapins à la campagne... »

O naïves confidences! Pauvre univers de vieille fille! Mais bientôt, auprès du mort qu'elle transfigure, qu'elle façonne à l'image de son rêve, Mlle Clarisse s'épanouit, esquisse des projets, réinvente le monde fragile et frais des amoureux, retrouve la poésie des rendez-vous, découvre peu à peu sa vocation de femme. Un véritable délire de tendresse, de dévouement, d'espoir secoue ce cœur durci par cinquante années de vie inutile. « Ce soir, Clarisse attend derrière les usines, les meules, les hangars, à la porte des abattoirs, ce soir elle est à tous les rendez-vous. Son cœur est

fou... » Et Mlle Clarisse s'envole avec le mort vers les douces journées de l'avenir, les soirs délicats de convalescence, les après-midi de petits travaux ou de promenades dans la campagne, les dimanches tumultueux de fête foraine. « Croyez-vous que nous sommes heureux ? », demande-t-elle. Hélas! le rêve s'épuise, un goût de cendre baigne les lèvres de la vieille fille; étendu sur le dos, le mort se refroidit, s'éloigne, lui échappe. « Donnez-moi quelque chose », supplie encore Mlle Clarisse. C'est fini : le mort n'est plus qu'un symbole figé, celui de l'amour qu'elle n'a pas connu, que jeune fille elle a refusé, que sa démence seule a inventé. Non loin de là, dans la cuisine, l'enfant — cet autre symbole — l'enfant, lassé d'attendre, s'est endormi. Mlle Clarisse boutonne sa capote, ferme la porte du café; traversant la place, elle va prévenir le maire.



La seconde nouvelle du recueil, *Les boutons dorés*, est sans doute moins significative. Mais elle est imprégnée d'une poésie rustique très profonde qui lui donne un ton infiniment pathétique et séduisant. La petite Clotilde est la fille d'un garde forestier surnommé « La badine » avec lequel elle partage une existence de sauvageonne. En contact continuel avec la forêt, Clotilde a grandi au sein d'une nature nostalgique de sapins, d'animaux des bois, de bêtes traquées par les chasseurs. Entourée de gens rudes — un père ivrogne et primitif, une mère désolée, usée par trop d'enfants, trop de lessives, trop de corvées —, l'enfant dont la sensibilité et l'imagination sont presque maladives prend vite conscience de son isolement. Sa seule amie véritable est une vieille dame sans enfants qui la cajole et chez qui elle se réfugie quand elle sent peser trop lourdement sur elle la solitude. Après la mort de son petit frère, qui se noie pour avoir voulu marcher sur le « tapis de lentilles » (l'étang) alors qu'elle ne le surveillait pas, Clotilde, reniée par ses parents, commence son triste destin de bonne à tout faire. Ce qu'elle ne peut donner personnellement, cette immense part de tendresse humaine qu'elle porte en elle, elle le mettra dans son travail qu'elle exécute docilement, rapidement, comme pour s'étourdir. Elle gagne ainsi la confiance des hommes avec lesquels elle travaille, mais jalousée par les femmes, ses patronnes, elle se fait chaque fois renvoyer. Un jour, tandis qu'elle attend devant la porte d'une ferme ses nouveaux patrons, Clotilde rencontre Georges, un garçon de seize ans, son aîné d'une année. Penché sur une photographie des salines de Djibouti, le jeune homme rêve de plages, d'océans, de voyages, et fait partager son désir d'évasion à la jeune fille. Georges, qui est le fils des patrons, aide Clotilde dans ses travaux les plus sordides, la remplace parfois, l'empêche de se livrer à certaines tâches humiliantes. L'amour est né. Un amour naïf, maladroit, qui chez Clotilde, grisée par cette tendresse inhabituelle, prend une allure chimérique et délirante, comparable à cette tempête sentimentale qu'avait connue Mlle Clarisse. La jeune fille, qui ne possède rien, voudrait donner à l'être aimé un cadeau digne de son amour. « Elle ouvrit sa valise. Elle ne trouvait pas ce qu'elle pourrait donner à Georges. On n'offre pas une brosse à habits, une brosse à cheveux, une boîte à cirage, un calendrier, une fleur découpée dans une robe, un pois dans un

tablier... » Finalement elle découdra pour les lui offrir les boutons dorés de son humble manteau de ratine. Mais déjà l'occasion de s'humaniser, de s'épanouir, de guérir par l'amour partagé sa solitude lui échappe. Découverte par la mère de Georges qui s'indigne de la séduction que la servante exerce sur son fils, Clotilde doit reprendre sa vie errante et incertaine, cristallisant autour du souvenir de l'ami à peine connu un rêve hallucinant. Un instinct obscur guide Clotilde vers un asile d'aliénés où elle pense trouver parmi les déments des compagnons de solitude peut-être capables de la réconforter. Dans l'impossibilité de réaliser son projet, elle sombre dans un désespoir dont on comprend qu'il est désormais sans issue.

Ainsi s'achève un livre cruel, désespéré, probablement l'un des plus originaux publiés ces dernières années. Un livre que ceux qui le liront ne seront pas près d'oublier.

Claude COUFFON



Le repos du guerrier, de *Christiane Rochefort* (Grasset).

Dans le succès du *Repos du Guerrier*, il y avait quelque chose d'ambigu. Non pas qu'il faille généraliser trop vite et penser méchamment qu'un livre audacieux, parce qu'il recueille les suffrages bourgeois, doit avoir une faille : mais ce livre, à travers son « audace », ne finit-il pas par rassurer?

Une jeune bourgeoise frigide arrive dans une petite ville de province pour régler une question d'héritage. Se trompant de chambre, elle arrache à la mort un homme, Renaud Sarti, qui avait tenté de se suicider. Cet homme lui apprendra tout, l'amour, la passion, la folie, l'alcool. Elle rompra avec un passé. Titubante. Délirante. Miracle de l'amour? Non : naturel de l'amour. D'ailleurs cet affreux ivrogne débauché est charmant, plein de cynisme, d'humour et de grâce : il ne vit que couché dans une tabagie effroyable, lisant des séries noires et buvant du whisky. Elle y perd le sens social, la santé et à la fin du livre presque son capital. Mais elle est enceinte du grand Renaud; le petit Renaud lui donnera la force de chasser le grand, qui, cette fois se roulera à ses pieds et la suppliera de l'épouser.

Le livre est bon. Il manque pourtant quelque chose à l'histoire pour qu'on y croie tout à fait. Quoi?

Rien d'étonnant dans la rupture de Geneviève le Theil. Elle détestait sa mère, s'ennuyait avec son amant. Ses amis étaient vierges, vertueux et ternes. Renaud l'a projetée d'un coup dans un monde de toutes les couleurs et de toutes les dimensions : « Je vis avec un mort qui m'aspire de son côté »; « J'éclate de la fierté d'être une femme ». Seulement, voilà, l'ancienne scoute « Abeille Laborieuse » ne se reconnaît plus dans cette folie érotique. Tuberculeuse, elle échappera à demi inconsciente à Renaud Sarti dans une ambulance. Lui, soumis, à moitié fou, découvrira qu'il l'aime et la guérira presque.

Alors, l'amour qui a sorti Geneviève le Theil d'elle-même, qui a fait

d'une petite bourgeoise égoïste et antipathique une femme libre, capable de tout, folle, libre et par conséquent généreuse (tout cela, en effet, elle l'a compris avec son sexe : elle n'avait rien compris avant), l'amour, quand il touchera Renaud, en fera un con qui partira, sa valise à la main, se faire désintoxiquer pour pouvoir écrire des romans policiers capables de faire vivre sa femme et son enfant.

Le livre se casse un peu, à partir du moment où Renaud dit : « Je t'aime » à Geneviève.

Geneviève, elle, raconte voluptueusement sa déchéance qui n'est autre que la découverte de l'amour avec un ivrogne. Si le livre est courageux, il y a une petite vulgarité morale à laquelle l'auteur n'échappe pas pour se contempler folle ou déchue. Il reste ce petit quant à soi qui a pu rassurer les 80.000 lecteurs du livre, sans lequel l'histoire eût été plus belle et plus émouvante.

Sans jouer les affranchies, on ne peut rien trouver que de très naturel dans tout ce qui arrive à Geneviève le Theil. Or Geneviève le Theil s'en émerveille, et si elle parle admirablement du monde fermé de l'alcoolique et des prisons de l'amour, elle n'a manifestement pas un assez grand détachement en racontant cette histoire. Toutes les petites barrières tombent lentement dans *Le Repos du Guerrier :* elle le dit fort bien. Mais rien d'étonnant : le courage est ailleurs.

La conclusion du livre : « C'est lui qui fait tout, pas moi », est un mensonge. A partir du moment où Geneviève le Theil, grâce à Renaud Sarti, a découvert le monde, à partir du jour où elle a entrevu qu'il l'aimait (car elle l'aime aussi pour son cynisme et rien ne l'excite plus que de s'entendre dire qu'elle est de la colle de pâte, du lierre, etc.), c'est elle qui mène le jeu.

La tricherie est là. D'ailleurs révélée, guérie et avec cette sorte de tranquillité folle que donne l'habitude de l'amour, tout d'un coup c'est Geneviève le Theil qui mène le jeu et tout ce que Renaud lui a sauvagement appris, elle le fait sournoisement rentrer dans l'ordre. Elle aura son plaisir mais dans la légalité. Ici il ne faut plus parler d'une victoire mais d'une défaite. C'est lent, c'est insinuant. D'abord elle achète une voiture pour le promener, puis 200.000 francs de disques, puis une table pour qu'il puisse écrire (heureusement il lui fera encore l'amour sur cette table : la chaise, c'est pour demain, nous dit l'auteur), et c'est ce petit humour goguenard qui rend à la longue le livre un peu écœurant. Elle achètera peut-être ensuite un appareil à sous pour que Renaud se sente tout à fait comme au bistrot.

Il y a un moment où elle refait basculer le monde dans l'ordre, dans un ordre où le plaisir existe mais les murs aussi, qui ne sont plus de verre.

Monique Lange

Le Théâtre

La Punaise, de *Vladimir Maïakovski* (Théâtre de l'Atelier).

Créée en 1929 par l'acteur Igor Ilynski au Théâtre Meyerhold, *La Punaise* de Maïakovski reçut un accueil assez froid dans les sphères officielles. Le temps de la « N.E.P. », assorti d'une certaine confusion sociale et économique, réclamait des œuvres plus positives. Mais Maïakovski, grand poète de la Révolution, se refusait à dissocier celle-là de la liberté, et le montra l'année suivante en faisant jouer *Les Bains* qui connut un échec complet. Peu après, il se suicidait, d'une balle au cœur, oubliant de laisser pour la postérité une notice explicative de ce geste. On sait que les hypothèses ont foisonné. Du moins s'est-il clairement expliqué sur le sens de *La Punaise* dans la revue *Ogoniok*, un mois avant la création de la pièce : « *Il m'est difficile de me considérer comme le seul auteur de la pièce. La matière première de ma comédie, c'est la masse des faits empruntés à la vie quotidienne qui me passaient par les mains et par la tête au cours de mon activité journalistique à la* Komsomolskaïa Pravda. *Ces faits insignifiants isolément je les ai rassemblés, condensés en deux personnages centraux de la comédie : Prissypkine, qui par souci d'élégance a transformé son nom en Pierre Scripkine, ex-ouvrier, et Oleg Bayan, autodidacte flagormeur, ex-propriétaire. Mon travail journalistique a abouti à une pièce polémique tendancieuse, posant un problème. Ce problème, c'est la dénonciation de l'esprit petit-bourgeois de nos jours.* » Longtemps considérée comme suspecte, la comédie féerique de Maïakovski a fini par trouver audience. On sait qu'elle est jouée avec un vif succès depuis 1956 au Théâtre de la Satire de Moscou, dans une mise en scène de V. Ploutchek et S. Ioutkevitch, dont Barsacq, qui vit le spectacle lors d'un voyage en U.R.S.S., s'est, dit-on, inspiré.

Une re-lecture, la veille de la première, m'avait laissée très optimiste. Ce texte si drôle, si émouvant parfois, cette fantaisie, cette alacrité, cette tendresse sous l'ironie ne pouvaient que bien passer la rampe. Malheureusement, il s'est avéré, dès le premier quart d'heure, que le texte français de Barsacq n'avait pas les vertus de celui de Michel Wassiltchikov [1]. Je le dis à regret. L'inverse eût été, on s'en doute, plus agréable à formuler. Terne et précautionneux, le texte de Barsacq ne pouvait résister à une mise en scène exubérante, dans laquelle le *spectaculaire* l'emporte constamment sur l'essentiel, et le recouvre.

(1) Voir *T. M.* nº 123 (mars-avril 1956.)

On se souvient que la comédie se compose de deux parties, la seconde se passant cinquante ans après la première. Maïakovski prend son héros Prissypkine au moment où il s'apprête à rompre avec sa classe pour aller rejoindre, en la personne grassouillette de sa fiancée Elzévire Renaissance, caissière d'un salon de coiffure, les rangs immortels de la petite-bourgeoisie. Prissypkine n'est pas un monstre; il est pire, en quelque sorte. C'est un médiocre, que la flagornerie d'Oleg Bayan (magnifiquement incarné par Jean Le Poulain) entretient dans le sentiment de sa promotion sociale. Chez lui, les qualités du cœur ne rachètent pas le vide de l'esprit. On le voit bien dans la scène où il rejette Zoïa, son amie, qui l'aime encore et tentera de se suicider, encourant ainsi le blâme de la cellule, où l'on estime que la vie de chacun appartient à la collectivité, et doit être brûlée, comme une chandelle, jusqu'au bout. La noce « *rouge* » a lieu. On boit beaucoup, on danse avec frénésie, on se dispute et bientôt le voile de la mariée, enflammé, transforme la noce rouge en Bal des Ardents. Les poutres craquent, le plancher s'effondre et Prissypkine est retrouvé, — après dix plans quinquennaux — bien conservé au cœur d'un bloc de glace, dans la cave. Il revient à la vie entre les mains des hommes de science. Drôle de vie : dans ce monde ordonné, tempérant, aseptique, où l'amour-passion fait figure de maladie, ni lui ni la punaise, elle aussi décongelée, n'ont de place. Ce n'est d'ailleurs pas sans discussions que les autorités remettent en circulation cet inutile et vaniteux lèche-cul de style 1929. Porteur de bactéries qui vont rapidement contaminer l'entourage, il apparaît comme un anthropoïde un peu répugnant, qui serre des mains, crache, fume, boit de la bière, épingle au mur des photos de filles nues, et chante d'insipides romances en s'accompagnant sur sa guitare. Le *mammifère* et la punaise, capturée après une longue chasse, se retrouvent en fraternelle symbiose dans une cage du Zoo, et le « *simulateur anthropomorphe* », invité par le directeur à faire devant les délégués du monde entier une démonstration de ses talents se livre alors à une manifestation indécente. Il apostrophe la salle : « *Citoyens... D'où sortez-vous ? Combien êtes-vous ? Depuis quand êtes-vous tous décongelés ? Pourquoi suis-je tout seul dans ma cage ?...* » Tandis que les invités horrifiés reculent, on enferme Prissypkine et on voile la cage.

Toute la première partie, haute en couleur, est brillamment jouée, et magistralement orchestrée par Barsacq, non sans une certaine complaisance qui prolonge indûment le tableau de la noce, « *clou* » de la soirée. La deuxième partie, elle, laisse perplexe. Artificiellement raccordée par l'auteur à la première, elle est, il faut bien le dire, assez ambiguë et la présence d'Yves Arcanel ajoute à cette ambiguïté. Ce comédien, plein de talent, a un visage ouvert, une « *aura* » sympathique. Il est beaucoup plus charmant que ridicule, pitoyable que répugnant. Est-ce une erreur de distribution, ou bien, au contraire, de la part de Barsacq, une façon délibérée d'infléchir la pièce, quelque chose comme une invite faite au spectateur pour qu'il substitue finalement au personnage dérisoire de Prissypkine le poète captif, victime d'un régime inhumain ? C'est interpréter de façon sans doute abusive la pensée d'un poète qui n'est plus là pour s'expliquer. On ressent ici une sorte de malaise, encore aggravé par l'excès des moyens matériels : ces tapis roulants, ces échelles-gigognes, ces

girafes articulées, et qui font des grâces, bref tout ce par quoi l'on s'est efforcé de traduire la « *féerie* », et qui attire l'attention au détriment du texte.

Renée SAUREL



Les Possédés, d'*Albert Camus*, d'après *Dostoïevski*, au Théâtre Antoine.

En marge de son roman *Les Possédés* qu'il écrivit à Dresde en 1870, Dostoïevski notait : « *La chose que j'écris est tendancieuse. Ah ! ils glapiront contre moi les nihilistes et les Occidentaux ! Ils me traiteront de rétrograde. Mais que le diable les emporte, je dirai toute ma pensée...* » Il la dit en effet et de façon pas toujours limpide parce qu'il est avant tout le peintre de ces « *états intermédiaires et mystérieux de l'âme* » dont parlait Stefan Zweig. Et sa pensée n'est plus celle du jeune conspirateur de 1849. Entre temps, il y a eu le « *complot* » Petrachevsky, l'horrible simulacre d'exécution sur la place Semoniosky, les quatre années de bagne en Sibérie, et au terme de ces quatre ans, non pas la liberté tant attendue, mais l'enrôlement d'office, et pour six ans, dans un régiment de tirailleurs sibériens. Riche expérience que cette plongée dans l'enfer humain, diront plus tard les biographes, le derrière posé sur un coussin moelleux. Pour avoir pris part à quelques parlotes exaltées autour d'un samovar, l'heureux romancier va tirer quatre ans, et des fers de dix livres. De lectures, point, à l'exception de l'Évangile. C'est la façon tsariste de laver les cerveaux. En regagnant sa cellule, après le sadique simulacre, il avait écrit une lettre admirable : « *Près de moi seront des hommes, et être un homme parmi les hommes et le demeurer toujours, quelles que soient les circonstances, voilà le véritable sens de la vie...* » Il tiendra parole, et restera fraternel. Mais non sans succomber à la tentation majeure : le recours à Dieu, la croyance au pouvoir rédempteur de la souffrance. Témoin plein de compréhension et de pitié, il n'en condamnera pas moins à l'avenir toute révolte qui se traduit par la violence.

Au cours des huit années qui précédèrent la parution des *Possédés*, le nihilisme avait gagné du terrain. La répression du soulèvement polonais en 1863, puis l'exemple de la Commune de Paris avaient transformé en mouvement actif le nihilisme initial, bourgeois et purement spéculatif. Voici donc ces « *démons* » sur la scène. Tous les personnages du roman se retrouvent ici, à l'exception du gouverneur, de sa femme et de Karmazinov, caricature de Tourgueniev, qu'abhorrait Dostoïevski. Camus a réincorporé la confession de Stravoguine, et abondamment puisé à la source des « *Carnets* » des *Possédés*. Il ne s'agit pas ici, on s'en doute, d'un découpage arbitraire, mais d'un travail en profondeur, d'une analyse et d'une reconstruction qui laissent aux personnages leurs zones d'ombre, leur ambivalence, et cette royale impudeur qui leur fait avouer l'inavouable. On ne pouvait mieux faire. Il n'empêche que de Nicolas Stravoguine (Pierre

Vaneck), de Pierre Verkhovensky (Michel Bouquet), de l'émouvant Kirilov (Alain Mottet), de Chatov (Marc Eyraud) et de tous les autres — on sait que l'intrigue est complexe et les personnages nombreux — le spectateur qui ignore le roman ne connaîtra que ce que le théâtre, à travers sa schématisation et son grossissement, peut livrer. C'est encore assez pour qu'on s'attache à la pièce.

Metteur en scène, Camus a fait preuve d'autant de discrétion que d'efficacité. Pour jouer cette œuvre difficile, il a su faire appel à des comédiens dont chacun a plus et mieux que du talent : Tania Balachova (la générale Stravoguine), Pierre Blanchar (Stepan Verkhovensky), Nadine Basile, Jean Muselli, Edmond Tamiz, Catherine Sellers (Maria Lebiadkine), Nicole Kessel, Jean Martin, Roger Blin ont su « nourrir » leur personnage, compensant ainsi, autant qu'il se pouvait, la déperdition de substance qu'entraîne inévitablement le passage du roman à la scène. A cette réussite, il convient d'associer Mayo, dont les décors soulignent bien le crescendo tragique de la pièce.

Ce très beau spectacle laisse un regret : celui que Camus qui croit au « *nihilisme* » de notre société et de notre monde spirituel, n'ait pas plutôt écrit, pour le dénoncer, une pièce originale. Si notre temps lui paraît celui des âmes mortes on déchirées, c'est ce temps-là qu'il fallait nous montrer. En procédant par allusions, il s'exposait à la dégradation de sa pensée et de celle de Dostoïevski, il créait l'équivoque, suscitait la confusion, et servait de caution à ceux qu'il ne pourra pas, un jour prochain, ne pas désavouer.

R. S.

P.S. — Adamov, à son tour, a été saisi par le démon de l'adaptation. Je signale que le dernier numéro de la Revue *Théâtre Populaire* publie *Les Ames Mortes*, quinze tableaux tirés du roman de Gogol. La pièce, primitivement destinée au T.N.P, sera créée par Roger Planchon, à Villeurbanne.

LE SOUVENIR D'ANTONIO MACHADO

A la fin de janvier, un groupe de jeunes hispanistes français réunis autour de Claude Couffon prenait l'initiative de proposer un hommage à Machado, et obtenait le patronage des grands maîtres de l'enseignement de l'espagnol en France — le professeur Bataillon, le recteur Sarrailh, M. Charles Aubrun — et de nombreuses personnalités intellectuelles de toutes nuances, depuis François Mauriac jusqu'à Louis Aragon, en passant par Simone de Beauvoir, J.-P. Sartre, Queneau, Tristan Tzara, Pierre Gascar.

Dès que cette initiative fut connue à Madrid, un groupe d'intellectuels décida d'organiser une cérémonie jumelle à Ségovie où un musée a été installé dans la maison que le poète occupa pendant plusieurs années. Pour faire connaître ce projet et exprimer leur solidarité avec les organisateurs de la manifestation de Collioure, le groupe de Madrid rédigea un manifeste, bientôt souscrit par les académiciens presque unanimes et par tout ce qui compte dans la culture espagnole, depuis le grand historien Ramon Menendez Pidal jusqu'aux jeunes romanciers de la « génération du demi-siècle » : Sánchez Ferlosio, Fernandez Santos, Ignacio Aldecoa, en passant par R. Perez de Ayala, Gregorio Marañon, Carles Riba, Dionisio Ridruejo, V. Aleixandre, Chueca, Lain Entralgo, Julian Marias, C.-J. Cela, Tierno Galvan, Buero Vallejo, Elena Soriano, Elena Quiroga, Gabriel Celaya, Blas de Otero, Bardem, Berlanga... Ce message collectif invitait « tous les Espagnols de bonne volonté » à « rendre à Machado, et à travers lui au silencieux peuple espagnol, un hommage d'admiration et de solidarité, en se réunissant autour de la tombe de Collioure, où les cendres du poète attendent le jour où elles pourront venir se mêler à leur terre maternelle et recevoir en Espagne l'hommage que nous, les Espagnols, nous devons à notre poète. Hommage d'hommes libres réunis sous le signe de sa mémoire. »

Le manifeste des intellectuels madrilènes conférait à la cérémonie de Collioure le sens, tout nouveau, d'un colloque entre les deux Espagnes. Aussi ce texte — dont les copies commencèrent à circuler à Barcelone, à Perpignan, à Toulouse, à Paris trois ou quatre jours avant la date fixée pour la cérémonie — détermina-t-il un grand mouvement d'adhésion. Les délégations des émigrés de Paris et de Genève, les éclaireurs de la délégation de Toulouse et un groupe de jeunes intellectuels de Madrid se rencontrèrent — sans s'être donné rendez-vous — à l'auberge des Templiers, à Collioure, dans la soirée du 21 février. Une excitation un peu folle, une fièvre de fraternisation s'empara alors de tous les participants. Les minutes semblaient trop courtes pour épuiser la joie des retrouvailles. Aussi ceux qui avaient déjà passé une nuit en chemin de fer et qui allaient repartir le dimanche soir pour un long voyage, prolongèrent-ils la veillée jusqu'à trois heures du matin, dans la grande salle de l'auberge des Templiers, aux murs tapissés de filets de pêcheurs et de dessins de Picasso. Le lendemain matin, une caravane d'autocars amenait les délégations populaires des grands centres de l'émigration espagnole : Toulouse,

Béziers, Perpignan. Au total quelque cinq cents personnes qui, debout sur la grande place de Collioure, au pied de la forteresse des Templiers, virent poindre enfin, après une heure d'attente, les premières voitures amenant la délégation de Barcelone. Étonnante délégation qui unissait les visages les plus connus de l'écran espagnol aux plus grands noms de la littérature, de la vie artistique et même de la tauromachie. Des noms que nous sommes convenus de taire pour l'instant...

Et tous, célèbres ou inconnus, mêlés sans ordre de préséance, allaient se rendre au cimetière, devant le tombeau élevé au poète par le « comité local Antonio Machado », avec la participation de la population catalane fidèle aux souvenirs qui l'attachent à l'Espagne.

Alors, sur ce rivage de sable blanc et de galets où quelques pierres et quelques visages portent encore la marque des lointains colonisateurs grecs, l'alacrité succéda tout naturellement à la grâce mesurée du pathétique. Instant des fruits de mer et de l'apéritif, joies de la concorde retrouvée et de la dense espérance, entre ciel et sable, face à une mer de plomb et d'écume. « Mare nostrum » — murmuraient avec un sourire mi-ébloui, mi-ironique, quelques étudiants espagnols émergés des brumes parisiennes.

Longues veilles, confidences nostalgiques, ivresse de la fraternité retrouvée dans la commune douleur, dans la commune joie : que reste-t-il de toute cette excitation un peu folle ? Plusieurs faits positifs. Tout d'abord, le climat de cette journée de concorde nationale a mis en évidence un phénomène connu depuis longtemps des Espagnols du terroir, mais encore inconnu des étrangers et de certains groupes de l'émigration : l'Espagne, oublieuse des rancœurs de la guerre civile, a cessé d'être divisée en deux camps antagonistes. Il n'y a plus deux Espagnes, mais une Espagne solidaire, qui attend le moment où le départ de quelques centaines de dirigeants anachroniques lui permettra d'extérioriser son unité profonde. Par ailleurs, la journée de Collioure a donné aux intellectuels d'Espagne l'occasion de se définir *contre* le régime en proclamant leur admiration *pour* Machado.

Un autre aspect de la journée qu'il convient de souligner est son caractère de spontanéité. Deux initiatives sont en effet à l'origine du rendez-vous de Collioure, l'une émanait d'un groupe d'intellectuels de Paris, l'autre du « comité Antonio Machado » de Perpignan. Et elles visaient, l'une et l'autre, à organiser une cérémonie intime. Ce projet, connu par des lettres individuelles, déformé, amplifié dans les conversations de café, a pris, à Madrid, à Barcelone, une importance nouvelle, qui ne doit pas nous surprendre. Il arrive souvent, en effet, en Espagne, qu'un geste individuel déclenche un ample mouvement collectif. Mais ce phénomène présuppose toujours la préexistence d'une opinion diffuse, quelquefois semi-inconsciente, qui prend conscience d'elle-même, se définit en adhérant à une prise de position individuelle, au geste ou au manifeste d'un petit groupe.

Et ces initiatives qui révèlent l'opinion à elle-même ont presque toujours en Espagne un caractère culturel. Ainsi de 1929 à 1931, au cours de la période incertaine qui sépara la chute de la dictature de Primo de Rivera de la proclamation de la République, les intellectuels groupés autour d'Ortega y Gasset et de Marañon dans « l'Association au service

de la République » sont-ils apparus comme les interprètes de l'opinion publique. Et l'Espagne ne prit conscience de sa volonté républicaine, ne comprit que l'ancien régime était perdu que le jour où Ortega y Gasset, promu pour quelques heures au rang de messager d'un peuple, publia dans la *Revue de l'Occident*, son fameux article « Delenda est Monarchia ». Quelques mois plus tard, Ortega parvenait difficilement à se faire élire au Parlement. Ce rôle de porte-parole du peuple est rendu plus facile aux écrivains par les liens étroits qui les unissent au folklore. Il n'existe, en effet, aucune autre littérature qui, de tout temps, se soit aussi constamment nourrie du fonds commun des légendes populaires, des expériences et des proverbes de la race.

Et Machado est plus représentatif que tout autre des traits permanents et des aspirations nationales. Non qu'il fût plus « engagé » que les autres écrivains de la génération de 1898 : Unamuno, Pio Baroja, Ortega y Gasset. Mais, tandis que le message des prosateurs n'est compris que d'une minorité intellectuelle, le poète est traditionnellement, dans toutes les civilisations, l'interprète des lieux communs de la nation. Et Machado entendait demeurer fidèle à cette mission traditionnelle souvent reniée par les poètes intellectuels de notre siècle. A l'écrivain espagnol il assignait pour tâche de rechercher la vérité de l'Espagne dans les profondeurs intactes de l'âme populaire. Andalou de naissance, il se fit le chantre des paysans de Castille, représentants du « casticisme », de l'essence de l'Espagne. Ainsi sa poésie, qui exprime en un langage pour tous intelligible, des émotions, des aspirations communes, est-elle éminemment populaire. Elle se distingue de la poésie intellectuelle de Jimenez et de certains de ses disciples, et de la poésie régionaliste de Garcia Lorca, exotique aux yeux des Espagnols eux-mêmes. Et à ce rôle de barde populaire qu'il avait choisi, Machado fut fidèle jusqu'à la mort. Agé, presque infirme, protégé par sa renommée contre toute persécution, il suivit à pied la retraite des armées républicaines et mourut d'épuisement dans une auberge populaire de Collioure.

La dure leçon contenue en cette œuvre, en cette mort, suscitent la même ferveur dans les couches populaires et parmi les jeunes intellectuels. Aussi la journée de Collioure et de Ségovie, qui ouvrit « l'année Antonio Machado » fut-elle la première journée de la concorde nationale, le premier signe de la naissance de la nouvelle Espagne prophétisée par le poète dans le « lendemain éphémère » — ce poème qui figure, en guise de devise à la première page d'*Union*, le bulletin clandestin de l'Union Démocratique des Étudiants :

... Et voici naître une autre Espagne,
l'Espagne du ciseau et celle du marteau,
avec cette jeunesse éternelle pétrie
du rude passé de la race.

Elena RIBERA

Directeur de la publication : Jean-Paul SARTRE

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — 1959
Dépôt légal 1er *trim.* 1959